Jacques Ploncard d'Assac

DOCTRINES DU NATIONALISME

EDITIONS NOTRE COMBAT

NATIONAL - SOCIAL - RADICAL

I. Édouard Drumont ou la fin d'un monde

« La formule nationaliste est née presque entière de lui ; et Daudet, Barrès, nous tous, avons commencé notre ouvrage sur sa lumière. »

Charles Maurras, *L'Action française*, 6 février 1937.

Sur la fin du XX[e] siècle, les institutions démocratiques commencèrent, un peu partout en Europe, à entrer en décadence. En trente ans, les souverains de la Sainte-Alliance avaient abandonné le pouvoir aux Assemblées, en trente autres années les puissances occultes et financières s'emparèrent des Assemblées.

C'est en France qu'étaient nées les idées de 1789. Elles y avaient déroulé leurs conséquences néfastes plus vite que dans le reste de l'Europe. Il était donc dans l'ordre des choses que la réaction s'y manifestât plus tôt qu'ailleurs. Mais il fallait d'abord que le pays prit conscience des périls qui le menaçaient dans l'ordre intellectuel, dans l'ordre économique et dans l'ordre politique.

> *« Quelquefois, les peuples s'éteignent dans une agonie insensible, qu'ils aiment comme un repos doux et agréable ; quelquefois ils périssent au milieu des fêtes, en chantant des hymnes de victoire et en s'appelant immortels. »*

dit Lacordaire.

Or, la France au lieu « *de rentrer en elle-même, d'essayer de guérir puisque Dieu, dit l'Écriture, a fait les nations guérissables* », semblait pouvoir « *finir dans l'apothéose théâtrale* ».

Tel était le jugement d'un contemporain[1] qui, en cinq gros volumes intitulés *Études psychologiques et sociales*[2] bourrés de faits et de passion, allait dresser le bilan de la III[e] République à la fin du XIX[e] siècle et susciter un puissant courant d'opinion d'où sortirait le nationalisme.

L'intensité du mouvement provoqué par Édouard Drumont fut considérable. Tout entière axée sur un sursaut passionnel devant ce qu'il a appelé lui-même « *la fin d'un monde* », son action devait affecter en partie, pour des raisons historiques qui n'entrent pas dans le cadre de cette étude, la forme d'un mouvement antisémite, spontané et populaire. Mais derrière sa façade antisémite, la réaction que provoque l'auteur de *La France Juive*, en 1886, visait plus loin que la dénonciation de quelques banquiers internationaux juifs, et non juifs aussi d'ailleurs. En réalité, ce que Drumont avait observé, c'étaient les premiers symptômes de la malfaisance du libéralisme économique dans le sein d'une démocratie libérale.

1 Drumont Édouard, *La Fin d'un Monde*, p. 111.

2 *La France juive, La Fin d'un Monde, La Dernière Bataille, Le Testament d'un Antisémite, Sur le Chemin de la Vie,* etc.

Dans une société politique inorganique, une économie inorganique engendrait tous les excès du capitalisme de spéculation et bouleversait profondément la société traditionnelle.

*
**

Édouard Drumont se fit l'historien de cette « *fin d'un monde* ».

Il le fit sans grand espoir, avec un pessimisme foncier, mais en apportant une méthode juste qui, à travers Barrès, Bourget et Maurras prendra sa forme définitive sous le nom d'« empirisme organisateur ».

Drumont avait fait observer que « *la Mort est un aussi grand débat que la Vie. L'Agonie est un combat comme la Naissance. La décomposition de l'être est aussi compliquée que sa formation et il faut envisager la terminaison de l'existence comme un tableau aussi coloré, aussi complexe, aussi varié, aussi mouvementé que l'existence elle-même* ».

Et il en tirait cette conclusion :

> *« Pour savoir bien quelles conditions sont nécessaires pour que vive une Patrie, il faut regarder attentivement comment meurt un monde qui a formé peu à peu dans cette Patrie comme une agglomération de bacilles. Pour bien connaître les nécessités primordiales de l'être, il faut apprendre comment on arrive au non-être et demander à ce qui expire* "ce secret de la vie" *que saint Antoine, selon l'expression de Flaubert,* "tâchait de surprendre, à la lueur des flambeaux sur la face des morts" ».

Plus tard, Barrès, Bourget surtout et Maurras mettront en termes scientifiques cette analogie du corps social et du corps humain. Ils en tireront cette notion essentielle de la doctrine nationaliste : que la société est soumise non à la fantaisie de ses volontés, mais à des lois qu'il ne s'agit pas d'inventer, mais de découvrir.

L'essentiel de cette théorie est déjà tout entier dans Drumont :

> *« Rien n'est instructif comme de rechercher l'origine première des maladies qui lentement, mais sûrement, usent, dégradent et ruinent peu à peu l'organisme. Le terme de mort subite, en effet, ne peut rien dire et l'on ignore trop les élaborations énormes qu'il faut pour faire ce qu'on appelle une catastrophe soudaine. La désagrégation s'opère progressivement, mais sans hâte et dans la société, confédération de tissus, les débuts du mal sont toujours lointains, ignorés et obscurs. On tombe par où l'on penche, voilà la loi ; c'est un rien d'abord, une perturbation presque insensible, un grain de sable dans l'engrenage puis le désordre partiel, puis les ressorts brisés et l'arrêt définitif...*
>
> *Le cadavre social est naturellement plus récalcitrant et moins aisé à enterrer que le cadavre humain. Le cadavre humain va pourrir seul au ventre du cercueil, image régressive de la gestation ; le cadavre social continue à marcher sans qu'on s'aperçoive qu'il est cadavre, jusqu'au jour où le plus léger heurt brise cette survivance factice et montre la cendre au lieu du sang. L'union des hommes crée le mensonge et l'entretient :*

une société peut cacher longtemps ses lésions mortelles, masquer son agonie, faire croire qu'elle est vivante encore alors qu'elle est morte déjà et qu'il ne reste plus qu'à l'inhumer ».[3]

*

**

Chercher ce qui fait « pencher » la société française en ces dernières années du XIXe siècle, tel fut l'objet de la recherche de Drumont. Il en trouvera la raison dans ce qu'il appellera « *le faux chemin pris en 1789, un chemin au bout duquel on croyait trouver Salente et dans lequel on s'est obstiné, après n'y avoir rencontré que des désillusions, des catastrophes et des doutes* »[4].

Au « moi », à l'individualisme, il oppose les lois de l'hérédité :

> *« Un être n'est pas si simple qu'on le croirait : c'est un ensemble ; il se compose de traditions qui le rattachent à ceux qui ont vécu avant lui, de sentiments qui l'attachent aux gens qui sont du même pays que lui. Dès qu'il est dépouillé de tout cela, qu'il s'est mis hors de sa religion, hors de sa race, hors de sa patrie, il n'a plus de rapports, plus de racines, plus de place à lui dans l'organisation sociale. »*[5]

Ce sont à peu près les termes dont se servira Barrès : « les déracinés », « la Terre et les Morts ».

C'est le mercredi 20 avril 1892 que parut le premier numéro de *La Libre Parole*. On était alors en pleine période anarchiste. On jugeait Ravachol. Tout de suite, Drumont prend une position qui le distingue nettement des « conservateurs ». Sous le titre « Anarchie générale », il met la société libérale en face de ses responsabilités :

> « "Malheur, *a dit Joubert,* à qui remue le fond d'une nation !" *Les maîtres du jour peuvent aujourd'hui méditer sur cette parole… Pour la satisfaction de leurs convoitises personnelles, ils ont renversé toutes les traditions à l'abri desquelles vivait l'ancienne société. Ils ont déraciné tous les instincts, ils ont fait appel à toutes les haines et troublé toutes les consciences ; comme les sauvages qui brûlent une forêt pour faire cuire leur repas du jour, ils ont mis le feu partout. Voici que de cette forêt en feu s'élancent toutes sortes de fauves qui dormaient dans leurs tanières, toutes sortes de monstres bizarres qu'on ne savait pas être là quand la forêt était en repos […]. C'est cette anarchie morale, mille fois plus inquiétante que l'anarchie par le fait, qu'il est intéressant d'étudier, car elle se rattache à la crise universelle que traverse le monde occidental, déséquilibré et corrompu par la suprématie prise partout par l'élément sémitique. »*

---

3 Drumont Édouard, *La Fin d'un Monde*, p. 11.
4 *Ibid.*, p. 529.
5 Drumont Édouard, *La Dernière Bataille*, p. 142.

Et Drumont allait d'un coup au fond d'une situation qui n'a fait que s'aggraver depuis :

> *« Ce qui frappe surtout, selon moi, dans toutes ces manifestations de la vie sociale, c'est l'impuissance de l'organisation d'autrefois devant les puissances nouvelles : puissance de l'Argent, puissance du Nombre, puissance même de l'idée imprimée.*
>
> *Jamais les questions ne furent plus grandes et jamais les hommes ne furent plus petits. »*

Dites-moi si l'on ne croirait pas cela écrit du matin ?

C'est cela l'étonnante actualité de Drumont : c'est qu'ayant toujours été au fond des choses, il en a découvert le principe qui ne cesse jamais d'agir.

Voyez-le, en mai 1892, parler du Ralliement de la République que vient d'imposer Léon XIII. La page est belle, d'un style dru et puissant. Celui d'un homme qui est encore libre de tout dire, qui ne sait pas combien de temps cela durera et qui en profite :

> *« En ce siècle qui a vu de si étranges vicissitudes et de si prodigieux changements de fortune, nous n'admettons pas que le succès soit un* criterium *pour les consciences. Les plus respectueux estiment que la cour de Rome, si réservée d'ordinaire dans ses allures, si lente et si prudente dans ses décisions, témoigne cette fois d'une hâte un peu servile à acclamer les francs-maçons vainqueurs.*
>
> *Que nous demande, d'ailleurs, le Pape ? D'adhérer au régime de Constans, de Ferry et de Rouvier, comme Hercule adhérait à la tunique fatale qui brûlait les épaules ; nous adhérons comme des chiens collés qui hurlent de désespoir de ne pouvoir se séparer. »*

Dans un raccourci saisissant, plein d'ironie et de colère contenue, Drumont résumait ainsi la situation :

> *« La femme est forcée d'accomplir le devoir conjugal, même lorsque le mari dont elle doit subir le contact est quelque immonde drôle à mine de forçat, empestant l'eau-de-vie et exhalant de toute sa personne des miasmes qui tiennent de la puanteur du rat mort et de l'odeur rance du juif de Galicie. Il serait excessif, cependant, d'obliger l'infortunée à dire à ce misérable : Mon chéri, comme tu m'as rendue heureuse ! Je t'aime parce que tu es vaillant et bon ! »*

Dans cette affaire du Ralliement, Léon XIII fut victime de son entourage. On le sait aujourd'hui. Drumont, avec son instinct si sûr, l'avait deviné :

> *« Ce qui manque au Pape, c'est de connaître exactement l'état des esprits. Le Saint-Père, nous écrit-on de Rome, a subi l'influence de politiques amateurs comme M. de Voguë, or, ces hommes peuvent avoir un certain crédit dans les académies, ils n'ont aucun contact avec la masse de la nation.*
>
> *M. de Voguë, est un badaud d'essence assez distinguée, aimant se mêler de tout, entrant dans tous les endroits où il y a du monde, cherchant à jouer dans toutes les questions un rôle qui lui donne quelque lustre et lui permette de se faire interviewer.*
>
> *L'âme française est toute différente de celle des personnages de salon […].*

Le Français est très sérieux, très loyal, très délicat dans les questions de sentiment ; c'est le pays où les ouvrières se suicident le plus pour ne pas avoir à survivre à un abandon, le pays des affections profondes et des fidélités durables.

C'est le seul pays où l'on ait vu, sous tous les régimes, des hommes dans la force de l'âge, renoncer aux emplois publics pour demeurer fidèles à un vague principe, à un sentiment plutôt. Sous la Restauration, de vieux soldats attendaient encore le retour de Napoléon, alors qu'il était mort depuis longtemps ; ils n'en avaient rien reçu pour la plupart et beaucoup l'avaient entrevu à peine cinq ou six fois dans leur vie, quand un jour de bataille, il galopait devant le front de ses troupes, à la tête de son état-major. Sous Louis-Philippe, beaucoup de gentilshommes qui n'avaient jamais mis le pied à la Cour brisèrent leur épée plutôt que de servir l'usurpateur. Pendant dix-huit ans, des Républicains, comme j'en rencontrais parfois chez mon père, restèrent immuables dans leur haine contre "Monsieur Bonaparte", comme disait Victor Hugo.

C'est à cette nature d'esprit que se rattachent ceux qui gardent encore devant la République triomphante une attitude hostile. Journalistes conservateurs, magistrats démissionnaires, pauvres prêtres privés de traitement, militants des villes et des campagnes, victimes de toutes les tyrannies et de toutes les iniquités, ils ont tout sacrifié à leurs convictions et n'ont recueilli que de l'indifférence chez les conservateurs riches qui se soucient de ces obscurs comme d'une guigne… Les hommes cherchent du travail qu'ils ne trouvent pas ; les femmes raccommodent leurs robes usées et retapent leurs vieux chapeaux… Ils étaient soutenus jusqu'ici par l'idée qu'ils souffraient pour quelque chose, qu'ils avaient du mérite à souffrir…

Ceux-là ont été meurtris au plus profond d'eux-mêmes par les déclarations du Pape ; ils ont eu, comme dans une vision subite, la sensation de l'effort inutile, du rêve écroulé, de l'ironie de la Destinée, la perception d'avoir été des jobards et des dupes…

Toutes les admonestations papales, toutes les lettres, toutes les pressions n'y feront rien ; elles aigriront les âmes, elles les désespéreront en leur montrant que la cause de la justice, lorsqu'elle est vaincue, est abandonnée, même par le représentant du Christ ; elles les détacheront de l'Église, mais n'auront pas d'autre résultat et ne déplaceront pas deux cents voix aux prochaines élections. »

Ce cri douloureux qui s'élève lentement, lancinant ; cette vision du sentiment d'abandon qui va s'emparer des cœurs purs ne semble-t-il pas précéder celui qui déchire aujourd'hui la Chrétienté ?

*
**

Édouard Drumont n'aimait pas les conservateurs, parce qu'ils ne conservaient rien. Il avait une façon amusante de parler de leur prose timide, feutrée et tiède :

« Cette littérature spéciale dont les Chesnelong et les Lucien Brun ont le monopole fera l'étonnement de l'avenir… Je ne saurais mieux la comparer qu'à ces viandes de certains restaurants qui ont l'air d'avoir déjà été mangées. »

Pourtant, ce féroce polémiste était, au fond, un homme paisible, bon chrétien, philosophe, aimant les livres, les arbres et les bêtes.

Il se peint ainsi, modestement, un jour de mai 1892. Le printemps, sans doute, l'avait rendu mélancolique.

> *« Nul peut-être n'a plus détesté le bruit que moi, nul n'a jamais été plus exempt d'ambition personnelle, nul n'a aimé plus passionnément que moi la paix, la campagne, la joie d'être assis sous un arbre et d'entendre gazouiller les oiseaux sans songer à rien… Je ne me suis jamais expliqué comment les hommes, condamnés à ne faire qu'un court séjour ici-bas, employaient leur temps à se disputer et à s'opprimer, alors qu'avec une organisation meilleure, tout le monde pourrait vivre heureux et avoir le nécessaire sur la terre. »*

C'est pourtant vrai, ce que dit ce M. Drumont, aura pensé le lecteur qui eut ces pages toutes fraîches imprimées entre ses doigts le matin du 31 mai 1892…

Il lisait peut-être cela sur le boulevard par une belle matinée de soleil, dans un Paris où piaffaient encore les chevaux, où l'air matinal sentait le café et le crottin.

C'était la Belle Époque.

Sans doute, le pays était-il déjà malade, mais le diagnostic avait été posé. Il y avait un grand médecin social, ce Monsieur Drumont qui disait quels miasmes empoisonnaient la société. On a envie comme dans un rêve, de crier à ces gens, qui étaient nos grands-pères : « *Ne vous laissez pas faire !* »

Ils se laissèrent faire.

Le premier procès qu'eut à subir *La Libre parole* lui vint de la haute-finance. Drumont protestait contre le renouvellement du privilège de la Banque de France. Il eut des mots avec M. Burdeau, ce qui lui valut de comparaître devant les Assises de la Seine, le 16 juin 1892.

Les propos qu'il tint devant les jurés annonçaient le règne de l'argent et ce qu'il allait advenir de la démocratie et des citoyens dans ce régime nouveau qui n'avait pas de nom, mais qui était déjà la puissance réelle.

> *« Les Français sont effrayés de la puissance formidable de l'argent, et ils se rendent exactement compte de l'étendue de cette puissance. Ils voient qu'elle ne constitue pas seulement le fait d'hommes isolés, mais un système, un régime tout entier qui, comme tous les régimes, ne peut maintenir l'appareil nécessaire à son fonctionnement que s'il met la main sur tous les ressorts sociaux.*
>
> *C'est sous une forme nouvelle, ce qui s'est fait au Moyen Âge. Parcourez les pays où le régime féodal s'est fait place, vous verrez partout des donjons, des châteaux, des lois qui soumettaient au suzerain le vassal. Partout et sans cesse, l'homme se heurtait à une force toujours organisée. C'était la force du fer. Aujourd'hui, c'est la force de l'argent. »*

Drumont venait de peindre d'une façon saisissante la naissance de la plouto-démocratie.

Pour détendre l'auditoire, Drumont racontait alors une histoire charmante dont il tirait une moralité qui fit sursauter les jurés. Vous allez voir :

> *« Voulez-vous me permettre de vous conter une anecdote que j'ai lue dans la vie des chiens célèbres, et qui m'a beaucoup ému ?*
>
> *Un gentilhomme anglais, au moment des guerres religieuses, se décide d'embarquer pour l'Amérique. Il vend son petit patrimoine, met dans une sacoche ce qu'il possède, selle son cheval, met sa sacoche sur la selle et, suivi de son chien, va s'embarquer au prochain port.*
>
> *Après quelques lieues, accablé par la chaleur du jour, il éprouve le besoin de se reposer, attache son cheval, prend sa sacoche pour oreiller, se couche sous un arbre et fait la sieste.*
>
> *Quand il est un peu reposé, il remonte n selle et repart. Il est tout étonné de voir que son chien donne des signes d'inquiétude et que ses yeux étincellent.*
>
> *Alors, dans l'idée du cavalier, germe cette idée : mon chien est-il devenu enragé ? Il y a un gué à passer. Il espère que le chien boira.*
>
> *Arrivé au gué, le chien ne boit pas, il pousse un hurlement désespéré.*
>
> *Le cavalier prend le pistolet dans l'arçon de sa selle, détourne la tête et fait feu. Le chien pousse un gémissement. Le cavalier continue son chemin. Au bout d'un moment, il revient sur ses pas : il veut savoir si son pauvre chien est mort. Des traces de sang le guident. Il arrive à l'arbre sous lequel il s'est reposé. Il voit son pauvre chien couché sur sa sacoche qu'il avait oublié d'emporter en se remettant en selle. Il était venu défendre la propriété de son maître et il le remerciait de ses yeux mourants…*
>
> *Eh bien ! Messieurs, ce qu'on vous invite à faire aujourd'hui, c'est de tuer votre chien, celui qui vous prévient, qui vous rend service.*
>
> *Au fond, quel que soit votre jugement, vous penserez un jour à nous. Lorsque votre pauvre bien de chrétien sera emporté dans un cyclone financier formidable, comme dans la catastrophe du comptoir d'escompte, vous direz : "*Sapristi ! La dot de ma fille est partie. Drumont nous avait pourtant prévenu.*" »*

Les bonnes gens n'eurent pas longtemps à attendre : Panama, Suez… la série des scandales politico-financiers des Républiques n°s III, IV et V commençait.

On n'a pas écouté Drumont.

*
**

Ce 16 juin 1892, Drumont fit entendre encore quelques vérités aux jurés ébahis :

> *« Au XVIIIe siècle, on imaginait des personnages comme on en voit dans les* Lettres persanes*, comme l'oiseau qui s'en allait par la ville et qui racontait ce qu'il avait vu.*
>
> *Imagiez un de ces personnages s'en allant à travers la ville de Paris, visitant des palais magnifiques, voyant dans des splendides écuries, plus grandes que des maisons, de super-chevaux hennir…*
>
> *Il demande : "*qu'a donc fait, pour être si riche, le propriétaire de tout cela ?*"*
>
> *On lui répond : "*il a volé. Il a lancé telle ou telle affaire. C'est un bon citoyen. Il a réduit les autres au désespoir*".*
>
> *Alors le personnage poursuit sa promenade à travers Paris. Il visite les monuments historiques. Il arrive à Sainte-Pélagie**. Il y trouve Drumont.* (Rires).

* [NdÉ] Ancienne prison de Paris, rue du Puits-de-l'Ermite, démolie en 1895.

> *"*Ah ! Celui-là, c'est très grave, *lui répond-on.* Il s'est passionné pour la question du renouvellement du Privilège de la Banque de France. Comme un chien, il a mordu le mollet de M. Burdeau*".* (Nouveaux rires). *»*

Le jury riait, mais il envoya Drumont à Sainte-Pélagie pour trois mois et le condamna à 1 000 francs d'amende.

Le lendemain, Drumont intitule son article de *La Libre parole* : « La victoire de Rothschild ». Il élève très haut le débat :

> *« Ce n'est que par la lutte que les grandes causes arrivent à triompher. Si le Christ, dit l'*Imitation*, avait trouvé un meilleur moyen que la douleur pour parvenir à la perfection, il nous l'aurait enseigné. Il en est de même de tout ce que l'on tente pour améliorer la société et rendre les hommes plus heureux ; toute idée nouvelle ne prévaut que par l'injustice des ennemis, la persécution, la souffrance, la calomnie s'acharnant après vous. C'est là une loi sociale qui n'a jamais eu d'exception. »*

Encore le vieux Maître a-t-il pu dire tout ce qu'il pensait. Il n'a pas connu le lourd manteau de silence que jette l'ennemi d'aujourd'hui sur les idées qui le gênent.

Il faut relire Drumont, parce qu'il a dit tout ce que nous ne pouvons plus dire.

*
**

Édouard Drumont mourut le 3 février 1917, un samedi soir, quelques minutes avant huit heures. Il était arrivé deux heures avant, en automobile, de sa résidence de Moret, près de Fontainebleau, pour passer quelques jours à Paris. Quand il avait traversé la forêt de Sénart, il avait demande qu'on ouvrit les glaces pour qu'il puisse mieux jouir du spectacle de sa « vieille » forêt. Mais le froid était trop vif, on s'était contenté d'essuyer les glaces du coupé.

À Paris, il était descendu au 4, rue du Sergent-Hoff, chez le Dr Billon. Il dînait avec lui quand il fut pris au milieu du repas d'un violent étouffement et mourut presque subitement.

Les obsèques eurent lieu à Saint-Ferdinand-des-Ternes, le 6 février. Léon Daudet et Charles Maurras accompagnèrent le vieux Maître jusqu'au cimetière de Saint-Ouen. Le jour même, ils avaient écrit dans *L'Action française* deux articles qu'ils convient de tirer de l'oubli, parce qu'ils précisent bien les origines du nationalisme français.

Léon Daudet avait mis en exergue de son article cette citation de Frédéric Mistral :

> *« Sont morts les bâtisseurs, mais le temple est bâti. »*

> *« La mort d'Édouard Drumont est un deuil national. Ce grand citoyen a connu de son vivant la popularité et la gloire. Il part en pleine tourmente alors que les vies françaises les plus nobles tourbillonnent comme des feuilles rougies, et le bruit de sa chute en sera moins retentissant.*

Mais la France victorieuse et rénovée saluera en lui un de ses fils les meilleurs et les plus clairvoyants. Un de ceux qui, au milieu de l'affaiblissement général, ont su voir, comprendre et frapper.

Son œuvre dont la portée est incalculable est moins d'un polémiste et d'un pamphlétaire que d'un historien. "Drumont, *lui disait Lemaître*, vous êtes avec Fustel, notre plus grand historien*". Il semble incompréhensible aujourd'hui que la simple constatation des faits, qui est au fond de la* France juive *ait soulevé, voici trente ans, une telle tempête. Le retentissement de ce livre magistral fut en raison directe des efforts faits pour le tenir sous le boisseau. Drumont, observateur visionnaire et doué d'une prescience unique, nous a appris à lire notre temps. Il a décrit un trouble ethnique comme Laënnec a décrit la pluminé tuberculeuse et Duchesne de Boulogne l'ataxie locomotrice, avec une sérénité et une précision remarquable. Il n'a pas cherché le moyen politique d'y remédier. Tout homme, même de génie – et Drumont avait du génie –, demeure plongé dans son époque. De 1870 à 1900, la France vaincue se borne dans tous les domaines, à des constatations. Drumont et Charcot qui ne s'aimaient pas, appartenaient cependant à la même famille d'esprit que j'appellerai le non-interventionniste. Ils croyaient l'un et l'autre, à la fatalité, surtout sous sa forme héréditaire. Drumont répétait volontiers, comme les Arabes : "*C'était écrit*".*

Je le définirai, quant à son caractère, d'un mot : c'était un indulgent combatif. Il promenait sur les diverses aspects de la nature humaine, un œil méfiant, perspicace, ironique, d'un sombre velouté à reflets d'or, comme son style étonnant. Sa démarche intellectuelle était lente et sûre comme son pas et il attendait pour se prononcer qu'un fait fut mûr et accompli. Cela se traduisait, en journalisme par ceci que son article portait généralement sur l'événement de la veille ou de l'avant-veille. Il méditait, il ruminait, il ressassait au besoin les formules tissues de sa longue expérience, et il pouffait de rire de bon cœur, quand un aspect imprévu d'une question le contraignait à se rectifier. Son érudition était immense, ses préférences littéraires allaient aux grands classiques, à Pascal, à Corneille, à Saint-Simon, puis derrière eux, aux latins, à Virgile, à Tacite, qu'il citait volontiers. Sa vie intérieure était un mélange de sérénité et d'amertume nostalgique, car il trouvait comme Barbey d'Aurevilly, que tout vient trop tard. La méchanceté et la perfidie l'irritaient et les petites entraves de la vie le rebutaient. Il pouvait être sensible comme une femme à un bon ou à un mauvais procédé. Il souffrait réellement de l'injustice sociale, il tenait à son rôle de plébéien, fils de plébéien, et les déshérités de la vie trouvaient auprès de lui un bon accueil. Dans les questions d'espèce, dans les cas particuliers, il était facile de désarmer Drumont, et Pelletan, avec une scène de larmes et en faisant appel à sa confraternité professionnelle, sut, vers 1892, l'attendrir en quelques minutes.

*Il vivait simplement, bourgeoisement, casanièrement au milieu de ses livres, de ses tableaux, de ses souvenirs, de ses amis. Son hospitalité était délicieuse et attentive. Je nous vois Coppée, ma femme et moi, déjeunant en plein air, par une jolie journée d'octobre sur la terrasse de sa propriété de Moret-sur-Loing, il y a de cela une dizaine d'années. Il était si content de la causerie et du paysage mêlé à l'intimité, qu'il nous retint à dîner, puis à coucher. Coppée, qui n'avait ni chemise de nuit, ni nécessaire de toilette était aux champs, c'est le cas de le dire. Drumont le plaisanta avec tant d'esprit qu'il finit par rire de bon cœur et il nous disait en retour : "*C'est un soleil à lui tout seul, cet homme-là, car il est bien vrai que sur sa terrasse,

j'aurais eu, sans sa présence, un peu froid aux pattes*". La Libre Parole, quand il la dirigeait, du temps de Méru et du cher commandant Biot, était un journal patriarcal, où l'on faisait venir, sur le coup de cinq heures, des apéritifs variés – largement étendus d'eau, je dois le dire aux ligues anti-alcooliques – et Drumont ouvrait toutes les cinq minutes la porte de son cabinet donnant sur la salle de rédaction : "*Mon commandant, c'est bien entendu pour cette petite note, n'est-ce pas ? -Oui patron, c'est une affaire entendue.*" Néanmoins, en partant, à huit heures du soir : "*Alors, mon commandant, je compte sur la petite note…*". Puis il descendit l'escalier, montait dans son coupé d'ancien style, que conduisait son fidèle Jean, et en route pour le passage Landrieu. Il détestait les disputes autour de lui, qu'on "*empoisonnât sa vie*", qu'on "*attentât à son cerveau*". Chaque fois qu'il y avait quelque litige, ou quelque querelle, soit au journal, soit à la Ligue antisémite, soit à la Patrie française, on allait naturellement le prendre pour arbitre. Il commençait par se boucher les oreilles et envoyer coucher les plaignants. Puis il s'amadouait et, tout en se lamentant et gourmandant l'un et l'autre parti, il trouvait une solution d'apaisement, dont la fragilité ensuite l'inquiétait. Désormais, et chaque fois qu'il revoyait l'un des Atrides, il lui demandait des nouvelles des autres et l'incitant à la réconciliation.*

Traversant ces histoires compliquées sans y participer en aucune façon, vu mon horreur naturelle des compétitions et des rivalités, je recevais souvent des doléances. Leur tour pittoresque m'enchantait. Drumont était un homme de bibliothèque et de rêverie, un grand solitaire bien que très affable dans les réunions intimes ou familiales, et le Forum n'était pas son affaire. Le principal souvenir qui lui restait de ses campagnes électorales d'Algérie, c'était l'intensité de la lumière et le bruit joyeux de la foule autour de sa voiture. Mais la cuisine politique le bassinait et la promiscuité de ses agents et même de ses partisans lui faisait mal aux nerfs.

Sa bravoure était justement légendaire. Il ne tenait aucun compte du danger et le risque lui était un stimulant. Il lui était très indifférent de se battre au pistolet, à vingt pas – six balles échangées – avec le meilleur tirer de son temps, mais la pensée qu'un plombier qui lui avait manqué de parole pour sa cuisine le rendait malade pendant huit jours. Il harcelait sa vieille servante : "-Eh bien, mon enfant, et ce plombier. -M. Drumont, il avait bien promis pour ce matin. -C'est fabuleux, j'y passerai moi-même*". Je ne l'ai guère vu en colère qu'une fois en neuf ans, contre un chauffeur d'automobile dont le pneu, chose inouïe, s'était détaché – Drumont n'a jamais eu de veine avec les perfectionnements de la vie contemporaine – et qui prétendait nous laisser entre une omelette et la forêt de Sénart. Encore se calma-t-il très vite, le chauffeur ayant fini par céder à ce lion rugissant.*

Ces anecdotes sont minces sans doute eu égard à cette puissante et magnifique personnalité. C'est qu'il y aurait un livre à écrire sur le géant qui vient de disparaître, après une vieillesse dévastée par le fléau de la guerre et la mort de ses plus chers amis. Le noble Drumont aimait la France avec cette force de représentation concrète qui assure l'immortalité de ses travaux. Il souffrait pour elle et ses parasites, de ses adversaires cachés ou visibles, il détestait la perfide lourdeur des Allemands, leurs rapaces fourriers de la haute finance. Il avait depuis trente ans le sentiment du complot chronique tramé par l'étranger de l'intérieur, contre nos traditions, nos mœurs, nos croyances, nos biens, notre sol. Cette préoccupation était son grand rêve et elle donnait à son beau regard, sous les lunettes, une intensité hallucinatoire.

*Nous tous, de la génération qui suivit immédiatement la sienne, nous devons être reconnaissants à ce formidable et magnanime écrivain de nous avoir apporté la lumière. Sur sa tombe, entre de feu, je lis ces mots : “*Drumont ou le révélateur de la Race.*” »*

*
**

« Je tiens à m'associer aux fortes paroles de Léon Daudet, écrivait pour sa part Charles Maurras. *Oui, la génération qui eut dix-huit ans l'année de* La France juive *est toute entière débitrice d'Édouard Drumont. Ce grand Français l'orienta vers la vérité politique. Complétant et achevant Taine, sa critique profonde et juste a fait d'abord sentir les réalités premières de la vie d'un peuple, le sol et le sang. Complétant et achevant Déroulède, l'œuvre de Drumont donnant aussi à comprendre ce qu'il y avait à faire au dedans du pays pour retrouver Metz et Strasbourg. La formule nationaliste est ainsi née, presque tout entière, de lui, et Daudet, Barrès, nous tous, avons commencé notre voyage à sa lumière. Nous l'avons remercié tous les jours durant sa vie. Cette admiration et cette gratitude doivent le saluer à son lit de mort.*

*Chroniqueur merveilleux, historien voyant et prophète, cet esprit original et libre, s'échappait aussi à lui-même. Il ne vit point tout son succès. On doute même qu'il ait connu, lui si fier, cependant, les proportions du monument élevé de ses mains rapides. Mais il en est ainsi presque toujours, pour qui travail dans le droit fil de la vie et de la vérité. L'auteur qui se dédouble peut alors reculer devant l'œuvre faite et répéter le mot fameux : “*Je ne me croyais pas si grand.*” »*

*
**

Édouard Drumont avait publié six gros volumes d'études sociales et psychologiques et dirigé un quotidien : *La Libre parole*. Il avait député, exilé, emprisonné. Il avait été la figure centrale de l'Affaire Dreyfus. Il avait agité tout le petit peuple d'ouvriers, de curés de village, de petits actionnaires ruinés, d'officiers, de nobles de province restés fidèles à la terre. Il avait aidé à exprimer la révolte spontanée de ce petit peuple qui constitue le fond même des nations et où le nationalisme, dans tous les pays, ira recruter le meilleur de ses militants. C'est lui encore qui employa le premier dans son journal *La Libre Parole*, en 1892, l'expression national-socialisme et dans son œuvre se dessine déjà cette synthèse du national et du social qui va être la grande caractéristique des révolutions nationales du XXe siècle. Il avait fort bien distingué que la Bourgeoisie jacobine de 1793 en détruisant les Corporations avait « *mis ceux qui n'avaient rien à la merci de ceux qui avaient quelque chose* ».

Il fut le photographe de la « *fin d'un monde* ». Il vint avec son appareil se placer au bon endroit sans souci de déranger les gens. Il choisit bien son éclairage, ne se trompa jamais sur le personnage à qui donner le gros plan.

Il avait d'ailleurs une tête de photographe avec ses longs cheveux et ses petits yeux de myope derrière ses lunettes.

II. Maurice Barrès ou le déterminisme nationaliste

On ne soulève pas les masses pour une action durable sans des principes

Maurice Barrès, *L'Appel au Soldat*.

Tout haute civilisation naît d'une collectivité ordonnée.
Scène et doctrine du nationalisme

Les nationalistes doivent être d'accord dans le présent, dans le passé et dans l'avenir.

Maurice Barrès, *Scène et doctrine du nationalisme*.

Nationalisme est acceptation d'un déterminisme.

Maurice Barrès, *Scène et doctrine du nationalisme*.

Le nationalisme, en tant que doctrine politique, est né à la fin du XIXe siècle.

Le mot n'était pas neuf. Prévost Paradol l'avait inventé sous le Second Empire pour désigner les tenants du principe des nationalités. Ce fut Maurice Barrès qui lui donnant un sens nouveau dans un article du *Figaro* du 4 juillet 1892, intitulé « La querelle des nationalistes et des cosmopolites » :

> *« Il n'y traitait point d'une querelle politique,* racontera plus tard Charles Maurras*, mais d'un simple débat qui s'était élevé entre les poètes partisans de la tradition classique française et les romantiques admirateurs de Tolstoï, d'Ibsen et de Mœterlink. La transition du nationalisme littéraire au nationalisme politique était alors facile. »*[1]

Elle renouvela tellement le sens original du mot que M. René Johannet, dans son *Principe des nationalités* note que cette acceptation nouvelle l'a obligé, « *de forger les deux termes* nationalitaire *et* nationalitarisme*, indispensable pour établir cette connexion avec le principe des nationalités que les mots de* nationalisme *et de* nationaliste *n'expriment plus en français depuis 1892 ».*

De quel sens, de quelle puissance de raison et de sentiment Barrès avait-il donc chargé le nationalisme pour le détourner à ce point de son acception primitive ?

---

1 *Le Soleil*, 2 mars 1900.

I.

Rien ne semblait devoir désigner Maurice Barrès pour être un jour le fondateur de l'école nationaliste. Il avait débuté très tôt dans la littérature et par trois ouvrages dont le titre général, *Le culte du moi* (1867-1891) fit croire à la critique de l'époque qu'il ne songeait qu'à adorer son « moi » et à le parer de sensations nouvelles. On l'accusait d'être parfaitement amoral, de ne voir dans l'âme humaine qu'un « *mécanisme savant* » dont, avec un grand art de styliste, il s'appliquait à démonter les rouages par simple curiosité.

« *Oui,* répondra-t-il quinze ans plus tard, *l'*Homme libre *racontait une recherche sans donner de résultat* », mais la conclusion était seulement « suspendue ». Les Déracinés la fournissent.

Avec ce livre au titre étrange et qui résume déjà toute la doctrine du futur maître du nationalisme français, Maurice Barrès ne fait que réfléchir sur son expérience personnelle et en tirer la conclusion jusqu'ici suspendue : « *la tradition retrouvée par l'analyse du moi* ».

Dans la préface de l'édition de 1904 d'*Un Homme libre*, il résume ainsi sa pensée :

> *« Je ne touche pas à l'énigme du commencement des choses, ni à la douloureuse énigme de la fin de toutes choses. Je me cramponne à ma courte solidité. Je me place dans une collectivité un peu plus longue que mon individu ; je m'invente une destination un peu plus raisonnable que ma chétive carrière. À force d'humiliations, ma pensée d'abord si fière d'être libre, arrive à constater sa dépendance de cette terre et de ces morts qui, bien avant que je naquisse, l'ont commandée jusque dans ses nuances. »*[2]

*
**

Jusqu'ici, il s'est grisé d'abstractions. La philosophie que Burdeau lui a apprise au lycée de Nancy lui a enseigné un homme abstrait selon la Raison et les Droits de l'Homme, et quelques années plus tard, réfléchissant sur ce qui lui est arrivé, Maurice Barrès s'aperçoit qu'il n'est pas cet homme-là, que l'homme abstrait n'existe pas. Il est un Lorrain, élaborant sur son propre sol les idées propres à sa Lorraine. Alors il décide d'écrire l'histoire de la classe de philosophie de Burdeau à Nancy. Sept jeunes garçons qui ont reçu l'enseignement kantien de Burdeau, que Barrès masque sous le nom de Bouteillier, arrivent à Paris, face à l'existence, à la vie réelle. Quelles vont être leurs réactions? Comment Bouteillier, lui-même, leur maître, qui maintenant est lancé dans la politique parisienne, se comportera-t-il ? Tel est le sujet des trois volumes qui constituent le *Roman de l'Énergie Nationale* : *Les Déracinés*, *L'Appel au soldat*, et *Leurs Figures* qui paraissent entre 1897 et 1901.

---

2 Barrès Maurice, *Un homme libre*, p. XVI.

Romans à thèse, que tendent-ils à prouver ?

D'abord une idée que Paul Bourget avait développée dans *Le Disciple*, à savoir que « *la pensée des maîtres porte la responsabilité des actions des disciples* ». À une époque où la littérature commence à s'exprimer sans frein, Barrès, comme Bourget, déclare que c'est une action d'une gravité extrême que de déclasser les esprits, de les détourner de leur milieu naturel, qu'on ne peut sans danger pour l'individu et la société « brûler l'étape » et que tout individu arraché à sa tradition, *déraciné*, ne pourra pas réaliser sa vocation, ce à quoi, dans son ordre et dans son temps, il était appelé.

Le nationalisme barrésien postule un certain déterminisme.

> *« Un nationaliste, c'est un Français qui a pris conscience de sa formation. Nationalisme est acceptation d'un déterminisme. »*[3]

Il faut entendre ici *formation* dans son sens géologique, formation d'un terrain par apports successifs. Notre esprit n'est-il pas, en effet, comparable à un terrain d'une qualité déterminée par sa formation ?

De même qu'on constate que tel terrain est bon pour la culture de la vigne ou du blé ou des orangers, Barrès demande à ses contemporains : « *Constatez que vous êtes faits pour sentir en lorrains, en alsaciens, en bretons, en belges, en juifs* »[4].

Il pousse très loin l'acceptation de ce déterminisme. Pour lui, « *nous ne sommes pas les maîtres des pensées qui naissent en nous* ».

Il nie qu'elles viennent de notre intelligence : « *Nous repassons tous dans les pas de nos prédécesseurs. Il n'y a pas d'idées personnelles* ». Nous sommes, dans notre groupe ethnique, « *assiégés par les mêmes images* ».

Ainsi, la culture du moi aboutit, chez Barrès, par une réaction qui a l'ampleur de son excès en sens inverse, à ce qu'il nomme lui-même « *un excès d'humiliation* » dont il nous promet « *une magnifique douceur* » qui nous apaisera.

Anatomiquement, ne sommes nous pas la chair de la chair de nos ancêtres ? Spirituellement, pourquoi la loi de l'hérédité serait-elle différente ?

> *« Ils pensent et ils parlent en nous. Toute la suite des descendants ne fait qu'un même être. Sans doute, sous l'action de la vie ambiante, une plus grande complexité y pourra apparaître, mais qui ne le dénaturera point. »*

Pour celui qui s'abandonne à ces certitudes, « *c'est tout un vertige où l'individu s'abîme pour se retrouver dans la famille, dans la race, dans la nation* »[5].

Il n'y a pas de moi véritable sans « *le support de la collectivité* ».

*

**

---

3 Barrès Maurice, *Scènes et doctrines du Nationalisme*, p. 10.

4 *Ibid.*, p. 15.

5 *Ibid.*, p. 18.

Barrès, qui est avant tout un littérateur, se sert d'images, souvent d'une grande beauté, pour rendre sensibles ces puissances de sentiment qu'il s'efforce de réveiller.

Un des chapitres les plus beaux et les plus denses en pensée des *Déracinés* est sans doute ce chapitre VII qu'il a intitulé : « l'arbre de M. Taine ».

Pourquoi l'arbre de M. Taine ? D'abord parce que Barrès voulait rendre hommage au maître qui eut une influence considérable sur sa manière d'envisager le nationalisme comme un déterminisme, ensuite parce qu'une belle image littéraire allait lui offrir le sujet de ce chapitre. Paul Bourget avait raconté que M. Taine, sur la fin de sa vie, avait coutume, chaque jour, de visiter un arbre au square des Invalides et de l'admirer. Barrès conduit son héros Rœmerspacher auprès de M. Taine dans le square et, en face de cet arbre, un platane, il fait dire à l'auteur des *Origines de la France contemporaine* ces paroles remarquables qui contiennent toute la substance du nationalisme barrésien :

> *« Regardez-le bien… Cette masse puissante de verdure obéit à une raison secrète, à la plus sublime philosophie qui est l'acceptation des nécessités de la vie. Sans se renier, sans s'abandonner, il a tiré des conditions fournies par la réalité le meilleur parti, le plus utile. Depuis les plus grandes branches jusqu'aux plus petites radicelles, tout entier, il a opéré le même mouvement… Et maintenant cet arbre qui, chaque jour, avec confiance, accroissait le trésor de ses énergies, il va disparaître parce qu'il a atteint sa perfection. L'activité de la nature sans cesser de soutenir l'espèce, ne veut pas en faire davantage pour cet individu. Mon beau platane aura vécu. Sa destinée est ainsi bornée par les mêmes lois qui, ayant assuré sa naissance, amèneront sa mort. »*

Et, sur Rœmerspacher, ces mots du vieillard font l'effet d'un « alcool » nous dit Barrès, sa pensée en est « *troublée* ».

> *« Immédiatement ce qu'il entrevoit, c'est la position humble et dépendante de l'individu dans le temps et dans l'espace, dans la collectivité et dans la suite des êtres. Chacun s'efforce de jouer son petit rôle et s'agite comme frissonne chaque feuille du platane ; mais il serait agréable et noble, d'une noblesse et d'un agrément divins, que les feuilles comprissent leur dépendance du platane et comment sa destinée favorise et limite, produit et englobe leurs destinées particulières. Si les hommes connaissaient la force qui sommeillait dans le premier germe et qui successivement les fait apparaître identiques à leurs prédécesseurs et à ceux qui viendront, s'ils pouvaient commenter entre eux les lois du vent qui les arrachera de la bouche nourricière pour les disperser, quelle conversation d'amour vaudrait l'échange et ta contemplation de ces vérités ? »*[6]

Barrès est très sensible à la vie de la forêt. Ce cycle rapide qui, d'une saison à l'autre, montre la naissance la croissance l'épanouissement et la mort au milieu de la forêt, ne résume-t-il pas assez bien notre vie au milieu de la communauté, de la Race ?

---

6 Barrès Maurice, *Les Déracinés*, p. 216.

II.

Barrès s'est vite aperçu qu'« *on ne soulève pas les masses pour une action durable sans des principes* »[7], qu'il n'y a « *aucune possibilité de restauration de la chose publique sans une doctrine* »[8].

Le *nationalisme* est la nouvelle doctrine qu'il propose. Essentiellement, le nationalisme est une défense de l'organisme national. Comme on lutte contre l'érosion du sol en plantant des forêts qui coupent le vent dévastateur, le nationalisme est une barrière idéologique destinée à protéger le tuf national.

Action nécessaire, parce que « *la plante humaine ne pousse, vigoureuse et féconde, qu'autant qu'elle demeure soumise aux conditions qui formèrent et maintinrent son espèce durant des siècles* »[9].

Mais la doctrine seule ne suffit pas, même si elle a conquis une grande masse, et nous allons voir poindre le besoin de réalisation qui conduira à la naissance de *L'Action française*.

C'est dans *L'Appel au soldat* que Barrès écrit :

> *« Les destinées d'un pays sortent d'un concert du chef et des principaux, non d'une cohue sans discipline, fut-elle la plus émouvante. »*[10]

*

**

La France venait de vivre l'aventure du général Boulanger, derrière lequel s'étaient groupés antisémites, monarchistes, bonapartistes, tout le petit peuple patriote qui applaudit l'armée et met le drapeau tricolore aux fenêtres le 14 juillet. Mais la doctrine était un peu courte : faire la bonne République derrière un chef français.

> *« Fonder le parti de la France, un parti qui renoncerait à la chicane oratoire pour ne s'occuper que des intérêts généraux, un parti qui n'aurait pour souci que le travail dans la paix, avec l'Honneur national pour drapeau. »*[11]

L'affaire échoua et le général Boulanger finit par se suicider sur la tombe de sa maîtresse, à Bruxelles, où la III[e] République l'avait exilé.

Barrès, dans une page fameuse, a raconté les obsèques de Boulanger auxquelles se pressaient les derniers fidèles venus de Paris. Elle se termine ainsi :

> *« La popularité, une dernière fois entraîne celui qui fut trente-trois ans un fonctionnaire, trois ans un agitateur, puis une année un mélancolique. »*[12]

---

7 Barrès Maurice, *L'Appel au soldat*, t. II, p. 257.
8 *Le Journal*, 30 octobre 1899.
9 Barrès Maurice, *Leurs Figures*, p. 236.
10 Barrès Maurice, *L'Appel au soldat*, t. II, p. 312.
11 Barrès Maurice, *L'Appel au soldat*, t. I, p. 123.
12 *Ibid.*, t. II, p. 314.

De l'échec du boulangisme, Barrès tire donc sa première grande conclusion : Nécessité d'une doctrine.

*
**

Pour Barrès, le nationalisme n'est pas plus discutable qu'un postulat. On n'a pas à décider si le nationalisme est vrai ou faux, il est évidemment vrai parce qu'il repose sur la vie, sur les conditions mêmes de la vie :

> *« Vous préféreriez que les faits de l'hérédité n'existassent pas, que le sang des hommes et le sol du pays n'agissent point, que les espèces s'accordassent et que les frontières disparussent. Que valent vos préférences contre les nécessités ? »*[13]

Sur ce caractère nécessaire du nationalisme, il revient souvent : nous sommes des « *produits nécessités* » de notre peuple et nos « *bizarreries personnelles* » ne nous donnent aucun droit de modifier l'héritage national car « *le problème n'est point pour l'individu et pour la nation de se créer tels qu'ils voudraient être (oh ! l'impossible besogne !) mais de se conserver tels que les siècles les prédestinèrent* ».

Nécessité, prédestination, déterminisme, Barrès se sert de ces absolus pour échapper à toute discussion. Non qu'il la craigne, mais lui qui a étudié tant de philosophies, de doctrines et qui en a vu le néant, il lui faut, pour lui-même, pour apaiser son inquiétude, une doctrine qui l'oblige par le caractère nécessaire qu'elle affectera. Il est prêt, on l'a vu, à payer d'un « *excès d'humiliation* » l'apaisement que lui procure « *la magnifique douceur* » de la soumission à la prédestination.

*
**

Le problème qui s'était posé aux générations précédentes avait été celui du « *passage de l'absolu au relatif* », il s'agissait, au temps de Barrès, d'opérer un passage autrement dangereux : « *passer des certitudes à la négation, sans y perdre toute valeur morale* ». Et voilà qu'aux jeunes gens de la classe de philosophie de Nancy, Bouteillier, porte-parole de l'enseignement officiel, « *communiquait le plus aigu sentiment du néant, d'où l'on ne peut se dégager au cours de la vie qu'en s'interdisant d'y songer et par la multitude de petits soucis d'une action. Dans l'âge où il serait bon d'adopter les raisons d'agir les plus simples et les plus nettes, il leur proposait toutes les antinomies, toutes les insurmontables difficultés reconnues par une longue suite d'esprits infiniment subtils, qui, voulant atteindre une certitude, ne découvrirent partout que le cercle de leurs épaisses ténèbres* »[14].

---

13 Barrès Maurice, *Scènes et doctrines du Nationalisme*, p. 446.
14 Barrès Maurice, *Les Déracinés*, t. I, p. 15.

Nous n'avons pas besoin de maîtres pour douter, répond Barrès après Bonald. Au milieu de cette *intelligentzia* qui se perd dans le pilpoul, le ratiocinage philosophique, il faut un point fixe, une doctrine en quelque sorte chamelle, matérielle. La voilà : la Terre et les Morts.

Il était nécessaire, sans doute, d'affirmer avec cette brutalité l'existence du réel devant la confusion des idéologies qui énervaient la France *fin de siècle* de 1899. Mais si, personnellement, Barrès a trouvé l'apaisement dans sa soumission au déterminisme nationaliste, les Français restent fort divisés.

> *« Notre mal profond, c'est d'être divisés, troublés par mille volontés particulières, par mille imaginations individuelles. Nous sommes émiettés, nous n'avons pas une connaissance commune de notre but, de nos ressources, de notre centre.*
>
> *Heureuses ces nations où tous les mouvements sont liés, où les efforts s'accordent comme si un plan avait été combiné par un cerveau supérieur !*
>
> *Il y a bien des manières pour un pays de posséder cette unité morale. Le loyalisme peut grouper une nation autour de son souverain. À défaut d'une dynastie, des institutions traditionnelles peuvent fournir un centre (mais notre France il y a un siècle, a brusquement maudit et anéanti sa dynastie et ses institutions). Certaines races enfin, arrivent à prendre conscience d'elles-mêmes organiquement. C'est le cas des collectivités anglo-saxonnes et teutoniques qui sont, de plus en plus, en voie de se créer comme races (hélas ! il n'y a point de race française, mais un peuple français, une nation française, c'est-à-dire une collectivité de formation politique). Oui, malheureusement, au regard des collectivités rivales et nécessairement ennemies dans la lutte pour la vie, la nôtre n'est point arrivée à se définir à elle-même. Nous l'avouons implicitement par ce fait que, suivant les besoins du moment, pour nos publicistes, nos écrivains, nos artistes, nous sommes tantôt Latins, tantôt Gaulois, tantôt "le soldat de l'Église", puis la Grande Nation, "l'émancipatrice des peuples".*
>
> *À défaut d'une unité morale, d'une définition commune de la France, nous avons des mots contradictoires, des drapeaux divers sous lesquels des hommes avides d'influence peuvent assembler leur clientèle. Ces divers groupes conçoivent chacun à sa manière la loi interne du développement de ce pays.*
>
> *Le nationalisme, c'est de résoudre chaque question par rapport à la France. Mais comment faire si nous n'avons pas de la France une définition et une idée commune ? […]*
>
> *Quel moyen pour dégager cette conscience qui manque au pays ? Répudions d'abord les systèmes philosophiques et les partis qu'ils engendrent. Rattachons tous nos efforts non à une vue de notre esprit, mais à une réalité. […]*
>
> *Les gens à système sont puérils et malsains ; ils s'obstinent à maudire ce qui ne plaît pas à leur imagination. Nulle conception de la France ne peut prévaloir dans nos décisions, contre la France de chair et d'os.*
>
> *Pour nous faire accepter cette vue raisonnable, réaliste de la Patrie, il faut développer des façons de sentir qui existent naturellement dans le pays. On ne fait pas l'union sur des idées, tant qu'elles demeurent des raisonnements, il faut qu'elles soient doublées de leur force sentimentale. À la racine de tout, il y a un état de sensibilité. On s'efforcerait vainement d'établir la vérité par la raison seule, puisque l'intelligence peut toujours trouver un nouveau motif de remettre les choses en question. »*[15]

---

15 Barrès Maurice, *Scènes et doctrines du Nationalisme*, p. 80-85.

*
**

Cette page est capitale dans l'œuvre de Barrès et si elle parle de la France, le raisonnement peut s'appliquer à d'autres. Il a vu que le sens de la race une fois perdu pouvait se retrouver, mais que c'était une œuvre longue et difficile dans un pays profondément divisé idéologiquement. C'est pourquoi il insiste sur les forces de sentiment, sur ce que l'on peut encore mobiliser d'affectivité : « *L'intelligence, quelle très petite chose à la surface de nous-mêmes ! Profondément nous sommes des êtres affectifs* »[16].

Ainsi le sens national peut se perdre. Barrès en avait eu l'intuition dans *Un Homme libre*, lorsque parlant de la place Stanislas de Nancy, il reconnaissait ne plus sentir dans l'ordinaire de ses actions la méthode et les vieux caractères lorrains : « Ah ! nos aïeux, leurs vertus et tout ce possible qu'ils portaient en eux sont bien morts. Choses de musées maintenant et obscures perceptions d'analystes »[17].

Il ne s'agit pas de la Patrie française, mais de sa petite patrie lorraine, celle des Ducs. Et il écrit ces mots : « *où la mort est entrée, il ne reste qu'à dresser l'inventaire* ». Il voudrait ne pas avoir à dire cela de la France.

Il sait bien que si le nationalisme constitue la condition nécessaire pour maintenir la conscience d'un peuple en éveil sur sa propre réalité, il est difficile de faire revivre ce qui est mort.

Pourtant, peut-on réapprendre sa race ? Oui, sans doute, puisque l'hérédité, imperturbablement, la charrie en nous.

*
**

On avait déjà noté chez Édouard Drumont que la révolte de l'instinct national contre les conséquences de la démocratie libérale-capitaliste se réclamait volontiers d'un socialisme non marxiste qui visait à intégrer profondément le monde du travail à la communauté nationale, incapable de concevoir et d'admettre la notion de lutte des classes. Nous retrouvons chez Barrès la même préoccupation :

« *Je ne crains jamais d'insister sur l'union de l'idée socialiste et de l'idée nationaliste* »[18] et il demande qu'on établisse fortement « *la puissance convergente de ces deux principes* ».

Lorsqu'il se présentera à la députation, à Nancy, en 1900, il se proclamera candidat républicain socialiste nationaliste[19].

> *« Nationalisme engendre nécessairement socialisme. Nous définissons le socialisme : l'amélioration matérielle et morale de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. »*

16 Barrès Maurice, *L'Appel au soldat*, t. I, p. VI.
17 *Ibid.*, p. 226.
18 Barrès Maurice, *Scènes et doctrines du Nationalisme*, p. 327.
19 *Ibid.*, p. 432.

Il n'y a évidemment rien de marxiste dans cette définition du socialisme barrésien. Il s'agit seulement de souligner que la défense de la nation ne peut être réalisée sans la défense de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre qui constitue précisément la base même de la nation. Autrement dit, le nationalisme doit nécessairement être social.

Comment Barrès conçoit-il la réalisation de cet aspect social du nationalisme ? Par la restauration des corporations. Cela est intéressant à noter : dès sa naissance, le nationalisme lie sa conception sociale à celle du corporatisme.

> *« Il faut aider à se former tous les organismes naturels, favoriser toutes les affinités. Par l'extension des personnalités civiles, la transformation propriétaire peut s'effectuer lentement et pacifiquement. La propriété des collectivités deviendra de plus en plus l'instrument de travail et résoudra ce que les collectivistes appellent la* "socialisation des moyens de production". *Le travailleur ne sera plus un salarié ; il ne sera pas non plus un fonctionnaire et il deviendra un peu associé. Les groupes de production et de propriété collective pourront varier autant que les besoins du travail l'exigeront. La commune deviendrait surtout l'instrument de la propriété et du travail agricole ; le syndicat ou le groupe corporatif l'instrument de la propriété et du travail industriel. »*[20]

Le nationalisme, tel que le définit Barrès, ne peut donc être taxé, selon la terminologie en vigueur, ni de gauche, ni de droite. Il participe des deux dans la mesure ou l'on veut admettre une gauche sensible au social surtout et une droite qu'on considérerait principalement occupée d'un intérêt national, dont on ne voit pas pourquoi d'ailleurs il n'engloberait pas le souci du social. Ce n'est pas par hasard que le nationalisme prendra comme symbole la francisque, la hache à deux tranchants qu'on avait déjà vue sur les affiches antisémites d'Édouard Drumont et dont le maréchal Pétain fera l'insigne officiel de l'État Français : « *Nous avons lancé la francisque à deux tranchants* », écrit Barrès[21].

*
**

Maurice Barrès ne semble pas avoir été sensible à la forme de l'État. Il restera, pour sa part, républicain et démocrate. Il a compté sur le réveil des puissances de sentiment : la Terre et les Morts, pour donner à la République une majorité nationaliste. Il a échoué, et Charles Maurras, qui a été le témoin de cet échec – qui l'avait annoncé – viendra avec son « *politique d'abord* », affirmer qu'il faut d'abord changer les institutions avant de songer à changer les mœurs, parce que les institutions ont plus de part dans la formation des mœurs que celles-ci dans la formation des institutions.

20 *Ibid,* p. 457.
21 Barrès Maurice, *Scènes et doctrines du Nationalisme*, p. 3.

III. Paul Bourget
ou le traditionalisme par le positivisme

L'intelligence qui, s'égarant, a fait la révolution au dix-huitième siècle, la défera au vingtième.

Paul Bourget, *Pages de critique et de doctrine.*

Un malade ne recule pas quand de quarante degrés de température il passe à trente-six.

Ibid.

Archimède n'a défendu sa ville qu'en commençant par calculer juste.

Ibid.

Paul Bourget était de dix ans l'aîné de Maurice Barrès. Il avait reçu une formation scientifique, ayant suivi, à l'Hôtel-Dieu, le service du fameux chirurgien Maison neuve et s'était également intéressé à la philologie.

Il n'est d'abord qu'un romancier mondain, analyste scrupuleux des conflits sentimentaux de la bonne société de son temps ; doué d'un style vigoureux, d'une grande puissance d'analyse, il atteint tout de suite le succès.

Mais l'année même (1889) où Maurice Barrès publie *Un homme libre* et « suspend » sa conclusion, Bourget, lui, a conclu. Il publie *Le Disciple*.

C'est une date capitale dans l'œuvre de Bourget. Il y condamne le scientisme, le matérialisme et le naturalisme. C'est une des phases les plus importantes de sa conversion au catholicisme et au traditionalisme. Une autre sera marquée par *L'Étape* où il défendra la thèse de la lente accession des familles dans l'échelle sociale. Une famille ne grandit que grâce à la durée. On ne peut « *brûler l'étape* », fût-ce par mérite personnel, car celui-ci « *n'est fécond et bienfaisant que lorsqu'il devient le mérite familial* ».

En somme, dans les vingt dernières années du XIXe siècle, Drumont, Bourget, Barrès, chacun avec son tempérament, vont s'efforcer de redécouvrir les lois rationnelles de la vie en société, bouleversées par les idées de 1789. Chacun apportera ses réflexions, ses critiques et de cet ensemble de révision des valeurs sortira l'école nationaliste-traditionaliste française.

*

**

L'apport propre de Bourget, c'est le développement de la méthode qu'il a reçue de Taine : l'utilisation du mécanisme austère de la recherche scientifique dans le domaine de la pensée politique. Pour lui, la politique n'est pas

autre chose que : « *la recherche des lois naturelles de la Cité par voie d'observation* »[1].

Il pense que :

> « *si nous constatons que toutes les périodes de prospérité pour les peuples ont impliqué certaines conditions et toutes les périodes de décadence certaines autres, nous serons scientifiques en concluant que, très probablement, la pratique des unes améliorera un pays, que la pratique des autres détériorera davantage*. »[2]

Donc, il existe des lois de la vie humaine, des lois naturelles de la Cité que ni l'homme, ni la Cité ne peuvent transgresser sans dommage.

Comment les retrouver lorsqu'on les a perdues ?

En se reportant à la coutume qu'il appelle « *l'expérience inconsciente des siècles* » et qui les avait dégagées « *lentement et sûrement* ». Si l'on veut établir les règles de la santé collective qui ont permis aux sociétés de durer, « ce *n'est pas une construction idéologique qu'il faut entreprendre, ce sont des observations qu'il faut dégager. C'est proprement l'application de la méthode scientifique à la vie morale et sociale* »[3]. Et puisqu'il faut un nom à cette méthode, Bourget propose : le traditionalisme par le positivisme. Il dira un jour son rêve de voir appliquée à la sociologie cette maxime de Buffon qu'aimait à citer Pasteur : « *Rassemblons des faits pour avoir des idées* ».

Pour lui, « *la position scientifique du problème politique consiste à chercher la constitution écrite des peuples dans leur constitution vécue, dans leur nature* »[4].

> « *Bien sûr, l'homme qui pense, en tant qu'il pense, peut s'opposer à la nature, puisqu'il peut se former des choses une idée qui le mette en conflit avec elles. Or, les choses obéissent à des lois nécessaires, et toute erreur au sujet de ces lois devient un principe de souffrance pour celui qui la commet*. »[5]

*
**

Du « *culte du moi* », Barrès avait conclu au déterminisme de l'individu dans la société. Nous voici plus loin maintenant, c'est la société tout entière, enseigne Bourget, qui est tenue en dépendance d'un déterminisme autrement absolu : les choses obéissent à des lois nécessaires. La révolte est inutile. Il n'y a pas à s'obstiner à protester contre le fait que le feu brûle. Mettre sa main au feu, c'est s'exposer nécessairement à être brûlé.

Que les sociétés ne cherchent pas leur salut dans des idéologies qui ne sont que des mirages de l'esprit, mais dans l'observation des lois nécessaires, découvertes par l'observation.

1 Bourget Paul, *Études et Portraits*, t. III, p. 17.
2 *Ibid*, t. III, p. 17.
3 Bourget Paul, *Quelques témoignages*, p. 201.
4 Bourget Paul, *Pages de critique et de doctrine*, t. II, p.8.
5 Bourget Paul, *Essais de psychologie contemporaine*, t.. I, p. 158.

« *L'Enfer même a ses lois* », dit Gœthe dans *Faust* et Bourget l'explique : cela veut dire que « *les pires révoltes contre la nature sont emprisonnées dans la nature* »[6]. Et il formule cette maxime qui est celle de la rigueur scientifique avec laquelle il entend s'attaquer au problème de la conduite des sociétés : « *Archimède n'a défendu sa ville qu'en commençant par calculer juste* »[7].

*
**

C'est qu'il s'agit bien de défendre la Cité, et contre elle-même, ce qui est plus grave, car « *le mal d'anarchie* » a non seulement envahi les institutions, mais il a pénétré « *jusqu'au plus profond des sensibilités* ». Il n'y a plus « *conformité entre les cœurs et les intelligences* »[8].

Il s'agit bien de la même constatation que faisait Barrès de « *l'émiettement* » français, de l'absence d'une « *définition commune de la France* ».

Bourget ne s'en étonne d'ailleurs point. « *La régression des sociétés les plus comblées,* écrit-il*, est toujours possible. La civilisation doit être considérée comme une ruine sans cesse réparée* »[9].

> « *Si loin que nous remontons à travers les annales de l'humanité, nous trouvons que son constant effort, dans sa lutte pour l'existence, a été de se constituer des organes de durée, grâce auxquels chaque génération ne soit pas un éternel recommencement.* »[10]

Bourget parlera, en 1904, au dîner de « L'Appel au soldat », organisé par l'Action Française, des « *organes nécessaires de continuité* »[11].

Son esprit scientifique lui montre les familles et les nations soumises aux mêmes lois que les espèces animales : « *Leur effort le plus intime est de durer. Si elles évoluent, c'est pour s'adapter, pour conserver les éléments essentiels de leur être en modifiant la mise en œuvre de ces éléments d'après le milieu. La loi d'évolution enveloppe en elle une loi de constance* » et le rôle du. traditionalisme consistera précisément, nous dit Bourget, à « *saisir l'une et l'autre et l'une à travers l'autre* ». L'essentiel, c'est de ne changer qu'en s'appuyant « *sur des forces qui, elles, ne changent pas* »[12].

Il s'agit d'évoluer et non de révolutionner. Une société qui évolue, se développe et « *ne recommence pas à chaque génération nouvelle* »[13].

Les efforts des générations ne sont bénéfiques que s'ils s'additionnent, « *que si les vivants se considèrent comme des usufruitiers entre leurs morts et leurs descendants* »[14].

---

6 *Ibid*, t. I, p. 10.
7 Bourget Paul, *Pages de critique et de doctrine*, t. I, p. 135.
8 Bourget Paul, *L'étape.*
9 Bourget Paul, *Quelques témoignages*, p. 262.
10 *Ibid*, p. 173.
11 Bourget Paul, *Pages de critique et de doctrine*, t. II, p. 133.
12 *Ibid*, t. II, p. 217.
13 *Ibid, t. I*I, p. 142.
14 Bourget Paul, *L'Émigré.*

La Patrie n'a pas deux histoires[15].

La nation est constituée par « *les morts, les vivants et ceux à naître* »[16]. Les générations successives sont « *les étapes d'une même marche* »[17].

La Patrie, c'est la France « telle que l'ont faite nos pères » ou ce n'est rien. « *La loi, c'est la tradition telle qu'ils nous l'ont laissée à maintenir ou ce n'est rien* »[18].

Ainsi la Patrie ne s'inscrit ni dans un moment, ni dans un périmètre donné, c'est « *un milieu générateur dont nous sommes une portion, puisque nous avons reçu le dépôt traditionnel de ses énergies et qu'il est aussi une portion de nous, la plus intime, la plus active* »[19].

C'est pourquoi nous devons être très prudents « *à rejeter parmi les puissances du passé les idées et les émotions dont nos pères ont vécu* »[20], car « c*haque génération, comme chaque institution, est un étage ajouté* » à l'édifice national et la construction sera d'autant plus solide qu'elle aura pour substruction « *l'étage d'en dessous* »[21].

Bourget se méfie des brusques mutations, des révolutions, des promotions soudaines. Il les a condamnées dans la vie familiale dans *L'Étape*, toute son œuvre les condamne dans la vie sociale. Il est préférable de suivre la coutume, cette « *expérience instituée par la nature pour tout ce qui touche aux mœurs* ».

Aussi le processus intellectuel que Bourget conseillera de suivre pour retrouver les lois de la Cité, ce sera l'étude scientifique de l'Histoire. La politique, pour lui, c'est essentiellement « *la recherche des lois naturelles de la Cité par voie d'observation* ». Et il fait remarquer qu'« *il n'y a science que dans la conformité de la pensée à l'objet, si exacte, si stricte, que cette pensée devienne identique dans tout esprit, une fois mis en présence de cet objet, à travers et malgré les différences de capacité et de goûts individuels* »[22].

*
**

Ce que Bourget a surtout aimé chez Barrès c'est que l'auteur d'*Un homme libre* avait su réconcilier « *la dialectique et l'émotion, la sèche analyse intellectuelle et la frénésie de l'appétit sentimental* ». C'est même là, le propre du nationalisme.

> « *Le nationalisme n'est pas un parti. C'est comme M. Barrès l'a marqué lui-même dans le titre d'un de ses ouvrages, une doctrine. Elle dérive de cette observation tout expérimentale, à savoir que notre individu ne peut trouver son ampleur, sa force, son épanouissement que dans le groupe naturel dont il est issu.*

---

15 Bourget Paul, *Au service de l'Ordre*, p. 38.
16 Bourget Paul, *Pages de critique et de doctrine*, t. II, p. 58.
17 *Ibid*, t. II, p. 140.
18 Bourget Paul, *L'Émigré*, p. 148.
19 Bourget Paul, *Pages de critique et de doctrine*, t. I, p. 146.
20 Préface au *Voyage du Centurion* de Psichari, p. X.
21 Bourget Paul, *Au service de l'Ordre*, p. 226.
22 Bourget Paul, *Études et Portraits*, t. III, p. 7.

Le jeune homme regarde autour de lui. Il étudie l'histoire et il constate que l'individu est d'autant plus riche en émotions, d'autant plus abondant en forces sentimentales, qu'il est moins individualiste, plus complètement, plus intimement baigné, noyé dans l'âme collective dont il est une des pensées, dans l'action générale dont il est un des moments : Mais qu'est cette âme collective ? C'est l'œuvre de la Terre natale et des morts. Ce sont les façons de sentir que celle-ci a élaborées chez ceux-là.

*Qu'est cette action générale ? La besogne accomplie par notre race. L'organe local de cette race est la nation, plus profondément la région, et plus profondément encore la famille. Ou plutôt nation, région, famille ne font qu'un. Ce qui enrichit ou appauvrit l'un, appauvrit ou enrichit l'autre. Quand la nation souffre, la ville souffre, et les familles de la ville et les individus qui composent ces familles. La culture du moi, par laquelle avait commencé le sensitif passionné de l'*Homme libre*, aboutit donc à un acte de foi envers les antiques disciplines qui subordonnaient le développement de la personne au développement de la Cité.* »[23]

*
**

Et voici le cercle fermé. On est parti de l'égoïsme du moi, de l'individualisme forcené engendré par les principes de 1789, puis, après quelques tours sur lui-même, l'« homme libre », épouvanté de sa solitude, recommence à regarder vers la Cité, à souhaiter le grand embrasement collectif de la Patrie et de la Race et s'aperçoit alors que c'est son propre être personnel qui s'enrichit de tout ce que lui apporte l'histoire de son peuple, celle des morts et celle que les vivants sont en train d'écrire avec lui.

Il n'y a plus de contradiction désormais entre l'individu et le collectif. On sent un immense soulagement courir à travers les pages de Barrès comme à travers celles de Bourget. Elles n'ont plus l'âcre saveur du visionnaire Drumont, obsédé, par « *la fin d'un monde* », déjà on y sent passer un frisson d'enthousiasme pour la construction de la Cité nouvelle nationaliste.

Vienne Maurras et elle s'élèvera comme une construction parfaite bâtie par un poète qui ferait des théorèmes.

23 Bourget Paul, *Pages de critique et de doctrine*, t. I, p. 148.

IV. Charles Maurras ou le nationalisme intégral

> Il ne suffit jamais de tirer le canon contre les idées. Les idées fausses doivent être combattues par les vraies.
>
> Charles Maurras, *Au signe de Flore*.

> Il faut d'abord avoir raison. Une idée fausse est une idée fausse.
>
> Charles Maurras, *Mes idées politiques.*

> La sincérité n'est pas la vérité.
>
> *Ibid.*

I.

On se préoccupe généralement des défauts de sa propre génération et l'on oublie que les générations passées eurent, elles aussi, leurs crises, qu'elles ne les ont pas vaincues sans difficulté et qu'elles ont pu croire tout perdu à certains moments.

La génération à laquelle appartenait Charles Maurras connu une de ces crises qui avoisinait fort le nihilisme.

> *« Il s'agissait pour nous de dire non à tout. Il s'agissait de contester, toutes les évidences et d'opposer à celles qui s'imposaient (y compris les mathématiques) les rébellions de la fantaisie, au besoin, de la paresse et de l'ignorance. Le mot de scepticisme n'est pas suffisant pour qualifier ce mélange d'incuriosité frondeuse avec le délire de l'examen. Un à quoi bon ? réglait le compte universel des personnes, des choses et des idées. C'était le néant même, senti et vécu. »*[1]

Les dix dernières années du XIXe siècle furent excessivement importantes dans la bataille des idées. De *La Libre Parole* de Drumont à *L'Action française* de Maurras, il ne s'écoule pas dix ans et, entre les deux il y eut place pour la brillante, mais éphémère, *Cocarde* de Barrès.

*
**

L'Action française eut une origine modeste. Le 20 juin 1899, Henri Vaugeois donnait à Paris une conférence nationaliste sous le titre : « L'Action française ».

---

1 Massis Henri, *Jugements*, t. I, p. 173.

Le compte rendu forma le premier numéro d'une revue bimensuelle de petit format et de couverture grise qui prit le même nom[2].

Le 15 novembre de la même année, *L'Action française* publiait un manifeste en quatre points dont Maurras devait dire par la suite :

> *« Ce furent là certainement les quatre idées-mères et principes générateurs de l'Action française. »*[3]

> *« 1) L'homme individuel n'a pas d'intérêt plus pressant que de vivre en société : tout péril social enferme de graves périls pour l'individu.*
>
> *2) De toutes les formes sociales usitées dans le genre humain, la seule complète, la plus solide et la plus étendue, est évidemment la nationalité. Depuis que se trouve dissoute l'ancienne association connue au Moyen Âge sous le nom de Chrétienté, et qui continuait, à quelques égards, l'unité du monde romain, la nationalité reste la condition rigoureuse, absolue, de toute humanité. Les relations internationales, qu'elles soient politiques, morales ou scientifiques, dépendent du maintien des nationalités.*
>
> *Si les nations étaient supprimées, les plus hautes et les plus précieuses communications économiques ou spirituelles de l'univers seraient également compromises et menacées : nous aurions à craindre un recul de la civilisation. Le nationalisme n'est donc pas seulement un fait de sentiment : c'est une obligation rationnelle et mathématique.*
>
> *3) Entre Français, citoyens d'un État évidemment trahi par la faction qui le gouverne et menacé des rivalités redoutables, toutes questions pendantes, tous les problèmes diviseurs doivent être donnés et résolus par rapport à la nation.*
>
> *Les groupements naturels des Français doivent se faire autour du commun élément national.*
>
> *Par-dessus leurs diversités politiques, religieuses et économiques ils doivent se classer suivant le plus ou moins d'intensité et de profondeur de leur foi française.*
>
> *4) Le devoir des Français conscients de ces vérités est aujourd'hui de les formuler aussi publiquement et aussi souvent que possible afin d'y ramener leurs compatriotes aveugles ou négligents. »*

*
**

Notons d'abord l'espèce de regret nostalgique manifesté par ces nationalistes, qui vont faire du nationalisme une « obligation rationnelle et mathématique », pour l'unité de l'Empire romain et de la « Chrétienté ».

Maurras y reviendra dans *Au signe de Flore* dans une page où il commente justement les quatre points fondamentaux de *L'Action française* de 1899 : cette nécessité rigoureuse du nationalisme nous ne l'avions pas considérée « *comme le chef-d'œuvre des temps* », dira-t-il.

---

2 Roux Marie de, *Charles Maurras et le nationalisme d'Action française*, p. 79.

3 Maurras Charles, *Au Signe de Flore*, p. 256.

> *« Le fractionnement de l'Europe et de l'univers en nationalités souveraines était explicitement jugé inférieur à la paix romaine et à la République chrétienne du Moyen Âge ; mais ni ceci, ni cela ne subsistant, les nations composent le dernier des cercles sur lesquels puissent tenir des relations humaines durables, consistantes. »*[4]

Ce coup de chapeau tiré à ce qui n'est plus et ne reviendra pas, Maurras va entreprendre de raisonner « subjectivement » à la France.

Passionné de littérature grecque, il invoquera Hécatée, l'analyste grec qui commençait ainsi un de ses livres :

> *« Moi, Hécatée le Milésien, je dis ces choses et j'écris comme elles me paraissent, car, à mon avis, les propos des Hellènes sont nombreux et ridicules. »*

Hécatée sera le modèle de Maurras.

> *« Avoir raison et changer les propos "nombreux et ridicules" de ses concitoyens, Hellènes ou Français, en un petit nombre de propositions cohérentes et raisonnables, c'est, quand on y réussit seulement sur un point, le chef-d'œuvre de l'énergie. »*[5]

Et, à la fin de sa vie, de sa prison de Clairvaux, le vieux maître évoquera encore la même idée :

> *« Nous bâtissons l'arche nouvelle, catholique, classique, hiérarchique, humaine, où les idées ne seront plus des mots en l'air, ni les institutions des leurres inconsistants, ni les lois des brigandages, les administrations des pilleries et des gabegies – où revivra ce qui mérite de revivre, en bas les républiques, en haut la royauté, et, par-delà tous les espaces, la papauté.*
>
> *Même si cet optimisme était en défaut et si, comme je ne crois pas tout à fait absurde de le redouter, la démocratie étant devenue irrésistible, c'est le mal, c'est la mort qui devaient l'emporter, et qu'elle ait eu pour fonction historique de fermer l'histoire et de finir le monde, même en ce cas apocalyptique, il faut que cette arche franco-catholique soit construite et mise à l'eau face au triomphe du Pire et des pires.*
>
> *Elle attestera, dans la corruption universelle, une primauté invincible de l'Ordre et du Bien. Ce qu'il y a de bon et de beau dans l'homme ne se sera pas laissé faire. Cette âme du bien l'aura emporté, tout de même, à sa manière, et, périssant dans la perte générale, elle aura fait son salut moral et peut-être l'autre. Je dis peut-être, parce que je ne fais pas de métaphysique et m'arrête au bord du mythe tentateur, mais non sans foi dans la vraie colombe comme au vrai brin d'olivier en avant de tous les déluges. »*[6]

Entre ces deux textes, il y a un demi-siècle de lutte, toute une doctrine élaborée au cours de cette lutte, des milliers de pages de l'Hécatée français qui toute sa vie voulut « *avoir raison et changer les propos nombreux et ridicules de ses concitoyens en un petit nombre de propositions cohérentes et raisonnables* ».

---

4 *Ibid.*, p. 258.
5 *Ibid.*, p. 19.
6 Maurras Charles, « Lettre à M. Pierre Boutang », *Aspect de la France*, 26 juin 1953.

*
**

Le Dr Carrel énoncera un jour brutalement cette loi, avec la rigueur du biologiste au terme d'une expérience : « *l'homme n'a pas de droits, il a des besoins* ». C'est une démarche assez semblable que suit la pensée de Maurras :

> *« Au petit de l'homme, il manque tout. Bien avant de courir, il a besoin d'être tiré de sa mère, lapé, couvert, nourri. Avant que d'être instruit des premiers pas, des premiers mots, il doit être gardé de risques mortels. Le peu qu'il a d'instinct est impuissant à lui procurer les soins nécessaires, il faut qu'il les reçoive, tout ordonnés, d'autrui. Il est né. Sa volonté n'est pas née, ni son action proprement dite. Il n'a pas dit Je, ni Moi, et il en est fort loin, qu'un cercle de rapides actions prévenantes s'est dessiné autour de lui. Le petit homme presque inerte, qui périrait s'il affrontait la nature brute, est reçu dans l'enceinte d'une autre nature empressée, clémente et humaine : il ne vit que parce qu'il est le petit citoyen.*
>
> *Son existence a commencé par cet afflux de services extérieurs gratuits. Son compte s'ouvre par des libéralités dont il a le profit sans avoir pu les mériter, ni même y aider par une prière. Il n'en a rien pu demander ni désirer, ses besoins ne lui sont pas révélés encore.*
>
> *[…] Il attire et concentre les fatigues d'un groupe dont il dépend autant que de sa mère lorsqu'il était enfermé dans son sein. Cette activité sociale a donc pour premier caractère de ne comporter aucun degré de réciprocité. Elle est de sens unique, elle provient d'un même terme que l'enfant figurera, il est muet,* infans, *et dénué de liberté comme de pouvoir ; le groupe auquel il participe est parfaitement pur de toute égalité : aucun pacte possible, rien qui ressemble à un contrat. Ces accords moraux veulent que l'on soit deux. Le moral de l'un n'existe pas encore.*
>
> *[…] On n'en saurait prendre acte en termes trop formels, ni assez admirer ce spectacle d'autorité pure, ce paysage de hiérarchie absolument net. »*[7]

*
**

Aux démocrates barbus, aux défenseurs de droits de l'homme, Maurras vient rappeler, avec la minutie qu'on vient de voir, qu'ils ont été des nourrissons vagissants, sans droits, sans volonté, sans pouvoir et que la nature nous impose un formidable spectacle d'autorité et de hiérarchie dans la loi même de la reproduction de la vie.

Il n'y a donc pas, d'abord, l'individu. Il y a d'abord la famille puisque sans elle il n'y a pas d'individu possible.

> *« La famille fonde l'État puisque, d'une part, la population n'existe que par elle, et que, d'autre part, c'est elle qui distingue la société politique des autres : société qui ne se recrute point par la volonté de ses membres, mais normalement par voie de génération, société où l'on naît et se reproduit.*

7 Maurras Charles, *Mes idées politiques*, p. XVI.

Je suis membre de l'État français à cause de mon père, de ma mère et de leurs parents. Je puis ratifier ou décliner cette condition, je ne la crée pas, et c'est elle qui me crée. Les enfants adoptifs qui s'agrègent par d'autres voies à la grande famille française ne le font que parce qu'il y a un premier État français, famille de familles, engendré naturellement. »[8]

« Un individu habitué à réfléchir avec rigueur et qui fait le compte de tout ce qu'il est d'autre que soi est terrifié de l'exiguïté et de la misère de son petit domaine strictement propre et personnel. Nous sommes nos ancêtres, nos maîtres, nos aînés. Nous sommes nos livres, nos tableaux, nos statues ; nous sommes nos voyages, nous sommes (je finis par le plus étrange et le plus inconnu), nous sommes l'infinie république de notre corps, qui emprunte presque tout ce qu'il est de l'extérieur et qui le distille en des alambics dont la direction et le sentiment même nous échappent complètement.

La société n'est certes pas un grand animal dont les individus ne seraient que les cellules subordonnées. Mais elle n'est pas plus une de ces « mises en commun » de volontés que l'on appelle, en Droit, des associations.

La société n'est pas une association volontaire : c'est un agrégat naturel. »[9]

Cette évidence que « l'individu est accablé par la somme des biens qui ne sont pas de lui et dont cependant il profite dans une mesure plus ou moins étendue »10, est une des réflexions primordiales de la pensée maurrassienne.

« Riche ou pauvre, noble ou manant, [l'individu] baigne dans une atmosphère qui n'est point de nature brute, mais de nature humaine, qu'il n'a point faite et qui est la grande œuvre de ses innombrables prédécesseurs directs et latéraux, ou plutôt de leur association féconde et de leur juste et utile communauté […]. Quel capital démesuré représente le simple soc incurvé d'une charrue la toile d'une voile, la taille d'un quartier de roc, le joug d'un chariot, l'obéissance d'un animal de course ou de trait. »[10]

Cette prise de conscience de la constitution essentielle de l'espèce était, aux yeux de Maurras, la condition indispensable à toute entreprise de rénovation politique.

Comme Buffon, il voulait des faits pour avoir des idées. Or, que lui enseignaient les faits ?

« La circulation de la sève et du sang est-elle juste ? La loi de la pesanteur équitable ? Et ce que Paul Valéry appelait "une chance séminale", le spermatozoïde aveugle ? Est-il juste que je sois le fils de mon père et le citoyen de ma cité ? Ce peut être agréable, pénible ou heureux, digne de correction ou digne de faveur ; l'idée de justice n'a rien à y voir : autant user du litre pour mesurer un champ. Mais "justice sociale" peut dire égalité. Ceux qui donnent l'égalité pour un bien public oublient toujours de le prouver et ne prennent pas garde qu'elle est un mal : rien n'est mieux établi. Il peut y avoir des inégalités excessives. Ce sont des accrocs de détail à

8 *Ibid.*, p. 121.
9 *Ibid.*, p. 118.
10 *Ibid.*

l'exercice d'un bien. L'inégalité est bonne en soi. Les enfants ne seraient pas nourris s'ils n'avaient des parents plus grands, plus habiles, plus forts qu'eux ; les ignorants ne seraient pas instruits, s'ils n'avaient des maîtres savants. Les pauvres ont besoin des riches et, comme dit Rivarol, l'eau se perd là où manquent les fontaines induites à la canaliser. La réciprocité des services fait servir le faible au fort et le fort au faible. Là où les citoyens demeureraient équivalents, où tout se résoudrait en immobile stagnation, le mieux naîtrait toujours de disparités à compenser et à rattraper. C'est le nerf du progrès. Quelles qu'en puissent être les exagérations déplorables, la division du travail est, elle aussi, un bien, et ce bien tend à se fixer. L'heureux exercice d'un bon métier s'étend presque toujours à la vie d'un homme, passe à ses enfants, et l'avantage acquis devient sans peine héréditaire. De longues habitudes personnelles se transmettaient ainsi à travers les générations multipliant les appropriations spontanées du travailleur et de sa fonction. »[11]

Et Maurras termine cette page dure, pressée, dans laquelle il semble qu'il ait hâte de faire tenir un monde d'idées et qui est une des dernières qu'il ait écrites, par cette phrase de Léon XIII, *il pappa cesareo :* « *La division en classes inégales (*dispares*) fait à coup sûr le caractère des sociétés bien organisées ».*

*
**

Maurras n'a pas d'« idées ».

Tout au long de son œuvre, constamment, Maurras reviendra sur cette nécessité pour la société de se soumettre aux lois qui « *dépendent de la nature des choses* ».

Aussi la première démarche de l'esprit doit-elle être la recherche de ces lois.

« Le monde physique a des lois, la nature humaine a les siennes, qui ne s'inventent pas, mais qui se découvrent. L'esprit de l'homme au lieu de spéculer dans les nues doit regarder autour de lui afin d'y trouver son conseil et sa direction dans la lumière. »[12]

Il ne s'agit pas de se former une représentation idéale du monde.

« La sincérité n'est pas la vérité. L'intention la plus droite et la plus ferme volonté ne peuvent pas faire que ce qui est ne sait pas. »[13]

La recherche du bien commun ne saurait donc être livrée à la fantaisie de notre imagination, ni même de notre bonne volonté car :

« le bien commun a des règles qui dépendent de la nature des choses et des gens, de leur place et de leur fonction sur la terre ; par conséquent, le sort des collectivités naturelles n'est pas livré à la fantaisie ni à l'arbitraire des individus qui les forment, il dépend de lois fixes, indépendantes de nous et nos supérieures qu'il est possible de connaître avec exactitude et dès lors d'utiliser à peu près comme on fait des autres lois de l'univers ».[14]

---

11 Maurras Charles, *Votre bel aujourd'hui*, p. 426.
12 Maurras Charles, *Mes idées politiques*, p. 22.
13 *Ibid.*, p. 31.
14 Maurras Charles, *L'Action française et la religion catholique*, p. 48.

*
**

L'idée de *progrès* qui avait fortement marqué le XIX[e] siècle avait entraîné une confusion entre le progrès des sciences qui n'est que le développement des connaissances antérieurement acquises par l'Humanité et qui suit un accroissement constant, et le progrès moral de l'individu. Or, l'individu, va soutenir Maurras, est « un composé stable » et on ne saurait songer à lui appliquer des « lois nouvelles ».

> *« Il n'y a pas de lois nouvelles. Elles sont toutes vieilles, si leur découverte ou leur énoncé peuvent être nouveaux, toutes fonctionnent de tout temps, comme celles dont nous ne nous sommes pas avisés encore ; elles règnent sur nous comme avait régné le principe d'Archimède un million ou deux d'années avant qu'Archimède existât. Le radium brûlait, rayonnait, bombardait au temps de Sésostris*. Les lois de la nature humaine n'ont pas varié davantage, ni cette nature elle-même. Si l'on exclut, comme il le faut, une préhistoire qui est toute nourrie d'hypothèses pleines de vent et si l'on tient compte du perfectionnement religieux et moral dû au catholicisme, le type de l'homme se présente comme un composé stable. »*[15]

Ainsi, selon Maurras, il n'a pas fallu moins que l'intervention divine de la Rédemption pour apporter un perfectionnement moral au « composé stable » qu'est l'homme.

Sur cette base extrêmement solide : stabilité du composé humain ; sur cette donnée d'expérience : que les lois qui régissent les sociétés sont fixes comme toutes les lois de la nature, Maurras va bâtir toute sa méthode : retrouver ces lois que l'imagination des hommes a fait oublier ou mal interpréter.

Son amour de la pensée grecque vient de ce qu'il lui reconnaît le mérite d'avoir su dégager la notion de « l'ordre des choses ».

> *« Un instinct merveilleux, écrit-il, beaucoup plus que la réflexion, ou plutôt si l'on veut, un éclair de raison surhumaine ou divine leur a fait sentir [aux Grecs] que le bien n'était pas dans les choses, mais dans l'ordre des choses, n'était pas dans le nombre, mais dans la composition, et ne tenait nullement à la quantité, mais à la qualité. Ils introduisirent la forte notion des limites, non seulement dans l'art, mais dans la pensée, dans la science des mœurs. En morale, en science, en art, ils sentirent que l'essentiel ne tenait point aux matériaux et, tout en employant les matières les plus précieuses, ils y appliquaient leur mesure.*
>
> *L'idée du "point de perfection et de maturité" domina ce grand peuple aussi longtemps qu'il resta fidèle à lui-même. »*[16]

L'ordre n'est donc pas un produit naturel des sociétés. Il est un art et, comme tel, il nécessite des règles et un artiste, une autorité.

---

* [NdÉ] Sésostris était le nom porté par plusieurs pharaons de la première partie du deuxième millénaire avant notre ère.

15 Maurras Charles, *Le Chemin de Paradis*, p. 272.

16 Maurras Charles, *Mes idées politiques*, p. 81.

« C'est une des plus fortes maximes de M. de la Tour du Pin que l'ordre ne naît pas spontanément dans la société. Une autorité le précède ; et elle l'engendre. »[17]

*

**

Pour retrouver ces lois qui serviront à bâtir l'ordre, il faut une méthode. Nous voilà au centre de la pensée maurrassienne. De quels instruments disposons-nous ? Notre intelligence ? Oui, certes, mais elle peut nous tromper. L'idéalisme peut nous entraîner hors du réel. Il nous faut trouver une méthode scientifique.

« Ce que l'on appelle ma doctrine politique, n'est pas déduite, elle est induite et induite des faits, des liaisons des faits que l'on appelle aussi des lois. Non des lois impératives au sens d'ordre et de commandement, mais des lois de constance et de séquence, comme celle de la chaleur et de l'ébullition. »[18]

Elle n'est pas « *déduite d'idées générales préconçues ni, par conséquent, de principes païens, semi-païens, non païens, ou anti-païens. Par un tout autre mouvement de la pensée, elle est induite du spectacle, de l'histoire et des mœurs générales de l'humanité »19.*

Maurras ne prétendait pas avoir inventé un système politique. Sa besogne avait consisté, disait-il, « *à tirer d'un seul mouvement, à faire un seul effort de l'effort contre-révolutionnaire du XIX*e *siècle* ». L'important, disait-il encore, « *n'est pas d'inventer des idées, mais d'en trouver de vraies et, autant que possible, uniquement vraies* »[19].

La méthode, il alla la chercher chez Auguste Comte.

Impuissant à conclure à Dieu, mais soucieux de sauvegarder la loi morale, Compte avait pris une position sans doute insoutenable sur le plan religieux, que Maurras résume ainsi :

« Substituer à la recherche des causes et des substances, qui, réelles ou imaginaires, nous demeurent insaisissables, la simple recherche des lois : ce fut la méthode nouvelle. Cette méthode était destinée à fournir la doctrine nouvelle qui serait le principe d'examen et à remplacer notre anarchie transitoire par l'ordre nouveau. »[20]

Ce qu'Auguste Comte avait voulu réaliser sur le plan philosophique, Maurras va l'entreprendre sur le plan politique. Cette méthode prendra dans le vocabulaire maurrassien le nom d'empirisme organisateur. Il s'agit de déduire de l'expérience historique les lois de la société politique. C'était faire de la critique historique une science.

---

17 Maurras Charles, *Enquête sur la Monarchie*, p. 226.

18 *L'Action française*, 7 janvier 1927.

19 Maurras Charles, « Lettre à Mme M.-M. Martin », *Aspects de la France*, 5 décembre 1952.

20 Maurras Charles, *L'Avenir de l'intelligence*, p. 221.

Paul Valéry avait fait un jour une objection à la valeur de l'expérience historique sur laquelle Maurras basait sa méthode de l'empirisme organisateur.

Cette expérience n'en est pas une, soutenait Valéry, c'est tout juste une observation. Pour qu'il y ait expérience, il faudrait que soient réalisées les conditions de l'expérience du chimiste, par exemple, qui « *dans son cabinet, avec son feu, son eau, ses gaz, ses étincelles, peut faire varier les conditions de la naissance ou de la destruction d'un corps. Là seulement on peut saisir le rapport certain de l'effet à la cause* ».

Il n'en va pas de même avec l'Histoire. « *Nous la voyons passer. Elle s'écoule devant nous* ». C'est tout. Nous pouvons intervenir sans doute, faire des conjectures « *sur ce qui arrivera si et si [...]* » mais ces conclusions ne sont pas des conclusions scientifiques, elles ne sont que « *des œuvres de notre intelligence* ». Leur valeur vaudra ce que vaut la rectitude de notre jugement toujours contestable.

Maurras reconnaissait que ce « scepticisme valéryen » ne manquait pas de fondement, mais il répondait victorieusement :

> *« Valéry en distinguant l'expérience scientifique de ce qu'on appelle l'expérience historique n'a pas pris garde à une chose : le savant assiste à son analyse ou à sa synthèse en témoin extérieur, il n'enregistre que des effets. Il suit les aspects successifs et apparents de ses molécules, son œil n'y entre pas ; il est étranger à la vie et à l'intime évolution du corps dont il note les transformations. Au lieu que l'historien est dans l'Histoire, comme l'homme dans l'Humanité ; il éprouve, il ressent le jeu des éléments directeurs internes, passions d'amour et de haines, sagesses, folies qui dans la vie des nations créent les ressorts des paix et des guerres, la psychologie des accords et des désaccords, l'esprit des affinités et des répulsions, c'est-à-dire tout ce qui manque à l'expérience scientifique, tout ce qui permet de saisir les causes en progrès ou en recul, leur activité propre et profonde. En ce sens, l'expérience de la vie humaine donne une certitude bien supérieure à celle de l'éprouvette et de la cornue. »*

Lorsque nous jugeons notre vie propre par l'exercice naturel de notre conscience, nous faisons, à l'échelle individuelle, de la critique historique. Nous voyons bien les raisons causales de nos épreuves, « *causes soumises à des lois permettant de prévoir pratiquement à coup sûr* ».

Les lois historiques, conclut Maurras, « *sont moins branlantes que les lois physiques ou chimiques de la matière* »[21].

II.

La position extrêmement forte de l'empirisme organisateur, les conclusions évidentes auxquelles il devait conduire, provoquèrent un grand affolement parmi l'intelligentzia démocratique et, plutôt que de chercher à répondre à Maurras, on tenta de lui faire dire ce qu'il n'avait pas dit.

21 *Aspects de la France*, 26 septembre 1952.

M. Maurice Pujo a fort bien défini les limites de l'empirisme organisateur :

> *« Maurras n'a jamais prétendu formuler* toutes *les lois naturelles et nécessaires au gouvernement des hommes et moins encore les lois surnaturelles. Il a strictement délimité sa tâche : étudier ceux des rapports de l'homme avec la société qui sont constants, immuables, connus, sur lesquels est fondée la "structure sociale" et sans l'observation desquels la société et l'homme lui-même dépérissent ou meurent. Il a laissé à l'Église, "temple des définitions du devoir", le soin de formuler les lois naturelles et surnaturelles par lesquelles elle s'efforce de faire régner la vertu chez les hommes, et le bien moral, non dans la "structure" de la société, puisque cette structure ne dépend pas du libre arbitre, mans dans leur gouvernement. Ce bien moral n'existera d'ailleurs que si l'on commence par respecter les lois de la structure sociale. Il n'y a pas de vertu, il n'y a pas de bien contre la raison.*
>
> *Le positivisme de Maurras ne fixe pas seulement ses limites en étendue, mais aussi en profondeur. L'empirisme peut établir des "doctrines de constatations" et de prévision. Il peut constater et prévoir que si un homme néglige les principes de l'hygiène, il tombera malade, et que si un peuple se livre à la démagogie, il dépérira. Mais il ne peut empêcher cet homme de préférer la paresse à la santé, ni ce peuple ses passions à son salut. La connaissance des lois naturelles procure assurément une certaine sagesse qui, dans la mesure du possible, écartera le malheur de celui qui la possède et le rapprochera du bonheur ; mais aucune nécessité morale, si ce n'est l'espoir et la crainte auxquels il peut n'être pas sensible, ne l'inclinera à la pratiquer. […]*
>
> *Non seulement Maurras reconnaît l'impuissance de l'empirisme organisateur à fournir ce jugement d'obligation, mais encore il affirme qu'un tel jugement ne peut se fonder que sur Celui qui tient la loi des mondes. "L'insuffisance du principe altruiste [de Comte], dit-il, rouvre le seuil de la morale à d'autres principes et notamment (si l'on tient à avoir une morale qui oblige) à ce principe métaphysique du Dieu juge" (Barbarie et poésie, p. 301). […] Ainsi pour Maurras, tout ce qu'il y a de "formel" dans la morale (pour parler le langage d'Aristote) ne peut venir que de l'idée de Dieu. L'expérience, dans l'empirisme organisateur, n'apporte à l'homme que sa "matière", ou plutôt une partie déterminée de celle-ci, celle qui a trait à ses rapports avec la structure élémentaire de la société et […] qu'elle seule peut lui apporter. Aussi […] Dieu garde son "autorité", sa "Loi" impérative, sa "sanction". Et l'homme, en recherchant les conditions du bien social, ses lois statiques, accomplit la tâche qui lui est dévolue ; en les observant, il remplit son premier devoir : il va au-devant de Dieu. »*[22]

Ramené à ses justes limites, l'empirisme organisateur de Maurras n'en est que plus redoutable pour l'idéalisme démocratique. On parle *idées*, il répond *faits*. Et contre les faits, il n'y a pas d'arguments.

> *« L'examen des faits sociaux naturels et l'analyse de l'histoire politique conduisent à un certain nombre de vérités certaines, le passé les établit, la psychologie les explique et le cours ultérieur des événements contemporains les confirme et les reconnaît ; moyennant quelque attention et quelque sérieux, il ne faut pas un art très délié pour faire une application correcte de ces idées, ainsi tirées de l'expérience, et que les faits nouveaux dégagés d'une expérience postérieure ont les plus grandes chances de vérifier. »*[23]

22 Pujo Maurice, *Comment Rome est trompée*, p. 155.
23 Maurras Charles, *Mes idées politiques*, p. 108.

C'est en ce sens que l'on peut parler « *si l'on veut* », de « *l'école d'Action française* », dira M. de Roux qui ajoute :

> « *C'est exactement en ce sens que l'on parle d'une école, d'une doctrine militaire, c'est-à-dire d'un enseignement dont l'identité soit propre à déterminer les mêmes réactions et les mêmes actions chez ceux qui en sont imprégnés et qui peuvent avoir à se décider sans communiquer entre eux et sans recevoir d'ordres supérieurs.* »[24]

*
**

C'est par une conférence de Lucien Moreau, dans un cercle de jeunes nationalistes plébiscitaires, que fut développée pour la première fois la conception maurrassienne de l'empirisme organisateur et du nationalisme intégral, en avril 1900.

> « *Mémorable soirée, où, pour la première fois se trouva proposé à un jeune auditoire mon premier instrument d'étude, l'empirisme organisateur, et la doctrine qui s'en dégageait, ce "nationalisme intégral" que réalisait seule la Monarchie puisque seules les institutions monarchiques satisfaisaient à toutes les aspirations nationales, à tous les besoins nationaux, comme l'intégrale reproduit la somme de toutes les valeurs d'une fonction algébrique.* »[25]

Ce passage de Maurras est très important pour la compréhension de son « monarchisme ». Son adhésion à la Monarchie n'est pas chez lui affaire de sentiment, de loyalisme, ni, même de traditionalisme. Elle est l'aboutissement de son enquête historique poursuivie par la méthode de l'empirisme organisateur. Elle est le nationalisme intégral. Il faut noter que L'Action française ne s'intitulera jamais organe monarchiste, mais organe du nationalisme intégral.

Le nationalisme intégral n'est pas, comme certains adversaires peu scrupuleux de Maurras ont tenté de le faire croire, un nationalisme sans frein, il est l'expression dont se sert Maurras pour désigner le nationalisme qui aboutit à la monarchie.

Le 19 août 1900, Paul Bourget, dans sa lettre d'adhésion qui fut la première publiée dans *L'Enquête sur la Monarchie*, écrivait déjà :

> « *Cette génération doit naturellement aboutir à ce que vous avez appelé d'un terme si juste : le nationalisme intégral, c'est-à-dire à la monarchie.* »[26]

Trois ans plus tard, Jules Lemaître, évoquant la doctrine des théoriciens de l'Action française, notait :

---

24 Roux Marie de, *Charles Maurras et le nationalisme d'Action française*, p. 19.
25 Maurras Charles, *Au Signe de Flore*, p. 281.
26 Maurras Charles, *Enquête sur la Monarchie*, p. 117.

« Ils n'ont pas dit : "Quel régime nous plairait-il de voir restaurer ?" mais : "Quel est le régime qui peut restaurer la France ?" Et ils ont appelé le royalisme "nationalisme intégral" parce qu'il leur a semblé que la royauté serait le régime le plus complètement et le plus durablement utile à la nation. »[27]

*

**

Ainsi, le nationalisme peut-il conduire a la monarchie, n'être qu'un moment d'une dialectique, Maurras va au-delà du nationalisme. Il voit même dans la nation « *une très fâcheuse dégradation de l'unité médiévale* » et il n'est pas interdit de penser qu'il eût souhaité voir cette unité reconstituée à travers une Europe monarchique.

« La monarchie héréditaire est le plus national et aussi le plus international de tous les pouvoirs. Un lien de parenté établi entre les chefs d'État, coryphées du droit international, peut contribuer à l'entente, à l'accord, à la paix entre les nations qu'ils conduisent…

Ou bien les nations ivres de leurs intérêts ou de leurs passions, voulant tout faire par elles seules, pousseront à l'extrême leurs rêves les plus ambitieux, ce qui les fera succomber forcément au démon de s'entre-détruire, jusqu'à ce que le globe soit redevenu un désert ; ou bien l'instinct de conservation leur fera demander à la race internationale des rois de tenir les drapeaux de leur nationalité historique, pour maintenir leur droit c'est-à-dire leur nécessaire, et quant au reste, négocier les ententes et les accords de la vie commune. »[28]

De même, il verra dans la Papauté le seul lien qui subsiste entre les nations en proie au nationalitarisme et, en pleine guerre, en 1915, il écrira :

« Il est douteux que les développements nationaux puissent être arrêtés ou même enrayés et tempérés avant longtemps. Mais, aussi longtemps que durera cette anarchie, elle pourra coexister avec l'Internationale catholique, et voilà déjà un point d'appui d'assuré aux communications supérieures des hommes. Je ne dis pas qu'ils pourront toujours s'entendre par cette voie. Je dis que cette voie est et sera la seule qui leur sera ouverte pour le tenter, et, si la tentative a quelque chance, un jour ou l'autre d'aboutir, ce sera forcément, tout l'indique, de ce côté-là. »[29]

Ainsi, loin d'être un nationalisme fermé, le nationalisme intégral de Maurras débouche sur une Internationale des rois qu'il verrait volontiers, comme Joseph de Maistre, coiffée au sommet par le Pape.

III.

Le nationalisme ne s'entend pas sans une définition préalable de la nation.

---

27 *L'Écho de Paris*, 10 octobre 1903.

28 Maurras Charles, *Enquête sur la Monarchie*, p. CXXXIV.

29 Maurras Charles, *Le pape, la guerre et la paix,* p. CXXXIV.

« La Nation est le plus vaste des cercles de communauté sociale qui, au temporel, soient solides. et complets. Nous ne faisons pas de la Nation un absolu métaphysique, un Dieu, mais tout au plus, en quelque sorte, ce que les anciens eussent nommé une déesse. Nous observons que la nation occupe le sommet de la hiérarchie des idées politiques. De ces fortes réalités, c'est la plus forte, voilà tout. […]

La Nation passe avant tous les groupes de la nation. La défense du tout s'impose aux parties. […]

Les mots suffisent à le dire, on se met d'un parti, on naît d'une nation. Il y a entre les deux termes la différence de l'Association à la Société. Ceux qui s'associent "créent" l'élément commun établi entre eux. Les membres d'une société ont commencé par "en être". Ils peuvent l'accepter ensuite, se révolter contre elle ou la quitter, mais elle leur préexistait. Si leur volonté personnelle crée leur conduite à son égard, son existence à elle ne dépend de la leur que dans une mesure faible et éloignée. »[30]

« Il ne peut rien y avoir de plus enviable aux pauvres hommes que de former une Nation. Ce bonheur n'est pas donné indifféremment à tous, ni à tous accessible. Nulle créature historique n'est moins sujette que la nationalité à l'improvisation artificielle. Elle ne naît pas du premier sursaut de volonté venu. Le volontarisme démocratique y est pour peu, l'Histoire pour beaucoup.

Rien n'importe plus aux nations que de tenir, de durer et de ne pas laisser se défaire de forces invétérées. Ce qui ne veut pas dire qu'elles aient intérêt à tourner à l'empire. Ce qui signifie même le contraire. Mais ce qui leur conseille de bien s'organiser et de se gouverner le mieux possible pour se conserver saines, fortes, unies. Tout est là. On verra ensuite. […]

Qu'on ne dise pas : le mal vient des nationalismes acharnés à s'entretuer. Le mal essentiel vient de l'homme né homicide et carnassier. Si l'on vient au détail, les plus cruelles de ces entre-tueries ne sont pas l'œuvre des corps de nations, mais des démo-ploutocraties, des mauvais gouvernements populaires et de la grande idée nationalitaire qui n'est pas le nationalisme, mais l'idée de l'égalité des nations. »[31]

Or, Maurras a toujours repoussé avec force cette idée de l'égalité des nations. C'est qu'il y a reconnu le mythe individualiste et égalitaire, le jacobinisme niveleur qui ne tient pas compte de la hiérarchie des valeurs dans la Société.

« Que leur territoire [aux nations] soit vaste ou restreint, riche ou pauvre, heureux ou déshérité, que leur développement intellectuel soit ample et complexe ou simple et étroit, affiné ou brut, antique, auguste, vénérable ou né de la pluie d'hier, que les nations soient de douze mille âmes ou qu'elles en comptent des dizaines de millions, toutes veulent être réputées grandes filles majeures : même âge, même taille, identique beauté et pareille richesse, mais il ne suffit pas de le vouloir et de le dire pour que cela soit. Il reste certainement vrai qu'elles ne sont pas ainsi faites et qu'on leur applique une loi étrangère à leur nature comme à la nature de l'homme. Ce mensonge sur elles-mêmes ne leur fera pas plus de bien que ne s'en font dans le même cas les individus. »[32]

30 Maurras Charles, *Aspects de la France*.

31 Maurras Charles, *Votre bel aujourd'hui*, p. 238.

32 *Ibid.,* p. 54.

On sent bien que pour Maurras, toutes ces différences perdraient de leur importance si au lieu de provoquer une lutte de caractère individualiste pour une irréelle égalité, ces nations grandes ou petites, fortes ou faibles, se trouvaient réunies dans le cadre plus vaste de la Chrétienté :

« *Qu'on ne sourie pas de la Chrétienté, – écrit-il, dès 1900, dans l'Enquête sur la Monarchie – la Chrétienté c'est, dans le passé, les États-Unis d'Europe tout bonnement* ». Non certes qu'il soit partisan d'États-Unis démocratiques d'Europe ! Mais parce qu'il regrette l'unité de l'Empire romain ou de l'Europe chrétienne.

C'est une idée sur laquelle il revient souvent :

> *« Le monde moderne ne retarde pas seulement sur l'Empire romain, mais sur le Moyen Âge, puisqu'il est moins unifié. »*[33]
>
> *« Il y avait jadis une République chrétienne étendue à l'Europe occidentale qui formait une sorte d'unité temporelle. Cette unité a été brisée par Luther. C'est depuis cette rupture que la nation est devenue le dernier cercle social sur lequel l'Homme puisse s'affirmer. »*[34]

Sur ce dernier « cercle social », il a choisi de se battre pour défendre non une idée abstraite de la Nation, mais les hommes de cette nation.

Henri Massis a rapporté ces paroles de Maurras aux étudiants d'Action française :

> *« Le culte de la Patrie est le respect, la religion de la terre des pères ; le culte de la nation est le respect et la religion de leur sang. Nation n'est pas un mot révolutionnaire. À la gloire de la Nation, dit Bossuet dans son* Discours de réception à l'Académie française. *Patriotisme convenait à Déroulède parce qu'il s'agissait de reprendre la terre*[35]*. Nationalisme convenait à Barrès et à moi, parce qu'il s'agissait de défendre, des hommes, leur œuvre, leur art, leur pensée, leur bien contre ce qui les menaçait spécialement. »*[36]

Le mot de *patrie* évoque chez lui non une figure mythologique, mais une foule de visages humains, de paysages, de monuments :

> *« Une patrie, ce sont des champs, des murs, des tours et des maisons ; ce sont des autels et des tombeaux ; ce sont des hommes vivants, père, mère, et frères, des enfants qui jouent aux jardins, des paysans qui font du blé, des jardiniers qui font des roses, des marchands, des artisans, des ouvriers, des soldats, il n'y a rien au monde de plus concret. »*[37]

Et précisément parce qu'elle est un assemblage délicat d'êtres vivants, chargés de passions, de sympathies et d'antipathies, la communauté nationale est fragile. Une communauté ne subsiste que « *tant que parmi ses membres les causes d'amitié et d'union restent supérieures aux causes d'inimitié et de division* »[38].

---

33 Maurras Charles, *Quand les Français ne s'aimaient pas*, p. 336.

34 *Aspects de la France*.

35 Allusion au poète Paul Déroulède qui exalta le patriotisme au lendemain de la défaite de 1871 et prêcha la Revanche pour la reconquête de l'Alsace et de la Lorraine.

36 Massis Henri, *Maurras et notre temps*, t. I, p. 121.

37 Maurras Charles, *Votre bel aujourd'hui*, p. 62.

38 Maurras Charles, *Mes idées politiques*, p. 16.

C'est de cette considération que Maurras est parti pour dépasser le nationalisme barrésien qui en était resté à la conception démocratique de la Révolution française et s'appuyait uniquement sur les volontés individuelles.

> *« Et si ces volontés, en se combattant, s'annulaient ? Et si la puissance des destructeurs dépassait celle des constructeurs ? »*[39]

Devant ce péril, que ne démontrait que trop d'ailleurs la critique historique, Maurras conclut : « *Il faut qu'un État indépendant de la Nation, quoique fondé en elle, la préserve et la sauve, parfois malgré elle* »[40].

Que Maurras ait repoussé de toute son énergie la démocratie, cela est connu de tout le monde, ce que l'on sait moins peut-être, ce sont les raisons sur lesquelles il basait son anti-démocratisme.

Il nie que l'individu « *en tant que tel, abstrait, l'individu considéré comme unité indifférente pouvant être Pierre ou Paul également* », compose la société. « *En réalité, il ne la fait pas, il est fait et défait par elle* »[41].

De la position où il se place, Maurras voit dès lors la société par en haut, pourrait-on dire, et elle lui apparaît comme une construction ordonnée.

> *« La bonne vie des États ne peut consister dans la mise en tas des ressources hétéroclites et d'individus désencadrés. Le bon sens dit qu'il faut un rapprochement organique et un engrènement hiérarchisé de proche en proche, par des groupes d'abord homogènes, puis différant peu à peu les uns des autres et se distinguant par degré ; ils s'accordent entre eux sur des points bien déterminés, mais pas importants, chaque petite société étant, au contraire, tenue pour originale, libre et maîtresse, disposant de l'essentiel de ses fonctions individuelles au maximum et à l'optimum de la force, se définissant par des actes, des modalités, des mœurs marquées du seing personnel. Ces actes, ces œuvres, ces produits sont obtenus purs, nets, d'une qualité qui n'appartient qu'à eux, au rebours des fabrications en série et en cohue qui naissent de Cosmopolis. Ces collectivités graduées forment une nation. »*[42]

Maurras avait été très marqué par le goût des comparaisons biologiques qu'avait mis à la mode Paul Bourget. On le vit souvent faire appel à l'autorité de la biologie pour justifier ses théories sur le corps social.

> *« Les biologistes admettent, disait-il, que dans un corps vivant, un organe est un élément différentié, autant dire créé ou devenu distinct des autres éléments par les dispositions particulières qu'il a reçues. Le foie et le cerveau, le cœur et l'estomac, appartiennent au même corps, sont faits des mêmes éléments fondamentaux, mais ont des qualités, des pouvoirs différents ; ce sont des organes.*
>
> *Il y a des vivants presque inorganisés : ce sont des animaux dits inférieurs, dont tous les éléments cellulaires, identiques les uns aux autres par nature et par position, soumis au même régime, font aussi le même travail ; la décision du tout n'y est que le total de la décision des parties.*

39 Martin Marie-Madeleine, *Histoire de l'Unité française*, p. 387.
40 *Ibid.*, p. 396.
41 Maurras Charles, *Mes idées politiques*, p. 114.
42 Maurras Charles, *Votre bel aujourd'hui*, p. 290.

Mais aussitôt que s'organisent ces vies inférieures comme on l'observe dans les colonies animales, le régime d'égalité se modifie si bien qu'il disparaît. Chaque élément ou chaque groupe d'éléments s'applique à quelque fonction particulière plus ou moins utile, agréable, noble et active, et ces fonctions et ces éléments se subordonnent eux-mêmes les uns aux autres : par la suite aussi de cet ordre qui en résulte, chaque fonction s'accomplit beaucoup plus vite et beaucoup mieux. Il y a donc progrès, mais du même coup commencement d'inégalité. […]. L'organisation développe la qualité et diminue l'importance propre du nombre. »[43]

Ainsi, une société *organique*, *hiérarchisée*, protégée au sommet par un pouvoir indépendant de la nation, quoique fondu en elle, telles sont les conditions mêmes, selon Maurras, du maintien de la nation.

IV.

Il est évident que Maurras, après avoir établi ce qu'il considérait comme les bases essentielles d'une société organique et hiérarchisée, ne pouvait envisager la question du suffrage électoral sous le même angle individualiste que les démocrates.

« L'élection peut, à la rigueur, exprimer la somme exacte des intérêts particuliers à représenter : mais il y aurait une grande méprise à concevoir l'intérêt général comme une simple somme d'intérêts particuliers. Il est cela, mais il est autre chose, comme l'eau est de l'oxygène et de l'hydrogène, avec quelque chose de plus, à savoir la disposition de ses composants. La notion de l'intérêt général comporte même un élément matériel nouveau ou qui ne se trouve qu'à doses insensibles dans la somme des intérêts particuliers : c'est le souci et la supputation de l'avenir. Les intérêts particuliers sont d'ordre immédiat. En politique, ils visent le présent. Au contraire l'intérêt général d'un grand État comporte à chaque instant le sacrifice d'un bien prochain en vue de développements ultérieurs. »[44]

L'idée même de représentation nationale lui apparaît dépourvue de toute signification en régime démocratique.

*« *"On ne représente pas soi devant soi."* Maistre a bien vu cela. On envoie un autre soi-même vers quelque chose ou vers quelqu'un d'autre que soi. L'idée d'une représentation qui soit aussi souveraineté confond deux fonctions distinctes, et elle les gâche à proportion qu'elle les applique à des collectivités plus touffues et plus complexes, la question ne se posant point pour les très petites cités, faites de très petits intérêts très simples. Représenter un grand peuple au-dedans ou au-dehors n'est pas le gouverner, et rien ne le dispense d'être gouverné. »*[45]

Et Maurras laisse tomber la condamnation définitive, la plus lourde qui ait été portée contre la loi démocratique :

---

43 Maurras Charles, *Mes idées politiques*, p. 158.

44 Maurras Charles, *Enquête sur la Monarchie*, p. 114.

45 Maurras Charles, *Votre bel aujourd'hui*, p. 160.

« Une juste loi n'est point une loi régulièrement votée, mais une loi qui concorde avec son objet et qui convient aux circonstances. On ne la crée pas, on la dégage et on la découvre dans le secret de la nature des lieux, des temps et des États. »[46]

Il dira encore :

« Dans une société bien faite, l'individu doit accepter la loi de l'espèce, non l'espèce périr de la volonté de l'individu. »[47]

La politique n'est donc pas le jeu des partis, des passions, des idéologies. Elle n'est pas l'exercice d'une liberté sans limite de la part d'un individu égal à son voisin, elle est « *la science et l'art de la vie des États* ». Elle est donc « *la science de leur nature et de leurs lois* »[48]. Elle n'édicte pas des règlements universels, valables pour tous les temps et pour tous les lieux car « *chaque État dépend de ses antécédents historiques et de sa configuration géographique, comme chaque homme de ses ancêtres et de son pays* »[49].

On conçoit dès lors que, dans l'ordre d'urgence des moyens à employer pour restaurer la Cité, Maurras place : la politique. C'est sa fameuse formule du « Politique d'abord ».

On la lui a reprochée. Il a répondu en français et en latin, parce que c'était surtout de certains milieux ecclésiastiques que lui venait la critique.

« Le soc qui enfonce et laboure a plus d'importance pour l'œuvre du labourage que le bœuf dont l'office n'est que de traîner la charrue et cependant, c'est le bœuf qui passe devant, et l'on ne peut pas renverser cette classification naturelle sous prétexte qu'elle témoigne d'un respect insuffisant de l'importance et de l'utilité du soc. Le bœuf est pour le soc, il passe donc avant comme le moyen d'arriver à un but se troupe utilisé avant d'être à ce but. Un axiome de philosophie scolastique enseigne quelque chose qui ressemble assez à cette parabole de bon sens et de sens commun : Finis est prior in intentione sed est posterior in executione. *»*[50]

*« Quand nous disons : "*Politique d'abord*", nous disons : la politique la première, la première dans l'ordre du temps, nullement dans l'ordre de la dignité. Autant dire que la route doit être prise avant que d'arriver à un point terminus ; la flèche et l'arc seront saisis avant de toucher la cible ; le moyen d'action précédera le centre de destination. »*[51]

Ayant rendu ainsi à la politique sa dignité de *moyen*, nous allons voir Maurras ramener aussi à la qualité de moyens deux faux dieux de la sociologie contemporaine qui se trouveront bien étonnés d'être côte à côte : la liberté et l'autorité.

Il existe là-dessus une page bien curieuse, une des dernières qu'il ait écrites :

46 Maurras Charles, *Mes idées politiques*, p. 101.
47 *Ibid.*, 119.
48 Maurras Charles, *Votre bel aujourd'hui*, p. 62.
49 Maurras Charles, *Mes idées politiques*, p. 47.
50 Maurras Charles, *La Démocratie religieuse*, p. 383.
51 Maurras Charles, *Mes idées politiques*, p. 95.

« Si la liberté est reine et déesse, il ne peut y avoir de liberté contre elle, donc il n'y en a plus nulle part. Être libre, à la condition d'être assujetti au Dieu libéral ou libertaire, en fait de mariage ou d'association, cela s'appelle être enchaîné dans toutes les langues du monde. Ce faux Dieu contradictoire fait rire. Le premier esprit libre venu commence par n'en pas vouloir. En soi la liberté n'est ni un Dieu, ni un principe, ni une fin. Répétons : la liberté de qui ? La liberté de quoi ? Pas celle de l'assassin ? Pas celle du brigand ? C'est ce qui la juge. Elle n'est qu'un moyen, entre autres, pour obtenir l'ordre et la paix ou leur contraire. L'Autorité qui habite une sphère supérieure n'est, elle non plus, qu'un moyen. N'a-t-on jamais ouï parler du principe d'autorité ? Beaucoup le supposent, pas un ne trouverait un texte de moi. L'autorité a aussi cette fin supérieure, le Bien, ce Bien que nous visons partout et toujours et qui permet, en attendant mieux, de juger de tout dans la Politique. »[52]

Maurras ne nie pas la liberté, seulement il commence par lui enlever son « L » majuscule et il exige « *un complément grammatical qui la détermine* ».

« La liberté de qui ? La liberté de quoi ?

Dire liberté, c'est dire force, pouvoir, puissance sur quelqu'un ou sur quelque chose. Si l'on prolonge cette idée, encore vague, d'une puissance jusqu'à son point d'application sociale ou personnelle, qu'est-ce qu'on trouve ?

J'en suis bien désolé : c'est une autorité…

La liberté d'un citoyen est la part qu'il lui est permis de prendre aux affaires publiques : autorité. La liberté de l'enseignement est le moyen de professer et de propager une doctrine parmi des écoliers qu'on ait le pouvoir de rassembler : c'est donc une autorité encore.

Ainsi de suite. Lorsque la doctrine libérale met en opposition liberté et autorité, elle oppose des termes qui ne représentent qu'une seule et même chose, en deux états de sa production. »[53]

Et dans une dialectique extrêmement serrée, Maurras démonte le mécanisme de la fausse opposition liberté-autorité :

« Qu'est-ce donc qu'une liberté ? Un pouvoir. Celui qui ne peut rien du tout, n'est pas libre du tout. Celui qui peut médiocrement est médiocrement libre. Celui qui peut infiniment est aussi libre infiniment. Une des formes du pouvoir, c'est la richesse. Une autre de ces formes, c'est l'influence, c'est la force physique, c'est la force intellectuelle et morale.

Sur quoi s'exercent diversement ces pouvoirs divers ? Sur des hommes. Et ce pouvoir à qui appartient-il ? À des hommes. Quand une humaine liberté se trouve au plus haut point et qu'elle a rencontré d'humains objets auxquels s'appliquer et s'imposer, quel nom prend-elle ? Autorité. Une autorité n'est donc qu'une liberté arrivée à la perfection. »[54]

Limiter la liberté revient donc à limiter des autorités déréglées, dangereuses par leur puissance ou qu'on ne saurait laisser sans contrôle.

---

52 Maurras Charles, *Votre bel aujourd'hui*, p. 462.

53 *Aspects de la France*, 26 septembre 1952.

54 Maurras Charles, *Mes idées politiques*, p. 52.

Une de ces liberté-autorité qui préoccupe le plus Maurras dans les institutions démocratiques est celle de la ploutocratie. Il avait noté dans *L'Avenir de l'Intelligence*[55] que « *le public étant roi de nom, quiconque dirige l'opinion du public est le roi de fait* », et il n'est pas interdit de penser que le caractère héréditaire de la Monarchie qui, la dégageant des pressions ploutocratiques, en grande partie, peut « *fournir un patronage sûr aux forces que l'Argent tentait d'opprimer* », a été un des plus forts motifs de la conclusion monarchiste du nationalisme intégral.

V.

L'impression est restée que Maurras s'était peu occupé de la question sociale. On ferait pourtant un très gros volume avec toutes les pages qu'il lui a consacrées, mais, qu'il ait donné la préférence dans son activité à la politique, c'est incontestable. Il s'en est expliqué d'ailleurs, et comment il ne s'agissait pas là d'un manque, d'intérêt de sa part, mais d'un ordre d'urgence.

« L'économie étant la science et l'art de nourrir les citoyens et les familles, de les convier au banquet d'une vie prospère et féconde, est une des fins nécessaires de toute politique. Elle est plus importante que la politique. Elle doit donc venir après la politique, comme la fin vient après le moyen, comme le terme est placé au bout du chemin, car, encore une fois, c'est le chemin que l'on prend si l'on l'eut atteindre le terme »[56].

Et encore :

> *« Dans toute tentative de régler la question sociale, l'abolition préalable de la démocratie s'impose exactement comme les précautions de l'asepsie dans le traitement d'une plaie. »*[57]

Tout lui paraît faux dans la manière dont on pose la question sociale. « *On la pose en termes subjectifs, c'est-à-dire par rapport aux sujets en cause : patrons, ouvriers, prolétaires, propriétaires. Cela est naturel en République démocratique où tout dépend et doit dépendre de la volonté des individus, et qui votent* ». Mais ce n'est pas la position qu'il convient d'adopter. « *Il faudra poser la question sociale par rapport à ce qui en est l'objet* »[58].

> *« Les marxistes soutiennent qu'entre ouvriers et patrons de la même industrie ou de la même entreprise, il y a un intérêt commun vital, mais qu'il n'y en a pas entre ces mêmes ouvriers et leurs patrons.*
>
> *Idée manifestement fausse, réplique Maurras. Il existe entre ouvriers et patrons la communauté d'intérêts de l'industrie qui les fait vivre. Ouvriers et patrons de l'industrie du fer ont en commun l'intérêt de leur fabrication. Si elle tombe, ils tombent. Ils languissent si elle languit.*

55 *Ibid.*, p. 76.
56 *Ibid.*, p. 213.
57 *Ibid.*, p. LXVI.
58 *Ibid.*, p. 227.

Aussi à la lutte des classes une sage doctrine substituera « non pas même l'entente des classes, mais le reclassement des producteurs dans l'intérêt de la production et dans leur intérêt. »[59]

Maurras n'est pas tendre pour le capitalisme et on étonnerait sans doute bien des gens en leur demandant de qui est le texte suivant et en leur révélant, après qu'ils l'aient lu, que c'est une page de Maurras :

« L'histoire de la grande industrie en témoigne ; si le prolétaire résiste, si cette résistance a pris la forme d'une offensive violente, ce n'est pas lui qui a commencé ; l'oppression ou l'exploitation capitaliste est la première en date. »[60]

Et Maurras va jusqu'à écrire :

« Il y a opposition, contradiction à angle droit entre le marxisme égalitaire international et la protection de la Nation et de la Patrie. Mais un socialisme libéré de l'élément démocratique et cosmopolite, peut aller au nationalisme comme un gant bien fait à une belle main. »[61]

*
**

Maurras n'a donc pas échappé à cette attraction qui était sensible depuis Drumont et Barrès, d'un nationalisme-socialiste qui n'est d'ailleurs que la conséquence logique de la condamnation de la ploutocratie et du libéralisme économique. Mais parce qu'il est devenu un mot vague, couvrant des idéologies bien différentes, le socialisme a quelque chose d'équivoque. Maurras préférera désigner l'organisation sociale qu'il préconise sous son vrai nom : la Corporation.

*
**

Charles Maurras mourut le 16 novembre 1952 après avoir reçu l'extrême-onction et demandé son chapelet.

Le chanoine Cormier, qui a assisté Maurras dans les derniers mois de sa vie, a raconté dans deux livres dramatiques : *Mes entretiens de prêtre avec Charles Maurras* et *La Vie intérieure de Charles Maurras* ce que fut la lutte constante de Maurras contre l'insatisfaction de son esprit devant le problème de l'existence du mal.

« Impossible de passer outre. Le Mal faisait échec à Dieu. Comment concilier l'existence d'un Être unique parfaitement puissant, sage, juste et bon avec le Mal qui existe lui aussi et qui est la négation de toute perfection ?

Il se heurtait sans cesse à ce dualisme que sa raison était impuissante à réduire à l'unité. Au cours d'un des entretiens que nous eûmes ensemble à la fin de sa vie, Maurras avouait encore cette impuissance.

59 *Aspects de la France*, 20 avril 1951.
60 Maurras Charles, « Question sociale », *Dictionnaire politique*.
61 Maurras Charles, « Socialisme », *Dictionnaire politique*.

Il reconnaissait qu'il avait de la peine à ne pas être manichéen. La vieille hérésie orientale et méditerranéenne, qui avait retenu captif saint Augustin lui-même pendant des années, tourmentait sans cesse l'enfant du Midi. Peut-être aussi était-il trop de sa terre et comptait-il des Cathares parmi ses lointains ancêtres. »[62]

Mais Dieu a son heure, et lorsqu'elle vient, un petit enfant comme celui que saint Augustin rencontra voulant mettre toute la mer dans un trou creusé dans le sable de la plage, suffit à plier les Augustins et les plus belles intelligences à la vérité.

Ainsi, par sa mort chrétienne, Maurras couronnait son œuvre. Toute sa vie, il avait eu le sentiment très vif qu'elle était une construction inachevée et en souffrait. Ce n'était « *ni par volonté* » ni « *par choix de son cœur* », disait-il et il fut toujours une âme de bonne volonté. La Grâce devait le vaincre en pleine possession de ses moyens intellectuels.

« Tout homme, avait-il écrit jadis, *est ébauche qui s'achève à mesure que se tient plus près de lui cette mère de la Vérité et de la Mort. Elle seule la finira. La Beauté véritable est au terme des choses. »*

La Beauté de l'œuvre de Maurras s'est achevée le 13 novembre 1952, à l'instant où, mains jointes et récitant le *Confiteor*, il reçut l'absolution.

62 Cormier (Chanoine), *La Vie intérieure de Charles Maurras*, p. 52.

V. Philippe Pétain, Maréchal de France ou la régence du nationalisme

Croyez-vous que les méthodes et les hommes qui ont conduit le pays au désastre pourraient lui rendre sa grandeur ?

Philippe Pétain, *Message aux Français*, 4 avril 1943.

La vie n'est pas neutre ; elle consiste à prendre parti hardiment. Il n'y a pas de neutralité possible entre le vrai et le faux, entre le bien et le mal, entre la santé et la maladie, entre l'ordre et le désordre.

Philippe Pétain, *Revue des deux Mondes*, 15 août 1940.

L'État sera hiérarchique et autoritaire, fondé sur la responsabilité et le commandement s'exerçant de haut en bas, à tous les échelons de la hiérarchie.

Philippe Pétain, *Message aux Français*, 4 juin 1941.

Professer le nationalisme et prétendre rester individualiste est une contradiction insoutenable.

Philippe Pétain, *Revue universelle*, 1er janvier 1941.

I.

Notre objet n'est pas de juger l'œuvre historique du Maréchal Pétain, mais d'exposer sa doctrine.

Nous ne pouvons cependant passer sous silence les circonstances dans lesquelles elle fut définie et essayée.

C'est à la Prusse, en 1806, qu'il faut songer si l'on veut replacer avec justice l'entreprise du Maréchal Pétain entre les années 1940-1944. Le problème était le même : préparer les bases d'un État rénové, pendant et malgré l'occupation étrangère. C'est là un travail d'une extrême difficulté qui demande un silence total de la Nation, un acquiescement muet au but final et suffisamment de force de caractère pour mépriser le contingent qu'est l'occupation étrangère et ne songer qu'au permanent qui est la révolution, à accomplir dans les esprits et les institutions.

La solution de facilité est évidemment l'attitude romantique de la révolte contre la défaite, pourtant subie, sans s'interroger sur les causes de cette défaite.

Une politique du cœur ou une politique de l'esprit ? Tel fut le dilemme des années 1940.

Je pense qu'aujourd'hui la preuve est suffisamment administrée que pour n'avoir pas voulu suivre la politique de l'esprit, c'est-à-dire de la réforme des institutions et des mœurs, la France subit aujourd'hui de nouvelles défaites sans que, cette fois, aucun allié ne vienne artificiellement mettre fin à sa déroute.

Si les Français avaient écouté le Maréchal Pétain et l'avaient suivi sur la voie de la réforme intellectuelle et morale qu'il proposait, cela n'eût pas empêché la libération du territoire en 1944 et y eût même probablement aidé, mais du même coup les problèmes posés par la Terreur de 1944-45 n'eussent pas existé et les causes des nouvelles défaites françaises ne s'étant pas produites, ces défaites n'eussent jamais eu lieu.

> *« Croyez-vous que les méthodes et les hommes. qui ont conduit le pays au désastre pourraient lui rendre sa grandeur ? »*

interrogeait le Maréchal Pétain en 1943 et il ajoutait :

> *« Je vous le dis avec toute la conviction dont je suis pénétré : si la paix qu'attendent ces mauvais Français consiste à revenir aux mœurs politiques, économiques et sociales d'avant-guerre, la France ne se relèvera pas. »*[1]

Peut-on dire que l'avenir lui ait donné tort ?

*

**

Il ne se dissimulait pas la difficulté de réaliser une Révolution nationale dans les conditions historiques dans lesquelles le pays se trouvait placé :

> *« Nous devons, tragiquement, réaliser dans la défaite la révolution que, dans la victoire, dans la paix, dans l'entente volontaire de peuples égaux, nous n'avons même pas su concevoir. »*[2]

Et pourtant, il fallait faire cette révolution. C'était une obligation, même, car *« la vie n'est pas neutre ; elle consiste à prendre parti hardiment. Il n'y a pas de neutralité possible entre le vrai et le faux, entre le bien et le mal, entre la santé et la maladie, entre l'ordre et le désordre »*[3].

Ainsi posé, le problème devenait une obligation morale aux yeux, du Maréchal. Il ferait la Révolution « *par le haut* » et elle descendrait « *de proche en proche, jusqu'aux assises mêmes de l'État et de la Nation* »[4].

Quel serait son caractère ?

Elle tendrait à créer une société organique. C'est bien là la conception commune à toutes les révolutions antilibérales. Elles se reconnaissent à la place qu'elles assignent à l'individu dans l'État.

1 *Messages,* 4 avril 1943.
2 *Ibid.*, 11 octobre 1940.
3 *Revue des deux Mondes*, 15 août 1940.
4 *Messages*, 13 août 1940.

« Il ne s'agit pas de faire revivre plus ou moins telle ou telle conception périmée, ni de sacrifier à telles ou telles erreurs qui, parce qu'elles sont partagées par un grand nombre d'individus, n'en deviennent pas pour cela des vérités.

Ce que je désire, c'est assurer une représentation réelle, des forces vives du pays.

Les Assemblées (nationales, régionales, départementales ou municipales) ne représenteront plus une poussière inorganique d'individus, mais la nation elle-même avec ses cadres traditionnels.

Elles seront la représentation aussi exacte que possible des forces spirituelles, morales et économiques du pays.

Je voudrais qu'on y trouvât l'écho et le reflet du cabinet du penseur, du bureau de l'écrivain, de l'établi de l'artisan, de l'atelier de l'artiste, de la boutique du commerçant, de l'usine de l'ouvrier, du champ… du champ surtout, où le patient cultivateur sème le blé, taille la vigne, récolte les moissons. »[5]

Cette conception qui tend à considérer l'individu à travers les fonctions qu'il remplit dans la société, autrement dit comme membre spécifié du corps social, différent des autres, ayant une valeur propre par et dans la fonction sociale, est une idée commune à toutes les théories anti-individualistes. Plus que partout ailleurs, peut-être, elle devait être rappelée en France. En tout cas, le Maréchal Pétain en fait constamment état.

Pour lui, il est nécessaire de :

« […] rétablir le citoyen juché sur les droits dans la réalité familiale, professionnelle, communale, provinciale et nationale.

C'est de cette réalité que doit procéder l'autorité positive et c'est sur elle que doit se fonder la vraie liberté, car il n'y a pas et ne doit pas y avoir de liberté théorique et chimérique contre l'intérêt général et l'indépendance de la nation.

Il ne suffira plus de compter les voix ; il faudra peser leur valeur pour déterminer leur part de responsabilité dans la communauté. »[6]

Ainsi, sans nier le fondement populaire de « *l'autorité positive* », le Maréchal Pétain entend qu'elle soit le produit de volontés dont la valeur aura été jugée au préalable, dont la part dans la constitution de l'« *autorité positive* » sera fonction de cette valeur et cette autorité sera en même temps une responsabilité « *dans la Communauté* ».

Et il insiste bien : « *Ce dernier principe donne à la Révolution nationale une de ses significations essentielles* »[7].

Se référant au passé, il éclaire par la critique qu'il en fait la conception qu'il propose de l'État nouveau :

« Nous avons pratiqué un régime politique où le principe de l'irresponsabilité était posé de la base au sommet de l'État : irresponsabilité du corps préfectoral, irresponsabilité du pouvoir législatif ;

5 Télégramme à M. J. Barthélémy, 4 octobre 1941.
6 *Messages*, 8 juillet 1941.
7 *Ibid.,* 8 juillet 1941.

irresponsabilité du pouvoir exécutif (sauf pour le cas de haute trahison), celui d'incompétence n'étant pas retenu. C'est pourquoi nous en sommes sortis par la porte du malheur. »[8]

La formation militaire du Maréchal Pétain lui faisait sentir probablement plus vivement qu'à tout autre l'irresponsabilité du régime démocratique. Dans l'Armée, il y a à chaque échelon un responsable, l'incompétence est retenue comme un empêchement d'occuper certaines fonctions. On est responsable devant quelqu'un, d'autres sont responsables devant vous selon une échelle hiérarchique constante.

Or, l'État que conçoit le Maréchal Pétain sera un État :

« [...] hiérarchique et autoritaire, fondé sur la responsabilité et le commandement s'exerçant de haut en bas, à tous les échelons de la hiérarchie.

La hiérarchisation d'une société, implique l'exercice de la responsabilité à tous les échelons. Être responsable, c'est être capable de répondre de ce que l'on a fait. Le sentiment de la responsabilité est la caractéristique de l'être sain et normal. Le goût de la responsabilité est le signe distinctif du chef. Le besoin de responsabilités de plus en plus grandes exprime le pouvoir d'ascension d'un homme dans la hiérarchie sociale ou nationale. »[9]

Et, s'il ne nie pas que l'État doive offrir aux hommes des « *chances égales* » devant la vie et les « *rendre égaux* » devant la loi, « *ces diverses sortes d'égalité,* dit-il, *doivent s'encadrer dans une hiérarchie rationnelle, fondée sur la diversité des fonctions et des mérites, et ordonnée, elle aussi, au bien commun* »[10].

*

**

Avec les notions d'autorité, de hiérarchie et de responsabilité, celle qui revient le plus souvent dans les discours du Maréchal est celle de *Communauté*. Communauté de destin rendue peut-être plus sensible par les épreuves que traversait la France.

« Dans les malheurs de la Patrie, chacun de nous a pu se rendre compte qu'il n'y a pas de destin purement individuel et que les Français n'existent que par la France.

Jetés hors de leurs maisons, loin de leurs champs, de leurs métiers, réduits à la condition de nomades, des millions de nos concitoyens ont appris par une cruelle expérience, que l'homme réduit à lui seul est la plus misérable des créatures.

Dans ce naufrage de toutes leurs sécurités coutumières, c'est à ce qui restait de leurs villages, de leurs familles, de leurs foyers, qu'ils ont demandé l'assistance, c'est vers ce qui subsistait encore de la nation qu'ils ont cherché secours. Puisse cette grande et terrible leçon leur servir. La nature ne crée pas la société à partir des individus, elle crée les individus à partir de la société.

8 *Ibid.,* 4 juin 1941.
9 *Ibid.*, 8 juillet 1941.
10 *Revue des deux Mondes*, 15 septembre 1949.

L'individu, s'il prétend se détacher de la société matérielle et nourricière, se dessèche et meurt sans porter fruit…

L'individualisme reçoit tout de la société et ne lui rend rien. Il joue vis-à-vis d'elle un rôle de parasite.

Quand elles sont fortes et riches, les sociétés peuvent supporter un certain degré de parasitisme. Lorsque ce degré est dépassé, la société s'effondre et ses parasites avec elle… Seul le don de soi donne son sens à la vie individuelle en la rattachant à quelque chose qui la dépasse, qui l'élargit et la magnifie. Dans une société bien faite, l'individu doit accepter les lois de l'espèce, l'espèce ne doit pas subir les volontés anarchiques des individus et cela dans l'intérêt des individus eux-mêmes… L'esprit nouveau doit être un esprit de communion nationale et sociale. Professer le nationalisme et prétendre rester individualiste est une contradiction insoutenable. »[11]

Cette notion de Communauté, le Maréchal Pétain ne la limite pas aux vivants. Pour lui :

« un peuple n'est pas un nombre déterminé d'individus, arbitrairement comptés au sein du corps social et comprenant seulement les natifs du sexe masculin parvenus à l'âge de raison. […] Un peuple est une hiérarchie de familles, de professions, de communes, d'administration et de familles spirituelles, articulées et fédérées pour former une patrie. Animées d'un mouvement continu d'ascension sociale et morale, tendues vers de l'avenir par un idéal collectif, elles produisent des hommes, qui, sélectionnés par les services rendus à la communauté, deviennent dans tous les ordres d'activité, les élites de la nation.

Dans une nation constituée par l'ensemble de ces forces organiques, un petit nombre conseillent, quelques-uns commandent et, au sommet, un chef qui gouverne. »[12]

II.

Quel va être le moteur de cet État mono-archique ? Ce sera l'Honneur. C'est un mot que, toute sa vie, le Maréchal a lu sur les drapeaux des Armées françaises : « *Honneur et Patrie* ». Il en eut personnellement la religion.

« Sans honneur et sans esprit de communauté, il n'est plus rien qui endigue les évasions individuelles. Tout s'effrite. On croit pouvoir se sauver seul, et l'on périt avec les autres. »[13]

Et lorsqu'il voudra codifier en quelque sorte les points principaux de sa philosophie politique, il leur donnera le titre général de *Principes de la Communauté*.

Il ne s'agit pas d'un programme, mais pourrait-on dire de seize propositions politiques qui constituent l'essentiel de la doctrine de l'État français tel qu'il l'avait conçu.

11 *Revue universelle*, 1er janvier 1941.

12 *Messages*, 8 juillet 1941.

13 *Le Petit Parisien*, 3 juin 1943.

I. L'homme tient de la nature ses droits fondamentaux, mais ils ne lui sont garantis que par les communautés qui l'entourent ; sa famille qui l'élève, la profession qui le nourrit, la nation qui le protège.
II. Reconnaître à l'homme des droits sans lui imposer des devoirs, c'est le corrompre. Lui imposer des devoirs sans lui reconnaître des droits, c'est l'avilir.
III. La liberté et la justice sont des conquêtes. Elles ne se maintiennent que par les vertus qui les ont engendrées : le travail et le courage, la discipline et l'obéissance aux lois.
IV. Les citoyens doivent travailler à rendre la société toujours meilleure. Ils ne doivent pas s'indigner qu'elle soit encore imparfaite.
V. L'esprit de revendication retarde les progrès que l'esprit de collaboration réalise.
VI. Tout citoyen qui cherche son bien propre hors de l'intérêt commun, va contre la raison et contre son intérêt même.
VII. Les citoyens doivent à la Patrie leur travail, leurs ressources et leur vie même. Aucune conviction politique, aucune préférence doctrinale ne les dispensent de ces obligations.
VIII. Toute communauté requiert un chef.
Tout chef, étant responsable, doit être honoré et servi. Il n'est pas digne d'être un chef dès qu'il devient oppresseur.
IX. L'État a pour fins la sécurité, le bonheur et la prospérité de la souveraineté de la Nation.
Il doit au criminel le châtiment, à l'innocent la protection, à tous la souveraineté des lois.
Ces hauts devoirs définissent sa mission. Il ne l'accomplit qu'en exerçant l'autorité dans la justice.
X. L'État doit être indépendant et fort.
Aucun groupement ne peut être toléré, qui oppose les citoyens les uns aux autres, et tend à ruiner l'autorité de l'État.
Toute féodalité met en péril l'unité de la Nation. L'État se doit de la briser.
XI. L'État demande aux citoyens l'égalité des sacrifices : il leur assure en retour l'égalité des chances.
XII. L'École est le prolongement de la Famille. Elle doit faire comprendre à l'enfant les bienfaits de l'ordre humain qui l'encadre et le soutient. Elle doit le rendre sensible à la beauté, à la grandeur, à la continuité de la Patrie. Elle doit lui enseigner le respect des croyances morales et religieuses, en particulier de celles que la France professe depuis les origines de son existence nationale.
XIII. Ni la naissance ni la fortune ne confèrent le droit au commandement.
La vraie hiérarchie est celle du talent et du mérite.
XIV. L'économie d'un pays n'est saine que dans la mesure où la prospérité des entreprises privées concourt au bien général de la communauté.
XV. La fortune n'a pas seulement des droits ; elle a aussi des devoirs proportionnés aux pouvoirs qu'elle confère.
XVI. L'État délègue à ses fonctionnaires une part de son autorité et leur fait confiance pour l'exercer en son nom ; mais pour cette raison même, il punit leurs défaillances avec une sévérité exemplaire.

*
**

Lorsque le Maréchal Pétain aborde la question sociale, il conserve la même méthode que nous l'avons vu employer dans son évaluation de la question politique : d'abord l'examen critique du passé.

> *« Le régime économique de ces dernières années faisait apparaître les mêmes imperfections et les mêmes contradictions que le régime politique :*

sur le plan parlementaire, apparence de liberté. Sur le plan de la production et des échanges, apparence de libéralisme, mais, en fait, asservissement aux puissances d'argent et recours de plus en plus large aux interventions de l'État.

Cette dégradation du libéralisme économique s'explique d'ailleurs aisément.

La libre concurrence était, à la fois, le ressort et le régulateur du régime libéral. Le jour où les coalitions et les trusts brisèrent ce mécanisme essentiel, la production et les prix furent livrés, sans défense, à l'esprit de lucre et de spéculation.

Ainsi se déroulait ce spectacle révoltant de millions d'hommes manquant du nécessaire en face de stocks invendus et même détruits dans le seul dessein de soutenir le cours des matières premières. »[14]

La nouvelle organisation sociale devra donc être conçue de manière à remédier aux imperfections de l'ancien système.

Elle ne sera pas un « libéralisme », puisqu'elle n'hésitera pas « *à combattre la violence qui se cache sous certaines libertés apparentes et à chercher dans certaines contraintes légales un indispensable instrument de libération* ».

C'est là une notion essentielle. L'organisation *libère*, aux yeux du Maréchal, alors que le libéralisme aboutit à des violences occultes.

Mais jusqu'à devra-t-on aller dans l'organisation de la production ?

« Elle ne sera pas un "socialisme" puisqu'elle respectera dans une large mesure la liberté individuelle et qu'elle conservera le puissant moteur du profit individuel.

Elle ne sera pas un capitalisme puisqu'elle mettra fin au régime de l'économique et à son immorale autonomie et qu'elle subordonnera le facteur argent et même le facteur travail au facteur humain.

[…] L'idée d'une économie concrète, définie par des volontés humaines et soumise au jugement de la conscience morale, c'est l'idée même qui dominait son [celui de la France] régime social traditionnel. »

Et il ajoute :

« L'idée nationale-socialiste de la primauté du travail et de sa réalité essentielle par rapport à la fiction des signes monétaires, nous avons d'autant moins de peine à l'accepter qu'elle fait partie de notre héritage classique […]. »[15]

Il est évident[*] que le Maréchal pensait là à la doctrine barrésienne, au Programme de Nancy où le député nationaliste s'intitulait : républicain socialiste nationaliste.

Mais, plus haut dans le temps, c'est à l'organisation corporative traditionnelle qu'il pense. Il parlera de la « *nécessité d'organiser la profession sur une base corporative où tous les éléments d'une entreprise puissent se rencontrer, s'affronter ou se composer* » et il ajoutera : « *nécessité d'avoir,*

---

14 *Messages*, 11 octobre 1940.

15 *Revue des deux Mondes*, 15 septembre 1940.

* [NdÉ] Il pensait bien aux auteurs classiques : « *L'idée nationale-socialiste […] fait partie de notre héritage classique, à telle enseigne que nous la trouvons telle quelle chez le plus Français de nos écrivains, chez le plus national de nos poètes, le bon La Fontaine. Rappelez-vous la fable que vous avez tous apprise à l'école,* Le Laboureur et ses enfants *[…]* ».

au sein de la profession organisée un représentant de l'État chargé d'arbitrer souverainement les oppositions qui s'avéreraient autrement irréductibles »[16].

L'économie doit donc être « organisée et contrôlée ».

> *« La coordination par l'État des activités privées doit briser la puissance des trusts et leur pouvoir de corruption. »*[17]

Il ne s'agit aucunement de « *brider l'initiative individuelle* » mais de libérer l'économie de ses entraves actuelles « *en la subordonnant à l'intérêt national ».*

*

**

La conception financière de la Révolution nationale devait évidemment tenir compte des contingences du moment : une Europe en guerre, des barrières établies partout autour des économies nationales. Il est difficile de dire ce qu'aurait été la conception financière du Maréchal Pétain en temps de paix, dans d'autres circonstances. En tout cas la position qu'il a adoptée était en concordance logique avec son système économique et les impératifs de l'époque.

> *« La monnaie doit être au service de l'économie, elle doit permettre le plein essor de la production dans la stabilité des prix et des salaires.*
>
> *Une monnaie saine est, avant tout, une monnaie qui permet de satisfaire aux besoins des homes. Notre nouveau système monétaire ne devra donc affecter l'or qu'à la garantie des règlements extérieurs. Il mesurera la circulation intérieure aux nécessités de la production. Un tel système économique implique un double contrôle : sur le plan international, contrôle du commerce extérieur et des charges pour subordonner aux nécessités nationales l'emploi des signes monétaires sur les marchés étrangers ; sur le plan intérieur, contrôle vigilant de la consommation et des prix, afin de maîtriser le pouvoir d'achat de la monnaie, d'empêcher les dépenses excessives et d'apporter plus de justice dans la répartition des produits. »*[18]

La politique monétaire est donc intimement liée à la politique sociale et celle-ci ne poursuit pas de fins propres dans la conception de la Communauté telle que l'envisage le Maréchal Pétain. Il ne saurait pas davantage être question pour lui de choisir entre les classes. Avec tous les doctrinaires nationalistes il nie la réalité de l'antagonisme des classes. Elle n'est qu'une fausse évidence. C'est le système libéral qui la produit. Elle est une conséquence et non une constante. Faire disparaître les causes, c'est faire disparaître les conséquences.

Sans doute, « *la concurrence est la loi de la vie* » et les intérêts des patrons et des ouvriers « *peuvent parfois être opposés* » mais au-dessus de cette opposition, il y a « *l'intérêt général de la profession qui est commun à tous* ».

16 *Revue des deux Mondes*, 15 septembre 1940.
17 *Messages,* 11 octobre 1940.
18 *Ibid.*

Le problème est donc de dominer cette opposition possible en favorisant l'intérêt général de la profession qui est lui-même « *englobé dans l'intérêt plus général encore de la production »*[19].

*
**

L'État nouveau, tel que le voit le Maréchal Pétain, est une construction hiérarchisée qui embrasse toutes les activités nationales, non pour se substituer aux initiatives individuelles, mais pour les coordonner selon l'intérêt général, dont lui seul peut avoir une vue d'ensemble.

Cette hiérarchie est une pyramide de chefs, responsables à tous les échelons. Au sommet, il y a le Chef de l'État Français.

On n'employait plus durant la Révolution nationale le mot « République ». On disait : « L'État Français ». Montesquieu eût été embarrassé pour le classer. Il était sans doute plus près des institutions monarchiques que du système démocratique. Il eut évolué très vite vers une sorte de mono-archie élective.

Il est d'ailleurs curieux de constater que les systèmes nationalistes du XXe siècle semblent s'être souvent inspirés des institutions du Sacré collège de l'Église romaine.

19 *Revue des deux Mondes*, 15 septembre 1941.

VI. Enrico Corradini ou la naissance du nationalisme italien

Le producteur et le soldat conquièrent et la conquête s'appelle empire…

Enrico Corradini, *Discours à la Journée coloniale*, 1927.

Le nationalisme est une forme de vie collective.

Enrico Corradini, *L'ombre della vita.*

Supprimez la lutte et vous supprimez la vie.

Ibid.

I.

Le nationalisme italien, en tant que mouvement politique, est né à Florence, le 3 décembre 1910, avec la constitution de l'*Associazione nazionalista italiana*. Mais il faut remonter quatre ans plus tôt pour saisir les motifs historiques et psychologiques qui provoquèrent l'apparition du *nationalisme* dans le panorama politique italien.

Écartons d'abord, comme nous l'avons fait pour l'école nationaliste française, la confusion avec le *nationalitarisme*. L'auteur de l'article « Nazionalismo » dans l'Enciclopedia italiana l'explique fort bien :

> « *Étant donné la signification spécifique prise par le mot nationalisme, on ne peut entendre par cette expression toute doctrine qui place en son centre la nation, car toute l'histoire du XIXe siècle depuis le triomphe du principe des États fondés sur l'indépendance et la souveraineté nationale, pourrait être, en ce sens, considérée comme une histoire des nationalismes, mais ce mouvement idéologique et sentimental qui s'est affirmé en Europe avec les victoires de Napoléon Ier et qui a été repris et proclamé comme principe et substance des États de formation récente (Italie et Allemagne) durant le Second Empire est plus justement appelé par certains théoriciens comme A. Pagano,* nationalitarisme*, c'est-à-dire doctrine fondée sur le principe des nationalités. Elle s'accorde donc avec les principes du libéralisme politique et a pu être ainsi considérée comme le fondement de nouvelles conceptions du droit international de Pascal Stanislas Mancini, justement en plein Risorgimento*[1] *italien :*
>
> "Quand ces principes furent portés par la démocratie jusqu'à l'excès – et ainsi se corrompirent – le nationalitarisme perdit ses contours et se confondit avec l'universalisme démocratique.

1 Mouvement national qui amena au XIXe siècle l'unification de l'Italie en se basant sur les principes démocratiques et nationalitaires.

En réaction contre un tel processus de décadence politique, et comme antidote aux partis surgît alors, dans les premières années du siècle, le nationalisme qui fut un mouvement commun à toute l'Europe en même temps qu'un mouvement et une doctrine de chaque nation particulière avec des caractères communs et des caractères particuliers correspondant au génie et à la tradition historique des différents peuples". »

Le nationalisme italien, tout comme le nationalisme français, s'affirme donc résolument anti-nationalitaire et anti-libéral. Maurras disait que le nationalisme n'était pas le nationalitarisme, mais que c'en était même le contraire.

*
**

Le fondateur du nationalisme italien fut l'écrivain Enrico Corradini.

Corradini était né le 20 juillet 1865, à Samminiatello, près de Florence. Il avait donc trente ans lorsque la défaite d'Adoua vint briser les espoirs de l'Italie de participer sur une grande échelle aux conquêtes coloniales que l'Angleterre et la France menaient alors concurremment dans cette Afrique que les Italiens considéraient comme le prolongement historique et naturel de l'Empire romain.

Or, un grave problème se posait à l'Italie : celui de l'émigration où se perdait tant de vigueur et de sang italien au bénéfice d'autres peuples. La situation se présentait tout autrement qu'en France où le nationalisme s'affirmait conservateur des richesses morales et matérielles de la Nation, mais n'avait pas – sauf l'Alsace-Lorraine – de revendications territoriales à faire valoir et pour lequel les conquêtes coloniales n'étaient pas un impératif dérivé d'un urgent besoin de résoudre la question démographique comme en Italie.

Dès ses origines, le nationalisme italien réclame « *l'autorité de l'État pour empêcher la désagrégation, et la guerre pour réassumer les fins historiques du Risorgimento et commencer une nouvelle phase de puissance et de prestige italiens dans le monde* »[2].

On va trouver chez Corradini et les premiers doctrinaires du nationalisme italien toutes les formules qu'on s'est habitué à considérer comme propres au fascisme et bon nombre des reproches qu'on a adressés à ce dernier se trompent d'adresse. Mussolini n'a pas été l'inventeur de l'aspect impérialiste du fascisme, il l'a hérité de Corradini.

On voit, dès les premières années du XXe siècle, Corradini créer dans son œuvre d'écrivain des personnages « *de caractère dur et solitaire* » en réaction au relâchement de son époque. Dans *Giulio Cesare* (1902), il exalte le génie et la force de l'homme et de Rome « *en totale antithèse avec la vision démocratique positive, alors à la mode, de la formation de l'Empire* ». Mais bien vite, il ne lui suffit plus de créer des personnages imaginaires, il songe à agir directement dans la politique italienne et fonde, en novembre 1903, une revue : *Il Regno*, annonçant en ces termes le but qu'il se propose :

2 *Enciclopedia italiana*, article « nationalisme ».

« Mes amis et moi avons un seul but : être une voix parmi toutes celles qui se plaignent et s'indignent de la lâcheté qui caractérise l'heure nationale présente… une voix parmi d'autres pour honnir ceux qui font tout pour être vaincus. Pour honnir la bourgeoisie italienne qui règne et gouverne. »

*
**

Du mouvement intellectuel suscité par Corradini devait naître, au cours d'une réunion tenue au Palazzo Vecchio, à Florence, dans la salle des Duocento, le 3 décembre 1910, l'Associazione nazionalista Italiana.

Elle allait rassembler des hommes qui avaient « *concilié l'idée nationaliste et impérialiste et les principes du syndicalisme révolutionnaire* »[3].

On y trouve Lui Federzoni qui s'était fait remarquer par ses campagnes irrédentistes dans le Trentin, Vincenzo Picordi, de la *Rassegna contemporanea*, Gualtiero Castellani, etc.

Le 1er mars 1911, à la date, choisie volontairement, de l'anniversaire de la défaite d'Adoua, sortit le premier numéro de l'*Idea Nazionale*, hebdomadaire dont le comité de direction comprenait Corradini, Federzoni, F. Coppola, R. Forges-Davanzati et M. Maraviglia.

On ne comprendrait rien à la fameuse apostrophe de Mussolini, au balcon du Palais de Venise, pendant la guerre d'Éthiopie : « *Adoua est reconquise !* », si l'on n'y voyait la réponse à l'appel lancé presque un demi-siècle plus tôt par l'*Idea Nazionale*.

Mussolini n'innovait rien, il accomplissait.

*
**

L'Idea Nazionale se proposait : 1) de rappeler les Italiens au sentiment et à la connaissance du génie de Rome et de l'Empire ; 2) de libérer la culture universitaire de l'imitation étrangère ; 3) de réveiller le sens et l'autorité de l'État en s'opposant à l'action désagrégatrice des partis et des classes et à l'individualisme chronique des Italiens ; 4) de relever le prestige de la Monarchie et de considérer l'Église comme l'Institut séculaire et glorieux de la vie religieuse nationale et internationale ; 5) de renforcer l'organisation militaire de l'État ; 6) de diriger toutes les énergies vers la conquête coloniale en Afrique pour en faire le terrain d'une émigration italienne non servile ; 7) de combattre dans le parlementarisme et la démocratie maçonnique la corruption et l'extrême décadence des institutions et des forces politiques héritières du Risorgimento ; 8) de combattre dans le socialisme la perversion de tout un peuple fait ennemi de la patrie et étranger et hostile à l'État ; 9) de combattre dans la démocratie parlementaire et maçonnique, comme dans le socialisme,

3 *Ibid.*

deux internationalismes, l’un bourgeois, l’autre prolétarien, mais tous deux ennemis de la Nation ; 10) de considérer la politique étrangère comme la mission la plus importante de l’État ; 11) de promouvoir la solidarité de toutes les classes pour arriver à un plus grand bien-être collectif dans la lutte économique et politique entre les nations[4].

En 1912, l’*Associazione nazionalista* proclamait l’antithèse existant entre le principe national et le principe démocratique et déclarait incompatible l’appartenance à la Maçonnerie et au Nationalisme. Elle déclenchait une violente campagne antimaçonnique et il est curieux de noter qu’à la même époque, Mussolini dénonçait l’action corruptrice de la Maçonnerie au sein du parti socialiste où il militait alors.

En 1913, Federzoni et Piero Foscari entraient à la Chambre comme députés nationalistes.

En mai 1914, l’*Associazione nazionalista* proclamait l’incompatibilité existant entre le nationalisme et le libéralisme repoussé comme doctrine économique et politique. Une scission devait suivre cette prise de position et des groupes nationalises-libéraux se constituèrent autour du journal l’*Azione* de Bologne, mais l’orientation nationaliste resta résolument antilibérale.

Après la guerre, les nationalistes adoptèrent comme uniforme la chemise bleue qu’ils ne quitteront qu’en mars 1923 lors de l’unification du nationalisme et du fascisme.

L’*Idea Nazionale* était quotidienne depuis 1914 : elle fusionna en 1925 avec la *Tribuna*.

Le fascisme réalisait les buts essentiels de l’*Associaziane Nazionalista*.

Notons que le premier ministre des colonies de Mussolini fut Federzoni, un des fondateurs de l’Associazione dont le rôle principal avait été de tenir constamment en éveil l’opinion italienne sur la nécessité de l’expansion en Afrique pour y réaliser, en terre italienne, une émigration non servile. Corradini qui avait séjourné, en 1909, au Brésil et en Argentine, en était revenu avec la vision de ce que pourrait faire la colonisation italienne dans des terres qui lui appartiendraient et toute son œuvre s’en est trouvée profondément influencée.

II.

L’œuvre de Corradini est immense. Ce qui frappe aujourd’hui, c’est qu’on y trouve l’essentiel de l’idéologie fasciste et jusqu’à certaines expressions comme la fameuse évocation des « nations-prolétaires » que tout le monde attribue à Mussolini. C’est tout simplement le titre d’une conférence prononcée en 1911 par Enrico Corradini : « Les nations prolétaires et le nationalisme ».

4 *Ibid*.

Corradini y déclarait que le nationalisme italien devait tendre à placer les problèmes de la vie nationale sur le plan de la politique étrangère, car, disait-il, « *les conditions de vie d'une nation sont liées aux conditions de vie des autres nations* ».

Pour certaines nations, cette liaison est « *subordination et dépendance, dépendance économique et morale, même s'il n'existe pas de dépendance politique* ». Or, l'Italie est précisément une de ces nations et la dépendance dans laquelle elle se trouve est grave. Elle doit s'en affranchir comme elle s'est affranchie de la dépendance politique. L'Italie est une « *nation prolétaire* ».

Et Corradini déclarait que le nationalisme devait être « *pour toute la nation* » ce que le socialisme représentait pour le seul prolétariat, c'est-à-dire une tentative de rédemption[5].

Pour atteindre ce but, le nationalisme devait donner à l'Italie une nouvelle classe dirigeante et créer une nouvelle classe de « producteurs » – retenons ce terme de « producteurs » que reprendra le fascisme et qui contient en germe toute la notion corporative de l'État. L'État doit être assez fort pour susciter, discipliner et conduire avec la plus grande vigueur les énergies productrices, mais sans intervenir dans la gestion des entreprises.

*
**

L'influence nietzschéenne chez Corradini, comme chez Mussolini, est indéniable. Elle fut grande chez les hommes de cette génération. Pour Corradini, le Surhomme « *prend aussitôt un nom et un visage. Il devient Jules César, le créateur de l'Empire* [6] ».

> « *Ce qui manque avant tout aux Italiens*, *c'est la conscience du passé, de la Tradition nationale-romaine, parce que dans l'illusion de conquérir une plus ample liberté individuelle, ils ont détruit l'organisme spirituel qui lie les vivants aux morts et à ceux qui naîtront. On a fait de l'école un lieu d'instruction alors qu'elle était ou aurait dû être un lieu d'éducation.* »

La famille, elle-même, a perdu le sens de sa mission et pourtant, dira Corradini dans une très belle formule, « *chaque famille était une dynastie et la nation une société de rois* », et la hiérarchie de la famille se reflétait dans celle de la Société.

Corradini est donc traditionaliste et, tout comme les maîtres de l'école nationaliste française, il voit dans la Révolution de 1789 la cause de la grande rupture de l'équilibre dans la Société.

> « *Il n'y eut plus de hiérarchies. D'un côté les individus, de l'autre l'humanité ; chaque idée, chaque principe devait courir les aléas de plébiscites selon l'accord ou le désaccord des intéressés.* »[7]

---

5 *Il Nazionale*, 17 octobre 1954.

6 Bellonge Goffredo, préface de la *Rinascita Nazionale* de Enrico Corradini, p. XI.

7 *Ibid.*, p. XVII.

Il faut rebâtir la Société avec l'aide des Surhommes, mais à partir de quel élément ?

À partir de la Nation. Pourquoi ? Mais parce que les nations existent.

> « *Les nations sont des faits historiques qui sont arrivés et arrivent. Une nation est un fait géographique, c'est un fait climatique, c'est un fait ethnique ; on discute sur la valeur de la race dans la composition du peuple, mais on ne peut discuter sur le mélange des sangs, sur les diverses compositions de sang qui font les Italiens, les Français, les Espagnols, les Allemands, les Anglais et ainsi de suite, différents entre eux.*
>
> *D'autre part, la nation est un fait historique proprement dit, un fait de langue, un fait de culture, un fait de politique*. »[8]

Penser que les nations pourraient se fondre en une communauté plus vaste, comme les Cités se sont fondues dans la nation, est une déduction obtenue « *par une analogie erronée* », car les Cités se sont groupées sans doute pour accroître leur développement, mais surtout, peut-être pour résister à l'extérieur :

> « *Plus que la volonté des hommes du pays, la volonté des étrangers a formé la nation avec les guerres, les invasions, les déportations ; et il est probable qu'aucune nation ne serait née sans la lutte extérieure parce que sans celle-ci, il n'y aurait pas eu besoin de s'unir, il n'y aurait pas eu besoin d'une énergique volonté commune et les révolutions auraient toujours plus tendu à désunir, ou bien l'inertie aurait toujours plus tendu à corrompre ou à débiliter.*
>
> *Les nations sont apparues parce qu'il y a eu un antagonisme et, d'une certaine manière, elles ne sont que la consolidation d'un état de guerre permanent, des unes contre les autres.* »

Et, de cette constatation, Corradini va tirer une affirmation qui sera à la base de la volonté de puissance italienne pré-fasciste et fasciste :

> « *Deux forces agissent ensemble dans la vie : une force d'association (alliance d'éléments de même affinité pour la défense commune) et une force de lutte. Supprimez la lutte et vous supprimez la vie. Ou bien l'homme est debout pour lutter, ou bien il gît, cadavre, en proie aux vers. La vie humaine est par sa nature même dramatique. »*[9]

Or, une lutte suppose un objectif, un but, une mission. C'est pourquoi, aux yeux de Corradini :

> *« une nation est surtout un consentement de générations qui se succèdent pour une mission à accomplir à travers les siècles. Détruisez la mission, obscure dans les multitudes, claire chez les chefs, qu'ils soient consuls ou rois, sénat ou parlement, aristocratie ou démocratie ; détruisez cela, c'est-à-dire le devoir qui naît aujourd'hui de l'œuvre d'hier, toujours plus vaste, et vous aurez détruit la nation. Vous aurez détruit l'histoire de la nation et il n'en restera plus que la chronique. »*[10]

8 *L'ombra della vita*, p. 287.

9 *Ibid.*, p. 287.

10 *Ibid.*, p. 287.

Pour Corradini, les nations agissent dans le monde comme les familles dans la Cité :

> « *La famille, c'est l'homme qui a pour lui la force des générations, et avec cette force il accomplit tout ce qui n'est pas permis à l'individu. La nation est une multitude qui a pour elle la force d'une multitude de générations avec lesquelles se crée l'histoire du monde.* »[11]

Et dans un raisonnement rigoureux, Corradini va établir que la nation est « *une personne spirituelle* » :

> « *Sur le territoire, la race forme sa nationalité. Les autres éléments sont l'histoire, la langue, la religion, l'œuvre de la civilisation, les institutions politiques. Tous concourent à la formation. La race apporte ses germes spirituels pour former l'esprit de la nation. Le territoire lui-même selon sa nature, position géographique, terrestre et maritime ou simplement terrestre, selon son extension et sa productivité, est formateur de la race dans sa fonction d'élaboration de la nation qui est de nature spirituelle.*
> *La nation est donc dans son corps physique une communauté spirituelle.* »[12]

Voilà sa nature définie. Elle est la communauté spirituelle de toutes les générations qui ont existé sous son nom. C'est-à-dire qu'elle est non leur somme, mais leur unité.

> « *La nation est une personne spirituelle.* »[13]

*
**

Cette unité fondamentale de la nation, Corradini donnera à l'État la mission de la réaliser et de la maintenir. Là encore il occupe une position que le fascisme ne fera que reprendre.

> « *La nation, à travers la lutte de ses éléments, réalise, grâce à l'État et dans l'État, son unité fondamentale pour la transformer en puissance, combattre dans la concurrence mondiale et s'agrandir. La nation dans sa vie interne est unité productive, elle est organisme de travail et de production et sur le plan extérieur, elle est l'unité combattante, devenue organisme de puissance.* »

Aussi, pour Corradini, le nationalisme est-il obligatoirement « *une forme de vie collective*[14] ». Il est « *la doctrine de ceux qui considèrent la nation comme la plus vaste unité de la vie collective, comme un vrai et propre individu plus grand*[15] ».

Et c'est cette forme de « vie collective » que Corradini oppose aux marxistes :

> « *Le nationalisme est en somme la réaffirmation de la solidarité nationale contre la lutte de classes, c'est l'effort réalisé pour remettre à leur place les classes et les subordonner de nouveau aux fins de la nation* […]

11 *Discorci politici*, p. 36.
12 *L'unità et la potenza delle nazioni*, p. 167.
13 *Ibid*.
14 *L'ombra della vita*, p. 281.
15 *Ibid.*, p. 285.

[et c’est] *dans l’État que la nation exprime sa vertu d’organisation, c’est-à-dire de transformation de ses éléments en organes et de leurs forces en fonctions d’unité vivante.* »[16]

Autrement dit :

« *L’État est la nation organique et active.* »[17]

*
**

Le nationalisme italien dut aux circonstances historiques, aux sources mêmes d’inspiration auxquelles il s’adressait, d’afficher avec une romantique violence, un impérialisme dont le fascisme devait hériter un demi-siècle plus tard.

Le décalage existant entre la tradition de Rome et la réalité italienne était facile à supprimer dans les esprits enthousiastes, il était plus difficile de l’oublier dans les faits.

En 1915, Corradini, avec tous les interventistes réclame « *une guerre nationale, continuatrice*, dit-il, *de celle qui nous a donné la liberté et l’unité, une seule guerre populaire reprise avec la même religion de Giuseppe Mazzini et avec la même épée que Giuseppe Garibaldi* ».

Il attend de cette guerre qu’elle donne à l’Italie l’Adriatique, les Balkans, la Méditerranée, l’ouverture sur l’Asie dans les dépouilles de l’empire ottoman, la fortune politique, la sécurité militaire aux frontières, le retour des Italiens de Trente, de Trieste, de l’Istrie et de la Dalmatie[18].

« *La lutte internationale, c’est la guerre ? Eh bien, que ce soit la guerre ! Et que le nationalisme suscite en Italie la volonté de la guerre victorieuse.* »[19]

Et pourtant, il eut, somme toute, une vision pessimiste de l’avenir :

« *Notre Empire*, s*era conquis, organisé, conservé et ainsi tendra à mourir et alors il faudra que d’autres nous en chassent comme furent chassés nos pères les Romains. Mais l’esprit de ce qu’ont fait nos pères et de ce qu’ont fait les Grecs, dure, transmis en nous. Ainsi quelque chose nous est demandé que nous ne savons pas – pas encore –, mais nous est demandé à voix haute par une humanité qui n’est pas encore née.* »[20]

Mussolini parlera, lui aussi, un jour, de ces empires « *qui ne durent pas* », mais qui ont du moins « *atteint à la grandeur, touché à un sommet* » et qui « *survivent dans la mémoire des hommes* »[21].

M. Michel Vivier a très justement parlé de « *romantisme fasciste* » or, le nationalisme, selon la belle formule de Barrès est un « *classicisme* ». Voilà une première différence entre les deux écoles nationalistes. Elle est importante.

16 *Il volere d’Italia*, p. 163.
17 *L’unità et la potenza delle nazioni*, p. 97.
18 *Discorci politici*, p. 285.
19 *Ibid.*, p. 101.
20 C’est ce qu’il écrit en 1912 *in Sopra le vie del nuovo Impero*, p. 235.
21 Sarfati Marguerita, *Mussolini*, p. 303.

VII. Benito Mussolini
Duce du fascisme

Quarante ou cinquante mille hommes d'élite réglés comme un mouvement d'horlogerie.

Margarita Sarfati, *Mussolini*

La nation en tant qu'État est une réalité éthique, qui existe et vit dans la mesure où elle se développe.

Benito Mussolini, *La Doctrine du fascisme.*

L'État est à son origine un système de hiérarchies.

Benito Mussolini, *Édition définitive des œuvres et discours.*

Je ne bluffais personne en affirmant que l'Idée Fasciste serait l'Idée du XX[e] siècle. Une éclipse d'un lustre, de dix ans même n'a aucune importance. Ce sont les événements, en partie, et les hommes, par leur faiblesse, qui provoquent aujourd'hui cette éclipse. Mais on ne peut revenir en arrière. L'Histoire me donnera raison.

… Un jeune, un pur, trouvera nouveaux, audacieux et dignes d'être suivis nos postulats de 1919 et les points de Vérone de 1943. Le peuple ouvrira alors les yeux et lui-même décidera le triomphe de ces idées.

Benito Mussolini, *Testament politique*.

I.

Le fascisme ? Il faudrait dire les fascismes car il y en eut au moins trois : celui de la Marche sur Rome, celui de la *diarchie* et ce mal connu fascisme de la République du Nord dans lequel on voit Mussolini revenir aux thèmes de sa jeunesse.

Benito Mussolini était né le 29 juillet 1883, « *un dimanche de grand soleil, de grande lumière, quando matura il grano* »[1].

Il a laissé lui-même ce tableau de sa famille et de ses années de jeunesse :

> *« Mon père n'était jamais allé à l'école. À dix ans on l'avait envoyé dans le pays voisin à Dovadola, pour y apprendre le métier de forgeron. Il se rendit ensuite à Meldola, où il fut initié, entre 1875 et 80, aux idées internationalistes. Devenu maître dans son métier, il ouvrit une boutique à Dovia. Ce village ne jouissait pas d'une bonne renommée. Les gens y étaient toujours en querelle. Mon père parvint à y trouver de l'ouvrage et commença à répandre parmi les paysans les idées socialistes. Il organisa un groupe nombreux qui fut, par la suite, dissous par la police.*

1 Sarfati Margarita, *Mussolini*, p. 17.

J'étais un gamin entreprenant et brusque. Plus d'une fois je suis rentré à la maison la tête endommagée par une bataille à coups de pierres. Mais je savais prendre ma revanche… Ma mère et ma grand-mère étaient croyantes et pratiquaient, et j'allais avec elles ; mais je ne pouvais demeurer longtemps à l'église, surtout dans les grandes cérémonies ; la flamme rose des cierges, l'odeur pénétrante de l'encens, l'éclat des vêtements sacrés, la poix traînante des fidèles et le chant de l'orgue me troublaient profondément. »

Lorsque son père mourut, en 1910, Mussolini écrivit dans son journal d'alors, *La Lutte de classe :*

« Il ne nous a laissé aucun bien matériel, mais un trésor spirituel, l'Idée. »

Dans ces quelques notations, il y a déjà toute la personnalité de Mussolini. D'abord l'hérédité du chef : « *Mon père organisa un groupe nombreux* » ; ensuite, la sensibilité italienne, déchirée entre la révolte socialiste et l'acceptation chrétienne : « *Je ne pouvais demeurer longtemps à l'église* » ; et, enfin, un goût passionné pour l'idéalisme : il nous a laissé « *un trésor spirituel, l'Idée* ».

Le fascisme, c'est essentiellement la rencontre d'un tempérament doué de ces caractéristiques avec une situation donnée : celle de l'Italie de la première moitié du XXe siècle.

*
**

Comment Mussolini opéra-t-il le passage du socialisme au fascisme ? Passer d'une doctrine connue à une autre connue est une chose, mais dégager une nouvelle forme de pensée, cela suppose un cheminement fort intéressant du raisonnement. Margarita Sarfati prétend que c'est l'influence de Vilfredo Pareto qui fut décisive sur Mussolini : « *Pareto lui transmit sa manière si particulière d'étudier les problèmes par une recherche expérimentale agile et adroite. On ne part d'aucune théorie, d'aucun système. Tout au plus, un système est adopté comme base et par hypothèse s'il peut expliquer provisoirement toute une série de faits* ». C'est une sorte d'« empirisme organisateur ».

Mussolini s'est toujours considéré comme « *un homme en marche* ». Il lui arriva de signer une série d'articles : « L'homme qui cherche ».

Un jour que Margarita Sarfati lui faisait remarquer que la veille il avait pris une décision contraire à celle qu'il défendait aujourd'hui, il répondit simplement : « *Madame, hier et aujourd'hui sont deux jours différents* ».

Il a beaucoup fréquenté les révolutionnaires russes, lu énormément et pèle-mêle Marx, Nietzsche et Georges Sorel, Schopenhauer et Machiavel. Et tout cela est entré dans sa grosse tête aux yeux de feu tandis qu'il enseignait l'alphabet aux gamins de Talmezzo.

Il militera plusieurs années au Parti socialiste, au milieu des luttes de clans et de factions qui furent toujours caractéristiques de la social-démocratie, occuperont plus de la moitié de la vie de Lénine et auxquelles Staline mettra fin en instaurant son autocratisme.

Lorsque le 14 novembre 1914, Mussolini lance son *Popolo d'Italia* il s'intitule encore socialiste, mais c'est un socialiste nationaliste. Lénine avait misé sur la défaite de la Russie pour provoquer la révolution qui renverserait le Tzar et permettrait d'établir le bolchevisme. Mussolini, lui, a aussi compris l'importance de l'utilisation de la guerre, de la grande exaltation de la guerre pour amener la révolution, mais il mise sur la guerre victorieuse. L'Italie doit entrer en guerre et la génération du feu fera la révolution qui établira, dit-il en 1915, lors de la fondation des premiers Faisceaux d'Action : « *une nouvelle aristocratie révolutionnaire* ».

Le fascisme et le bolchevisme, nés tous deux de l'ébranlement causé par la guerre, ont tenté de résoudre les problèmes fondamentaux, le premier de la société italienne, le second de la société russe. Car le bolchevisme est russe, « *spécifiquement russe* », disait Mussolini, et Berdaieff lui donnera raison là-dessus.

Tandis que Lénine copie Pierre le Grand, Mussolini fait appel au souvenir impérial de Rome. Vladimir Ilytch et Benito Mussolini sont beaucoup plus dans le sens historique de leur peuple qu'on le croit généralement. Ils ont, en tout cas, un trait commun : ils sont anti-démocrates et fondent leur légitimité sur une oligarchie des meilleurs (le messianisme de la classe ouvrière et l'aristocratie du Parti).

Mais si Lénine n'ose s'affranchir du concept de classe et de la folie sanglante où sombrera Staline, Mussolini s'est vite débarrassé du faux dogme marxiste de l'antagonisme des classes. Il a vu qu'un pouvoir indépendant des classes et modérateur pouvait intégrer toutes les catégories sociales dans un ensemble unique : l'État.

*
**

Du fascisme, il reste une doctrine et une histoire. Elles ne coïncident pas toujours parce qu'entre les deux il y a la mobilité de l'homme qui les inspira, sut souvent voir juste et n'agit pas toujours en conséquence. Cela explique que le résultat de l'expérience ne permet pas nécessairement de juger de la doctrine. Celle-ci doit être étudiée à part, sur le plan des idées, comme l'aurait été l'œuvre d'un écrivain politique qui n'aurait pas été mêlé à l'action. Un peu comme si Mussolini en était resté à cette conception de la vie qui lui faisait dire un jour :

> *« Si tout va bien, dans trente ans d'ici, j'aurai mon petit buste dans quelque petit jardin, rendez-vous des nourrices et des bonnes d'enfant.*

À huit heures, derrière le buste de Mussolini, murmureront les amoureux. À la bonne heure ! »

II.

Une question préjudicielle : le fascisme est-il un nationalisme ?

Pour qu'il y ait nationalisme, au sens barrésien du mot, il faut qu'il existe une nation. Le nationalisme n'est pas avant la nation. Il faut que cette nation existe et qu'elle ait des traditions, car le nationalisme est essentiellement la prise de conscience des traditions nationales et la dénonciation des mythes, idées et conceptions qui, en les menaçant, risquent de miner cette construction historique qui est une nation déterminée.

« *Comment est né ce fascisme. autour duquel s'agitent tant de passions bruyantes, de sympathies, de haine, de rancœurs et aussi d'incompréhensions ?* » interrogeait Mussolini en 1921, et il répondait :

> « Il n'est pas né seulement de mon esprit et de mon cœur : il n'est pas né seulement de cette réunion qu'en mars 1919 nous avons tenue dans une petite salle à Milan. Il est né d'un profond, d'un perpétuel besoin de notre race aryenne et méditerranéenne, qui, à un moment donné, s'est sentie menacée dans l'essence même de son existence par une tragique folie, par une folie mythique. »[2]

Il voulait parler du communisme.

Ainsi le fascisme se réfère bien à une tradition qu'il entend défendre. Mussolini parlera de « *l'orgueil de notre italianité* » comme d'un « *élément vital du fascisme* ». Il créera même une fête fasciste pour répliquer au 1er mai des socialistes : le « *Noël de Rome* », le 21 avril : « *Ce jour-là, dit-il, sous le signe de cette ville qui a donné deux civilisations au monde, et qui lui en donnera une troisième, nous nous retrouverons* »[3].

On voit tout de suite que la vision de Mussolini – comme celle de Corradini – déborde le cadre nationaliste de la défense des traditions du Royaume d'Italie, né cinquante ans auparavant. C'est la tradition de l'Empire romain qui l'inspire et qu'il revendique. Il ne parle pas de l'Italie, mais d'une ville : Rome qui, dans son esprit, doit donner, pour la troisième fois, une civilisation au monde.

Aussi faudra-t-il toujours avoir présent à l'esprit en étudiant la doctrine fasciste qu'elle est un instrument destiné à forger un État qui vise à un rayonnement impérial. On pourra donc trouver dans la doctrine d'excellents préceptes sur l'organisation de la cité et juger d'une manière plus critique son utilisation par l'État à des fins impérialistes.

---

2 Mussolini Benito, *Édition définitive des œuvres et discours*, t. III, p. 154.

3 *Ibid.* I. III, p. 161.

*
**

Le fascisme, selon Mussolini, est un devenir perpétuel :

> *« Le credo fasciste est un acte de foi héroïque en la puissance de la volonté humaine active et consciente. Où existe une volonté, existe une route. »*[4]

Cette route, Mussolini – tout comme Corradini encore – envisage sans hypocrisie que la guerre peut l'ouvrir :

> *« Non seulement je ne crois pas, moi, à la paix perpétuelle, mais je la considère comme déprimante, comme une négation des vertus fondamentales de l'homme qui se révèlent seulement à la pleine lumière du soleil, dans l'effort sanglant d'une guerre. »*[5]

Cela pouvait être vrai, dans une certaine mesure, jusqu'à l'invention des moyens massifs de destruction, mais il est certain que la guerre future, loin d'exalter le courage individuel, développera l'obsession de la peur, née de l'arrivée imprévue et invisible de la mort contre laquelle il n'existera aucune défense. Il restera peut-être quelques beaux duels dans le ciel les premiers temps, mais les avions eux-mêmes disparaîtrons et l'azur ne sera plus traversé que de robots. Les hommes se battront à coup de tremblements de terre artificiels. Tout cela aura de très graves conséquences sur la notion même de courage.

Ne raisonnons pas de la position de Mussolini vis-à-vis de la guerre sur ce que nous en savons aujourd'hui et en prévoyons pour demain. Il a voulu simplement exalter le courage et il avait raison de dire que la guerre était une école de courage et s'il l'a prêchée, il a eu l'honnêteté de la faire.

L'honnêteté intellectuelle obligeait à replacer les considérations de Mussolini sur la guerre dans les circonstances où elles furent émises.

*
**

Drieu La Rochelle a dit avec raison :

> *« Le fascisme n'est pas sorti du cerveau de Mussolini comme Minerve du front de Jupiter. Il y a eu en Italie tout le mouvement, tout l'effort d'une génération qui a cherché et trouvé le fascisme et qui en même temps ou ensuite, s'est cherchée et trouvée dans Mussolini. »*

Et l'auteur de *Socialisme fasciste* poussait sa théorie jusqu'à un point extrême où Mussolini ne l'eut peut-être point suivi : mais qu'il faut consigner ici :

---

4 *Ibid.* I. X, p. 8.
5 *Ibid.* I. X, p. 91.

« Un individu ne peut rien commencer, il ne peut pas créer de toutes pièces une machine politique : il ne peut que prendre en mains un élan collectif, le serrer et le projeter. Pour un élu, il faut beaucoup d'appelés. Il faut que beaucoup d'hommes cherchent, réfléchissent, agissent, pour qu'ensuite le meilleur d'entre eux, lancé par eux, les relance à son tour. »[6]

Dans le cas spécifique de Mussolini, il y eut « *tout l'effort produit par le renouveau syndicaliste de Sorel et Labriola au sein du socialisme d'une part, par le groupe des intellectuels nationalistes d'autre part* »[7].

Conclusion de Drieu La Rochelle :

« Un chef est une récompense pour des hommes d'audace et de volonté ».

*

**

Dans son *Histoire du Mouvement fasciste*, Gioacchino Volpe insiste sur l'importance considérable qu'eut la psychologie provoquée par la guerre dans le peuple italien :

« Elle rapprocha, dans leur qualité commune de combattants, des éléments sociaux qui étaient encore éloignés les uns des autres, elle introduisit dans le milieu idéal de la Nation, des classes et des groupes sociaux qui étaient encore dépourvus d'une conscience nationale ou lui étaient contraires. Elle mit en relief à la fois la force de la masse et la force des individus ainsi que de certaines petites formations d'élite, composées d'hommes disposés à tout, en réveillant dans la nation le sentiment de l'importance de la force de ces individus ou groupes choisis ; elle fit monter bien haut, sur la base des mérites militaires, des gens du peuple ou de la petite bourgeoisie qui plus tard se refusant de rentrer dans leurs anciens rangs, exerceront une action énergiquement révolutionnaire dans la société italienne encore si mobile. »[8]

En fait, cette société italienne que Volpe décrit comme encore « *si* mobile », a trouvé dans la guerre, sous l'uniforme, à travers la hiérarchie militaire, la forme d'une société fondée sur le mérite, le courage et la dépendance du seul intérêt de la Nation.

Ce fut chez certains un sentiment exaltant. Chaque individu et la nation tout entière, eurent la sensation de sortir de la médiocrité, d'achever l'œuvre du Risorgimento.

Mais, en même temps que cette exaltation militariste et nationaliste s'emparait de la génération du front, un sentiment de frustration lui venait du fait des Alliés « *qui s'efforçaient de réduire à néant notre mérite et les fruits qui nous revenaient de la victoire* »[9].

Ces vainqueurs rentraient chez eux avec « *une psychologie de vaincus* ».

6 Drieu La Rochelle Pierre, *Socialisme fasciste*, p. 129
7 *Ibid.,* p. 130.
8 Volpe Gioacchino, *Histoire du Mouvement fasciste*, p. 15.
9 *Ibid.*, p. 21.

L'aile marchante des interventistes n'accepta pas le compromis de la Conférence de Londres qui abandonnait la Dalmatie aux Slaves. L'affaire de Fiume illustre bien ce qu'il y avait d'esprit « risorgimentiste » dans cette fraction de l'opinion qui, dans quelques mois, rejoindra le fascisme naissant.

Ce mouvement se trouva durci encore par l'esprit d'abandon, de capitulation des anciens neutralistes, libéraux ou conservateurs.

Les socialistes voulurent alors profiter de cet état d'esprit de la bourgeoisie. Ils voulurent rééditer en Italie, la révolution d'Octobre que Lénine et Trotzky venaient de réussir en Russie.

L'Italie se divisait en deux : ceux dont le dégoût, la lassitude, les désillusions allaient se tourner vers l'idée d'une révolution prolétarienne « *totalitaire et définitive* » qui renverserait tous les cadres sociaux, et ceux qui, refusant de « *tourner le dos à la guerre avec rancune* », reprendraient la conception même de la guerre qui venait d'être trahie : « *Celle d'une révolution contre une bourgeoisie parasitaire, sceptique et neutraliste, contre la monarchie qui était jugée comme germanophile et liée à la Triple Alliance, contre les Empires centraux, comme représentants de l'autocratie* », mais qui signifiait aussi « *Patrie, Nation, idéaux nationaux, solidarité de classe, etc.* »[10].

Il y a un jacobinisme incontestable dans ce mouvement.

III.

Comme Corradini, Mussolini répète sans arrêt dans son *Popolo d'Italia :* la classe ouvrière ne peut faire abstraction de la nation, parce que les conditions d'existence du prolétariat italien dépendent justement « *du prestige et de la force* » de l'État auquel il appartient. Il faut donner à la guerre un contenu social, la concevoir comme une préparation pour résoudre certains problèmes sociaux.

Le mouvement « ancien combattant », qui dans la plupart des pays tourna à l'Amicale régimentaire ou se cantonna dans la défense des pensions et indemnités concédées par l'État, se transforma, en Italie, sous l'influence de Mussolini, en mouvement politique. Du moins, un grand nombre d'anciens combattants le suivirent-ils dans cette voie. Il s'agissait principalement des « interventistes », c'est-à-dire de ceux qui, volontairement, avaient voulu, en 1915, l'intervention de l'Italie dans la guerre contre les Empires centraux en donnant à cette intervention une signification politique et irrédentiste dans la tradition du Risorgimento.

*
**

10 *Ibid.*

Au début de 1919, Mussolini songe à constituer un mouvement qui réclamerait une « Constituante de l'interventisme italien ». Il ne s'agissait pas d'élaborer une doctrine, mais de proclamer une volonté d'action et il parle déjà de « Faisceaux de Combat ».

> *« Ne sortant point, délibérément, du cadre de l'"interventisme" comme fait dominant, il se reconnaît à lui-même et à ses camarades, le droit de défendre la guerre et la victoire et de transformer la vie italienne par le moyen de ces mêmes idéaux qui avaient animé l'"interventisme". Il ne veut établir aucune exclusion préalable quant aux moyens pour atteindre ce but unique et complexe, même pas la révolution. Mais il faut que ce soit une révolution italienne et non pas moscovite. Cette révolution du reste est commencée sous le nom de guerre jusqu'en 1918 ; il faut l'accomplir. »*[11]

*
**

Ce premier fascisme, doctrinalement, se cherche encore. Il est à l'état d'ébauche. Il possède une ligne directrice générale : la nécessité de la révolution pour remettre en ordre la nation en n'ayant pour but que le bien de la nation.

> *« Mussolini, de même que ceux qui font appel aux sentiments plus qu'à la pensée et se proposent d'activer par ce moyen une action destinée à éclairer les idées, se tenait plutôt dans le vague.*
>
> *Nous acceptons et nous encourageons, disait-il, tout ce qui sera fait pour le bien de la nation, en repoussant tout le reste. Point d'affirmation préjudicielle, ni monarchique, ni républicaine, ni catholique, ni anticatholique, ni socialiste, ni antisocialiste ».*[12]

Il va plus loin. Il affirme que le fascisme « *cesse d'être tel aussitôt qu'il s'attache à une affirmation préjudicielle* ».

C'est peut-être ce qui explique comment, après une tentative longue et extrêmement féconde d'institutionnalisation, le fascisme, c'est-à-dire Mussolini, retournera, avec tant de facilité, dans les derniers mois de la guerre, à son pragmatisme originel.

Mussolini voulait « *dégager de toute entrave les forces vives d'un peuple pour les laisser agir avec le plus de spontanéité possible, pour la solution des problèmes que la réalité pose chaque jour* »[13].

*
**

11 *Ibid.,* p. 25.
12 *Ibid.,* p. 30.
13 *Ibid.,* p.32.

En septembre 1919, le coup de force de d'Annunzio sur Fiume déclencha dans toute l'Italie un mouvement d'allure romantique. Le Commandant vit affluer vers lui une foule de volontaires « *presque tous jeunes ou très jeunes, des anciens combattants, et d'autres qui avaient quitté leur mère animés par la tradition garibaldienne qui agitait leur cœur, par l'amour de l'aventure et du risque.* Fiume o Morte ! ». « *On proclama que la milice de d'Annunzio était* l'armée victorieuse, *Fiume, la vraie Italie, le gouvernement de Fiume, le véritable gouvernement d'Italie […] On disait aussi : "*Le geste commencé à Fiume doit trouver son terme à Rome*"* ».

Le coup de force sur Fiume n'avait pas été inspiré par Mussolini, mais il avait été conçu, préparé et exécuté dans l'atmosphère de patriotisme romantique, de « *continuation de la victoire* » qui était celle du fascisme. Les faisceaux, d'ailleurs, rejoignirent les légionnaires de d'Annunzio.

Pour Mussolini, l'expérience signifiait une confirmation éclatante de ses vues sur la force révolutionnaire du mouvement ancien combattant, gardien de la Victoire, et sur les possibilités révolutionnaires de minorités audacieuses, aptes à créer des situations nouvelles.

*
**

Chose curieuse, le fascisme qui est tout exaltation, romantisme, violence même, a pour but véritable la mise en ordre de la nation. Il est lui-même un immense besoin d'ordre.

Mais si la fin est présente à tous les esprits, l'accord sur les moyens est beaucoup plus difficile.

–Comment ferez-vous ceci ou cela ? Telle est la question que l'on commence à poser aux fascistes.

Tout d'abord Mussolini offre quelque résistance à se limiter par un programme. Probablement, lui-même sait à peu près où il veut aller, mais il est soucieux d'entraîner le plus de monde possible derrière lui et il compte sur le combat quotidien contre les Rouges pour créer une solidarité entre les différents éléments attirés par l'activisme fasciste.

À Milan, le 28 août 1919, le Comité central des Faisceaux propose un programme minimum. On y réclame la convocation d'une Assemblée constituante qui déciderait de l'organisation à donner à l'État, l'institution de Conseils techniques du travail élus par les collectivités professionnelles et ayant le droit d'élire des Commissions extraordinaires dotées de pouvoirs ministériels, la participation des représentants ouvriers à la gestion des industries ou des services publics et un impôt extraordinaire sur le capital.

Si l'on examine les réalisations du fascisme, on voit que, pour l'essentiel, elles étaient contenues dans le programme de Milan.

Aux élections de novembre 1919, les fascistes milanais n'obtinrent que quelques milliers de voix, mais l'avenir du fascisme n'était pas dans les élections.

Il était dans l'organisation des Faisceaux qui allaient lutter, les armes à la main, contre la vague révolutionnaire socialo-communiste qui menaçait de tout submerger parce que le gouvernement et ses fonctionnaires étaient impuissants.

> *« Plus d'une fois, quelqu'un s'étant adressé à Nitti ou aux préfets pour invoquer secours, avait reçu en réponse la désolante confession qu'il n'y avait plus rien à faire. C'était comme l'abandon du territoire national en face d'une invasion ennemie. »*

C'est à cette circonstance historique que le fascisme dut de se développer dans la violence et non par disposition propre d'esprit. Ceci est important à noter. Nous y reviendrons d'ailleurs.

Le fascisme s'est développé dans le climat de guerre civile imposé à l'Italie par les socialo-communistes qui cherchaient à s'emparer du pouvoir par la force.

Les fascistes « *armés, encadrés, commandés par d'anciens officiers, fanion en tête, chantant des hymnes de guerre ou de nouvelles chansons, sont partout où il est nécessaire de ranimer la résistance des amis et de contenir l'insolence des adversaires* »[14].

En quelques mois se constituèrent des centaines de faisceaux disposant d'une organisation militaire rudimentaire.

> *« Les paroles, les rites, les cris de guerre qui deviendront plus tard l'apanage du fascisme prirent naissance alors. C'est alors que le port de la chemise noire, un élément essentiel de l'uniforme fasciste, se répandit. Cette couleur noire voulait peut-être signifier que le fasciste engage une bataille pour la vie et pour la mort. Mais le noir était aussi la couleur de la cravate et du fez des "arditi" pendant la guerre, ainsi que des troupes d'assaut et des légionnaires de d'Annunzio. »*[15]

Ces éléments d'uniforme, cette allure militaire ne sont donc pas nés d'une idée préconçue de Mussolini d'organiser le fascisme comme une milice, mais des nécessités de se reconnaître entre camarades au combat. C'est la guerre qui impose au fascisme son allure militaire. Il s'y complaît d'autant mieux d'ailleurs que les fascistes ont la conviction de continuer la guerre de 1915, contre les ennemis de l'intérieur cette fois, qui ont frustré l'Italie de sa victoire.

IV.

Vers 1920, le fascisme commença à avoir la conviction d'être « *une grande révolution du peuple, la première réalisée par le peuple italien depuis l'effort révolutionnaire des minorités bourgeoises lors du Risorgimento* »[16].

---

14 *Ibid.,* p. 13.
15 *Ibid.,* p. 14.
16 *Ibid.,* p. 54.

Après la guerre qui avait rapproché les classes entre elles, la révolution fasciste suscitait de nouveaux groupements dans la société italienne, un nouveau partage en dehors des classes, sur des bases nouvelles.

En novembre 1921, le fascisme compte 310 000 militants inscrits groupés dans 2 200 faisceaux.

De phénomène milanais, en 1919, il est devenu, en deux ans, un fait italien. Il a ses premiers députés élus aux élections de 1921, sa première crise de croissance aussi, due à l'hétérogénéité des origines politiques de ses militants et à sa transformation de mouvement en parti doté d'une discipline plus sévère.

Il y a maintenant tout un vocabulaire fasciste : les militants sont classés en *Principi* et *Triari*. Les premiers destinés à constituer une milice en uniforme, liée par serment et prête à être mobilisée à tout instant. La plus petite unité est la section, plusieurs sections forment une centurie, plusieurs centuries une cohorte, plusieurs cohortes une légion commandée par un consul.

Dans le même temps où il forge la milice de sa Révolution, le fascisme va s'employer à préfigurer dans les organismes du Parti, les cadres de l'État nouveau. Il fonde des corporations nationales, les syndicats fascistes.

*
**

Mussolini traduit dans un style militaire l'essentiel de sa pensée :

> *« Le fascisme est une milice, les problèmes sont des ennemis à affronter et à vaincre ; le peuple italien une armée marchant en bataillons serrés. »*

Le 22 novembre 1921, il proclame dans le *Popolo d'Italia* :

> *« Le fascisme est la plus formidable création d'une volonté de puissance individuelle et nationale. »*

C'est le disciple du *Wille zur Machte* de Nietzsche qui parle. Et l'application de cette volonté de puissance se fera sur l'idée de la restauration de Rome :

> *« Nous voyons en Rome l'avenir qui se prépare. Rome est notre mythe ; nous rêvons d'une Italie romaine, c'est-à-dire sage, forte, disciplinée et impériale. Beaucoup de l'esprit immortel de Rome réapparaît dans le fascisme, le Faisceau qui est romain, notre organisation de combat, notre orgueil et notre courage. Les Romains étaient des constructeurs formidables. »*[17]

À la veille de la Marche sur Rome, alors que l'Italie officielle tremble d'apprendre que le Duce a donné l'ordre à ses Légions de s'ébranler, il explique que « *cette marche est déjà un acte au sens le plus haut et historique du mot : un processus est en cours par lequel le fascisme va incarner l'État ;*

17 *Il Popolo d'Italia*, 21 avril 1922.

la formation est commencée d'une nouvelle classe politique à laquelle sera confiée la tâche de gouverner la nation »[18].

Renversera-t-il le Roi ? Non.

> *« Il faut avoir le courage d'être monarchiste. La monarchie, c'est la continuité. Sa tâche est grande. D'autre part la Révolution fasciste ne veut point tout mettre en jeu, elle ne veut pas donner au peuple l'impression que tout croule. Il y aurait des vagues d'affolement. Abattre là superstructure du socialisme démocratique suffit. »*[19]

Vingt ans plus tard, il sera d'un autre avis et regrettera que les légions fascistes au lieu de défiler devant le Quirinal ne soient pas entrées dedans…

*

**

Le 26 octobre 1922, un ordre secret de mobilisation immédiate était lancé à tous les légionnaires fascistes d'Italie. Le 27 après minuit, les pouvoirs politiques, militaires et administratifs étaient assumés par un Quadrumvirat composé des commandants généraux de la Milice fasciste : de Bono, de Vecchi, Balbo et Bianchi.

C'était le quatrième anniversaire de l'offensive sur la Piave et la proclamation de Mussolini disait :

> *« Il y a quatre ans, à pareille date, l'armée nationale déclenchait sa suprême offensive qui la conduisit à la victoire. Aujourd'hui, l'armée les Chemises noires affirme de nouveau la victoire mutilée, et, se dirigeant désespérément sur Rome, la ramène à la gloire du Capitole… La loi martiale du fascisme entre en vigueur. »*[20]

Le calendrier de l'Ère fasciste qu'allait imposer le nouveau régime part de cette date : 28 octobre 1922.

La veille, le ministère Facta avait démissionné, mais gardait le pouvoir pour assurer l'ordre public. Avec cet irréalisme qui caractérise les régimes moribonds, il envisageait l'arrestation des quadrumvirs, des principaux cadres du fascisme et la proclamation de l'état de siège. Le Roi vit bien qu'il lui faudrait ou conserver son trône avec l'appui fasciste ou écraser le fascisme avec l'aide des socialo-communistes et perdre son trône par la suite. Le 29, il chargeait Mussolini de former le ministère.

Cependant la marche des colonnes fascistes sur Rome avait commencé. Elle fut peu sanglante, à part quelques embuscades communistes et quelques coups de feu tirés des fenêtres.

Le geste du Roi n'avait pas été inutile, certes, mais de toute façon la Révolution fasciste était déclenchée et eût triomphé. L'avenir, lui, eût peut-être été différent.

---

18 Volpe Gioacchino, *Histoire du Mouvement fasciste*, p. 18.

19 *Ibid.*, p. 104.

20 Mussolini Benito, *Édition définitive des œuvres et discours*, t. III, p. 345.

Voilà, réduit à ses éléments très essentiels, ce qu'il fallait connaître de la conquête du pouvoir par le fascisme pour comprendre l'élaboration doctrinale à laquelle va s'attacher Mussolini.

« *Nous sommes jeunes, nés d'hier, et nous n'avons pas d'histoire* », avait-il dit en 1921[21].

De l'histoire ? Il allait en faire…

*

**

Le bagage idéologique du fascisme avant la Marche sur Rome, on a pu le voir dans les pages précédentes, était assez maigre.

Mussolini s'était contenté de définir le fascisme : « *Une grande mobilisation de forces matérielles et morales* ».

Et il avait ajouté :

> « *Que se propose-t-il ? Nous le disons sans fausse modestie : gouverner la nation. Avec quel programme ? Avec un programme qui puisse assurer la grandeur morale et matérielle du peuple italien.* »

C'était court comme définition.

Mais de cette imprécision même, Mussolini fait, si l'on peut dire, une doctrine. Il proclame que « *l'esprit fasciste fuit tout ce qui constitue une hypothèque arbitraire sur le mystérieux avenir* ».

> *« Nous ne croyons pas au programme dogmatique, à cette espèce de cadre rigide qui devrait contenir et asservir la changeante et complexe réalité. Nous nous permettons le luxe de perfectionner, de concilier, de surpasser en nous ces contradictions sur lesquelles s'abêtissent les autres, en se fossilisant dans un monosyllabe d'affirmation et de négation. Nous nous accordons le luxe d'être à la fois aristocrates et démocrates, conservateurs et progressistes, réactionnaires et révolutionnaires, soumis à la légalité ou à ses adversaires selon les circonstances de temps, de lieu, d'ambiance, en un mot, d'histoire, au milieu desquelles nous sommes obligés de vivre et d'agir. Le fascisme n'est pas une église ; c'est plutôt un stade. Ce n'est pas un parti ; c'est un mouvement. Il n'a pas un programme tout fait à réaliser en l'an 2000, pour la simple raison que le fascisme construit au jour le jour l'édifice de sa Volonté et de sa passion. »*[22]

Le fascisme est donc essentiellement pragmatique. Mussolini invente même un mot : nous sommes des problémistes. C'est-à-dire que le fasciste se décide sur le problème, sans idée préconçue[23].

« *Il n'y a de régime parfait que dans les livres des philosophes* », dit-il encore[24] et il ironise :

> *« Je pense que si les théories de Platon avaient été appliquées dans la ville grecque, à la lettre, point par point, c'eût été un désastre.*

21 *Ibid.*, p. 149.
22 *Ibid.*, p. 151.
23 *Ibid.*, p. 35.
24 *Ibid.*, p. 315.

La forme d'un gouvernement ne peut être approuvée ou désapprouvée en la considérant comme une chose éternelle, mais elle doit être examinée en fonction de ses rapports directs avec la mentalité, l'économie, les forces intellectuelles et morales d'un peuple déterminé. »

Sans doute entre-t-il dans ces lignes quelque habileté tactique. Elles datent de 1922 et Mussolini, toujours soucieux de rassembler le plus de monde possible dans ses faisceaux, comptant sur le combat pour forger une communauté fasciste, peu soucieux de trancher entre monarchistes et républicains, évite les questions qui peuvent diviser le mouvement, mais il paraît sincère lorsqu'il conclut d'une petite phrase brève, mais lourde de sens :

« On ne peut pas toujours trouver son idéal. »[25]

Même lorsqu'en 1924, il proclamera devant le Conseil national du Parti fasciste : « *Maintenant, le fascisme italien, sous peine de mourir ou, pis encore, de se suicider, doit se donner un corps de doctrine* », il n'y a pas contradiction foncière avec son langage d'avant la Marche sur Rome, car il précise : « *Ce ne sera pas et ne doit pas être une tunique de Nessus qui nous lie pour l'éternité, car le lendemain est mystérieux et imprévu ; mais ce doit être une règle qui oriente notre activité politique et individuelle de chaque jour* »[26].

Mais le fascisme qui n'avait été au début qu'une sorte de manière de prendre les problèmes et de les résoudre, éprouvera tout de même le besoin qu'avait ressenti Barrès : la nécessité d'une doctrine pour faire œuvre durable.

V.

Mussolini avait pensé que des hommes suffiraient :

« Vingt mille chefs particuliers, vingt mille vrais maîtres, professeurs, ingénieurs, banquiers, industriels ; trois mille magistrats ; dix mille fonctionnaires ; gens de premier ordre, tous spécialisés, formés jusqu'aux moelles, d'une compétence exemplaire. Voilà ce qui nous manque et ce que je veux vous donner. Quarante ou cinquante mille hommes d'élite, réglés comme un mouvement d'horlogerie. »[27]

Il allait vite s'apercevoir que pour faire tenir ensemble ces cinquante mille hiérarques, il fallait les lier très fortement, de plus en plus fortement ; que le plus difficile n'est pas de faire une révolution, mais de maintenir unis ceux qui l'ont faite.

Dès 1922, il en avait eu l'intuition et avait fondé une revue dans laquelle il entendait débattre plus à fond les idées qu'il ne pouvait aborder que superficiellement dans ses articles du *Popolo d'Italia*. Il lui avait donné un nom significatif : *Gerarchia* (Hiérarchie).

25 *Ibid.* p. 315.
26 Mussolini Benito, *Doctrine du fascisme*, p. 51.
27 Sarfati Marguerite, *Mussolini*, p. 343.

> *« Qui dit hiérarchie,* écrivait-il dans le premier numéro*, dit échelle des valeurs humaines, dit échelle des responsabilités et des devoirs, qui dit hiérarchie prend en fait position contre tout ce qui tend – d'intention ou de fait – à abaisser ou à détruire les hiérarchies nécessaires. Nous disons nécessaires et pas seulement traditionnelles. La tradition est certes une des plus grandes forces morales des peuples en ce sens qu'elle est une création successive et constante de leur âme. Mais nous ne pouvons accepter intégralement cette thèse que tout ce qui est traditionnel est sacré, immuable, intangible, y compris les hiérarchies traditionnelles. L'histoire nous montre au contraire un panorama de hiérarchies qui naissent, vivent, se transforment, déchoient et meurent. Il s'agit donc de conserver la valeur des hiérarchies qui n'ont pas encore rempli leur tâche ; il s'agit de greffer sur le tronc de certaines d'entre elles les éléments d'une vie nouvelle ; il s'agit de préparer l'avènement de nouvelles hiérarchies. C'est ainsi que se soude l'anneau qui unit le passé et l'avenir.*
>
> *Nous n'ayons pas l'intention de renier le passé. Nous nous renierions nous-mêmes. Nous sommes déjà nous-mêmes le passé, par le seul fait que nous vivons dans le présent, par rapport à ceux qui viendront après nous ; nous ne voulons pas nous fermer les routes de l'avenir, car notre présent est, en lui-même, un avenir par rapport à ceux qui nous ont précédés*[28]*. »*

On retrouve dans cette page le double et constant souci de Mussolini de ne jamais fermer l'avenir et pourtant de prendre position « *contre tout ce qui tend – d'intention ou de fait – à abaisser ou à détruire les hiérarchies nécessaires* ».

Ainsi pense-t-il assurer l'évolution du fascisme en accompagnant les circonstances historiques, les problèmes, les faits, les réalités qui sont les grands éléments avec lesquels il sait bien que tout homme d'État se trouve aux prises, et assurer une certaine stabilité nécessaire à la hiérarchie fasciste pour l'accomplissement de sa mission révolutionnaire et historique.

*
**

Que le fascisme ait été une mystique, une méthode, une certaine manière d'être, on en trouvera mille preuves. Il a surtout été une doctrine de l'État. C'est en cela qu'il a sa place dans le catalogue des idées politiques, et c'est en cela qu'il nous intéresse comme déviation incontestable de l'éthique nationaliste telle que l'avaient conçue un Barrès ou un Maurras, mais tout de même bien dans la ligne du nationalisme italien tel que Corradini l'avait exposé.

La question de vocabulaire a ici une très grande importance.

Le nationalisme est la doctrine de la conservation des raisons qui ont fait naître et vivre la nationalité et la barrière idéologique posée aux idées destructrices de la communauté connue sous le nom de Nation.

Nationalisme convient donc aux nations formées, adultes, avec une tradition, c'est-à-dire un passé.

---

28 Mussolini Benito, *Édition définitive des œuvres et discours*, t. III, p. 234.

Nationalitarisme convient aux tentatives de formation d'États nationaux basés sur la volonté démocratique, la langue ou la race. Il est généralement destructeur d'une communauté historique existante : empire ou État plurinational.

Le fascisme introduit un élément nouveau : il assimile l'État – donc la nation en tant qu'État – à la nature de la volonté humaine « *qui ne connaît pas de limites à son développement et prouve son infinité en se réalisant* ».

> *« La nation en tant qu'État est une réalité éthique, qui existe et vit dans la mesure où elle se développe. Pour elle, s'arrêter, c'est mourir. L'État n'est donc pas seulement une autorité qui gouverne et donne une forme légale et une valeur de vie spirituelle aux volontés individuelles ; il est aussi une puissance qui fait valoir sa volonté à l'extérieur, en la faisant reconnaître et respecter, c'est-à-dire en en démontrant, par les faits, l'universalité dans toutes les manifestations nécessaires de son développement. De là, organisation et expansion, au moins virtuelles. L'État peut ainsi être assimilé à la nature de la volonté humaine, qui ne connaît pas de limites à son développement, et prouve son infinité en se réalisant.*
>
> *L'État fasciste, forme la plus élevée et la plus puissante de la personnalité, est une force, mais une force spirituelle. Une force qui résume toutes les formes de la vie morale et intellectuelle de l'homme. On ne peut donc pas le limiter à de pures fonctions d'ordre et de protection, comme le voulait le libéralisme. Ce n'est pas un simple mécanisme qui limite la sphère des prétendues libertés individuelles. C'est une forme, une règle intérieure et une discipline de toute la personne ; elle pénètre la volonté comme l'intelligence. Son principe – inspiration centrale de la personnalité humaine vivant en communauté civile – pénètre au plus intime de l'individu et dans le cœur de l'homme d'action comme du penseur, de l'artiste comme du savant ; c'est l'âme de l'âme.*
>
> *Au total, le fascisme n'est pas seulement législateur et fondateur d'institutions ; il est aussi éducateur et promoteur de vie spirituelle. Il veut refaire, non les formes de la vie humaine, mais son contenu : l'homme, le caractère, la foi. Et à cette fin, il veut une discipline et une autorité qui pénètrent dans les esprits et y règnent sans partage. C'est pourquoi son insigne est le faisceau des licteurs, symbole de l'unité, de la force et de la justice. »*[29]

Il est probable que le fascisme, dans une vieille nation unitaire, n'eut pas employé un langage si rude. Il ne faut pas oublier qu'il y a un siècle, l'Italie n'existait pas en tant qu'État, à peine en tant qu'aspiration. En France, par exemple, l'institution monarchique, c'est-a-dire l'État, avait créé le Royaume de France ; le Roi chassé, le royaume était devenu nation, mais c'étaient les rois qui, en mille ans, avaient « fait la France ». C'est le rôle que Mussolini assigne à l'État fasciste : faire la nation.

> *« Ce n'est pas la nation qui crée l'État,comme dans la vieille conception naturaliste qui servait de base aux études des publicistes des États nationaux du XIXe siècle. Au contraire, la nation est créée par l'État qui donne au peuple, conscient de sa propre unité morale une volonté, et par conséquent une existence effective. Le droit d'une nation à l'indépendance n'est pas fondé sur la conscience littéraire et idéale de sa propre existence,*

29 Mussolini Benito, « Doctrine du fascisme », in *Enciclopedia italiana*, article « Fascisme ».

et moins encore sur une situation de fait plus ou moins inconsciente et inerte, mais sur une conscience active, sur une volonté politique agissante et prête à démontrer son droit : c'est-à-dire sur une sorte d'État déjà in fieri*. *L'État, en tant que volonté éthique universelle, crée le droit. »*[30]

Mussolini a reconnu que le fascisme italien était né « *d'un système donné de forces historiques* », qu'il avait « *une forme correspondant aux contingences de lieu et de temps* », qu'il avait « *créé l'État unitaire italien* » et il ajoutait même : « *Pensez que depuis l'empire romain, l'Italie n'avait plus été un État unitaire* »[31].

L'histoire même de l'Italie lui faisait ressentir très vivement que « *sans l'État, la Nation n'existe pas* », qu'il n'y a que « *des agrégats humains susceptibles de toutes les désintégrations que l'histoire peut leur infliger* ».

D'où sa fameuse formule : « *Tout dans l'État, rien contre l'État, rien en dehors de l'État* ».

*
**

Ainsi, pour le fascisme, le dualisme Individu-État qui hante tous les législateurs, se résout par l'absorption de l'individu dans l'État. Encore faut-il bien voir comment il l'entend :

> *« L'Individu dans l'État fasciste, dit Mussolini, n'est pas annulé mais bien plutôt multiplié, de même que dans un régiment un soldat n'est pas diminué, mais multiplié par le nombre de ses compagnons d'armes. L'État fasciste organise la nation, mais il laisse cependant aux individus une marge suffisante ; il a limité les libertés inutiles ou nuisibles, mais il a conservé les libertés essentielles. »*

Mais, sans hypocrisie, il ajoute : « *Dans ce domaine, l'État seul est juge, et non l'individu* ».

Est-ce donc la tyrannie ? Non, répond Mussolini :

> *« Un État qui s'appuie sur des millions d'individus qui le reconnaissent, le sentent et sont prêts à le servir, n'est pas l'État tyrannique du seigneur du Moyen Âge. Il n'a rien de commun avec les États absolutistes d'avant ou d'après 1789… Un parti qui gouverne une nation totalitairement est un fait nouveau dans l'histoire. Les rapprochements et les comparaisons sont impossibles. »*[32]

VI.

Tout se tient dans la conception totalitaire de l'État fasciste. Mussolini ne laisse pas de brèche : l'État pour lui, est l'interprète unique et suprême

* [NdÉ] Locution signifiant *en devenir*, qui se trouve dans sa phase de réalisation, existe de ce fait.

30 Mussolini Benito, *« Doctrine du fascisme », in Enciclopedia italiana*, article « Fascisme ».

31 *Ibid.*

32 *Ibid.*

des nécessités de la société. Le peuple est le corps de l'État et l'État est l'esprit du peuple. Dans la conception fasciste, le peuple c'est l'État, et l'État c'est le peuple.

> *« Les organismes par lesquels cette vue théorique se réalise dans l'État sont le Parti et la Corporation. Le Parti, c'est aujourd'hui l'instrument formidable et en même temps extrêmement subtil, qui introduit le peuple dans la vie de l'État ; la Corporation est l'institution grâce à laquelle le monde économique, jusqu'alors isolé et déréglé, reprend sa place dans l'État. »*[33]

Dès lors, s'il n'y a pas de différence entre le peuple et l'État, si l'État n'est somme toute que le peuple organisé, il n'est, en réalité, qu'un « *système de hiérarchies* » :

> *« L'État, en effet, est à son origine un système de hiérarchies. Le jour où un homme, dans un groupe d'autres hommes, en prit le commandement parce qu'il était le plus fort, le plus rusé, le plus sage ou le plus intelligent, et où les autres hommes lui obéirent par amitié ou par force, ce jour-là, l'État naquit et fut un système de hiérarchies, aussi simple et aussi rudimentaire que la vie des hommes aux premières lueurs de l'histoire. Le Chef dut créer nécessairement un système de hiérarchies, pour faire la guerre, pour rendre la justice, pour administrer les biens de la communauté, pour recouvrer des impôts, pour régler les rapports entre l'homme et le surnaturel.*
>
> *Peu importe l'origine par laquelle l'État tient son privilège de créateur d'un système de hiérarchies, ou avec laquelle il cherche à le légitimer : si c'est Dieu, l'État est théocratique ; si c'est un individu, les descendants d'une famille ou un groupe d'individus, c'est l'État monarchique ou aristocratique – je me souviens du* Livre d'or de la Sérénissime République de Venise *– si c'est le peuple, à travers le mécanisme du suffrage, on arrive à l'État démo-constitutionnel de l'époque capitaliste : dans tous les cas, l'État se manifeste par un système de hiérarchies aujourd'hui infiniment plus complexe, en raison de la vie même qui est devenue plus complexe dans toutes ses manifestations. Mais pour que les hiérarchies ne deviennent pas purement nominales, il faut qu'elles s'orientent vers une synthèse, qu'elles visent toutes au même but, qu'elles aient une âme à elles, mais concentrée dans l'âme collective. En somme, l'État doit se manifester dans l'élite d'une société déterminée et doit être le guide des classes inférieures.*
>
> *La décadence des hiérarchies signifie la décadence des États. Lorsque la hiérarchie militaire, à tous les degrés, a perdu ses vertus, c'est la défaite. Lorsque la hiérarchie financière ravage et dissipe sans scrupule la richesse publique, l'État vacille. Lorsque la hiérarchie politique vit au jour le jour, et n'a plus la force de poursuivre des buts lointains, ni de persuader aux masses de les atteindre, l'État finit par se trouver en face de ce dilemme : ou s'écrouler sous le choc d'un autre État, ou, au moyen d'une révolution, il remplace ou ranime les hiérarchies décadentes ou insuffisantes. L'histoire des États depuis la chute de l'Empire romain jusqu'à la chute de la République vénitienne, n'offre qu'une suite de hiérarchies qui sont nées, ont grandi et, enfin, sont mortes. »*[34]

---

33 Mussolini Benito, *Édition définitive des œuvres et discours*, t. X, p. 31.

34 *Ibid.,* t. III, p. 288.

*
**

Cette vue de l'Histoire considérée comme une succession de hiérarchies épuisant, tour à tour, leur capacité, leur force, leur actualité mérite qu'on s'y arrête. Jusqu'en 1789, les sociétés européennes se sont en effet caractérisées par un système de hiérarchies. À partir de 1789, la révolution fondamentale qui s'opère dans la société politique est la négation du principe hiérarchique. La société politique n'est pas un corps avec des parties différenciées, ordonnées, hiérarchisées en raison de leur fonction, elle est une masse anonyme, une « *volonté générale* » où chaque individu est égal en droits et en pouvoirs à son voisin, pour la seule raison qu'il est citoyen, quelles que soient ses capacités.

Les corps représentatifs, qui cumulent étrangement deux fonctions contradictoires : la représentation et le gouvernement, peuvent bien créer l'apparence d'une hiérarchie, les Chefs de l'État se faire appeler Monsieur le Président, les délégués du peuple, Monsieur le député ou Monsieur le sénateur, ils ne constituent pas une hiérarchie véritable. Ils sont des simulacres, parce qu'ils ne représentent pas des corps.

Et c'est de là que vient tout le mal. Voilà ce qui provoque les crises et les décadences des États démocratiques.

Le fascisme fut une réaction brutale, totale, contre l'anarchie démocratique. Ce qu'il a d'apparence mazzinienne, romantique, cède vite devant cette réalité foncière de son caractère : il est une hiérarchisation totale de la nation.

C'est pour y parvenir que Mussolini a poussé l'étatisme jusqu'à ses dernières conséquences :

> *« Le fascisme veut l'État. Il ne croit pas à la possibilité d'une vie sociale qui ne serait pas encadrée par l'État. »*[35]

Il ira jusqu'à dire, un jour, qu'entre les communistes et les fascistes s'il n'existe pas d'affinités politiques, « *il y en a d'intellectuelles* », parce que comme eux ils croient « *à la nécessité d'un État centralisateur et unitaire capable d'imposer à tous les individus une discipline de fer* ». La seule différence entre vous et nous, dira-t il aux communistes, c'est que « *vous arrivez à cette conclusion à travers la conception de classe et nous y arrivons, nous, à travers la conception de nation* »[36].

Vu sous cet angle, l'étatisme fasciste est une autre alternative à la solution de la lutte des classes. Marx, au nom du messianisme de la classe prolétarienne lui confie la dictature avec une mission de rédemption. Mussolini, lui, enlève aux classes leur autonomie, ne veut connaître de leur part que l'exercice de fonctions différenciées à l'intérieur d'une communauté unique qui est aux dimensions de la nation.

---

35 *Ibid.*, t. III, p. 90.

36 *Mussolini Benito, « Fascisme », in Enciclopedia italiana*.

« Le principe essentiel de la doctrine fasciste, écrira-t-il dans l'article "Fascisme" qu'il rédigea lui-même pour *l'Enciclopedia italiana, est la conception de l'État, de son essence, de son rôle, de ses fins. Pour le fascisme, l'État est l'absolu devant lequel les individus et les groupes ne sont que le relatif. Individus et groupes ne sont concevables que dans l'État. »*

*
**

Mussolini n'a pas prétendu innover. Il revient, a dit fort justement Margarita Sarfati[37], à la « *notion classique* ». C'est-à-dire qu'il « *substitue le concept évident du Souverain, arbitre et modérateur de toutes les classes – parce qu'il est en dehors d'elles – au concept libéral qui fait du gouvernement le comité exécutif de la classe bourgeoise, le conseil d'administration émané de la majorité d'une société bourgeoise* ».

Ainsi, Mussolini prétend résoudre à la fois les problèmes posés par l'anarchie démo-libérale, par l'antagonisme des classes et par leur pseudo-solution marxiste.

C'est probablement parce que l'État italien de 1922 présentait tous les symptômes d'anarchie et de décomposition d'un système démo-libéral arrivé à son dernier degré de décrépitude et que, d'autre part, la menace d'une dictature socialo-communiste était réelle et imminente, que le fascisme, qui s'opposait doctrinalement et physiquement aux deux clans antagonistes, connut le succès foudroyant qui le mena au pouvoir.

Dans les conditions de lieu et de temps, il fut incontestablement une solution historiquement valable.

Solution de violence ? Soit. Mais elle répondait à un état de violences continuelles qui désorganisaient la vie de la nation, ruinaient l'Italie et auxquelles l'État se révélait incapable de mettre fin.

Encore faut-il bien voir comment Mussolini envisage la violence.

« La violence n'est pas une morale. Elle est parfois morale. Nous refusons à nos adversaires le droit de se plaindre de notre violence, car elle n'est qu'un jeu d'enfants en comparaison avec celle qui se déchaîna dans les tristes années 1919-1920 et de celle des bolchevistes en Russie, où deux millions de personnes ont été exécutées et deux autres incarcérées. D'autre part la violence est résolutive, car à la fin de juillet et au début d'août 1922, en 48 heures de violences systématiques et guerrières, nous avons eu ce que nous n'aurions pas obtenu par 48 années de sermons et de propagande. Lorsque notre violence résout une situation gangrenée, elle est très morale, elle est sacrée, nécessaire… Il y a une violence qui délivre et une autre qui enchaîne ; il y a une violence morale et une autre qui est à la fois sotte et immorale. Il faut adapter la violence aux nécessités du moment, et ne pas en faire une école, une doctrine, un sport. »[38]

37 Serfati Margarita, *Mussolini*, p. 346.
38 Mussolini Benito, *Édition définitive des œuvres et discours*, t. III, p. 309.

> *« Nous ne regardons pas la violence comme un système, ou pis encore, comme une esthétique. Nous sommes violents toutes les fois qu'il est nécessaire de l'être. Mais je déclare tout de suite qu'il faut conserver à la violence nécessaire du fascisme, une ligne, un style nettement aristocratique, ou si vous aimez mieux, chirurgical. »*[39]

> *« Le fascisme a répondu par la violence à la violence des autres. C'est la vérité, une vérité qui ne peut être effacée. »*[40]

Si le fascisme n'avait pas été violent, si à la violence socialo-communiste il n'avait pas opposé sa propre violence, que serait-il arrivé ? La violence communiste l'eût emporté. Historiquement, il ne peut plus être contesté que le fascisme a tenu la place d'une police supplétive et que, devant la carence de l'État libéral, après avoir assumé en fait les fonctions de milice volontaire et rétabli l'ordre à la place de l'État libéral, il a tout naturellement et légitimement réclamé de prendre la place de cet État.

Le roi eut si bien conscience de la situation de fait qui s'était créée, qu'il ouvrit légalement la porte du pouvoir à Mussolini qui était d'ailleurs bien décidé à l'enfoncer.

En juin 1922, il écrivait dans *Gerarchia* :

> *« Le fascisme peut ouvrir la porte avec la clé de la légalité, mais il peut être aussi astreint à la défoncer du coup d'épaule de l'insurrection. »*[41]

*
**

Mais ni la violence, ni l'insurrection ne doivent être désordonnées. Le fascisme entend exercer la violence comme une armée, non comme une populace.

> *« Nous sommes une milice,* rappelle Mussolini à ses Chemises noires, *mais justement parce que nous nous sommes donné cette constitution particulière, nous devons faire de la discipline le pivot suprême de notre vie et de nos actes. »*[42]

C'est déjà le fameux mot d'ordre qui sera affiché sur tous les murs d'Italie : *Credere, Obedire, Combatere*[*], et qui résume toute l'éthique fasciste.

L'ordre des mots est plein de sens. Il faut d'abord croire, c'est-à-dire savoir ce que l'on veut et pourquoi on le veut ; il faut ensuite obéir, c'est-à-dire se soumettre à la discipline qui peut seule donner une forme valable à l'ensemble des accords particuliers ; et, enfin, il faut combattre, parce que « *la lutte est à l'origine de toutes choses ; parce que la vie est pleine de contrastes ; c'est l'amour et la haine, le blanc et le noir, le jour et la nuit, et tant que ces forces adverses ne seront pas en équilibre, la lutte sera toujours au fond de la nature humaine comme une suprême fatalité* »[43].

39 *Ibid.,* t. III. p. 157.
40 *Ibid.,* t. III. p. 118.
41 *Ibid.,* t. III. p. 294.
42 *Ibid.,* t. III. p. 308.
* [NdÉ] Croire, obéir, combattre.
43 *Ibid.,* t. III. p. 99.

Et encore :

« Quand deux éléments irréductibles sont en lutte, la solution est dans la force. Il n'y a jamais eu d'autres solutions dans l'histoire et il n'y en aura jamais. »[44]

Telle est la conception fasciste de la violence. N'est-elle pas singulièrement classique ?

VII.

Que le nationalisme italien ait tendu, dès l'origine, à une certaine forme d'impérialisme, nous l'avons vu avec Corradini. Le fascisme dans ce domaine n'innove donc rien, il suit l'évolution d'une pensée impériale romaine exaltée déjà par l'Associazione nazionalista pour des raisons historiques et démographiques.

« L'État fasciste est une volonté de puissance et de domination. La tradition romaine est ici une idée de force. Dans la doctrine du fascisme, l'empire n'est pas seulement une expression territoriale, militaire ou marchande mais spirituelle et morale. On peut concevoir un empire, c'est-à-dire une nation qui directement ou indirectement, guide d'autres nations, sans que la conquête d'un kilomètre carré de territoire soit nécessaire. Pour le fascisme l'aspiration à l'empire, c'est-à-dire à l'expansion des nations, est une manifestation de vitalité : son contraire, l'esprit casanier, est un signe de décadence. Les peuples qui naissent ou ressuscitent sont impérialistes, les peuples qui meurent sont des renonciateurs. »[45]

Il n'a d'ailleurs aucune illusion sur le sort des empires :

« L'histoire suit toujours la même voie. D'abord une race, des tribus, puis un peuple, c'est-à-dire une nation et un État, puis un empire… qui ne dure pas, il est vrai. Mais rien ne dure de ce qui est humain…

Ces empires, qui n'ont pas duré, ils ont du moins atteint à la grandeur, touché à un sommet et ils survivent dans la mémoire des hommes. »[46]

*
**

Mis à part l'exaltation romantique, restée très forte chez Mussolini, sa position dans le domaine des relations internationales est dictée par sa conviction que la vie est lutte, que les nations se disputent avec férocité les biens de ce monde, même lorsqu'elles couvrent leurs prétentions sous les masques les plus hypocrites. Il y a chez Mussolini le sentiment qu'il est stupide d'être dupe, que celui qui n'emploie pas toutes ses forces pour réaliser l'intérêt de sa nation au milieu des appétits des autres peuples est un « *renonciateur* », une dupe. Il a expliqué cela avec une certaine ironie :

44 *Mussolini parle*, p. 255.
45 *Mussolini Benito, « Fascisme », in Enciclopedia italiana*.
46 Sarfati Margarita, *Mussolini*, p. 303.

« Si le monde était une blanche Arcadie, il serait peut-être doux de s'amuser avec les nymphes et les pasteurs ; mais je ne vois rien de tout cela, et même quand les grands drapeaux des grands principes se déploient, j'aperçois derrière ces étoffes plus ou moins vénérables, des intérêts qui cherchent à s'imposer dans le monde. »[47]

Sa position vis-à-vis de la Société des Nations, par exemple, est significative de ce refus d'être dupe des mots :

« Le fascisme ne croit pas aux principes dont s'inspire la soit disant "société des nations", ni à sa vitalité. Les nations en effet, n'y sont pas sur un pied d'égalité. C'est une sorte Sainte Alliance des Nations ploutocratiques du groupe franco-anglo-saxon pour s'assurer – malgré d'inévitables heurts d'intérêts – l'exploitation de la plus grande partie du monde. »[48]

Crainte d'être dupe, méfiance systématique devant les intentions des hommes qu'il se refuse à prendre pour des bergers d'Arcadie, tel est le fond du caractère de Mussolini. Avait-il réellement tort ? Son erreur fut probablement d'afficher ouvertement, au milieu de l'hypocrisie contemporaine, son sentiment sur la bataille d'intérêts que constitue la vie internationale.

*
**

Mussolini a lu Machiavel et en a partagé sa vision des hommes.

Étrange destinée que celle du secrétaire florentin qui passa sa vie à chercher un Homme capable de faire l'Italie, consigna soigneusement les méthodes qu'il devrait employer pour cela, échoua avec le Sforza dont il avait cru faire le Prince, et devra attendre quatre siècles pour qu'un petit instituteur romagnol le lise, le comprenne et décide d'être, lui, le Prince.

Mais les conseils de Machiavel, passé quatre siècles, étaient-ils encore valables ? « *Pourraient-ils être encore de quelque utilité pour les dirigeants des États modernes ?* » se demande Mussolini. Alors il décide de relire toute l'œuvre du secrétaire florentin et ce fut pour lui, a-t-il rapporté, un drame, « *si l'on peut appeler, ainsi que je le crois, drame, la tentative que fait l'esprit pour jeter un pont au-dessus de l'abîme qui sépare les générations et les événements* ».

Mais désormais Mussolini tient sa certitude.

« J'affirme que la doctrine de Machiavel est aujourd'hui plus vivante qu'il y a quatre siècles parce que si les aspects extérieurs de la vie sont profondément changés, on n'a pas encore constaté de variations profondes dans l'esprit des individus et des peuples.

Si la politique est l'art de gouverner les hommes, c'est-à-dire d'orienter, d'utiliser, d'éduquer leurs passions, leur égoïsme, leurs intérêts en vue de buts d'ordre général qui, se projetant dans l'avenir, dépassent de ce fait la vie des individus, si telle est la politique, l'élément fondamental de cet art est incontestablement l'homme. Il faut donc partir de lui.

47 *Mussolini parle*, p. 172.
48 Mussolini Benito, *Édition définitive des œuvres et discours*, t. III, p. 147.

Que sont les hommes dans le système politique de Machiavel ? Que pense Machiavel des hommes ? Est-il optimiste ou pessimiste ? Et en disant hommes, devons-nous interpréter le mot dans le sens restreint d'une certaine espèce d'hommes, c'est-à-dire des Italiens contemporains de Machiavel et appréciés par lui comme tels, ou bien devons-nous situer le mot hommes dans le temps et dans l'espace et le voir sous l'aspect de l'éternité ? »

La réponse de Mussolini à ces questions est capitale pour la compréhension du fascisme qui fut essentiellement une vue pessimiste de l'Homme et de l'Histoire.

« Machiavel, note Mussolini, *éprouvait un pessimisme aigu en face de la nature humaine. »*

Et tout de suite après, il ajoute, laissant déjà transparaître son approbation :

« De même que tous ceux qui ont eu l'occasion de pratiquer un commerce vaste et continu avec leurs semblables, Machiavel est un contempteur des hommes, et aime à les représenter sous leur aspect le plus négatif et le plus humiliant.

Il est évident, poursuit Mussolini, que Machiavel, en jugeant les hommes comme il les jugeait, ne se reportait pas seulement à ceux de son temps, aux Florentins, Toscans, Italiens qui vivaient et guerroyaient à cheval, mais à tous les hommes en général, non limités dans l'espace et dans le temps. Le temps s'est écoulé depuis : mais s'il m'était donné de juger mes semblables et mes contemporains, je ne pourrais en aucune façon atténuer le jugement de Machiavel ; je devrais peut-être l'aggraver.

Machiavel ne s'illusionne pas, il n'illusionne pas le Prince. Dans l'esprit de Machiavel, l'antithèse entre le Prince et le peuple, entre l'État et l'individu est fatale. Ce qui fut appelé utilitarisme, pragmatisme, cynisme machiavélique, découle logiquement de cette position initiale. Le mot Prince doit s'entendre comme État.

Dans le concept de Machiavel, le Prince, c'est l'État. Tandis que les individus tendent, poussés par leur égoïsme à l'atomisme social, l'État représente une organisation et une limitation. L'individu tend à s'évader continuellement. Il tend à se soustraire aux lois, à ne pas payer l'impôt, à ne pas faire la guerre. Peu nombreux sont ceux qui, héros ou saints, sacrifient leur propre moi sur l'autel de l'État. Tous les autres sont en instance de révolte contre l'État. Les révolutions du XVIe *et du XVII*^e^ *siècle ont tenté de résoudre ce désaccord qui est à la base de toutes les organisations sociales de l'État, cela en faisant du pouvoir une émanation de la libre volonté du peuple. C'est une fiction et une illusion de plus. Avant tout, ce que l'on appelle peuple ne fut jamais défini ; c'est une entité proprement abstraite en tant qu'entité politique. On ne sait exactement, ni où elle commence, ni où elle finit. L'adjectif de souverain appliqué au peuple est une farce tragique. Le peuple tout au plus délègue, mais il ne peut exercer aucune souveraineté. Les systèmes représentatifs relèvent plus de la mécanique que de la morale. Même dans les pays où depuis des siècles ce mécanisme est le plus en usage, il y a des heures solennelles où l'on ne demande plus rien au peuple parce que l'on sent que la réponse serait fatale. La couronne de carton de la souveraineté lui est ravie ; et on lui ordonne, sans autre manière, ou d'accepter une révolution ou de faire la paix ou de marcher vers l'inconnu d'une guerre. Il ne reste au peuple qu'un monosyllabe pour affirmer et obéir.*

Vous voyez que la souveraineté gracieusement accordée au peuple lui est soustraite dans les moments où le besoin s'en fait sentir. Elle ne lui est laissée que quand elle est inoffensive ou réputée telle ; c'est-à-dire dans les moments d'administration ordinaire. Vous figurez-vous une guerre décidée à la suite d'un référendum ?

*Nous voyons donc immanent, même dans les régimes fabriqués par l'*Encyclopédie *(qui péchait, à travers Rousseau, par un incommensurable et excessif optimisme), nous voyons donc toujours le désaccord entre la force organisée de l'État et le fragmentaire des particuliers et des groupes.*

Il n'a jamais existé de régime exclusivement consentant ; il n'existe pas, il n'existera probablement jamais.

Machiavel écrivait dans Le Prince *bien avant que je ne l'aie dit moi-même : "*De ceci il résulte que tous les prophètes armés ont été vainqueurs et les désarmés abattus.*" Car la nature des peuples est variable et s'il est facile de leur persuader une chose il est difficile de les retenir dans cette persuasion.*

Et cependant l'on doit être organisé de façon telle que quand les peuples ne croient plus, on puisse les faire croire de force : Moïse, Cyrus, Thésée, Romulus n'auraient pu faire observer longtemps leur constitution s'ils avaient été désarmés. »[49]

Vous avez là toute la philosophie du fascisme.

Toute la conception mussolinienne de l'État repose sur cette vue pessimiste de la nature humaine qu'il tient de Machiavel.

Le dualisme Individu-État est fatal. L'individu tend naturellement à échapper aux disciplines nécessaires. Même si l'on a réussi à le persuader, il est difficile de le retenir dans cette persuasion. Il est instable, ingrat et égoïste et ne cède qu'à la force.

L'individu doit donc, selon la tradition classique, redevenir *sujet* et cesser de prétendre à la *couronne de carton* qui ne fait qu'ajouter une hypocrisie à une situation déjà suffisamment compliquée, car il n'y aura jamais de régime exclusivement consentant.

Comment Mussolini, de cette vue pessimiste, va-t-il passer à l'optimisme fasciste qui prétend instaurer un Ordre nouveau ?

VIII.

Si l'homme est bien tel que nous le décrit Mussolini après Machiavel : instable, ingrat et égoïste, sur quels hommes pourra donc s'appuyer le fascisme pour refaire l'État ?

Mussolini est obligé d'en appeler à un « homme nouveau », qui réagirait différemment des autres hommes, qui fournirait cette élite destinée à diriger l'État.

En ce sens, le fascisme est une conception spiritualiste.

---

49 Mussolini Benito, « Gerarchia » (1924), *Mussolini parle,* p. 281.

*« Pour le fascisme, le monde n'est pas ce monde matériel qui apparaît à la surface, où l'homme est un individu isolé de tous les autres, existant en soi, et gouverné par une loi naturelle qui, instinctivement, le pousse à vivre une vie de plaisir égoïste et momentané. L'*homme du fascisme *est un individu qui est nation et patrie, une loi morale unissant les individus et les générations dans une tradition et dans une mission, supprimant l'instinct de la vie limité au cercle étroit du plaisir, pour instaurer dans le devoir une vie supérieure, libérée des limites du temps et de l'espace ; une vie où l'individu, par l'abnégation de lui-même, réalise cette existence toute spirituelle qui fait sa valeur d'homme.*

C'est donc une conception spirituelle, née de la réaction générale du siècle présent contre le positivisme matérialiste et dégénéré du XIXe siècle. Conception antipositiviste, mais positive : ni sceptique, ni agnostique, ni pessimiste, ni passivement optimiste, comme le sont généralement les doctrines (toutes négatives) qui placent le centre de la vie en dehors de l'homme, qui, par sa libre volonté, peut et doit créer son monde.

Le fascisme veut que l'homme soit actif et engagé dans l'action avec toutes ses énergies : il le veut virilement conscient des difficultés réelles et prêt à les braver. Il conçoit la vie comme une lutte, il estime qu'il appartient à l'homme de conquérir une vie vraiment digne de lui, en créant, avant tout, en lui-même, l'instrument (physique, moral, intellectuel) pour la construire. Et cela est vrai et pour l'individu lui-même, et pour la nation, et pour l'humanité. »[50]

En d'autres termes, la volonté crée l'histoire et « *pour agir sur les hommes comme sur la nature, il faut entrer dans le cours de la réalité et se rendre maître des forces en action* ».

« Anti-individualiste, la conception fasciste est pour l'État ; elle est pour l'individu en tant que celui-ci s'harmonise avec l'État, conscience et volonté universelle de l'homme dans son existence historique… En ce sens le fascisme est totalitaire, et l'État fasciste synthèse et unité de toute valeur, interprète, développe et domine toute la vie du peuple. »[51]

Et voilà fermé le cercle du raisonnement mussolinien.

Sur un pessimisme fondamental, il élève un optimisme ambitieux prétendant refaire « *non les formes de la vie humaine, mais son contenu : l'homme, le caractère, la foi »*[52], et c'est pourquoi il réclame « *une discipline et une autorité qui pénètrent dans les esprits et y règnent sans partage* ».

L'ambition était trop grande sans doute. Il y a du démiurge dans Mussolini à côté de beaucoup de bon sens et de juste vue des choses. Hélas, les hommes ne sont que les hommes et comme on n'a pas encore trouvé d'autre instrument pour les diriger que d'autres hommes, l'imperfection est aux deux bouts de la chaîne : chez les dirigeants et chez les dirigés. La sagesse commandait beaucoup de modestie et de patience. Le fascisme voulut tout et tout de suite. Il provoqua une tension exaltante du peuple italien, vécut vingt ans et s'écroula en vingt mois.

---

50 Mussolini Benito, « Fascisme », *in Enciclopedia italiana*.

51 *Ibid.*

52 *Ibid.*

Mussolini le pessimiste avait péché par optimisme. La vie présente de ces contradictions.

*

**

L'originalité du fascisme réside beaucoup moins dans son aspect politique que dans son aspect social. C'est parce qu'il a prétendu résoudre les contradictions du capitalisme « *par l'État et dans l'État* » qu'il occupe dans l'idéologie contemporaine une place indépendante des vicissitudes de sa fortune politique.

Le fascisme est né, et s'est ensuite développé logiquement, à partir d'une donnée très simple posée par Mussolini, en 1919, à Milan, place San Sepolcro, lors de la fondation des « Faisceaux italiens de Combat ».

> *« Si le régime disparaît, c'est nous qui devons prendre sa place. Le droit de succession nous appartient, parce que c'est nous qui avons poussé le pays à la guerre et l'avons conduit à la victoire. La représentation politique actuelle ne peut nous suffire, nous voulons une représentation directe de tous les intérêts… On pourrait objecter à ce programme que nous revenons aux corporations. Qu'importe ! »*[53]

Voilà tout le fascisme : politiquement, la dictature des combattants ; socialement, l'union corporative des producteurs.

C'est parce qu'il a rompu avec le matérialisme historique que le socialiste Mussolini va trouver la réponse fasciste à l'antagonisme de classes.

Il nie absolument que, comme le prétend Karl Marx, l'histoire de la civilisation humaine puisse s'expliquer uniquement « *par les luttes d'intérêts entre les différents groupes sociaux et par la transformation des moyens de production* ».

Sans doute, reconnaît-il, « *personne ne songe à nier que les faits économiques – découvertes de matières premières, nouvelles méthodes de travail, inventions scientifiques – aient leur importance, mais prétendre qu'ils suffisent à expliquer l'histoire humaine, à l'exclusion de tous les autres facteurs, est une absurdité. Le fascisme croit encore et toujours à la sainteté et à l'héroïsme, c'est-à-dire aux actions dans lesquelles n'agit aucun motif économique proche ou lointain* »[54].

Ce rejet du matérialisme historique entraîne des conséquences que le socialiste Mussolini a parfaitement bien vues : si les hommes ne sont plus « *des figurants qui apparaissent et disparaissent* » à la surface de l'histoire, alors que « *dans les profondeurs* » s'agiteraient et travailleraient « *les véritables forces directrices* », il ne peut plus être question de lutte des classes « *permanente et inéluctable* ». Celle-ci ne peut donc plus être considérée « *comme facteur prépondérant des transformations sociales* ».

---

53 *Ibid.*

54 *Ibid.*

Qu'il vienne de frapper à mort l'idéologie socialiste, Mussolini s'en rend parfaitement compte :

> *« Le socialisme, une fois frappé dans ces deux principes fondamentaux de sa doctrine, il n'en reste plus que l'aspiration sentimentale – vieille comme l'humanité – à un régime social dans lequel doivent être soulagées les souffrances et les douleurs des plus humbles. »*

Or, si le fascisme nie l'équation : « *Bien-être égale bonheur* »qui transformerait les hommes « *en animaux* », il entend bien résoudre « *les contradictions dramatiques du capitalisme* ». Comment ? « *Dans l'État et par l'État* ».

> *« L'État fasciste s'est attribué le domaine de l'économie, et par les institutions corporatives, sociales, éducatives qu'il a créées, le sens de l'État arrive jusqu'aux ramifications extrêmes du pays et dans l'État, circulent, encadrées dans leurs organisations respectives, toutes les forces politiques, économiques et spirituelles de la nation. »*[55]

Cette idée de la nation organisée selon les métiers qui semble banale aujourd'hui n'était, dans les années 1920 à 1925, qu'une réminiscence historique des corporations médiévales. C'est le fascisme qui réintroduit le mot et la chose dans l'idéologie politique moderne.

Le corporatisme est l'aspect économique de la grande révision des valeurs opérée par la contre-révolution traditionaliste du XIXe siècle. Celle-ci, qui avait condamné le libéralisme politique, base de la démocratie parlementaire, ne pouvait tolérer le libéralisme économique, base du capitalisme de spéculation. Plus logique que la Révolution de 1789 qui avait prétendu libérer politiquement l'individu, mais l'avait enchaîné au pouvoir naissant de la ploutocratie, la contre-révolution répudie le libéralisme sous son double aspect politique et économique.

C'est par la Charte du Travail de 1927, que le fascisme a commencé à institutionnaliser ses conceptions d'un corporatisme d'État.

> *« Le Travail, sous toutes ses formes, intellectuelles, techniques, manuelles,* déclarait la Charte*, est un devoir social et c'est à ce titre seulement qu'il est sauvegardé par l'État. La complexité de la production est unitaire au point de vue national. Ses objectifs sont unitaires et se résument dans le bien-être des producteurs et dans le développement de la puissance nationale.*
>
> *Les corporations constituent une organisation unitaire des forces de production et en représentent intégralement les intérêts. En vertu de cette représentation intégrale, les corporations sont, de par la loi, reconnues comme organes d'État, les intérêts de la production étant les intérêts de la nation.*
>
> *L'État corporatif considère l'initiative privée dans le domaine de la production comme l'instrument le plus efficace et le plus utile de l'intérêt de la nation. L'organisation privée de la production étant fonction de l'intérêt national, la direction de l'entreprise est responsable de l'organisation de la production vis-à-vis de l'État. De la collaboration des forces productives dérive une réciprocité des droits et des devoirs.*

55 *Ibid.*

Le technicien, employé ou ouvrier, est un collaborateur actif de l'entreprise économique dont la direction appartient à l'employeur qui en a la responsabilité.

L'intervention de l'État dans la production économique a lieu seulement lorsque l'initiative privée fait défaut ou est insuffisante ou lorsque les intérêts politiques de l'État sont en jeu. Cette intervention peut revêtir la forme d'un encouragement ou d'une gestion directe. »[56]

*
**

Cette intervention de l'État, Mussolini n'entend pas qu'elle conduise à une bureaucratisation qui aboutirait « *à congeler ce qui est la réalité de la vie économique de la nation, réalité compliquée, changeante, liée à tout ce qui arrive dans le monde* »[57].

Le système corporatif fasciste :

> *« respecte le principe de la propriété. La propriété privée complète la personnalité humaine ; c'est un droit et, si c'est un droit, c'est aussi un devoir. Cela est si vrai que nous pensons que la propriété doit être regardée comme une fonction sociale ; non la propriété passive, mais la propriété active, qui ne se borne pas à jouir des fruits de la richesse, mais qui la développe, qui l'augmente et qui la multiplie.*
>
> *Le système corporatif respecte aussi l'initiative individuelle.*
>
> *La Charte du Travail dit expressément que c'est seulement quand le système économique individuel est déficient, inexistant ou insuffisant que l'État doit intervenir. N'en a-t-on pas vu un exemple évident avec l'assainissement des Marais Pontins que seul l'État avec ses puissants moyens d'action a pu réaliser.*
>
> *Le système corporatif crée l'ordre, même dans le domaine économique.*
>
> *S'il y a un phénomène qui doive être ordonné, qui doive être dirigé vers certains buts, c'est bien le phénomène économique qui intéresse la totalité des citoyens.*
>
> *Non seulement l'économie industrielle doit être disciplinée, mais aussi l'économie agricole, l'économie commerciale, la banque et même l'artisanat.*
>
> *De quelle façon cette discipline doit-elle s'exercer ? Grâce à l'auto-discipline des catégories intéressées.*
>
> *Seulement dans une seconde période, si les catégories productrices n'ont pas trouvé l'accord et l'équilibre, l'État pourra intervenir, et il en aura le droit souverain, même dans ce domaine, puisque l'État représente l'autre terme d'un binôme : c'est-à-dire le consommateur. La masse anonyme, n'étant pas encadrée en tant que consommatrice dans une organisation capable de se défendre, doit être soutenue par l'État, c'est-à-dire par l'organe qui représente la collectivité des citoyens. »*[58]

---

56 *Mussolini parle*, p. 315.
57 Mussolini Benito, *Édition définitive des œuvres et discours*, T. X, p. 17.
58 *Ibid.,* p. 19.

« Les corporations ne sont pas seulement à elles-mêmes leur propre fin, mais elles serviront à atteindre un but déterminé. Désormais c'est une "donnée" commune. Quel est ce but ? À l'intérieur, une organisation qui diminue graduellement et pour ainsi dire automatiquement la distance qui sépare les différentes possibilités de vivre grandes, petites ou même nulles qu'ont les individus. Et j'appelle cela une plus haute "justice morale".

Dans ce siècle, on ne peut admettre que la misère et l'indigence ne puissent être évitées : c'est déjà trop que de subir la triste fatalité de la misère physiologique. Le fait absurde des famines artificiellement provoquées ne peut durer. Elles dénoncent la criante insuffisance de l'ancien régime économique.

Le siècle dernier a proclamé l'égalité des citoyens devant la loi et ce fut une conquête d'une portée formidable ; le siècle fasciste maintient, consolide ce principe, mais il en ajoute un autre non moins fondamental : l'égalité des hommes devant le travail, compris comme un devoir et comme un droit, comme une joie créatrice qui doit réjouir et ennoblir l'existence, et non la mortifier ou la déprimer. Une telle égalité de base n'exclut pas, et même exige une hiérarchie très nette entre les classes au point de vue des fonctions, du mérite et des responsabilités.

Vis-à-vis de l'étranger, la Corporation a pour but d'augmenter sans cesse la puissance globale de la nation, dans l'intérêt de son expansion à travers le monde. »[59]

*
**

Mussolini avait attendu treize ans avant de mettre en marche le 10 novembre 1934, ce qu'il appelait lui-même « *la grande machine corporative* », et il avertissait les membres de l'Assemblée des Corporations qu'il ne fallait pas attendre de miracles, « *surtout si le désordre politique, économique, moral dont souffre une si grande partie du monde continue à sévir* ».

« Les miracles ne sont pas du domaine de l'économie. Ils sont remplacés par la volonté, l'esprit d'organisation, la méthode dans le domaine politique, dont l'économie n'est qu'un élément.

Il faut se préparer à traverser une période d'expérimentation plus ou moins longue et, en ce qui concerne le rendement, compter non seulement sur le rendement matériel mais aussi sur le rendement moral par la suite des indispensables rectifications que nécessitera la mentalité des hommes et de leur sélection au creuset de l'épreuve. Cette sélection sera l'œuvre du fascisme. »[60]

La conception corporative fasciste peut se résumer dans une courte phrase de Mussolini :

« Les corporations sont des institutions techniques appelées à donner des conseils particuliers à l'État. »[61]

59 *Ibid.,* p. 133.
60 *Ibid.,* p. 134.
61 Sperco Willy, *Tel fut Mussolini*, p. 107.

IX.

Deux mois après la Marche sur Rome, Mussolini, en instituant le Grand conseil fasciste, avait créé une situation politique qui est restée connue dans l'histoire politique italienne sous le nom de « Diarchie ».

En élevant, à côté du pouvoir royal, le pouvoir fasciste, il avait créé une source de conflit possible. Il en avait eu conscience d'ailleurs et avait fait un mot amusant :

> *« Ce système est celui de la chambre à coucher avec lits jumeaux : piètre situation si l'on en croit Balzac et sa* Physiologie du Mariage *».*

Tant que les choses allèrent bien, le système fonctionna sans trop d'accrocs.

> *« Il y avait le roi, il y avait le duce. La milice était aux ordres de Mussolini. Le roi avait comme gardes du corps des carabinieri, le duce les moschetteri. Au cours des cérémonies, à l'Opéra, on exécutait la Marche Royale et l'hymne fasciste Giovinezza. »*[62]

C'était somme toute une situation comparable à celle de Louis XIII et de Richelieu : les gardes du Cardinal et les Mousquetaires de d'Artagnan…

Un premier conflit avait opposé les « diarques », lorsque Mussolini avait voulu donner au Grand conseil fasciste le droit d'intervenir dans les questions de succession au trône.

> « *Si, en régime monarchique,* avait dit le roi, *un parti s'arroge le droit de décider de la succession au trône, où va la Monarchie ?* »

Mussolini avait tenu bon. Le régime devait s'entourer de garanties contre l'institution monarchique elle-même qui, si elle garantissait la succession au trône, ne garantissait point l'orientation politique du Souverain.

Le conflit apparaît très net entre deux légitimités : celle de l'Idée et celle de l'Hérédité. Conflit que les monarchies libérales ont réglé en donnant le pouvoir effectif aux Assemblées et que le fascisme, antiparlementariste, essaya de résoudre par la « diarchie ».

La crise qui éclata le 22 juillet 1943, au sein même du Grand conseil fasciste, devait montrer la fragilité du système. Toute une opposition, constituée par les ambitieux insatisfaits, tous les mécontents qu'en vingt ans un régime se fait fatalement, tout ce monde hétéroclite pencha au moment décisif du côté de la diarchie qui semblait le plus faible, mais qui, pour cela même, pouvait fournir une revanche le jour où on l'aurait aidé à redevenir le plus fort.

Il n'est pas dans notre sujet de raconter l'histoire de la chute de Mussolini en 1943. Nous voulons simplement essayer d'expliquer la psychologie de Mussolini à partir de cette date pour que l'on puisse comprendre son évolution doctrinale postérieure.

---

62 *Ibid.,* p. 182.

*
**

Racontant son retour chez lui, la nuit du 25 juillet, après la séance du Grand conseil où des hommes qu'il croyait sûrs pour les avoir attachés à sa fortune venaient de l'abandonner, Mussolini dira :

> *« Les rues étaient désertes. Mais on semblait sentir dans l'air déjà presque clair du crépuscule matinal, le sens de l'inéluctable que provoque, quand elle se meut, la roue du destin dont les hommes sont souvent les aveugles instruments. »*[63]

Mussolini n'est pas éloigné de croire que son destin est tracé et que cela ne vaut point la peine d'essayer de lutter. Et c'est bien ce qu'il y a de plus curieux chez cet homme qui, toute sa vie fut un formidable professeur d'énergie, que de le voir se rendre chez le roi, se laisser arrêter dans l'enceinte même du Quirinal sans avoir seulement tenté de se défendre.

Qu'y a-t-il chez lui à ce moment-là ? Sans doute un profond dégoût, une grande lassitude et la maladie, aussi, certainement, qui le ronge. Et puis il est fatigué de tenir à bout de bras, depuis vingt ans, un peuple qui n'arrive pas à ressembler à l'idée qu'il s'en est fait.

Lorsque le 13 septembre 1943, le commandant de SS Skorzeny, par son exploit audacieux, l'eut délivré de sa prison du Grand Sasso, le Duce parut reprendre confiance dans son étoile.

*
**

Lorsqu'il créa à Salò, sur le lac de Garde, la République sociale italienne, Mussolini ne pensa pas établir une sorte de principauté qui eût, comme au Moyen Âge, gouverné une partie de l'Italie tandis que Victor Emmanuel III régnait sur Brindisi et que les armées étrangères dévastaient le reste de l'Italie. Non. Mussolini s'est fait une vision des choses qui va expliquer son comportement durant les derniers mois de sa vie :

> *« Dans l'histoire de toutes les nations, il existe des périodes semblables à celle que l'Italie traverse actuellement. Quelque chose de ce genre dut se produire et se produisit en Russie après la paix de Brest-Litowsk. Le chaos d'où surgit le léninisme dura pratiquement six ans. Ce qui s'est produit par la suite, démontre qu'il s'agissait d'une éclipse et non d'un déclin. »*[64]

Dès lors, s'il s'agit seulement d'une éclipse, il faut mettre ce temps à profit pour faire l'examen de conscience du fascisme, pense Mussolini.

Il s'est trouvé dans la situation assez curieuse de survivre à sa propre chute et d'avoir encore en mains les éléments nécessaires pour tenter de modeler une nouvelle forme de régime. C'est là ce qui fait tout l'intérêt psychologique de la République de Salò.

---

63 Mussolini Benito, *Histoire d'une année*, p. 88.
64 *Ibid.,* p. 164.

Mussolini, à Salò, a fait son examen de conscience et l'a publié dans ce livre presque inconnu et qui est pourtant un document capital pour l'histoire du fascisme : *L'Histoire d'une année*.

> *« Que fut la Marche sur Rome ?* s'interroge-t-il, vingt-ans après l'événement. *Une simple crise de gouvernement, un changement, normal de ministère ? Non. Ce fut quelque chose de plus. Fut-elle une insurrection ? Certes. Et qui dura, à travers différentes alternatives, environ deux ans. Cette insurrection se transforma-t-elle en une révolution ? Non. Si l'on admet qu'il n'y a de révolution que lorsqu'on change, avec la force, non seulement le système de gouvernement mais aussi la forme des institutions de l'État, il faut reconnaître que, de ce point de vue, le fascisme ne fit pas une révolution en octobre 1922… Dans l'après-midi du 31 octobre, les Chemises noires défilèrent dans les rues de Rome au milieu de la joie et des acclamations du peuple, il y eut une petite erreur dans la façon de déterminer l'itinéraire ; au lieu de passer devant le palais du Quirinal, il eût été préférable d'y pénétrer. On n'y pensa pas car, en ce moment, une telle révolution aurait paru à quiconque intempestive et absurde.*
>
> *Comment attaquer la monarchie qui, au lieu de barrer les portes, les avait largement ouvertes ? »*[65]

Les deux pouvoirs durent donc vivre côte-à-côte. Cela donnait une révolution inachevée ou une monarchie diminuée, selon la manière d'envisager les choses. Ce n'était, en tout cas, pas une bonne solution.

Mussolini a reconnu lui-même[66] que « *pour que le système de la diarchie à base de parallèles puisse fonctionner, il fallait que les parallèles ne cessassent point d'être telles* ».

Or, la rencontre devait avoir lieu car le comportement des hommes n'a rien à voir avec la géométrie, et – conclusion de l'examen de conscience de Mussolini :

> *« Le fascisme, généreux et romantique comme il le fut en octobre 1922, a expié l'erreur de n'avoir pas été totalitaire jusqu'au sommet de la pyramide… Les événements ont voulu que la Couronne expiât avec sa chute le coup de Jarnac infligé au régime et le délit impardonnable commis envers la Patrie.*
>
> *Cette dernière ne peut ressusciter et vivre que sous l'étendard de la République. »*[67]

Naturellement le point de vue du roi était à l'opposé. L'événement a départagé Mussolini et Victor Emmanuel : 1944 a montré qu'on ne sauvait pas une monarchie avec des socialo-communistes, même bénis par M. de Gasperi.

*

**

65 *Ibid.,* p. 200.
66 *Ibid.,* p. 207.
67 *Ibid.*, p. 220.

Aussitôt après sa libération par Skorzeny, Mussolini s'est remis à écrire. Il a l'esprit de signer parfois : Fabrizio del Dongo, du nom du conspirateur romantique de *La Chartreuse de Parme*. Qu'est-il d'autre maintenant sinon un conspirateur stendhalien ?

Les Allemands n'ont pas voulu le laisser se réinstaller à Rome, il a choisi Salò pour son « Vichy », et c'est là qu'il va penser tout le fascisme.

X.

Ce fut dans un document appelé le « Manifeste de Vérone »[68], parce qu'adopté, le 14 novembre 1943, par l'Assemblée du Parti fasciste républicain réuni dans cette ville, que Mussolini définit ce que j'appellerai le 3e fascisme.

Il commença par annoncer une Constituante, « *pouvoir souverain d'origine populaire* » qui prononcerait la déchéance de la monarchie, la condamnation du dernier roi « *traître et fuyard* », proclamerait « *la république sociale* » et nommerait « *le Chef* ».

Cette Constituante devrait être composée des représentants des corps ou institutions « *dont la participation contribuerait à faire de la Constituante la synthèse de toutes les valeurs de la nation* ».

La réélection du « *Chef de la République* » était prévue tous les cinq ans.

> *« L'expérience électorale négative déjà faite par l'Italie et l'expérience partiellement négative d'une méthode de domination trop rigidement hiérarchique contribuent toutes deux à une solution qui concilient les exigences opposées. Un régime mixte (par exemple, élection populaire des représentants à la Chambre et nomination des ministres par le chef de la République et du gouvernement et, dans le parti, élection de faisceau, sauf ratification et nomination du directoire national par le Duce) semble davantage à conseiller.*
>
> *L'organisation à laquelle incombe l'éducation du peuple à l'égard des problèmes politiques est unique.*
>
> *Dans le parti, ordre de combattants et de croyants, doit se réaliser un organisme de pureté politique absolue digne d'être le gardien de l'idée révolutionnaire. »*

Ainsi, Mussolini ne revient pas sur sa méfiance à l'égard de la démocratie. S'il faut un chef élu à sa République – il n'a pas oublié la trahison du Grand conseil – du moins entend-il tempérer l'élection par l'action du Parti, « *gardien de l'idée révolutionnaire* ».

Le point 6 du manifeste proclamait la religion catholique apostolique romaine « *religion de la République* ». Le point 7 retirait la nationalité italienne aux Juifs et ajoutait que pendant toute la durée de la guerre, ils seraient considérés comme « *appartenant à une nationalité ennemie* ».

68 *Défense de l'Occident*, n°3.

Un des points les plus curieux du *Manifeste de Vérone*, est celui qui lance l'idée d'une « *Communauté européenne* » qui semble prendre dans la pensée de Mussolini la place du mythe impérial caressé par les deux premiers fascismes.

Cette « communauté » fédérerait toutes les nations qui accepterait les principes fondamentaux suivants :

> *« Élimination de notre continent des séculaires intrigues britanniques ; abolition du système capitaliste intérieur et lutte conter les ploutocraties mondiales ; valorisation, au bénéfice des peuples européens et des peuples autochtones, des ressources naturelles d'Afrique, dans le respect absolu des peuples, en l'espèce musulmans qui, comme l'Égypte, sont déjà civilement et nationalement organisés. »*

On ne peut nier qu'il y ait là une vue assez pénétrante des problèmes qui devaient surgir au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Cette Eurafrique anti-britannique eut été un condominium germano-italien et, dans l'idée de Mussolini, le rôle de l'Italie eut sans doute consisté surtout à organiser l'Afrique. Ainsi, le vieux rêve de Corradini s'adaptait aux circonstances d'une après-guerre telle que l'eut conditionnée une victoire de l'Axe.

Mais, étrange destin de Mussolini : après la diarchie Duce-Victor Emmanuel, l'avenir, s'il eut été favorable, le condamnait à une diarchie Mussolini-Hitler. Décidément, la situation des « lits jumeaux » le poursuivait.

*
**

C'est en matière sociale que le troisième fascisme devait apporter les bouleversements les plus profonds et les plus spectaculaires.

> *« La base de la République sociale est le travail manuel, technique, intellectuel dans toutes ses manifestations.*
>
> *La propriété privée, fruit du travail et de l'épargne individuelle, intégration de la personnalité humaine, est garantie par l'État. Elle ne doit cependant pas devenir désintégratrice de la personnalité physique et morale des autres hommes, par le moyen de l'exploitation de leur travail.*
>
> *Dans l'économie nationale, tout ce qui, par ses dimensions ou ses fonctions, sort de l'intérêt privé pour entrer dans l'intérêt collectif, appartient à la sphère d'action qui est propre à l'État.*
>
> *Les services publics et, naturellement, les fabrications de guerre doivent être gérés par l'État au moyen d'organisation para-étatiques.*
>
> *Dans chaque entreprise (industrielle, privée, para-étatique, étatique), les représentants des techniciens et des ouvriers coopèrent intimement – au moyen d'une connaissance directe de la gestion – à l'équitable fixation des salaires, ainsi qu'à l'équitable répartition des bénéfices entre le fond de réserve, le fruit réservé au capital actionnaire et la participation des travailleurs aux bénéfices eux-mêmes.*
>
> *Dans certaines entreprises, ceci pourra se réaliser par une extension des actuelles commissions d'entreprises. Dans d'autres, en remplaçant les conseils d'administration par des conseils de gestion composés de techniciens et d'ouvriers, avec un représentant de l'État. Dans d'autres encore, sous forme de coopératives para-syndicales.*

Dans l'agriculture, l'initiative privée du propriétaire trouve sa limite là où l'initiative même vient à manquer. L'expropriation des terres incultes et des entreprises mal gérées peut amener au partage des terres entre ouvriers agricoles à transformer en cultivateurs directs, où à la constitution d'entreprises para-syndicales ou para-étatiques, selon les diverses exigences de l'économie agricole.

[…] Il est pleinement reconnu aux cultivateurs directs, aux artisans, aux praticiens, aux artistes, le droit d'exercer leurs propres activités productives individuellement par famille ou par groupe.

Le droit de propriété de la maison n'est pas seulement un droit de propriété, c'est un droit à la propriété. Le parti inscrit à son programme la création d'un organisme national pour la maison du peuple, lequel, absorbant l'institution existante et en élargissant l'action au maximum s'emploiera à fournir aux familles des travailleurs de toutes catégories leur maison en pleine propriété, au moyen de la construction directe de nouvelles habitations ou du rachat graduel de celles qui existent. L'intention est d'affirmer le principe général que le paiement du loyer – une fois remboursé le capital et payé le juste intérêt de celui-ci – constitue un titre d'acquisition […].

Le travailleur est inscrit d'autorité dans le syndicat de sa catégorie, sans que cela empêche de le transférer dans un autre syndicat lorsqu'il en a les qualités requises. Les syndicats convergent en une unique confédération qui comprend tous les travailleurs, les techniciens, les travailleurs indépendants, à l'exclusion des propriétaires qui ne soient pas dirigeants ou techniciens. Elle se nomme Confédération général du Travail, de la Technique et des Arts.

Les employés des entreprises industrielles de l'État et des services publics forment des syndicats de catégorie comme tous les autres travailleurs.

Toutes les imposantes réalisations sociales du régime fasciste pendant le ventennat *restent intégrales. La Charte du travail en constitue dans sa lettre la consécration, comme également elle constitue dans son esprit le point de départ pour le chemin ultérieur.*

Par ce préambule à la Constituante, le Parti montre non seulement qu'il va vers le peuple, mais qu'il est avec le peuple. »[69]

*

**

L'étatisme totalitaire du fascisme devait fatalement le conduire à une certaine forme de socialisme d'État. Les principes ont leur logique.

C'est le 12 février 1944 que Mussolini décida la socialisation de toutes les entreprises privées d'au moins un million de lires, ainsi que de toutes les entreprises appartenant à l'État, aux provinces et aux communes et de toute autre entreprise de caractère public.

Comme l'avait laissé entendre le *Manifeste de Vérone*, c'est la structure même de l'entreprise que le socialisme fasciste entend modifier.

69 *Ibid.*

Le conseil d'administration est supprimé et ses fonctions sont transférées à un conseil de gestion qui oriente et développe la production, régit la vie de l'entreprise, rédige le bilan et propose la répartition des bénéfices. Ce conseil de gestion est mixte ou formé seulement des représentants des travailleurs selon qu'il s'agit d'une entreprise privée ou d'État.

Le chef de l'entreprise, qualifié par la loi de « *premier travailleur de l'entreprise* », est nommé par l'Assemblée générale dans les sociétés privées par action, en commandite par action et à responsabilité limitée ainsi que dans les entreprises d'intérêt public sous forme de société et par les associés dans toutes les autres entreprises privées sous forme de société qui ne soit pas par action.

Dans les entreprises d'État, et dans les entreprises d'intérêt public qui ne sont pas constituées sous forme de société, le chef d'entreprise est nommé par décret du ministre de l'Économie corporative.

Le chef d'entreprise préside de droit tant l'Assemblée générale que le Conseil de gestion, et en cas de parité de voix celle du chef d'entreprise prévaut.

Le décret du 12 février 1944 précisait que :

> « *le passage à l'État de quelques entreprises déterminées et numériquement limitées s'encadre dans le processus général de socialisation de la structure économique du pays, et qu'il constitue une forme plus avancée et intégrale de socialisation pour ces secteurs qui, en raison de leur intérêt primordial pour la collectivité, demandent que celle-ci en assume directement la propriété et le contrôle, excluant l'intervention de forces et d'intérêts particularistes. Ce qui se produit justement au moyen du passage à l'État qui est le plus grand représentant de la collectivité et au moyen de la participation directe et intégrale du travail à la gestion.* »[70]

Le troisième fascisme s'oriente donc vers un socialisme d'État caractérisé. Pourquoi ? Sans doute parce que Mussolini a deviné l'obscure conjuration des intérêts qui s'est formée contre lui, parce qu'il est furieux contre la « bourgeoisie » qui l'a trahi et parce qu'il espère qu'un choc psychologique ébranlera la masse ouvrière à l'annonce de cette promotion soudaine. Le décret du 12 février n'annonce-t-il pas que désormais la quote-part des bénéfices réservés au capitale sera annuellement fixée par un organisme d'État !

Le capital est désormais assimilé au salariat. Une fois déduite la quote-part du capital, le reste devra être réparti entre les travailleurs. Le capital ne pourra pas recevoir plus de 30 % de l'ensemble des rétributions versées aux travailleurs. L'excédent sera destiné à des investissements de nature sociale et productive.

Mussolini, à cette période de sa vie, aime à s'entourer d'anciens compagnons de sa jeunesse de militant socialiste. Il est peut-être davantage sollicité par le souvenir d'un idéal syndicaliste que par un jugement serein de son œuvre de vingt ans. Non qu'il la renie, mais quelque chose n'a pas marché et il ne voit pas quoi. Il ne lui vient pas à l'idée que ce puisse être sa propre impatience,

70 *Ibid.*

la tension excessive qu'il a demandée et imposée à son peuple, les difficultés qu'il a provoquées par sa politique extérieure qui ont dressé contre lui des forces indifférentes ou même sympathiques au départ. Il a manqué de prudence, de sens de la mesure et maintenant il accuse son système corporatif d'être insuffisant, il veut serrer davantage l'étreinte de l'État sur l'économie, il rêve d'un État syndicaliste. On ne saura jamais comment aurait évolué les choses si l'Axe avait gagné la guerre, mais le fascisme glissait chaque jour davantage vers le socialisme d'État. La déchéance de la Monarchie, la revanche contre la « bourgeoisie » eussent accentué cette orientation que l'immensité des tâches qui eussent attendu la diarchie Hitler-Mussolini eut d'ailleurs rendu probablement nécessaire.

XI.

La nouvelle organisation du travail créée par Mussolini en 1944, portait le nom de Confédération générale du Travail, de la Technique et des Arts. Les décrets qui l'organisaient parurent les 9 et 10 mai 1944. L'artiste premier du décret du 9 affirmait que « *le travail intellectuel, technique et manuel dans toutes ses manifestations constitue la base de la République sociale italienne* ».

La République sociale sera donc, non pas un système basé sur la lutte des classes et aux mains d'une classe, mais la République des travailleurs considérés dans leurs métiers, à quelque classe sociale qu'ils appartiennent. Mussolini reste donc fidèle à l'essence même du fascisme et continue à rechercher la résolution du dualisme Individu-État dans l'État organique des producteurs, des travailleurs, comme il dit maintenant pour rajeunir le vocabulaire et embêter les bourgeois.

L'organisation syndicale nouvelle avait pour objet de réaliser :

> « *la participation active des travailleurs à la vie politique, économique et sociale de l'État.*
>
> *À travers l'organisation syndicale, les travailleurs désignent leurs représentants dans les organes de l'État et dans les institutions dans lesquelles de telles représentations sont prévues.*
>
> *Le syndicat d'entreprise ou communal de catégorie qui comprend les chefs d'entreprise, les dirigeants, les employés techniciens et administratifs et les ouvriers constitue la base de l'organisation syndicale.*
>
> *Les syndicats d'entreprise et communaux sont groupés en syndicats provinciaux de catégorie. Les syndicats provinciaux de catégories en syndicats nationaux de catégorie.*
>
> *Ceux qui exercent des activités professionnelles déterminées peuvent constituer des syndicats de circonscription différents des syndicats d'entreprise, communaux ou provinciaux, réunis en syndicats nationaux de catégorie. Les syndicats de catégorie se réunissent au sein de la Confédération générale du Travail, de la Technique et des Arts.*

Ces syndicats d'entreprise et communaux de catégorie constituent dans chaque commune l'Union communale du Travail, de la Technique et des Arts ayant pour objet la tutelle des intérêts généraux du travail dans le cercle de la commune. De la même façon, les syndicats provinciaux de catégorie constituent l'Union provinciale du Travail, de la Technique et des Arts, ayant pour objet la tutelle des intérêts généraux dans le cercle de la province.

La constitution des syndicats nationaux est enregistrée par le ministère de l'Économie corporative.

L'enregistrement peut être proposé également par la Confédération générale du Travail, de la Technique et des Arts. L'enregistrement confère à l'organisation syndicale la personnalité juridique.

Le contrôle administratif sur les organisations syndicales de chaque degré sont : l'Assemblée, le directoire, le président, les vice-présidents.

L'Assemblée du syndicat d'entreprise et communal de catégorie est formée des producteurs faisant partie du syndicat. L'assemblée du syndicat provincial est formée des représentants des syndicats d'entreprise et communaux. l'assemblée du syndicat national de catégorie est constitué des présidents et vice-présidents des syndicats provinciaux. Il incombe, en outre, aux assemblées d'élire les présidents, les vice-présidents et les directeurs des syndicats nationaux de catégories.

Il incombe à l'assemblée de déterminer l'organisation interne de la Confédération, de décider sur toutes les questions inhérentes aux intérêts généraux de la Confédération et des catégories représentées et de proposer les éventuelles modifications aux statuts. Il incombe en outre aux assemblées d'élire les membres du directoire confédéral, d'en contrôler l'activité et, dans les cas et par les moyens prévus par les statuts, de les révoquer.

Le Président de la Confédération générale du Travail, de la Technique et des Arts est nommé par décret du Chef du gouvernement.

Le Président de la Confédération générale du Travail, de la Technique et des Arts est responsable de l'observation des lois et des statuts pour tout ce qui concerne la vie et le fonctionnement des organes syndicaux de chaque degré ; il est assisté d'un directoire confédéral à constituer selon la manière prévue par les statuts.

À la Confédération générale du Travail, de la Technique et des Arts est confiée la coordination des services d'assistance et de prévoyance, d'éducation, de récréation et d'enseignement professionnel ainsi que ceux relatifs à la mise au travail de toute espèce et de tous les organismes et institutions pour la tutelle et l'élévation morale et matérielles des travailleurs de la République.

La discipline du travail est établie par les règlements du travail.

Le règlement du travail déterminera toutes les conditions attenantes à l'exercice d'une activité déterminée, développée soit dans le cadre de l'entreprise ou à domicile, soit exercée librement.

Le règlement du travail est unique pour chaque catégorie et à la formation de ses diverses parties concourent les différents degrés de l'organisation syndicale.

Les syndicats nationaux de catégorie proposent, sur la base des éléments fournis par les syndicats provinciaux les tarifs professionnels et les instructions inhérentes à la tutelle générale du travail et des libres activités exercées dans le cadre national. Les tarifs et les normes proposées par le syndicat national de catégorie sont sujets à l'approbation des organes corporatifs nationaux et rendus obligatoires par la publication au Journal officiel d'Italie. »

Le décret du 9 mai 1944 disposait en outre que tous les travailleurs étaient encadrés dans l'organisation syndicale[71].

*
**

La Confédération générale du Travail, de la Technique et des Arts proprement dite, fut instituée par décret du 10 mai 1944.

Mussolini entendait qu'elle représentât les intérêts généraux des travailleurs et permette la participation active de ceux-ci à la vie politique, économique et sociale de l'État.

> *« Les travailleurs et assimilés expriment à travers la Confédération et les syndicats adhérents leur volonté rénovatrice et apportent à l'État, coordonnée et harmonisée, leur capacité constructive tendant à la puissance, à la grandeur et au bien-être du peuple italien. »*[72]

La Confédération générale du Travail, de la Technique et des Arts devait principalement « *susciter une effective solidarité entre tous les travailleurs* » et faire naître « *la plus haute considération pour les* meilleurs*, à quelque degré qu'ils appartiennent* ».

Enfin elle aurait pour principale mission de veiller à l'application de la socialisation des entreprises afin que l'entreprise devienne « *le cadre dans lequel l'œuvre humaine soit accomplie par chaque travailleur avec la sereine conscience de l'accomplissement d'un devoir »*[73].

*
**

La situation militaire n'a pas permis à Mussolini d'expérimenter sur une échelle suffisante la nouvelle législation socialiste fasciste qu'il avait élaborée. On a mis en doute même qu'il ait eu réellement l'intention de la conserver telle quelle au cas où il eut été libre d'agir dans toute l'Italie. Certaines dispositions de nationalisation avaient pour but, a-t-on dit, d'éviter l'emprise de l'administration allemande sur l'industrie italienne.

Les néo-fascistes du Movimento sociale italiano sont eux-mêmes divisés sur la partie de l'héritage du fascisme qu'il convient d'accepter.

Il n'en est pas moins certain que, pour de nombreuses raisons, Mussolini entendant donner au fascisme un caractère plus socialiste, sans qu'il faille tenir le *Manifeste de Vérone* pour l'aspect définitif d'une pensée qui chercha perpétuellement à s'adapter aux conditions réelles du moment.

Dans ce qu'on a appelé le « Testament de Mussolini » et qui est la dernière interview concédée par le Duce au journaliste italien G.-G. Cabella, directeur du *Popolo di Alessandria*, le 20 avril 1945, Mussolini continue à affirmer la valeur de l'expérience fasciste.

---

71 Tamaro Attilio, *Due anni di storia,* p. 69.

72 Décret du 10 mai 1944, article I.

73 Tamaro Attilio, *Due anni di storia,* p. 69.

Militairement, tout est visiblement perdu et jamais la certitude de Mussolini d'avoir eu raison ne s'est affirmée d'une manière aussi éclatante :

> *« Je ne bluffais pas, dit-il, en affirmant que l'Idée fasciste serait l'Idée du XXe siècle. Une éclipse d'un lustre, de dix ans même n'a aucune importance. Ce sont les événements, en partie, et les hommes, par leur faiblesse, pour une autre part, qui provoquent aujourd'hui cette éclipse. Mais on ne peut revenir en arrière. L'Histoire me donnera raison.*
>
> *[...] Un jeune, un pur, trouvera nouveaux, audacieux et dignes d'être suivis nos postulats de 1919 et les points de Vérone de 1943. Le Peuple ouvrira alors les yeux et lui-même décidera le triomphe de ces idées. »*[74]

*
**

Assassiné par les communistes à Dongo, Mussolini fut pendu par les pieds sur la place Loretto à Milan, le 29 avril 1945. Son cadavre fut enseveli dans un lieu secret, ignoré pendant douze ans de sa famille même.

Comme une obsession qui les effraie, les hommes de gauche voient dans tous leurs adversaires des *fascistes*. Le mot a perdu son sens originel et vit d'une vie propre, monstrueuse et terrifiante pour tout bon « *démocrate* ».

Ces pages n'ont eu pour objet que de restituer le visage historique du fascisme.

74 Mussolini Benito, *Testamento politico*, p. 24.

VIII. L'Allemagne entre la Race et la Nation

L'Allemagne brûlait sourdement dans quelques cerveaux hardis.

Ernst von Salomon, *Les réprouvés.*

I.

Jacques Bainville faisait remarquer que « *si l'Allemagne – de même que l'Italie – est restée si longtemps émiettée, ce n'est pas qu'une mystérieuse fatalité l'ait voulu* ». Il se refusait à croire que cet émiettement ait pu être dicté par la configuration du sol ou le caractère des Allemands. « *Ces sortes de prédestinations,* disait-il*, sont purement imaginaires ».* Il reconnaissait que les événements, depuis, avaient prouvé que « *l'unité était dans leur nature* (aux Allemands) *autant que le particularisme »*, que, d'ailleurs, comme l'avait remarqué Ernest Lavisse : « *Au Xe siècle, de tous les pays qui avaient formé l'héritage de Charlemagne, l'Allemagne semblait* le plus proche de l'unité »[1].

Or cette unité « *presque faite »* se défit.

> « *À quoi a tenu cette destinée ? À quoi a tenu cet échec ? C'est encore M. Lavisse qui l'observe : l'Allemagne, aux temps de sa décadence, n'a pas trouvé* cette continuité dans l'action monarchique *par laquelle d'autres pays furent constitués en États qui deviendront ensuite des nations. »*

Il s'établit ainsi une sorte de grand interrègne allemand, de 1250 à 1870. Des forces nombreuses, de l'intérieur comme de l'extérieur, jouaient pour maintenir sous le nom de « *libertés germaniques* » l'anarchie allemande. « *Pas de roi d'Allemagne »*, disaient les princes allemands. c'était aussi la pensée des rois de France : « *Plus de roi d'Allemagne ».*

Les Traités de Westphalie morcelèrent l'Allemagne en deux mille enclaves (principautés, républiques, évêchés, margraviats ou simples commanderies). « *Les cartographes eux-mêmes s'y perdaient et n'avaient pas assez de couleurs à leurs crayons pour distinguer tous ces territoires enchevêtrés les uns dans les autres ».*

Il faudra attendre Rousseau et la Révolution française pour voir s'éveiller chez les intellectuels comme Herder, « *nourri de Rousseau* », l'idée d'une conscience nationale s'exprimant par une langue qui sert à définir l'individualité nationale.

1 Bainville Jacques, *Histoire de deux peuples*, p. 20 et sq.

> « *Cette idée*, commente Bainville, *était prodigieusement nouvelle et grosse de prodigieuses nouveautés dans une Allemagne morcelée à l'infini et à qui toute existence nationale avait été jusqu'alors refusée, plus qu'à aucun autre peuple. Les Allemands avaient perdu l'idée qu'ils pussent exister comme nation. Cette idée, la Révolution la leur révélait, mais pour que la mesure de l'absurde fût comble, c'était à la pointe de l'épée.* »[2]

Sans doute, il ne pouvait pas y avoir de nationalisme allemand puisque le nationalisme vient après la nation et qu'il n'y avait pas de nation allemande, mais le nationalitarisme allait la créer.

*
**

Alors que la théorie française du principe des nationalités repose sur l'idée de la nationalité élective, la théorie allemande repose sur celle de la nationalité inconsciente : la race l'emporte sur le consentement.

C'est l'enseignement de Treitschke lors de l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine :

> « *Le pays allemand que nous réclamons est nôtre par la nature et par l'histoire… Nous, Allemands qui connaissons l'Allemagne et la France, nous savons ce qui convient aux Alsaciens mieux que ces malheureux eux-mêmes… Nous voulons, contre leur volonté, leur rendre leur être propre*. »[3]

L'imprécision de l'idée de race, la difficulté à traduire le mot *völkisch* qu'emploiera Hitler, ont produit bien des confusions.

« *La race*, a dit fort justement Ferdinand Lot, *est l'effet et non la cause* ». Mais ce qui se forme lentement sous les influences complexes du climat, des habitudes, des idées, d'une histoire commune, est-ce bien une race ? Non pas, c'est une ethnie, c'est-à-dire un ensemble de caractères somatiques, culturels et religieux qui peuvent aboutir à la création d'un groupe différencié, mais ce n'est pas encore une race ou ce n'est plus une race.

> « *On ne saurait établir quoi que ce soit quant à la race même, faute de pouvoir remonter à une époque où les facultés natives quelconques (...) auraient pu s'observer à l'état nu et tout spontané avant le recouvrement opéré par les siècles.* » (Renouvier).

Mais une *ethnie*, par contre, peut fort bien se former à partir d'un groupe linguistique et historique. Se vouloir différents, c'est déjà être différents. L'idée nationale allemande jaillira avec un irrésistible bouillonnement lorsque le relâchement de la politique des Traités de Westphalie et, plus tard, l'affaiblissement de la Sainte Alliance auront permis aux États allemands de sentir leur éparpillement et de désirer en sortir.

Lorsque le mouvement démocratique aura remplacé l'idée de fidélité au Souverain par la notion du Peuple Souverain, il faudra bien que les peuples prennent conscience d'eux-mêmes, de leur personnalité, de leurs contours. Et où pourraient-ils trouver définition plus facile que dans la langue ?

---

2 *Ibid.*, p. 160.
3 In Johannet René, *Le Principe des nationalités*, p. 211.

So weit die deutsche Zunge Klingt
Und Gott im Himmel Lieder singt
Das soll es sein ! Das soll es sein!
Das ganze Deutschland soll es sein…

chantera Arndt.

(Aussi loin que résonne la langue allemande – et que Dieu chante dans les cieux – il faut que cela soit, il faut que cela soit – il faut que soit là toute l'Allemagne).

La politique des rois de France avait réussi à empêcher l'unité allemande de se réaliser autour d'une dynastie, la Révolution française lui permettra de se réaliser autour d'une idée.

Fichte, dans ses *Discours à la Nation allemande* n'hésite pas à présenter la langue comme un équivalent de la nation, « *une force fatale qui mène l'individu ».* Il dira encore :

> *« Ce qui parle la même langue, c'est un tout que la pure nature a lié par avance de liens multiples et invisibles […] Un pareil tout ne peut admettre en son sein aucun peuple d'une autre origine ou d'une autre langue, ni vouloir se mêler avec lui. »*

L'Allemagne n'ayant pu être un de ces États créés par des dynasties « *qui deviennent ensuite des nations* », dont parlait Lavisse, le peuple allemand se chercha et ne se trouva de frontières qu'aux limites de sa langue. Limites imprécises et modifiables. Il en résulta dans la formation de la nation allemande quelque chose d'indéfini qui donnera naissance au pangermanisme dont l'objet sera de pousser les frontières du Reich en avant en « germanisant » les peuples voisins jusqu'à ce qu'Hitler, ramenant tout à une conception biologique, trouve sa théorie de l'espace vital.

II.

C'est au lendemain de la Première Guerre mondiale qu'apparaît l'expression d'un *nationalisme* allemand « raisonné » comme l'avait été le nationalisme barrésien en France.

> « *Une nation est une communauté de valeurs en continuelle évolution (wertungsgemeinschaft) et le nationalisme est la conscience de ce processus évolutif ; vivre dans la conscience de la nation, cela peut dire vivre dans la conscience de ses valeurs et de son histoire ; le nationalisme comprend les nations par la mission qui leur incombe, par les oppositions entre les peuples et attribue à chacun d'eux une fonction spéciale ; il est d'une certaine manière universaliste et s'adresse à tout Européen.* »[4]

4 Mœller van den Bruck, cité in Cordeiro Ramos, *Alguns aspectos sobretudo literarios de moderno nacionalisme alemao*, Lisboa, 1934, p. 11.

Van den Bruck, en réaction contre le tableau désolé de Spengler, reconnaît la « *décadence de l'Occident* », mais annonce dans son *Dritte Reich* que les catastrophes historiques donnent à l'homme de nouvelles possibilités pour une nouvelle vie par les leçons qu'elles administrent.

Or, la guerre et la défaite ont appris aux Allemands qu'en dépit de toutes les oppositions de partis ou de classes, ils sont solidaires dans leur destin et « *leur ont fait pressentir pour la première fois qu'il y avait là un peuple qui pouvait être une nation*[5] ».

Tel est l'essentiel du message nationaliste de Mœller van den Bruck dans son livre fameux : *Das Dritte Reich* paru en 1922.

Au point de vue de la continuité historique, le IIIe Reich, dans l'esprit de van den Bruck, doit parachever l'œuvre du IIe Reich, celui de Bismarck. Le Chancelier de fer avait réduit les oppositions des États allemands. Le IIIe Reich a pour mission de réduire les oppositions des partis allemands. Selon Van den Bruck, les dirigeants de la nation ne doivent appartenir à aucun parti : « *Leur parti est l'Allemagne »* ; la politique de la nation est la « *nationalisation du peuple* ». Quant au choix des dirigeants il ne peut être laissé au hasard du vote, mais sera le fait de ceux qui prouveront leur capacité « *d'opérer le passage de l'histoire allemande d'hier à l'histoire allemande de demain* ».

De l'expérience de la guerre, Mœller van den Bruck avait retenu la nécessité de réduire l'opposition des partis. Ernst Jünger, lui, retient que la guerre a modelé un homme nouveau : le soldat-ouvrier (Arbeiter-Soldat). Il considère que la guerre a été à l'origine du mouvement nationaliste parce que la nation existait déjà, qu'elle a failli périr et qu'elle a pris conscience dans les éléments les plus attentifs, de l'action désagrégatrice de la démocratie.

Spengler, partant de la crise économique, aboutit, lui aussi, aux thèses nationalistes. La crise économique de l'Europe ne dépend pas de l'économie, mais de la politique. Celle-ci, à son tour, dépend des valeurs individuelles, des personnalités capables, par leur action, de dominer le pouvoir anonyme des masses. Et dans sa célèbre critique du marxisme, il réclamera pour la Prusse la véritable compréhension du socialisme qui n'est pas une opposition de riches et de pauvres mais repose sur un concept de hiérarchie assurée à chacun par ses mérites et sa capacité au travail.

Il réconcilie ainsi socialisme et nationalisme dans la notion de l'État organique dont parlera Ernst Krieck[6] :

> « *Dans l'État organique la loi du tout domine sur la loi de la partie, en même temps qu'elle facilite l'expression de l'individuel, du particulier dans le sens de sa collaboration à l'ordre général. Entre le tout vivant et ses membres il n'y a pas d'opposition car à chacun revient une fonction propre. Tous n'ont pas la même chose à faire, mais chacun a à faire ce qui lui est propre.* »

5 *Das Dritte Reich*, p. 25.
6 *Nationale politische erziehung.*

*
**

C'est ce que Ernst von Salomon appellera dans *Die Geachteten* (Les Réprouvés) « *du socialisme dans sa forme la plus pure, dans sa forme prussienne* ».

Et il ajoutait :

> « *Un socialisme sur tous les plans, non seulement un socialisme qui brisera la tyrannie des lois économiques par la plus intime des cohésions, par le sacrifice le plus complet de la totalité allemande, mais encore un socialisme par lequel nous retrouverons aussi la tenue intérieure, l'unité spirituelle dont le XIXe siècle nous a frustrés. C'est pour ce socialisme-là que nous luttons et ceux qui se refusent à cette lutte seront nos adversaires.* »[7]

*
**

L'œuvre d'Ernst von Salomon est une des plus curieuses de l'après-guerre allemand et ce récit des jours sans espoir et des luttes stériles a eu une répercussion profonde. Salomon s'en explique ainsi :

> « *Nous avions toujours été au plus fort de la mêlée. Nous avions toujours été là où s'accomplissait la destruction, nous y avions participé. Et puis ainsi, entre deux ordres, l'ancien que nous étions en train d'abolir et le nouveau que nous aidions à construire, sans trouver place nous-mêmes dans l'un des deux, nous avions perdu la paix, nous étions devenus des sans-patrie, porteurs maudits de forces créatrices, puissants par notre volonté de ne reculer devant aucune responsabilité et réprouvés pour cette volonté. Où pourrions-nous jamais prendre position de manière stable et définitive ? Nous étions une génération maudite et nous disions oui à notre destin.* »[8]

Les pages d'Ernst von Salomon sont âpres et dures, marquées d'un certain romantisme de l'horrible, elles sont parfois émouvantes comme dans cette recherche de la Patrie perdue au milieu de la défaite :

> *« Où était l'Allemagne ? À Weimar ? À Berlin ? Une fois elle avait été au front, mais le front s'était désagrégé. Puis nous avions cru la trouver à l'intérieur du pays, mais le pays nous trompait. Il était plein de chants et de paroles, mais qui sonnaient faux. Où était l'Allemagne ? Était-elle chez le peuple ? Mais le peuple réclamait du pain et rien ne lui importait que d'avoir le ventre rempli. Était-ce l'État ? Mais l'État bavard cherchait sa voie parmi les mots et la trouvait dans la résignation.*
>
> *L'Allemagne brûlait sourdement dans quelques cerveaux hardis. »*[9]

---

7 Von Salòmon Ernst, *Les Réprouvés*, Paris, 1951, p. 276.
8 *Ibid.,* p. 312.
9 *Ibid.,* p. 61.

Cette dernière phrase a été souvent reprise par les groupes révolutionnaires fascistes qui, dans l'entre-deux-guerres, se consolaient de l'exiguïté de leurs forces par la certitude d'avoir raison. Ils furent nombreux, un peu dans tous les pays, ces visionnaires d'un Ordre nouveau pour lesquels la Patrie « *brûlait sourdement dans quelques cerveaux hardis »* : les leurs.

Ernst von Salomon a donné d'ailleurs une justification parfaitement raisonnable de cette confiance d'une minorité décidée, confiante dans son destin. Il est allé chercher ses références dans une révolution qui, précisément, venait de vaincre dans ces conditions : la Révolution bolcheviste d'octobre 1917.

> « *Sais-tu*, demande un des personnages des Réprouvés, *combien il y avait de bolchevistes jusqu'en 1917 ? C'est-à-dire de véritables bolchevistes qui voulaient cette révolution et pas une autre. Pas tout à fait trois mille. Dans tout cet énorme Empire à peine trois mille, m'a-t-on dit, et encore une bonne partie d'entre eux vivaient à l'étranger, en Suisse et Dieu sait où. Mais c'était des gens d'une activité infatigable : théoriciens de la révolution, d'abord, et praticiens aussi. Tout était bien fixé d'avance, phrase par phrase, mot par mot, idée par idée. Et ces gens-là possédaient la tactique révolutionnaire aussi bien que la stratégie révolutionnaire. J'avoue que la théorie marxiste leur était un soutien. Mais après tout ce n'était que la théorie qui devait être appliquée après la révolution et non pas la théorie même de la révolution.* »[10]

Ernst von Salomon nous a laissé également un tableau saisissant du grouillement d'associations nationalistes qui surgirent en Allemagne au lendemain de la défaite :

> *« À cette époque, les associations patriotiques sortaient de terre comme des champignons. Des croyants appartenant à toutes les classes de la société bouleversée s'y réunissaient. Partout, c'était le même tohu-bohu d'opinions et de gens. Tous les lambeaux et les débris des valeurs d'autrefois, des idéologies, des confessions et sentiments qui avaient été sauvés du naufrage, s'entremêlaient aux mots d'ordre attrayants, aux demi-vérités du jour, aux aperçus imprécis, aux divinations exactes et tout cela formait une pelote, perpétuellement en rotation et d'où s'échappait un fil dont mille mains empressées s'emparaient pour tisser une tapisserie d'une diversité de couleurs déroutante.*
>
> *[…] Ces associations étaient un symptôme. C'est là que se groupaient les hommes qui se sentaient trahis et trompés par l'époque. Rien n'était plus réel, tous les piliers étaient ébranlés. Là se réunissaient tous ceux qui espéraient encore beaucoup et ceux qui n'espéraient plus du tout, leurs cœurs étaient grands ouverts, mais leurs mains s'accrochaient encore aux choses accoutumées. Le rassemblement de tous ces êtres intensifiait ce tourbillon mystérieux d'où, par le jeu des forces et des croyances contradictoires, pouvait monter ce que nous appelions le Nouveau.*
>
> *Si jamais du nouveau vient au monde, c'est bien du chaos qu'il surgit, à ces moments où la misère rend la vie plus profonde où, dans une atmosphère surchauffée, se consume ce qui ne peut pas subsister et se purifie ce qui doit vaincre. Dans cette masse en ébullition, en fermentation, nous pouvions jeter nos désirs et nous pouvions voir s'élever la vapeur de nos espoirs. »*[11]

10 *Ibid.,* p. 169.
11 *Ibid.,* p. 185.

Qu'y avait-il donc dans ces vapeurs d'espoir ?

> « *Je ne veux pas être une victime seulement*, répond Ernst von Salomon. *Je veux voir, étalé devant moi, l'Empire pour lequel je lutte, je veux la puissance. Je veux un but qui remplisse mes jours. Je veux la vie entière avec toute la douceur de ce monde. Je veux savoir que l'enjeu en vaut la peine.* »[12]

> « *Aucun peuple qui peut se réaliser jusqu'à la limite de sa force ne renonce à la prétention de dominer aussi loin qu'il peut s'étendre. Je ne me sens d'autre responsabilité qu'envers cette seule force.* »[13]

> « *Le rayonnement d'un peuple s'étend aussi loin que s'étend sa force et aussi loin également rayonne son idée maîtresse.* »[14]

Nous avons là désormais tous les thèmes du national-socialisme. Hitler est proche. Il est même déjà là, dans l'ombre, inconnu et l'Allemagne brûle sourdement dans son cerveau.

*
**

Si le nationalitarisme jacobin avait révélé aux Allemands leur « *âme nationale* », si le IIe Reich de Bismarck avait fondé la nation allemande, si la défaite de 1918 avait suscité un nationalisme authentique, il n'en restait pas moins que l'idée allemande de nationalité étant basée sur l'ethnie et non sur le consentement, le nationalitarisme et le nationalisme allaient coexister dans le IIIe Reich.

Au nationalisme appartiendront toutes les idées de dépassement des contradictions des partis et des classes, d'unité profonde de la nation, d'État organique, de conception hiérarchique, du socialisme même. Mais appartiendront au nationalitarisme la notion d'inachèvement de l'unité territoriale.

Quand Hitler apparaîtra et passera de la notion de distinction entre races à la notion de hiérarchie raciale et conclura à la supériorité de la race allemande ; quand de sa conception biologique de l'Histoire, il aboutira au droit du plus fort, il entraînera l'État organique, nationaliste, au service de l'idée de l'espace vital. Autrement dit, il forgera, avec les idées saines du nationalisme, un outil puissant qu'il mettra au service de sa conception « *völkisch* ».

Le national-socialisme n'est plus le nationalisme. Il est autre chose. Il en a incorporé des éléments, mais, en les faisant servir à autre chose qu'à leur fin naturelle, il les dénature et les détourne de leur signification profonde.

Il semble que l'Allemagne ne soit jamais destinée à devenir une nation. Toujours en deçà ou au-delà.

12 *Ibid.,* p. 271.
13 *Ibid.,* p. 272.
14 *Ibid.,* p. 275.

IX. Adolf Hitler
Führer du IIIe Reich

J'ai eu dans ma vie trois amis peu communs : dans ma jeunesse, c'était le besoin ; il m'a accompagné pendant bien des années. À la fin de la grande guerre, ce fut la profonde douleur qui s'empara de moi à la vue de la débâcle de notre peuple. Et, il y a quatre ans, à partir du 30 janvier [date de sa prise du pouvoir] j'appris à connaître un troisième ami qui s'appelait le souci. Le souci du peuple et du Reich qu'on m'avait confié. Depuis ce moment-là, ce compagnon ne m'a plus quitté et il m'accompagnera probablement jusqu'à la fin de mes jours.

Adolf Hitler, *Discours du 30 janvier 1937.*

Tout animal ne s'accouple qu'avec un congénère de la même espèce.

Adolf Hitler*, Mon Combat*.

Je le proclame ici devant l'avenir : de même que la connaissance de la rotation de la terre autour du soleil nous a valu une révolution dans notre conception de l'Univers, de même la doctrine du sang et de la race soutenue par le mouvement national-socialiste provoquera une transvaluation de nos connaissances et, par là, de notre conception de l'histoire du passé de l'humanité ainsi que des anticipations de son avenir.

Adolf Hitler, *Discours du 30 janvier 1937.*

De “Rienzi” à “Mein Kampf”

I.

Tout a commencé à Linz, un soir de novembre 1906, à la sortie de l'Opéra.

Adolf Hitler et son ami Kubizeck venaient d'entendre le *Rienzi* de Wagner. Il faut dire deux mots du sujet pour comprendre ce qui se produisit.

Le drame se passe à Rome, en 1347. Le peuple romain est opprimé par la noblesse orgueilleuse et sans scrupules, lorsqu'apparaît Cola Rienzi qui s'écrie :

« *J'annonce à Rome sa liberté !* »

Cela veut dire qu'il vient d'abattre, par un coup de main audacieux, le pouvoir existant et qu'il vient de prendre la dictature.

Adriano, un noble Colonna qui l'a suivi dans sa révolte, s'inquiète maintenant de ses projets :

Rienzi, ah ! Quels sont tes projets ?
Je te vois tout puissant, dis-moi,
À quoi vas-tu employer ta puissance ?

Et Rienzi répond :

[…] Je rendrai Rome libre, et grande !

Il refuse la royauté, mais accepte qu'on l'appelle : *Tribun.* Cependant, une conjuration se trame que conduit le père d'Adriano. Mais ce dernier qui aime Irène, la sœur de Rienzi, dévoile au tribun le complot. Rienzi fait grâce, mais les conjurés ne renoncent pas à l'abattre : Rienzi doit être tué ; quant à la populace qui le soutient :

La populace ? Bah !
Enlève-lui Rienzi, et elle sera ce
Qu'elle était.

Rienzi, abandonné, enfermé dans sa maison incendiée, crie au peuple avant de mourir :

Le dernier des Romains nous maudit !
Maudite soit cette ville !
Qu'elle soit anéantie !
Que Rome pourrisse et se dessèche !
Ainsi le veut ton peuple dégénéré !

Au soir de cette représentation, Adolf Hitler et son camarade Kubizeck traversèrent en silence les rues de Linz. Contrairement à son habitude, Hitler ne commentait pas le drame. Ils arrivèrent ainsi hors de la ville.

« Adolf prit le chemin qui menait au sommet du Freiberg. Il marchait sans dire un mot, sans tenir compte de ma présence. Je ne l'avais jamais vu aussi étrange, aussi pâle…

Adolf continuait à monter, comme attiré par une force irrésistible. »

Arrivés au sommet, le brouillard avait disparu. Au-dessus de nos têtes, les étoiles brillaient de tous leurs feux dans un ciel parfaitement pur.

« Adolf se tourna alors vers moi et me saisit les deux mains qu'il serra fort entre les siennes. C'était un geste que je ne lui avais encore jamais vu faire. Je sentis à quel point il était ému. Ses yeux brillaient d'animation. Les mots ne sortaient pas de sa bouche avec facilité comme à l'ordinaire, mais de façon hachée ; son ton était rauque. Sa voix trahissait son bouleversement.

Alors jaillit de ses lèvres un flot de paroles. Je ne l'avais jamais entendu, je ne devais plus jamais l'entendre parler comme ce soir-là. Debout sous les étoiles, nous avions l'impression d'être seuls sur terre.

Je me souviens qu'il me peignit un délirant tableau de son avenir et de celui du peuple allemand.

J'avais toujours cru jusqu'à présent que mon ami voulait se consacrer soit à la peinture, soit à l'architecture. Maintenant, il n'en était absolument plus question. Il me parla d'ambitions plus élevées que je ne compris pas bien, d'autant plus qu'à mon avis nul homme ne pouvait être plus grand que l'artiste. Il me parla d'une mission dont le chargerait un jour le peuple pour le tirer de l'esclavage et l'élever à la liberté. »

À 3 heures du matin, les deux jeunes gens redescendaient vers la ville :

> « *Nous nous séparâmes devant la maison de mes parents et je fus stupéfait de voir qu'Hitler ne se dirigeait pas vers son appartement, mais retournait en direction de la montagne.*
> "Où vas-tu ainsi ?" *lui demandai-je étonné.*
> "Je veux être seul", *répondit-il brièvement.*
> *Je le suivis longtemps des yeux, tandis qu'enveloppé dans son manteau sombre, il repartait seul dans la nuit.* »[1]

Un jour, beaucoup plus tard, Hitler, lui-même, racontera à Mme Wagner cette nuit de Rienzi et conclura ainsi son récit :

> *« C'est là que tout a commencé. »*

*
**

Pourquoi ne pas le croire ? Il se peut très bien que *Rienzi* ait été pour lui la révélation de la puissance du tribun, de l'agitateur. N'être rien et pouvoir devenir tout. La politique envisagée comme raccourci vers la gloire. Ce sont là des idées qu'Hitler n'aurait pas été le seul à caresser. Le romantisme wagnérien, le souffle révolutionnaire de l'œuvre de Richard Wagner, tout cela peut avoir agi sur le jeune Hitler, comme sur toute une génération allemande. Et puis, n'y a-t-il pas dans *Rienzi* trois idées fondamentales du national-socialisme ?

1 ° Le peuple n'est rien sans son Chef :

> *La populace ? Bah !*
> *Enlève-lui Rienzi, et elle sera ce*
> *Qu'elle était.*

2° Les peuples dégénérés méritent la mort :

> *Que Rome périsse et se dessèche*
> *Ainsi le peut ton peuple dégénéré.*

3° Le Chef n'est pas le roi, mais une sorte d'envoyé du Destin : le *Tribun.* Il dira, lui, le *Führer.*

« *Il n'avait aucun respect de la Tradition, en un mot, il voulait changer la face du monde »*, dira de lui Kubizeck[2].

Quand on nourrit de telles ambitions, on peut bien se promener à 3 heures du matin sur le Freiberg, au sortir de *Rienzi,* et monologuer aux étoiles.

*
**

1 Kubizeck August, *Adolf Hitler, mon ami d'enfance*, p. 123 à 129.
2 *Ibid.,* p. 101.

Les plus sérieux biographes d'Hitler, Walter Görlitz et A. Quint, ont fort bien remarqué qu'il insiste toujours sur le fait qu'il n'aurait jamais lu en vue d'augmenter sa culture générale, « *mais pour enrichir, parfaire et étayer sa* vision du monde (Weltbild) *et sa* représentation idéologique du monde (Weltanschauung). *En un mot, l'ancienne culture générale libérale et bourgeoise ne lui disait rien du tout, il cherchait une confirmation des idées qui bouillonnaient obscurément en lui et dont le point de départ doit être recherché dans le mécontentement de l'élément germanique contre l'ordre de choses régissant les pays gouvernés par la monarchie agonisante »*[3].

Pourtant, chaque mécontent – et il devait y en avoir pas mal dans l'empire des Habsbourg – n'envisageait pas de devenir le Rienzi du germanisme. Hitler aurait pu, s'il décidait de se lancer dans la politique, se faire élire député pangermaniste (le parti existait). Plus attiré par les revendications sociales, il aurait pu militer dans les rangs du parti chrétien-social de Lueger auquel il conserva d'ailleurs toujours une vive sympathie et avec lequel il avait au moins l'affinité de l'antisémitisme. Mais, sur la montagne du Freiberg, le jeune wagnérien voit plus loin. Il a déjà sa *Weltanschauung.*

> *« Il semble,* notent Görlitz et Quint, *que trois auteurs l'aient particulièrement frappé durant ses années de développement : le philosophe Schopenhauer avec son ouvrage principal :* Le monde comme volonté et comme représentation *qui, à ce qu'il a dit lui-même, l'accompagna à la guerre et d'où il tira par un mot à mot naïf, sa surestimation de la volonté, qu'il regardait comme le moteur le plus puissant et l'unique levier susceptible de faire bouger le monde ; vient ensuite Houston Stewart Chamberlain, d'origine anglaise, mais allemand d'élection, qui, dans ses* Fondements du XIXe siècle, *développe sa théorie de la race aryenne nordique considérée comme la seule civilisation et de la mission de l'Allemagne son héritier ; enfin les œuvres de Nietzsche. En tout état de cause, l'influence de Schopenhauer fut assurément plus grande que celle du philosophe de la* Volonté de puissance. *»*[4]

Et, notent encore ses biographes, « *nul mieux qu'un Germano-Autrichien ne pouvait sentir combien la position du germanisme était ébranlée en Europe de l'est et du sud-est. C'est pourquoi la lecture de Chamberlain, dont les théories raciales se rattachaient aux thèses du diplomate et orientaliste français le comte de Gobineau prenait une signification décisive pour un jeune homme qui avait grandi dans l'atmosphère des luttes nationales et des rivalités de langage germano-tchèque* »[5].

*

**

3 Görlitz Walter et Quint Herbert A., *Adolf Hitler*, Paris, 1953, t. I, p. 33.

4 *Ibid.,* p. 34.

5 *Ibid.,* p. 34.

Hitler est un produit du nationalitarisme du XIX[e] siècle. C'est en quoi il diffère essentiellement de Mussolini pour qui l'État vient en premier lieu comme élément créateur de l'Empire au sens romain du mot, alors que pour Hitler, c'est la communauté de race qui forme l'État et l'État ne peut pas la dépasser : « *Ein Reich, ein Volk, ein Führer ».*

Son aversion pour la monarchie, pareillement, ne viendra pas bien entendu de ce qu'elle peut représenter d'autorité, mais de ce qu'elle introduit de sang étranger dans la Maison Royale. Lorsqu'il songera au problème de la succession du Chef, il est curieux de voir qu'il envisagera comme les meilleures solutions celle de « *la papauté avec son choix du successeur par un conclave de cardinaux »* et celle de « *la république vénitienne des doges, avec son oligarchie bien hiérarchisée ».* Le meilleur régime, dira-t-il, est « *une république sous un* Führer *autoritaire »* avec une représentation populaire et un Sénat comme conclave pour la désignation du successeur[6].

II.

Mais revenons à *Rienzi.* Qu'est-ce que le jeune Adolf Hitler de Linz retient de ce drame où s'affrontent en harangues sublimes les héros de Wagner ? N'en doutons pas : la puissance de la parole.

Le Tribun est essentiellement un orateur. Ce n'est pas un écrivain.

Il lui faut autre chose que la magie des mots, celle du verbe. Tout entre en jeu : le regard, le timbre de la voix, le geste, le décor et même la foule.

> *« La parole seule est capable de provoquer les révolutions véritablement grandes [...] tous les grands événements ont été provoqués par la parole et non par les écrits. »*[7]

> *« La force qui a mis en branle les grandes avalanches historiques dans le domaine politique ou religieux, fut seulement, de temps immémorial, la puissance magique de la parole parlée.*
>
> *La grande masse d'un peuple se soumet toujours à la puissance de la parole. Et tous les grands mouvements sont des mouvements populaires, des éruptions volcaniques de passions humaines et d'états d'âmes soulevés ou bien par la cruelle déesse de la misère ou bien par les torches de la parole jetée au sein des masses – jamais par les jets de limonade de littérateurs esthétisants et de héros de salon. Seule une tempête de passion brûlante peut changer le destin des peuples ; mais seul peut provoquer la passion celui-là qui la porte en lui-même. »*[8]

Mussolini l'appelait « *le moine bavard ».*

Il s'est, lui, comparé à un aimant :

---

6 *Ibid., t. I*I, p. 184.
7 Hitler Adolf*, Mon Combat*, p. 467.
8 *Ibid.,* p. 111.

« Je ne suis rien d'autre qu'un aimant qui, sans cesse, passe et repasse sur la nation allemande et en extrait l'acier, et j'ai déclaré souvent que le jour viendrait où tous ceux qui en Allemagne méritent d'être appelés "hommes" se trouveraient dans mon camp. Ceux qui alors ne s'y trouveront pas, de toute manière, ne vaudront pas grand-chose. C'est ce que j'ai appelé la formation de la minorité historique. Et c'est ainsi que les choses se sont passées. Au cours de treize années le Parti national-socialiste a groupé un grand nombre d'énergies personnelles, depuis celles des modestes chefs de blocs ou de cellule, des chefs de groupes locaux, d'arrondissements, de provinces, jusqu'à celles des gouverneurs et des chefs de section du Reich. Dans tous les domaines une sélection s'est produite. De formidables énergies ont été mobilisées et agissent aujourd'hui dans les postes les plus influents. »[9]

Ainsi, la parole agit comme « aimant », comme rassembleuse d'énergies, de volontés.

*
**

Hitler se veut et se dit un homme « dur » :

« *Je suis convaincu non seulement d'être l'homme le plus dur que le peuple allemand ait eu depuis bien des dizaines d'années et peut-être bien depuis des siècles, mais d'avoir en outre la plus grande autorité. Surtout, je crois à mon succès et j'y crois sans réserve*. »[10]

Comment ne pas comparer ces paroles de 1940 avec les sentiments que, dès 1906, Kubizeck note chez son ami pour le monde des légendes germaniques :

« Il y pensait sans cesse et se sentait fait pour lui. Il se croyait un héros de l'antiquité germanique. Une vie pleine d'exploits audacieux le mènerait au paradis du Walhalla pour y devenir un de ces demi-dieux qu'il vénérait. Cet aspect romantique d'Adolf Hitler est important, car durant toute sa vie, il eut pour le monde germanique une foi, presque une religion.

En conflit avec un monde bourgeois qui n'avait rien d'autre à lui apporter que mensonge et piété hypocrite, il chercha d'instinct à se créer un univers à lui et le trouva dans les origines du peuple auquel il appartenait. Les temps obscurs et reculés prirent pour lui une vie intense. Les rêves devinrent des réalités. Il revécut en imagination l'aurore du peuple allemand, sa plus belle époque selon lui. J'étais à la fois surpris et angoissé de le voir ainsi revenir quinze cents ans en arrière et me parler tout naturellement de leurs héros, comme s'ils hantaient encore les forêts. Je me demandais, si, à force de mélanger le rêve et la réalité et de bousculer les millénaires, il n'arriverait pas un beau jour par ne plus s'y reconnaître du tout. »[11]

Wagner, s'il avait vécu, eût pu faire de la vie d'Adolf Hitler un opéra et l'on croit entendre les harmonies dont il se fût servi. Mais le drame, ce fut qu'Hitler construisit sa vision du monde à la manière d'une Tétralogie.

9 Hitler Adolf, Discours du 24 février 1940.
10 Hitler Adolf, Discours du 9 novembre 1940.
11 Kubizeck August, *Adolf Hitler, mon ami d'enfance*, p. 91.

Cela donne, en musique, d'admirables chefs-d'œuvre, dans la vie, c'est beaucoup plus compliqué.

Il en eut peut-être la révélation un jour :

> *« J'ai eu dans ma vie trois amis peu communs : dans ma jeunesse, c'était le besoin ; il m'a accompagné pendant bien des années. À la fin de la grande guerre, ce fut la profonde douleur qui s'empara de moi à la vue de la débâcle de notre peuple. Et, il y a quatre ans, à partir du 30 janvier [date de sa prise du pouvoir] j'appris à connaître un troisième ami qui s'appelait le souci. Le souci du peuple et du Reich qu'on m'avait confié. Depuis ce moment-là, ce compagnon ne m'a plus quitté et il m'accompagnera probablement jusqu'à la fin de mes jours. »*[12]

*

**

Cependant, le conflit entre le Rêve et la Réalité ne devait pas se prolonger longtemps chez lui. Il a appris – ou cru apprendre – de Schopenhauer que la volonté peut tout, et son étonnante réussite n'a fait que le confirmer dans cette idée. N'est-il pas l'« aimant » et avec l'acier de la volonté du peuple allemand qu'il attire à lui, tout n'est-il pas désormais possible ?

> « *Quand au sein d'un peuple s'unissent pour poursuivre un seul but, un certain nombre d'hommes doués au plus haut degré d'énergie et de force active, et qu'ils sont ainsi définitivement dégagés de la paresse où s'engourdissent les masses, ces quelques hommes deviennent les maîtres de l'ensemble du peuple. L'histoire du monde est faite par les minorités, chaque fois que les minorités de nombre incarnent la majorité de la volonté et de la décision.* »[13]

Grouper des partisans qui, par leur fanatisme, représentent dans la nation la « *majorité de la volonté* », et soumettre la masse du peuple à une propagande intense, tel est le secret des méditations d'Hitler. Secret arraché à ses lectures de Schopenhauer, de Chamberlain et de Nietzsche, peut-être à la *Psychologie des foules* de Gustave Le Bon.

> « *Toute réclame qu'elle opère sur le terrain des affaires ou de la politique, porte le succès dans la durée et le constant esprit de suite de son application.* »[14]

C'est à la prison de Landsberg, après l'échec du putsch bavarois de Ludendorff, qu'Hitler brasse toutes ces idées dans sa tête. Vers le début de 1924 il commence à dicter à Rudolf Hess, emprisonné avec lui, les pages de ce qui deviendra *Mein Kampf*.

Dans les premiers temps, les deux hommes employèrent plusieurs heures par jour à ce travail. Le samedi, on lisait aux autres camarades détenus les chapitres achevés.

Hitler avait maintenant sa *Weltanschauung* complète.

---

12 Hitler Adolf, Discours du 30 janvier 1937.

13 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 397.

14 *Ibid.*, p. 196.

« Mein Kampf »

I.

En quatre pages fondamentales de *Mein Kampf,* Hitler a prétendu baser scientifiquement le racisme dans l'observation des lois de la nature. Elles sont essentielles à la compréhension du national-socialisme. Il faut les connaître.

Les hommes se promènent « *dans le jardin de la nature »*, se figurent tout connaître et, finalement, se comportent « *comme des aveugles vis-à-vis de l'un des principes essentiels de l'action de la nature : celui de l'existence de caractères organiques distinguant les espèces entre lesquelles se répartissent tous les êtres vivants sur cette terre ».*

> *« L'observation la plus superficielle suffit à montrer comment les formes innombrables que prend la volonté de vivre de la nature sont soumises à une loi fondamentale et quasi inviolable que leur impose le processus étroitement limité de la reproduction et de la multiplication.* Tout animal ne s'accouple qu'avec un congénère de la même espèce : *la mésange avec la mésange, le pinson avec le pinson, la cigogne avec la cigogne, le campagnol avec le campagnol, la souris avec la souris, le loup avec la louve, etc.*
>
> *Seules des circonstances extraordinaires peuvent amener des dérogations à ce principe ; en première ligne, la contrainte imposée par la captivité ou bien quelque obstacle s'opposant à l'accouplement d'individus appartenant à la même espèce. Mais alors, la nature met tous les moyens en œuvre pour lutter contre ces dérogations, et sa protestation se manifeste de la façon la plus claire, soit par le fait qu'elle refuse aux espèces abâtardies la faculté de se reproduire à leur tour, où bien elle limite étroitement la fécondité des descendants ; dans la plupart des cas, elle les prive de la faculté de résister aux maladies et aux attaques des ennemis.*
>
> *Cela n'est que trop naturel :*
>
> *Tout croisement de deux êtres d'inégale valeur donne comme produit un moyen terme entre la valeur des deux parents. C'est-à-dire que le rejeton est situé plus haut dans l'échelle des êtres que celui des parents appartenant à une race inférieure, mais reste au-dessous de celui qui fait partie d'une race supérieure. Par suite, il succombera, plus tard, dans le combat qu'il aura à soutenir contre cette race supérieure. Un tel accouplement est en contradiction avec la volonté de la nature qui tend à élever le niveau des êtres. Ce but ne peut être atteint par l'union d'individus de valeur différente, mais seulement par la victoire complète et définitive de ceux qui représentent la plus haute valeur.* Le rôle du plus fort est de dominer et non point de se fondre avec le plus faible, en sacrifiant ainsi sa propre grandeur. *Seul le faible de naissance peut trouver cette loi cruelle ; mais c'est qu'il n'est qu'un homme faible et borné ; car si cette loi ne devait pas l'emporter, l'évolution de tous les êtres organisés serait inconcevable.*
>
> *La conséquence de cette tendance générale de la nature à rechercher et à maintenir la* pureté de la race *est non seulement la distinction nettement établie entre les races particulières dans leurs signes extérieurs, mais encore la similitude des caractères spécifiques de chacune d'elles.*

Le renard est toujours un renard, l'oie une oie, le tigre un tigre, etc. et les différences qu'on peut noter entre les individus appartenant à une même race, proviennent uniquement de la somme d'énergie d'adresse, de capacité, de résistance dont ils sont inégalement doués. Mais on ne trouvera jamais un renard qu'une disposition naturelle porterait à se comporter philanthropiquement à l'égard des oies, de même qu'il n'existe pas de chat qui se sente une inclination cordiale pour les souris.

Par suite, la lutte qui met aux prises les races les unes avec les autres a moins pour cause une antipathie foncière que bien plutôt la faim et l'amour. Dans les deux cas, la nature est un témoin impassible et même satisfait. La lutte pour le pain quotidien amène la défaite de tout être faible ou maladif, ou doué de moins de courage, tandis que le combat que livre le mâle pour conquérir la femelle n'accorde le droit d'engendrer qu'à l'individu le plus sain, ou du moins lui fournit la possibilité de le faire. Mais le combat est toujours le moyen de développer la santé et la force de résistance de l'espèce et, par suite, la condition préalable de ses progrès.

Si le processus était autre, le progrès ultérieur s'arrêterait et il y aurait plutôt régression. En effet, comme les moins bons l'emporteraient toujours en nombre sur les meilleurs, si tous les individus avaient la même possibilité de survivre et de se reproduire, les moins bons se reproduiraient si rapidement que les meilleurs seraient finalement refoulés à l'arrière-plan. Il faut donc qu'une mesure corrective intervienne en faveur des meilleurs. La nature y pourvoit en soumettant les faibles à des conditions d'existence rigoureuses qui limitent leur nombre ; elle opère alors une nouvelle et rigoureuse sélection en prenant pour critérium la force et la santé.

Si elle ne souhaite pas que les individus faibles s'accouplent avec les forts, elle veut encore moins qu'une race supérieure se mélange avec une race inférieure, car, dans ce cas, la tâche qu'elle a entreprise depuis des milliers de siècles pour faire progresser l'humanité serait rendue vaine d'un seul coup.

La connaissance que nous avons de l'histoire fournit d'innombrables preuves de cette loi. L'histoire établit avec une effroyable évidence que, lorsque l'Aryen a mélangé son sang avec celui de peuples inférieurs, le résultat de ce métissage a été la ruine du peuple civilisateur. L'Amérique du Nord dont la population est composée, en énorme majorité, d'éléments germaniques, qui ne se sont que très peu mêlés avec des peuples inférieurs appartenant à des races de couleur, présente une autre humanité et une tout autre civilisation que l'Amérique du Centre et du Sud, dans laquelle les immigrés, en majorité d'origine latine, se sont parfois fortement mélangés avec les autochtones. Ce seul exemple permet déjà de reconnaître clairement l'effet produit par le mélange des races. Le Germain, resté de race pure et sans mélange, est devenu le maître du Continent américain ; il le restera tant qu'il ne sacrifiera pas, lui, aussi, à une contamination incestueuse.

En résumé, le résultat de tout croisement de races est toujours le suivant :

a) *Abaissement du niveau de la race supérieure.*

b) *Régression physique et intellectuelle et, par suite, apparition d'une sorte de consomption dont les progrès sont longs, mais inévitables.*

Amener un tel processus n'est pas autre chose que pécher contre la volonté de l'Éternel, notre Créateur. »[15]

15 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 283.

Toute la conception du monde *(Weltanschauung)* du national-socialisme va découler de ces quatre pages fondamentales de *Mein Kampf* qu'il est nécessaire de connaître intégralement pour comprendre la suite du mouvement de la pensée d'Adolf Hitler.

Ces lois qu'il a cru trouver dans l'observation de la nature, il n'appartient pas aux individus de les discuter et moins encore de les contrecarrer :

> *« Nous autres hommes n'avons pas à ratiociner sur les raisons pour lesquelles la Providence a créé les races, nous ne pouvons que constater qu'Elle châtie ceux qui font fi de sa Création.*
>
> *Des maux et des misères indicibles se sont répandus sur l'humanité parce que ces principes, cependant ancrés dans les profondeurs de l'instinct, se sont perdus sous l'influence d'une lamentable demi-culture trop exclusivement intellectuelle […].*
>
> *Je le proclame ici devant l'avenir : de même que la connaissance de la rotation de la terre autour du soleil nous a valu une révolution dans notre conception de l'Univers, de même la doctrine du sang et de la race soutenue par le mouvement national-socialiste provoquera une transvaluation de nos connaissances et, par là, de notre conception de l'histoire du passé de l'humanité ainsi que des anticipations de son avenir. »*[16]

II.

Cette nécessité d'obéir à la loi du sang et de la race, l'homme doit s'en pénétrer. « *Il sentira dès lors que dans un monde où les planètes et les soleils suivent des trajectoires circulaires, où des lunes tournent autour des planètes, où la force règne, partout et seule, en maîtresse de la faiblesse qu'elle contraint à la servir docilement, ou qu'elle brise,* l'homme ne peut relever de lois spéciales. *Lui aussi subit la domination des principes éternels de cette ultime sagesse : il peut essayer de les saisir, mais s'en affranchir, il ne le pourra jamais »*[17].

Hitler s'est enfermé désormais lui-même dans son système. Il n'en peut sortir. Toutes les avenues sont bouchées vers la liberté. Il ne reste plus qu'une immense Fatalité contre laquelle il est interdit de s'élever : « *Le péché contre le sang et la race est le péché originel de ce monde et marque la fin d'une humanité qui s'y adonne »*[18].

Et les desseins de cette Fatalité sont justes parce que « *les peuples qui se métissent ou se laissent métisser pèchent contre la volonté de l'éternelle Providence et leur chute, amenée par un plus fort qu'eux, n'est pas imméritée ; ce n'est pas une injustice qu'on leur fait, c'est au contraire le rétablissement du droit. Quand un peuple n'attache plus de prix aux caractères spécifiques de son être qui lui ont été donnés par la nature et prennent leurs racines dans son sang, il n'a plus le droit de se plaindre de la perte de son existence terrestre*[19] ».

---

16 Hitler Adolf, Discours du 30 janvier 1937.
17 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 243.
18 *Ibid.,* p. 247.
19 *Ibid.,* p. 327.

*
**

Mais cette Fatalité qui pèse si lourdement sur les destinées de l'Humanité, si elle se révèle la source de tous les maux pour ceux qui transgressent ses lois, elle offre, par contre, le triomphe à ceux qui s'y plient. Puisqu'elle consacre la Force, soyons forts et acceptons les moyens de l'être. La Nature, elle-même, nous offre les moyens de notre régénération :

> « *Tout croisement de race amène fatalement, tôt ou tard, la disparition des hybrides qui en résultent, tant qu'ils se trouvent en présence de l'élément supérieur ayant participé au croisement et qui a conservé l'unité que confère la pureté du sang. Le danger pour l'hybride ne cesse qu'avec le métissage du dernier élément individuel de la race supérieure.*
>
> *Telle est la source de la régénération progressive, bien que lente, exécutée par la nature, qui élimine peu à peu les produits de l'altération des races, pourvu qu'il existe encore une souche de race pure et qu'il ne se produise plus de nouveaux métissages*. »[20]

La race est donc un devenir toujours possible. Même gravement altérée, elle peut être ramenée à sa pureté primitive. L'État national-socialiste devra donc être l'auxiliaire de la nature. Il n'admettra que « *les lois et les nécessités de la vie que l'homme atteint par sa raison et sa connaissance* »[21], parce que « *le droit à la liberté individuelle le cède devant le devoir de sauvegarder la race [...]. C'est une faiblesse de conserver, chez des malades incurables, la possibilité chronique de contaminer leurs semblables, encore sains. Ceci correspond à un sentiment d'humanité selon lequel on laisserait mourir cent hommes pour ne pas faire de mal à un individu* »[22].

Ainsi, Hitler propose en définitive d'entrer dans le jeu des forces de la Nature telles qu'il croit les découvrir. Réaliser artificiellement la sélection d'un peuple, le peuple allemand. Tel est le rêve ambitieux du démiurge raciste.

De cette biologie raciste, Hitler tirera sa conception du racisme comme volonté du Créateur et c'est là qu'éclatera le conflit avec les Églises : Comment ? dira le Führer, lorsqu'on lui reprochera sa *Weltanschauung* raciste, comme opposée aux dogmes, mais je ne fais qu'obéir aux lois de la Création, donc au Créateur !

III.

Selon Hitler, l'humanité se trouve devant ce qu'il appelle « *les lois d'airain de la nature* ».

> « *Toutes les grandes civilisations du passé tombèrent en décadence simplement parce que la race primitivement créatrice mourut d'un empoisonnement du sang.*

20 *Ibid.*, p. 399.
21 Hitler Adolf, Discours du 30 janvier 1937.
22 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 254.

La cause profonde de pareilles décadences fut toujours l'oubli du principe que toute civilisation dépend des hommes et non ceux-ci de celle-là ; *que par suite, pour conserver une civilisation déterminée, il faut conserver l'homme qui l'a créée. Mais cette conservation est liée à la loi d'airain de la nécessité et du droit à la victoire du meilleur et du plus fort. »*[23]

Ainsi, le racisme conduit-il, d'une manière inattendue en apparence, à l'exaltation de l'individu. Il a paru le sacrifier dans sa soumission absolue à la loi d'airain du plus fort, mais, dans le même temps, il l'exalte dans la mesure, précisément, où il sera fort.

« Reconnaître l'importance de la race, reconnaître le principe racial dans son universalité, amène logiquement à tenir compte de la valeur propre de l'individu. De même que je suis obligé d'apprécier diversement les hommes d'après la race à laquelle ils appartiennent, de même faut-il procéder à l'intérieur de la communauté à l'égard de l'individu.

Un peuple n'est pas identique à un autre et, à l'intérieur d'une communauté, une tête ne peut pas non plus être identique à une autre tête ; les éléments constitutifs appartiennent au même sang, mais ils offrent dans le détail mille différences subtiles. [Il faut donc] favoriser dans la communauté les éléments reconnus supérieurs [et] s'occuper d'accroître particulièrement leur nombre.

Une doctrine qui, écartant l'idée démocratique de la masse, tend à donner cette terre au meilleur peuple, c'est-à-dire aux individus supérieurs, doit logiquement se conformer au même principe aristocratique à l'intérieur de ce peuple et conserver aux meilleures têtes le commandement et l'influence. Au lieu d'édifier sur l'idée de majorité, cette doctrine se fonde ainsi sur la personnalité. »[24]

Voilà l'ensemble du système agencé. Il ne restera plus qu'à en tirer les conséquences sociologiques et elles vont affecter tout particulièrement la conception même de l'État.

Jusqu'à présent, la doctrine hitlérienne, telle que nous venons de la voir exposée, peut servir à n'importe quelle race. Reconnaître l'existence de races différentes est une des conclusions mêmes de l'ethnologie, établir entre elles une hiérarchie, cela relève de l'histoire. Hitler va plus loin. Non seulement il a établi une hiérarchie mais il conclut à l'existence d'une race fondatrice de la Civilisation : la race aryenne, dont la disparition entraînerait la fin de la Civilisation.

« *Tout ce que nous avons aujourd'hui devant nous de civilisation humaine, de produits de l'art, de la science et de la technique est presque exclusivement le fruit de l'activité créatrice des Aryens. Ce fait permet de conclure par réciproque, et non sans raison,* qu'ils ont été seuls les fondateurs d'une humanité supérieure *et, par suite, qu'ils représentent le type primitif de ce que nous entendons sous le nom d'« homme ». L'Aryen est le Prométhée de l'humanité… Si on le faisait disparaître, une profonde obscurité descendrait sur la terre ; en quelques siècles, la civilisation humaine s'évanouirait et le monde deviendrait un désert* »[25].

23 *Ibid.,* p. 288.
24 *Ibid.,* p. 441.
25 *Ibid.,* p. 289.

Nous ne sommes donc plus exactement devant la loi d'airain de la Nature sanctionnant la victoire automatique du plus fort. La nature n'est pas impartiale, elle a sa race élue : la race aryenne. Sans doute, elle ne la garde ni des tentations ni des faiblesses ; elle peut même la laisser disparaître si celle-ci commet le « péché du sang », mais du moins, l'Aryen a-t-il été singulièrement favorisé au départ puisque « *l'étincelle du génie a,* de tout temps, *jailli de son front lumineux* »[26].

> *« Tant qu'il maintint rigoureusement sa* situation morale de maître, *il resta non seulement le maître, mais aussi le conservateur de la civilisation qu'il continua à développer. Car celle-ci reposait exclusivement sur les capacités de l'Aryen et sur le fait qu'il restait lui-même. »*[27]

> *« C'est ainsi que la présence d'hommes de race inférieure fut une condition primordiale pour la formation de civilisations supérieures ; ils compensaient la pénurie de ressources matérielles sans lesquelles on ne peut concevoir la possibilité d'un progrès. Il est certain que la première civilisation humaine s'appuya moins sur l'animal domestiqué que sur l'emploi d'hommes de race inférieure.*
>
> *Ce fut seulement après la réduction en esclavage de races vaincues qu'un sort semblable atteignit les animaux, et non pas inversement comme certains peuvent le croire. Car ce fut d'abord le vaincu qui fut mis devant la charrue ; le cheval ne vint qu'après. »*[28]

Qu'on ne voie pas là « *un signe de dégradation humaine* », parce que cette évolution devait avoir lieu pour arriver au degré de civilisation présent. « *Les progrès de l'humanité sont une ascension sur une échelle sans fin ; on ne s'élève pas sans avoir gravi les échelons inférieurs*[29] ».

Des races, nous voilà donc parvenus à *la* race aryenne et à l'affirmation de sa supériorité qui lui confère le droit au commandement. Hitler va maintenant se préoccuper de l'organisation de cette communauté raciale et de la forme que devra affecter son État.

Le principe de base est qu'« *un même sang appartient à un même empire*[30] ». Le second, c'est qu'une fois cette communauté raciale rassemblée, son droit à la vie et sa morale de maître justifieront ses conquêtes :

> *« Lorsque le territoire du Reich contiendra tous les Allemands, s'il s'avère inapte à les nourrir, de la nécessité de ce peuple naîtra son droit moral d'acquérir des terres étrangères. La charrue fera alors place à l'épée, et les larmes de la guerre prépareront les moissons du monde futur. »*[31]

La guerre, pour Hitler, a donc des raisons biologiques, elle relève de la loi d'airain de la Nature. Elle n'est ni bonne, ni mauvaise, elle est nécessaire.

---

26 *Ibid.,* p. 295.
27 *Ibid.,* p. 294.
28 *Ibid.,* p. 294.
29 *Ibid.,* p. 294.
30 *Ibid.,* p. 16.
31 *Ibid.,* p. 16.

IV.

Il semble qu'Hitler ait été très impressionné, dans sa jeunesse, par les difficultés dans lesquelles se débattait l'empire austro-hongrois et que les crises politiques de Vienne aient eu en définitive une grande part dans sa conception nationalitaire de l'État. Il dut même faire cette observation de bien bonne heure puisqu'il nous confie :

> *« Dès quinze ans, j'en étais arrivé à séparer* patriotisme *dynastique et* nationalisme de race, *avec une inclination très nette pour ce dernier. »*[32]

De ce qu'il a observé sous les Habsbourg, il croit pouvoir tirer une loi générale :

> « *L'existence de la vieille Autriche, plus que celle de tout autre État, était liée à la puissance de son gouvernement. Il lui manquait cette assise d'un État national qui, vienne à lui manquer la direction proprement dite, possède toujours dans son origine ethnique une force qui assure sa conservation. L'État ethnique peut quelquefois, grâce à l'inertie naturelle de ses populations et à la force de résistance qu'elle implique, supporter de façon étonnante et sans en souffrir gravement, de longues périodes de mauvaise administration ou de mauvaise direction […] mais il en va tout autrement d'un empire composé de plusieurs peuples, qui n'est pas maintenu par la communauté du sang, mais par une poigne commune. Toute faiblesse de la direction ne produira pas dans un tel État un engourdissement analogue à celui des animaux hiverneurs, mais elle sera au contraire l'occasion d'un réveil de tous les instincts particularistes qui préexistent en chaque race, et qui n'ont pu se manifester aux époques où une volonté dominait.* »[33]

C'est à Vienne encore, qu'Hitler prend conscience de la question sociale et de son intime liaison avec le problème national. Il subit alors deux influences qui le marqueront toute sa vie : celle du mouvement pangermaniste et celle du parti chrétien-social.

> « *Le mouvement pangermaniste avait raison dans sa conception de principe d'une régénération allemande, mais il fut malheureux dans le choix de ses moyens. Il fut nationaliste, mais, hélas ! il ne fut pas assez social pour gagner les masses. Son antisémitisme reposait sur une juste compréhension du problème des races et non sur des conceptions religieuses, mais sa lutte contre une confession déterminée (l'Église catholique) était une faute de principe et de tactique. Le mouvement chrétien-social n'avait aucune conception nette sur le but de la régénération allemande, mais il fut intelligent et heureux dans le choix de son chemin comme parti. Il comprit l'importance de la question sociale, mais il se trompa dans sa lutte contre les Juifs et n'eut aucune idée de la puissance de l'idée nationaliste. »*[34]

32 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 25.
33 *Ibid.,* p. 79.
34 *Ibid.,* p. 125.

Lorsque Hitler parachèvera l'œuvre unificatrice de Bismarck, il rencontrera devant lui les fidélités dynastiques et les particularismes locaux qui fractionnaient encore le monde germanique. Il leur reconnaîtra le rôle d'instruments de la Providence dans la formation du Grand Reich, mais leur signifiera, dans un discours célèbre, qu'il est temps pour eux d'entrer dans le Mausolée de l'Histoire :

> *« Tous les courants de sang allemand courent vers le Reich, en lui sont réunies toutes les traditions du passé, leurs symboles et leurs étendards, et aussi et surtout, les grands hommes du passé dont les Allemands ont eu raison de s'enorgueillir.*
>
> *De quelque camp qu'ils aient été à leur époque, les braves ducs et les grands rois, les généraux et les puissants empereurs, les esprits éclairés et les héros du passé ne furent rien de plus que les instruments de la Providence dans le processus de développement d'une nation.*
>
> *En les réunissant dans ce Grand Reich avec une vénération pleine de reconnaissance, le magnifique trésor de l'Histoire allemande nous est révélé. Remercions le Dieu Tout-Puissant d'avoir donné à notre génération et à nous la grâce de pouvoir vivre à cette époque et à cette heure. »*[35]

Et cela a été possible parce que « *les considérations dynastiques confessionnelles, partisanes, purement étatiques, s'effacèrent devant la reconnaissance que l'entité qu'était la substance déterminée par le sang et en dépendant, était la source de toute vie nationale* »[36].

Ainsi, la loi d'airain du sang a condamné l'empire multiracial, les fidélités dynastiques, les particularismes, les « *considérations confessionnelles* ». L'État qui va naître de cette *Weltanschauung* devra « *faire de la race le centre de la vie de la communauté ; veiller à ce qu'elle reste pure* ». Il devra intervenir « *comme ayant le dépôt d'un avenir de milliers d'années au prix duquel les désirs et l'égoïsme de l'individu sont tenus pour rien et devant lequel ils doivent s'incliner* »[37].

L'État, c'est la Nature. Il est chargé d'en appliquer les lois d'airain. La révolte contre l'État est donc une révolte folle. C'est la révolte contre la Nature elle-même, contre la loi de la Création, donc contre le Créateur.

*
**

On arrive ici à un tournant essentiel dans la conception allemande du nationalisme. La lutte est entre deux conceptions de l'Histoire déterminées par deux conceptions de la Nation : ou bien l'État justifie la Nation ou bien la Nation seule justifie l'État. Dans le premier cas, le problème se pose de la coexistence d'États historiques, et l'on sera conduit à la recherche d'un équilibre de forces. Dans le second cas, on est devant une idée révolutionnaire :

35 Hitler Adolf, Discours du 30 janvier 1939.
36 Hitler Adolf, Discours du 20 février 1938.
37 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 402.

la nation est la Race ; elle ne connaît pas d'autres limites que celles de la communauté de sang, limites qu'elle pourra dépasser d'ailleurs en vertu de sa morale de maître. Elle n'a donc pratiquement pas d'autres limites que celles qui bornent ses possibilités d'expansion.

Notons que la conception de la Nation chez les révolutionnaires de 1789 aboutissait au même impérialisme. La nation sert de support à une idéologie. Elle étendra alors indéfiniment ses frontières par consentement ou soumission à l'idée qu'elle représente.

Résumons d'un mot : la conception *völkisch* de la nation est déterministe, la conception démocratique est volontaire. Elles n'ont, ni l'une ni l'autre, rien à faire avec la conception nationaliste qui accepte la nation comme réalité historique et l'État comme personnalité juridique.

V.

C'est ce déterminisme raciste qui conduit Hitler à rejeter la thèse pangermaniste. Si le groupe pangermaniste, dira-t-il dans *Mein Kampf*, veut « *arriver à la fondation d'un État populaire fortement uni et auquel une langue commune donne nettement un caractère accusé [...] ce n'est pas seulement dans l'espoir de donner ainsi à cet État une base solide qui lui permette d'accroître sa puissance à l'extérieur, mais aussi et surtout dans l'opinion – d'ailleurs radicalement fausse – que l'unification de la langue le mettrait à même de mener à bien une nationalisation orientée dans un certain sens* ». Les pangermanistes, par exemple, croyaient pouvoir « *germaniser* » les Slaves d'Autriche. Or, dit Hitler, ils ne se rendaient pas compte que :

> *« la germanisation ne s'applique qu'au sol, jamais aux hommes [...]. C'est commettre une inconcevable faute de raisonnement que d'imaginer qu'il serait possible de faire un Allemand disons d'un Nègre ou d'un Chinois, en lui enseignant l'allemand et en obtenant qu'il parle désormais notre langue [...]. Il arrive, et le cas n'est que trop fréquent dans l'histoire, qu'un peuple conquérant réussisse par des moyens de contrainte extérieure, à imposer sa langue aux vaincus, mais au bout de mille ans, cette langue est parlée par un peuple nouveau et les vainqueurs sont ainsi devenus à proprement parler les vaincus.*
>
> *Comme la nationalité, ou pour mieux dire, la race ne dépend pas de la langue, mais du sang, on n'aurait le droit de parler de germanisation que si, par un tel procédé, on parvenait à changer le sang du vaincu. Mais cela est impossible. Y arriverait-on, ce serait par un mélange des sangs, qui abaisserait le niveau de la race supérieure. Le résultat final d'un tel processus serait la disparition des qualités qui ont autrefois rendu le peuple conquérant capable de vaincre. Ce sont particulièrement les énergies civilisatrices qui ferait disparaître le métissage avec une race supérieure. »*[38]

38 *Ibid.*, p. 385-397.

Le national-socialisme tourne donc complètement le dos à la théorie pangermaniste :

> *« Ce n'est ni notre désir, ni notre intention d'arracher des éléments ethniques étrangers à leur nation pour leur enlever leur langue ou leur culture et leur imposer la culture allemande qui leur serait étrangère.*
>
> *Nous ne donnons aucune instruction pour que les noms qui ne sont as de consonance allemande soient germanisés. Selon nous la guerre de conquête n'aboutit, en fin de compte, qu'à affaiblir le vainqueur.*
>
> *Nous ne croyons pas qu'il soit possible de priver les peuples de leur nationalité. Le sang versé durant les 300 dernières années sur le continent européen l'a été en vain.*
>
> *La France est restée la France, l'Allemagne, l'Allemagne, la Pologne continue à être la Pologne, et l'Italie n'est autre chose que l'Italie. »*[39]

Il est difficile de supposer ce qu'aurait été l'évolution du national-socialisme si les Démocraties ne lui avaient déclaré la guerre en 1939. Le comportement des autorités hitlériennes d'occupation durant la guerre semble avoir en tout cas confirmé cette volonté de non germanisation des peuples occupés. Mais il faut au moins y voir une marque de respect pour les ethnies étrangères qu'une volonté établie de conserver la pureté de la race allemande et d'affirmer sa supériorité.

La conception même de l'État d'Hitler l'empêchait de songer à constituer un empire multiracial :

> *« L'État n'est pas un but, mais un moyen. [Il est] la condition préalable à la formation d'une civilisation humaine de valeur supérieure, mais il n'en est pas la cause directe. Celle-ci réside exclusivement dans l'existence d'une race apte à la civilisation. Même s'il se trouvait sur terre des centaines d'États modèles, au cas où l'Aryen, qui est le pilier de la Civilisation, viendrait à disparaître, il n'y aurait plus de civilisation correspondant, dans l'ordre spirituel, au degré qu'ont atteint les peuples de race supérieure. On peut aller encore plus loin et dire que l'existence d'États humains n'exclurait pas l'éventualité de l'anéantissement définitif de la race humaine, puisque la disparition du représentant de la race civilisatrice amènerait la perte des facultés intellectuelles supérieures de résistance et d'adaptation…*
>
> *Ce n'est pas l'État qui fait naître un certain niveau de culture, il ne peut que conserver la race, cause première de l'élévation de ce niveau. Dans le cas contraire, l'État peut continuer à exister pendant des siècles sans changement apparent, alors que, par suite du mélange des races qu'il n'a pas empêché, la capacité civilisatrice, et l'histoire même de ce peuple qui en est le reflet, ont commencé depuis longtemps à subir de profondes altérations […] La condition mise à l'existence durable d'une humanité supérieure n'est donc pas l'État, mais la race qui possède les facultés requises. »*[40]

Hitler s'est arrêté longuement dans *Mein Kampf* sur cette conception nouvelle de l'État. C'est qu'il savait bien que tout son système s'y appuyait et que si cette justification de la race venait à manquer, c'est tout l'ensemble du système qui s'effondrerait.

39 Hitler Adolf, Discours du 21 mai 1935.

40 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 385-390.

L'État n'est donc qu'un « *contenant »* dont la race est le « *contenu ».*

Et le contenant, dira Hitler, qui pense dans sa prison de Landsberg à l'État de Weimar, « *n'a de raison d'être que lorsqu'il est capable de conserver et de protéger son contenu, sinon, il n'a aucune valeur* ».

Ainsi, le même principe qui va lui servir à renverser l'État libéral existant, va lui servir à justifier l'État totalitaire du III[e] Reich.

Il ne se dissimule pas ce qu'a de révolutionnaire sa conception :

> *« Nous autres nationaux-socialistes savons que le monde actuel considérera cette conception comme révolutionnaire et qu'il nous flétrira de ce nom. Mais nos opinions et nos actes ne doivent pas résulter de l'approbation ou de la désapprobation de notre époque, mais de l'obligation impérieuse de servir la vérité dont nous avons conscience. Nous pouvons être convaincus que l'intelligence plus ouverte de la postérité, non seulement comprendra les raisons de notre entreprise, mais encore en reconnaîtra l'utilité et lui rendra hommage. »*[41]

L'État, instrument de la communauté raciale ne sera donc aux mains de celle-ci qu'un instrument au service de l'instinct de conservation de l'espèce, « *cause première de la formation des communautés humaines ».*

La conception hitlérienne de l'État aboutit, par un enchaînement fatal, au déterminisme le plus absolu. L'individu n'est pas libre de concevoir l'État, l'État n'est pas libre de se mouvoir à son gré dans la constellation des États. Tout est fixé d'avance, déterminé par la loi d'airain de la conservation de la race :

> *« Ce n'est pas à nous autres humains de reconnaître ou de rechercher le sens et le but de l'existence des races créées par la Providence. Mais nous pouvons juger du sens et du but des organisations humaines d'après le degré d'utilité qu'elles ont pour le peuple et sa conservation. Le peuple a donc la primauté. Les partis, l'État, l'Armée, l'Économie la Justice, etc. sont des phénomènes secondaires, des moyens d'atteindre le but qui est la conservation du peuple. »*[42]

Qu'on ne s'y trompe pas. Cette liberté de « *juger du sens et du but des organisations humaines »*, ne nous donne nullement le droit de choisir arbitrairement. Nous n'avons d'autre liberté que celle de reconnaître les conditions nécessaires de la sauvegarde de la race car « *le but suprême de l'existence des hommes n'est pas la conservation d'un État, c'est la conservation de leur race* »[43]. Le déterminisme est absolu. La place de l'Individu dans l'État, dans la Communauté est rigoureusement déterminée. Il n'y a pas d'échappatoire possible. Chaque être humain naît prédestiné dans un peuple, une race et ne peut échapper aux conséquences de cette prédestination.

---

41 *Ibid.*, p. 292.

42 Hitler Adolf, Discours du 30 janvier 1937.

43 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 101.

VI.

Les rapports entre l'Individu et l'État ne sauraient demeurer, dans la conception nationale-socialiste, ce qu'ils étaient dans l'État libéral. L'État raciste envisage trois sortes d'habitants : des citoyens, des sujets de l'État ou ressortissants et des étrangers.

> *« En principe la naissance ne confère que la qualité de ressortissant. Cette qualité ne donne pas le droit, à elle seule, d'accéder à une fonction publique, ni de prendre part à l'activité politique, par exemple aux élections [...]. Le titre de citoyen, avec les droits qu'il confère, sera accordé de la façon la plus solennelle au jeune homme de bonne santé et de bonne réputation, quand il aura accompli son service militaire [...]. La remise de diplôme de citoyen sera accompagnée de la prestation solennelle d'un serment par lequel le nouveau citoyen jurera fidélité à la Communauté et à l'État. Ce diplôme constitue le lien unissant tous les membres de la communauté, il comble le fossé séparant les différentes classes sociales. Un balayeur des rues doit se sentir plus honoré d'être citoyen du Reich que s'il était roi d'un État étranger. »*[44]

Le citoyen du Reich passera par une double sélection : raciale et de valeur. En face de la première, il ne peut rien. Son classement sera déterminé par son sang ; en face de la seconde, il devra attendre le jugement de l'État qui « *a droit d'opérer une sélection faite avec le plus grand soin et la dernière minutie dans l'ensemble de la population pour en tirer le matériel humain visiblement doué par la nature et le mettre au service de la communauté tout entière* »[45].

Hitler ne dissimule pas qu'il s'agit là d'un bouleversement total de la structure de la société allemande de son temps, mais, dira-t-il, le national-socialisme s'est toujours placé du point de vue suivant :

> *« Toute attitude s'expliquait par l'éducation, l'habitude et l'hérédité, et, par conséquent, une rééducation était possible. Car l'enfant qui grandit dans notre peuple, ne vient pas au monde avec des préjugés de rang ou de classe, ceux-ci ne lui sont ultérieurement transmis que par une certaine éducation.*
>
> *C'est seulement dans le cours de sa vie que ces prérogatives lui sont octroyées artificiellement. Notre mission est d'en finir avec cet état de choses, si nous ne voulons pas renoncer à l'édification sur des fondements solides d'une société humaine de structure véritablement organique. C'est cette tâche que nous avons assumée et que nous commençons à remplir dans tous les domaines. Dès que l'enfant a atteint l'âge où naguère on pouvait lui inculquer les différenciations de la vie sociale, nous commençons aujourd'hui à le former pour la communauté, et nous ne le lâchons plus [...]. Nous voulons amener les hommes à une même conception de la vie, à une même et uniforme conception du devoir et nous sommes convaincus qu'au bout d'une certaine période de cette éducation, les hommes seront les produits de cette éducation, c'est-à-dire qu'ils représenteront alors les nouvelles pensées tout aussi bien qu'ils incarnent aujourd'hui encore, en partie, les anciennes. »*[46]

---

44 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 439.
45 *Ibid.*, p. 431.
46 Hitler Adolf, Discours du 4 avril 1940.

« Les hommes sont le produit de leur éducation. »[47]

Si l'on réduit à l'essentiel les vues d'Hitler sur le citoyen du IIIe Reich, on peut dire qu'il s'agit d'une conception militaire de la Communauté : la sélection raciale, c'est le conseil de révision ; la sélection de valeur, c'est toute la hiérarchie des grades octroyés en vue du but poursuivi (dans l'armée, la préparation à la guerre, dans la Communauté, la préparation d'une société une et organique) et cette nouvelle hiérarchie se substitue aux anciennes classifications sociales : noblesse, bourgeoisie, prolétariat. Tout comme dans l'Armée il n'y a ni noble, ni bourgeois, ni prolétaire, mais des soldats, des sous-officiers et des officiers.

Cette inégalité des hiérarchies dans la société civile et dans l'Armée provient de la différence des buts de ces deux sociétés. Changeant la conception et le but de la communauté nationale, Hitler devait tout naturellement être amené à en changer la hiérarchie, l'échelle des valeurs. C'est que, là encore, tout se tient : la loi d'airain de la race joue dans la *Weltanschauung* nationale-socialiste le rôle déterministe de la loi d'airain du capitalisme dans la théorie marxiste. Le matérialisme biologique s'oppose au matérialisme historique, mais il présente le même caractère de fatalité.

Hitler ne se considère pas libre de concevoir le monde autrement. Il ne prétend pas du tout avoir bâti une conception du monde… mais uniquement avoir *reconnu* la loi fondamentale de la Nature. Et cette connaissance confère à la communauté *völkisch :*

> *« l'obligation, suivant la volonté éternelle qui gouverne le monde, de favoriser la victoire du meilleur et du plus fort, d'exiger la subordination des mauvais et des faibles. Elle rend ainsi hommage au principe aristocratique de la nature et croit en la valeur de cette loi jusqu'au dernier degré de l'échelle des êtres. Elle voit non seulement la différence de valeur des races, mais aussi la diversité de valeur des individus. De la masse se dévoile pour elle la valeur de la personne, et par cela, elle agit comme une puissance organisatrice en présence du marxisme destructeur. Elle croit nécessaire de donner un idéal à l'humanité. Mais elle ne peut reconnaître le droit d'existence à une éthique quelconque quand celle-ci présente un danger pour la survie de la race qui défend une éthique plus haute ; car dans un monde métissé et envahi par la descendance de nègres, toutes les conceptions humaines de beauté et de noblesse, de même que toutes les espérances en un avenir idéal de notre humanité seraient perdues à jamais.*
>
> *La culture et la civilisation humaines sont, sur ce continent, indissolublement liées à l'existence de l'Aryen. Sa disparition ou son amoindrissement feraient descendre sur cette terre les voiles sombres d'une époque de barbarie.*
>
> *Mais saper l'existence de la Civilisation humaine en exterminant ceux qui la détiennent apparaît comme le plus exécrable des crimes. Celui qui ose porter la main sur la propre image du Seigneur, dans sa forme la plus haute, injurie le Créateur et aide à faire perdre le paradis.*

47 Hitler Adolf, Discours du 10 décembre 1940.

La conception raciste répond à la volonté la plus profonde de la nature, quand elle rétablit ce libre jeu des forces qui doit amener le progrès par la sélection. Un jour ainsi, une humanité meilleure ayant conquis ce monde, verra s'ouvrir librement à elle tous les domaines de l'activité.

Nous sentons tous que dans un avenir éloigné, les hommes rencontreront des problèmes que, seul, pourra être appelé à résoudre un maître-peuple de la plus haute race, disposant de tous les moyens et de toutes les ressources du monde entier […]. J'ai donc considéré que ma propre tâche était de dégager de la riche et informe substance d'une conception philosophique générale [la conception völkisch*] les idées essentielles, de les mettre sous une forme plus ou moins dogmatique. Ainsi élaguées et clarifiées, elles pourront grouper ceux des hommes qui voudront s'y astreindre. Autrement dit : le Parti national-socialiste des travailleurs allemands tire ses caractères d'une conception* völkisch *de l'univers, il en fait, compte tenu des réalités pratiques de l'époque, du matériel humain et de ses faiblesses, un ensemble doctrinal politique, qui pose dès lors lui-même, en une organisation aussi rigide que possible des grandes masses humaines, les bases du triomphe final de cette conception philosophique. »*[48]

Le messianisme hitlérien du « *maître peuple* », serviteur des desseins du Créateur, fantastique vision du monde et prodigieuse mission du germanisme, s'orchestre comme un opéra de Wagner, mais la scène sur laquelle il va se jouer ne tient pas entre les décors de toile d'un théâtre. L'Europe malade du libéralisme et du marxisme et qui commençait lentement sa guérison par un retour aux principes de hiérarchie, de société organique et de Tradition, va se trouver brusquement en face de cette démesure hitlérienne.

C'était la chance de la démocratie et du communisme. Ils le comprirent, confondirent volontairement les doctrines, les principes et les hommes sous le même vocable de *Fascisme* qu'ils vouèrent à l'exécration de la « *Conscience Universelle* », puis, leur coup fait, reprirent leur querelle sans penser que c'était de leur propre comportement qu'étaient nées ces réactions nationalistes, fascistes ou nationales-socialistes et que s'ils n'en changeaient point, les mêmes causes tendraient inévitablement à produire les mêmes effets.

VII.

Si l'univers est une hiérarchie de races et de peuples « *la meilleure constitution et la meilleure forme de l'État est celle qui assurera, naturellement, aux meilleurs éléments de la communauté l'importance du guide et l'influence du maître* »[49].

La constitution politique n'a donc pas à chercher la représentation des volontés individuelles, mais à assurer la sélection des meilleurs pour qu'ils soient les chefs naturels de la communauté.

48 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 379-383.

49 *Ibid.*, p. 447.

C’est l’intérêt de tous, d’ailleurs, d’assurer « *l’influence déterminante* » des têtes, car, « *ce n’est certes ni la domination des imbéciles et des incapables, ni, en aucun cas, le culte de la masse qui servira cet intérêt de tous ; il faudra nécessairement que des individus supérieurement doués prennent les choses en main* ».

Dans ce monde où un peuple est une communauté au combat, comment son organisation pourrait-elle diverger fondamentalement de l’organisation militaire ? Il y a une logique des situations. Hitler l’a bien vu.

> *« Le gouvernement de l’État et la puissance qu’incarne l’organisation militaire sont également dominés par cette idée de la personnalité : on la retrouve partout sous la forme de l’autorité absolue sur les subordonnés, de la responsabilité complète à l’égard des chefs ».*[50]

Mais si la nécessité de la chose est évidente dans l’organisation militaire, si personne n’y discute le principe du chef, il en va autrement dans la société civile et cela d’une façon inexplicable, car le problème est le même : la valeur de la personnalité.

> *« Ce n’est pas la masse qui crée, ni la majorité qui s’organise ou réfléchit, mais toujours et partout, l’individu isolé.*
> *Une communauté d’hommes apparaît comme bien organisée alors seulement qu’elle facilite au maximum le travail de ces forces créatrices et qu’elle les utilise au mieux des intérêts de la communauté. »*[51]

> *« Quand le principe parlementaire de l’autorité des majorités l’emporte sur celui de l’autorité d’un seul et remplace le chef par le nombre et la masse, il va contre le principe aristocratique de la nature. »*[52]

> *« Tout ce qui a été réalisé d’extraordinaire depuis que le monde est monde l’a été par des actions individuelles. »*[53]

> *« Les périodes de développement normal et régulier ou d’état stable, se produisent et durent visiblement lorsque dominent les éléments moyens, tandis que les classes extrêmes ne bougent pas ou s’élèvent.*
> *Les périodes d’effondrement d’un corps social sont déterminées par l’arrivée au pouvoir des pires éléments.*
> *Il est remarquable, à cet égard, que la grande masse, ou classe moyenne – je la désignerai ainsi – ne peut se manifester que lorsque les deux classes extrêmes sont aux prises dans une lutte mutuelle : il est remarquable aussi que cette grande masse se soumet toujours complaisamment au vainqueur, après la victoire d’un des partis extrêmes. Si les meilleurs ont le dessus, la grande masse suivra : si ce sont les pires, elle ne s’opposera pas, tout au moins à leur action, car la masse du centre ne combattra jamais. »*[54]

Aussi le rôle du Parti national-socialiste, dans l’opposition, sera d’arriver à constituer le parti des meilleurs qui arrachera les masses à l’empire du parti des pires. Les masses suivront. Hitler avait vu juste, ses pronostics se sont révélés rigoureusement exacts.

---

50 *Ibid.*, p. 445.
51 *Ibid.*, p. 445.
52 *Ibid.*, p. 87.
53 *Ibid.*, p. 94.
54 *Ibid.*, p. 516.

Une fois au pouvoir, les nationaux-socialistes instaureront le *Führerprinzip* – le principe du Chef – qui dominera toute l'organisation politico-sociale du III[e] Reich.

Dès la prison de Landsberg, Hitler avait rigoureusement codifié l'organisation de l'État national-socialiste :

> *« Toute l'organisation de* l'État, a-t-il écrit dans *Mein Kampf, doit découler du principe de la personnalité, depuis la plus petite cellule que constitue. la commune jusqu'au gouvernement suprême de l'ensemble du pays. Il n'y a pas de décisions de la majorité, mais seulement des chefs responsables et le mot "conseil" doit reprendre sa signification primitive. Chaque chef peut bien avoir à son côté des conseillers, mais la décision est le fait d'un seul.*
>
> *Il faut transposer le principe qui fit autrefois de l'armée prussienne le plus admirable instrument du peuple allemand et l'établir à la base même de notre système politique : la pleine autorité de chaque chef sur ses subordonnés et sa responsabilité envers ses supérieurs [...] L'État raciste, depuis la commune jusqu'au gouvernement du Reich, ne possédera aucun corps représentatif qui décide quoi que ce soit par voie de majorité, mais seulement des corps consultatifs qui se trouveront sans cesse aux côtés du Chef et qui recevront leur tâche de lui ; parfois même ils pourront au besoin, dans certains domaines, prendre des responsabilités entières, comme ce fut toujours le cas pour tous les chefs ou présidents des corporations. »*[55]

L'idée du Chef gouvernant entouré de conseillers n'a rien d'original. C'est la vieille formule « *le roi gouverne en ses conseils* ». Il n'est pas possible d'inventer beaucoup dans l'art de gouverner et les Constitutions gravitent toutes autour de ces deux pôles mono-archie ou démocratie.

Sur la forme de l'État, Hitler, écrivant peu d'années après la chute des Hohenzollern, a évité de se prononcer. Moins par habileté tactique peut-être, que parce que l'essentiel de son système n'était pas là :

> *« La mission du mouvement n'est pas de rétablir une forme d'État déterminé ni de lutter contre une autre forme d'État, mais d'établir les principes fondamentaux sans lesquels ni république, ni monarchie ne peuvent durer. Elle n'est ni de fonder une monarchie, ni de renforcer la république, mais de créer l'État germanique.*
>
> *La forme extérieure à donner à cet État pour couronner l'œuvre ne présente pas une importance fondamentale ; c'est une affaire à régler plus tard d'après l'opportunité pratique du moment.*
>
> *Chez un peuple qui aura enfin compris les grands problèmes et les grands efforts inhérents à son existence, la question de la forme du gouvernement ne doit pas soulever de luttes intérieures. »*[56]

L'antidémocratisme d'Hitler n'est pas le fait de convictions monarchistes. Il parle même, on le verra, de « *vraie démocratie allemande* » pour qualifier son système. Ses objections contre la démocratie parlementaire sont des plus classiques :

---

55 *Ibid.*, p. 448.
56 *Ibid.*, p. 345.

« L'intelligence politique de la masse n'est pas assez développée pour parvenir d'elle-même à des conceptions politiques générales et précises, et pour trouver elle-même les hommes qui seraient capables de la faire aboutir.
Ce que nous désignons toujours par opinion publique ne repose que pour une part minime sur l'expérience personnelle et sur les connaissances des individus ; par contre, elle est en majeure partie suscitée et cela avec une persévérance et une force persuasive souvent remarquable, par ce qu'on appelle l'information.
De même que les convictions religieuses de chacun sont issues de l'éducation, et que ce sont seulement les aspirations religieuses qui sommeillent au cœur de l'homme, ainsi l'opinion politique de la masse est l'aboutissement d'une préparation de l'âme et de l'esprit, souvent incroyablement opiniâtre et profonde. »[57]

« Aujourd'hui où le bulletin de vote de la masse décide, c'est le groupe le plus nombreux qui a le plus de poids : et c'est le tas des simples et des crédules.
C'est un devoir d'État et un devoir social de premier ordre d'empêcher que ces hommes ne tombent dans les mains d'éducateurs pervers, ignorants ou même mal intentionnés. Aussi l'État a-t-il le devoir de surveiller leur formation et d'empêcher tout article scandaleux. Aussi doit-il surveiller la presse de très près, car son influence sur les hommes est de beaucoup la plus forte et la plus pénétrante, car elle n'agit pas de façon passagère mais constante. C'est dans l'égalité et la répétition constante de son enseignement que réside toute son immense importance. »[58]

Comment, dès lors, le vote de la masse aurait-il une valeur quelconque s'il ne fait que refléter l'opinion de journaux payés par des intérêts ou des partis ?

« À cette conception, s'oppose celle de la véritable démocratie allemande, dont le chef librement choisi doit prendre sur lui la responsabilité entière de tous ses faits et gestes. Une telle démocratie n'admet pas que les différents problèmes soient tranchés par le vote d'une majorité ; un seul décide, qui répond ensuite de sa décision, sur ses biens et sur sa vie. »[59]

Devant qui ? Comme chef du Parti national-socialiste, Hitler semble admettre une sorte de contrôle de ses pairs, mais jamais la chose n'a été bien tranchée. Il ne serait sans doute pas éloigné de penser que le Chef le reste tant qu'il a la force de se maintenir et qu'à cette hauteur, il n'y a pas de règlement qui vaille. Il place le Chef si haut que les règles vulgaires ne sauraient valoir pour lui :

« Celui qui veut être chef porte, avec l'autorité suprême, et sans limites, le lourd fardeau d'une responsabilité totale.
Celui qui n'est pas capable de faire face aux conséquences de ses actes, ou qui ne s'en sent pas le courage, n'est bon à rien comme chef. Seul un héros peut assumer cette fonction. »[60]

---

57 *Ibid.*, p. 91.
58 *Ibid.*, p. 240.
59 *Ibid.*, p. 96.
60 *Ibid.*, p. 345.

En tout cas, Hitler a respecté sa doctrine du Chef élu par le peuple. C'est même ce qu'il y a eu de très remarquable dans la destruction de la démocratie allemande : qu'elle a eu lieu… démocratiquement.

> *« La révolution nationale-socialiste a vaincu la démocratie, dans la démocratie et par la démocratie.*
>
> *Elle s'est assurée tous les moyens du pouvoir en agissant d'une manière strictement légale. Si je suis aujourd'hui devant vous c'est en vertu du mandat que j'ai reçu de la nation allemande, mandat infiniment plus étendu que celui de n'importe quel homme d'État démocratique actuel. »*[61]

Hitler reconnaît que la souveraineté réside dans le peuple, mais il y ajoute ce correctif : elle doit être interprétée par les meilleurs (le Parti) et exercée par un seul (le *Führer)*.

> *« Il existe dans le peuple allemand, un seul représentant de la souveraineté et c'est le peuple lui-même.*
>
> *La volonté de ce peuple trouve son expression dans le Parti en tant qu'organisation politique de ce peuple.*
>
> *Il n'existe, en conséquence, qu'un seul détenteur du pouvoir législatif. Il n'existe qu'un seul détenteur du pouvoir exécutif.*
>
> *L'Allemand d'aujourd'hui n'est pas différent de l'Allemand d'il y a dix, vingt ou trente ans. Le nombre des Allemands n'a pas augmenté sensiblement depuis lors, capacité, habileté et énergie ne sont pas différentes non plus. La seule chose qui se soit modifiée essentiellement, c'est la meilleure utilisation de ces valeurs grâce à la force de l'organisation et à la formation d'un nouveau type de dirigeant.*
>
> *Il est absurde de penser que l'obéissance et la discipline sont seulement nécessaires aux soldats et que, dans le restant de la vie des peuples, elles possèdent peu d'utilité. »*

Une telle communauté ne peut être formée par « *la force de l'autorité* », mais seulement par « *l'autorité contraignante d'une idée* » et donc par les efforts « *d'une éducation permanente* »[62].

Ce dernier passage est intéressant à confronter avec ce que Hitler écrivait quinze ans plus tôt dans *Mein Kampf* sur ce même problème des fondements de l'autorité.

> *« Le premier fondement sur lequel repose l'autorité, c'est toujours la popularité. Pourtant une autorité qui ne repose que sur elle est encore extrêmement faible ; sa sécurité et sa stabilité sont incertaines. Aussi tous ceux qui ne tiennent leur autorité que de la popularité, doivent-ils s'efforcer d'en élargir la base et pour cela de constituer fortement le pouvoir.*
>
> *C'est donc dans le pouvoir, dans la puissance, que nous voyons le deuxième fondement de toute autorité.*
>
> *Celui-ci est déjà notablement plus stable et plus sûr que le premier, mais il n'est nullement plus robuste.*
>
> *Si la popularité et la force s'unissent, et si elles peuvent se maintenir unies, pendant un certain temps, alors peut se former, sur des bases encore plus solides, une nouvelle autorité, celle de la tradition. Si enfin popularité,*

61 Hitler Adolf, Discours du 30 janvier 1941.

62 Hitler Adolf, Discours du 30 janvier 1939.

force et tradition s'unissent, l'autorité qui en dérive peut être considérée comme inébranlable. »[63]

Le temps a manqué pour juger si Hitler aurait pu établir une « *démocratie germanique* » basé sur le consentement, la force et la tradition.

Une des dernières fois que nous le voyons juger son œuvre avant d'être absorbé par la certitude de la défaite, c'est dans son discours du 10 décembre 1940 :

> *« Nous voyons aujourd'hui un État qui, économiquement et politiquement, est autrement orienté que les démocraties occidentales. Dans cet État, il est hors de doute que c'est le peuple qui décide de son existence. Le peuple détermine dans cet État les directives de son gouvernement. Car il a été, de fait, possible, dans cet État, d'intégrer d'abord une très grande partie de la masse dans le parti, dans cette gigantesque organisation qui part d'en bas et englobe des millions de fonctionnaires, tous gens sortis du peuple. Et l'œuvre est construite de bas en haut. Pour la première fois dans notre histoire allemande, nous avons un État qui a éliminé par principe tous les préjugés sociaux dans la collation des emplois, et non pas seulement dans la vie civile. J'en suis la meilleure preuve moi-même : je n'ai même pas fait mon droit. Songez à ce que cela représente ! Et, malgré cela, je suis votre Führer.*
>
> *Non seulement dans la vie publique nous avons fait en sorte que, maintenant, des hommes sortis du peuple puissent accéder aux plus hautes fonctions : il y a des* Statthalter *(gouverneurs) du Reich qui ont été jadis ouvriers agricoles ou ajusteurs.*
>
> *Nous avons, dans cet État, frayé cette voie nouvelle, là même où c'était le plus difficile : dans l'armée. Des milliers d'officiers ont reçu leur promotion, qui sont sortis du rang. Ici aussi, nous avons balayé tous les obstacles.*
>
> *Nous avons aujourd'hui des généraux qui, il y a vingt ou vingt-trois ans, étaient de simples soldats et des sous-officiers. Nous avons vaincu ici tous les obstacles du rang social.*
>
> *En agissant ainsi, c'est avant tout pour l'avenir que nous forgeons notre vie. Nous avons d'innombrables écoles : établissement d'éducation national-socialiste, écoles Adolf Hitler, etc. Nus envoyons à ces écoles des enfants de la grande masse, fils d'ouvriers et de paysans, enfants bien doués, auxquels leurs parents n'auraient jamais pu payer les études supérieures. Ces enfants entrent ici, petit à petit et y continuent à recevoir leur instruction, plus tard, ils occuperont un poste dans l'État, ils entreront dans les* Ordensburgen *et dans le Parti. Ils occuperont un jour les emplois les plus élevés. Nous avons créé ici de grandes possibilités de construire cet État en partant de la base. C'est là notre but – je puis vous l'assurer, mes chers compatriotes – c'est aussi notre seul plaisir. Il est magnifique de pouvoir lutter pour un tel idéal. Il est merveilleux que nous puissions nous dire : nous avons un but qui paraît presque de pure imagination ; nous avons devant les yeux un État où, à l'avenir, chaque fonction sera remplie par le fils le plus capable, peu importe son origine.*
>
> *Un État où la naissance n'est rien et où les accomplissements et les capacités sont tout. »*[64]

---

63 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 514.

64 Hitler Adolf, Discours du 10 décembre 1940.

Aujourd'hui, on ne comprend pas bien l'importance que Hitler accordait à la rupture des anciennes castes sociales allemandes, c'est qu'on a perdu de vue la force qu'elles représentaient encore dans la société d'alors. Et ce sera la caste militaire, malgré « *les généraux qui, il y a vingt-deux ou vingt-trois ans, étaient de simples soldats* » qui portera le dernier coup au régime lorsque la défaite sera devenue certaine.

Mais le national-socialisme pouvait-il accepter l'ancienne structure sociale ? N'était-il pas tenu de briser clergé, noblesse, armée, syndicats ; de rejeter tous les éléments au moule et de les réformer en parlant de sa conception biologique de l'Histoire ? Il n'y a pas eu arbitraire dans les persécutions hitlériennes, mais logique implacable.

Les intellectuels nationaux-socialistes ont exprimé le « *consentement permanent à l'immolation personnelle* », « *l'abandon du moi à l'État, à la Race, à l'Immanent, au Total* », « *la conversion spontanée de l'économique au collectif mystique* »[65].

Le langage est un peu lourd, mais le sens est très clair : il s'agit d'arriver à « *un niveau anthropologique supérieur* ».

Et Benn résumait admirablement ce déterminisme anthropologique : « *Là où parle l'Histoire, l'individu n'a qu'à se taire* ».

Où est la démocratie là-dedans ? Qu'est devenu le peuple ?

Ils sont toujours là, mais cette démocratie, anthropologiquement hiérarchisée, ne connaît qu'un peuple éclairé, c'est-à-dire formé par le Parti pour le service de la Communauté.

Quand on objectait à Hitler qu'il s'agissait là d'une atteinte à la liberté, il répondait qu'il en allait de même, sous une autre forme, dans le camp des démocraties formelles :

> *« Le peuple n'a tout d'abord, par soi-même, absolument aucune conviction et cette conviction doit naturellement être formée par quelqu'un – d'ailleurs comme partout. Le point important est alors celui-ci : qui éclaire le peuple, qui le forme ? Dans les pays de ce genre (les démocraties formelles), c'est en fait le capital qui domine, c'est-à-dire, en fin de compte, un groupe de quelques centaines d'hommes, en possession de fortunes énormes, d'hommes qui par suite de la structure particulière de la vie publique sont plus ou moins indépendants et libres. Ces gens disent : "*nous avons la liberté*", pensant surtout, ce disant, à une économie libre et comprenant sous ce vocable la liberté non seulement d'acquérir le capital, mais encore et avant tout, de l'employer de nouveau librement, donc d'être libre de tout contrôle national, aussi bien dans l'acquisition que dans l'emploi du capital. Tel est, en réalité, le contenu du concept de cette liberté.*
>
> *Et maintenant ce capital se crée une presse à lui. Ces gens parlent de la "liberté de la presse". En fait chacun de ces journaux a un maître et seigneur est dans tous les cas le bailleur de fonds, le propriétaire. Et c'est ce monsieur qui prescrit l'attitude de ce journal, ce n'est pas le rédacteur en chef. Si celui-ci voulait écrire autre chose que ce qui convient au "patron", il lui faudrait le lendemain prendre la porte. Cette presse qui est la création*

65 Gottfried Benn.

absolument servile et sans caractère de ceux qui la possèdent, exécute des variations qui doivent soi-disant représenter l'opinion publique et l'opinion publique mobilisée par cette presse se divise à son tour en partis. »[66]

La critique du national-socialisme voit donc dans la démocratie formelle une dictature déguisée du capitalisme, mais elle ne reconnaît aucune valeur libératrice au marxisme :

« La doctrine juive du marxisme rejette le principe aristocratique observé par la nature et met à la place du privilège éternel de la force et de l'énergie, la prédominance du nombre et du poids mort. Elle nie la valeur individuelle de l'homme, conteste l'importance de l'entité éthique et de la race, et prive ainsi l'humanité de la condition préalable mise à son existence et à sa civilisation. Admise comme base de la vie universelle, elle entraînerait la fin de tout ordre humainement concevable. »[67]

« La révolution bolchevique imprime son caractère non seulement d'une façon extérieure à l'un des plus grands pays de la terre, mais elle le met en opposition intime, absolue, avec les conceptions philosophiques et religieuses, des nations qui l'entourent, à l'humanité, à la politique et à l'économie qui s'écroulent et qui ensevelissent sous leurs débris ceux qui les incarnaient, partis, organisations et États, non, c'est un monde d'idées métaphysiques qui tombe en ruines, c'est un Dieu que l'on détrône, des religions et des Églises qu'on extermine, un au-delà qui se vide, pendant que ce monde, voué à d'innombrables tourments est proclamé comme la seule réalité existante. »[68]

Tout cela est vrai, mais quatre ans ne se passeront pas que Hitler partagera la Pologne avec ces « *détrôneurs de Dieu* ».

VIII.

Hitler était-il chrétien ? Y avait-il incompatibilité foncière entre sa doctrine et le catholicisme ?

C'est beaucoup moins simple de répondre qu'on le croit.

On n'a rien compris à Hitler si on ne tient pas compte de la période viennoise de son existence. Il a eu deux initiateurs dans sa politique avant 1914 : Lueger et son mouvement social-chrétien et les pangermanistes viennois. Il a assez bien marqué dans *Mein Kampf* ce qu'il devait aux deux, et la part de Lueger, bourgmestre catholique de Vienne, n'est pas la moindre. Le national-socialisme aurait pu être une sorte de mouvement Lueger. Après tout, ce dernier était bien antisémite, et Édouard Drumont dans son *Testament d'un Antisémite*[69], l'appelle « *Lueger, le vaillant député catholique qui lutte avec tant d'intrépidité contre les Juifs* ».

66 Hitler Adolf, Discours du 10 décembre 1940.
67 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 71.
68 Hitler Adolf, Discours du 7 mars 1936.
69 Drumont Édouard, *Le Testament d'un Antisémite*, p. 136.

L'Église pouvait accepter qu'un État chrétien ne souhaita pas voir les Juifs prendre une place trop importante dans la société. Il y avait bien eu un ghetto dans la Rome pontificale. Elle pouvait admettre qu'une législation d'État refuse la nationalité allemande aux Juifs. La création de l'État d'Israël a révélé l'existence incontestable d'un sentiment national juif. Mais ce que l'Église ne pouvait admettre, c'était un antisémitisme basé sur l'affirmation d'un postulat d'impérialisme raciste.

S'il ne se fut agi que d'établir une carte du développement plus ou moins avancé des races humaines, ce n'eut été que constater l'ordonnance providentielle du monde, mais l'Église ne pouvait admettre que le catholicisme fut considéré comme une hérésie juive qui a « *empoisonné l'esprit allemand* » comme le proclamait alors von Schœnerer, chef des pangermanistes, en Autriche, vers 1890.

Avec le national-socialisme, les choses furent beaucoup moins nettes au début. Le 28 mars 1933, à Fulda, les évêques prussiens abrogeaient les mesures que la plupart d'entre eux avaient édictées contre le national-socialisme. Le Zentrum votait pour Hitler lors de l'unique séance du Reichstag qui suivit l'arrivée du pouvoir du Führer[70]. L'archevêque de Cologne autorisait l'accès en uniforme à la réception des sacrements, même en formations collectives et l'entrée des étendards nationaux-socialistes dans l'enceinte du culte[71].

> *« Nous ne considérons plus comme nécessaires les avertissements et défenses générales édictées à l'endroit du mouvement national-socialiste, avertissements et défenses arrêtées par Nous dans leur temps dans le juste souci du maintien de l'intégrité de la foi catholique et la sauvegarde des droits imprescriptibles de l'Église ? »*[72]

« *Nous approuvons la responsabilité totale du Chef, laquelle implique le droit à une obéissance absolue* » écrivait la *Germania*, organe du Zentrum[73].

Le Zentrum, en prononçant sa propre dissolution en raison de l'instauration du parti unique, publiait une déclaration de l'ex-chancelier Brüning soulignant que les millions d'Allemands du Zentrum avaient une conscience de leur devoir de citoyens qui ne pouvait être pour le IIIe Reich que d'« *un prix inestimable* » et qu'ils constituaient « *dans l'ensemble de la vie du Pays un facteur précieux qui*, disait M. Brüning*, ne pourra et ne devra pas être négligé quand il s'agira de défendre l'État et le peuple contre les puissances de décomposition »*[74].

Dans un second manifeste, le Zentrum parlait de « *contribution positive* », de « *dévouement sans réserve* » à l'affermissement du « *nouvel ordre de droit* »[75].

70 *Revue des deux Mondes*, 1933, t. II, p. 950.
71 *Revue des deux Mondes*, 1933, t. III, p. 762.
72 Déclaration des évêques allemands à Fulda, in *Revue des deux Mondes*, 1933, t. III, p. 771.
73 Cité par la *Revue des deux Mondes*, 1933, t. IV, p. 478.
74 *Revue des deux Mondes*, 1933, t. IV, p. 768.
75 *Revue des deux Mondes*, 1933, t. IV, p. 768.

Le national-socialisme a donc eu, à son arrivée au pouvoir, au moins la neutralité de l'Église. L'organe rhénan du Zentrum écrivait :

> *« Il faut que les meilleures têtes du catholicisme et principalement la jeunesse ne se contentent pas d'une simple et insuffisante adaptation, mais se vouent avec passion à la tâche historique du national-socialisme. »*[76]

Ce sont là des textes qui étonnent aujourd'hui, mais il n'est pas juste d'écrire une histoire en commençant par la fin.

Le 20 juillet 1933, le cardinal Pacelli – futur Pie XII, alors secrétaire d'État de Pie XI – signait à Rome avec M. von Papen, agissant au nom du Führer, un Concordat qui reconnaissait que « *l'enseignement de la religion catholique dans les écoles élémentaires, professionnelles, moyennes et supérieures est matière ordinaire d'enseignement et sera donné conformément aux principes de l'Église catholique* ».

Pour la première fois dans l'Histoire, l'Église catholique obtenait un statut en Allemagne.

Décidément, l'Église et l'État national-socialiste vont-ils pouvoir vivre en paix ?

Que disait *Mein Kampf* là-dessus ?

> « *Je n'hésite pas à déclarer que je vois dans les hommes qui cherchent aujourd'hui à mêler le mouvement raciste aux querelles religieuses, les pires ennemis de mon peuple que ne le peut être n'importe quel communiste internationaliste* ». « *[...] Le protestant le plus croyant [peut] marcher dans nos rangs à côté du catholique le plus croyant* », sans que sa conscience entre « *le moins du monde en conflit avec ses convictions religieuses* ».

Il combattait le Zentrum, sans doute, mais, disait-il, « *non pour des raisons religieuses, mais exclusivement au point de vue national, raciste, économiques* »[77].

Mais l'équivoque était là, prête à éclater :

> *« Celui qui se tient sur le plan raciste a le devoir sacré, quelle que soit sa propre confession, de veiller à ce qu'on ne parle pas sans cesse à la légère de la volonté divine, mais qu'on agisse conformément à cette volonté qui a jadis donné aux hommes leur forme, leur nature et leurs facultés. Détruite son œuvre, c'est déclarer la guerre à la création du Seigneur, à la volonté divine. »*[78]

Il réclame « *à la place d'un commandement de l'Église [...] un avertissement solennel invitant les hommes à mettre enfin un terme au vrai péché originel, aux conséquences si durables, et à donner au Créateur tout-puissant des êtres tels que lui-même les a d'abord créés ? »*[79]

Évidemment, Hitler et l'Église ne parlent pas le même langage. Placer le péché originel dans la faute contre la race, c'est détourner les mots de leur sens traditionnel.

---

76 *Revue des deux Mondes*, 1933, t. IV, p. 774.

77 Hitler Adolf*, Mon Combat*, p. 559.

78 *Ibid.*, p. 558.

79 *Ibid.*, p. 404.

On a pu espérer à Rome que, du moins, la coexistence pacifique serait possible entre l'Église et l'État. Il y avait quelques raisons d'espérer.

> *« Les idées et les institutions religieuses d'un peuple doivent toujours rester inviolables pour le chef politique ; sinon qu'il cesse d'être un homme politique et qu'il devienne un réformateur s'il en a l'étoffe ! Une autre attitude, en Allemagne surtout, doit conduire à une catastrophe.*
>
> *Même si une telle confession donne vraiment prise à la critique, un parti politique ne doit jamais oublier le fait que l'Histoire n'enregistre aucun exemple où un parti ait pu aboutir à une réforme religieuse. On n'étudie pas l'Histoire pour oublier ses leçons au moment même où il s'agit de les appliquer dans la pratique ; ou bien pour penser que leurs vérités séculaires peuvent ne plus être appliquées parce que la situation actuelle est tout autre ; on l'étudie pour en retirer des enseignements pour le présent. Celui qui n'est pas capable de faire cela, ne doit point s'imaginer qu'il est un chef politique ; il n'est en réalité qu'un pitre plat, quoique souvent présomptueux, et toute sa bonne volonté ne peut excuser son incapacité politique. »*[80]

En août 1936, il assure encore :

> *« Je m'efforcerai de protéger les droits des deux grandes confessions chrétiennes et d'établir l'harmonie avec les conditions de l'État d'aujourd'hui. »*[81]

Il est arrivé quelque chose de curieux à Hitler. Il s'était promis de ne pas entrer en conflit avec Rome et il se laissera entraîner par les théoriciens anti-chrétiens de son parti comme Rosenberg ; il avait fort bien vu que l'avenir de l'Allemagne dépendait d'une entente entre celle-ci, l'Angleterre et l'Italie et il se mettra en situation d'entrer en conflit avec la plus puissante des deux ; il avait retenu de la guerre de 1914 que l'erreur avait été la lutte sur deux fronts et il déclarera la guerre à la Russie en pleine lutte avec les démocraties occidentales. Auparavant, il aura fait alliance avec Staline après avoir dit dans *Mein Kampf* qu'une telle alliance serait « *la fin de l'Allemagne* »[82]. Et, le plus curieux, c'est que tout ce qu'il avait prédit arriva mais ce fut lui qui en fut cause.

Cet homme, qui a énormément parlé et écrit, s'est-il perdu dans l'immensité de son œuvre ? S'est-il jamais relu ?

Autant sa doctrine forme un tout cohérent qu'on est libre d'approuver ou de rejeter, autant ses actes paraissent incohérent, dictés par des impulsions contradictoires.

À peine a-t-il conquis Sir Neuville Chamberlain à l'idée que les peuples de race germanique ont le droit de s'unir dans un même empire : « *Ein Volk, ein Reich, ein Führer !* » qu'il annexe la Bohême, menace la Pologne. Bref, passe de la position solide de l'État völkich au pangermanisme impérialiste absorbant des nationalités non germaniques.

---

80 *Ibid.*, p. 121.
81 Hitler Adolf, Discours du 17 août 1934.
82 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 659.

Il y a eu tant d'Hitlers contradictoires qu'on ne sait plus lesquels croire. Il lasse, puis il inquiète. Ses adversaires n'ont pas toujours raison, mais il a de plus en plus tort. Le plus grave, c'est qu'il compromet un certain nombre d'idées justes dans le tourbillon de son agitation. Il donne leur chance aux démocraties que l'Europe était en train de rejeter. Il permet leur alliance avec le communisme, épuise un peuple admirable de discipline, ne résout rien, complique tout et finit d'une manière tragique dans une sombre horreur.

IX.

Une conception aussi totalement révolutionnaire que le national-socialisme devait être amenée à toucher aux fondements mêmes du droit.

> *« Au cours d'une longue période par suite de l'acceptation de certaines idées étrangères et d'un manque de jugement propre et clair, notre vie juridique est tombée dans un état de confusion qui a trouvé son expression la plus visible dans l'incertitude où l'on se trouvait en ce qui concerne le but intrinsèque du droit. Deux extrêmes caractérisent cet état de choses :*
>
> *1° La conception que le Droit, comme tel, trouve en lui-même la justification de son existence et que, pour cette raison, il n'admet aucun examen de son utilité générale ou particulière.* Fiat iustitia, et pereat mundus[A] *;*
>
> *2° La conception que le Droit est essentiellement appelé à assurer et à maintenir la protection de l'individu dans sa propre personne et dans ses biens.*
>
> *Entre ces deux conceptions se glissait sous des dehors timides, la conception suivante : Le Droit doit représenter les intérêts supérieurs de la Communauté, conception qui, en général, n'osait s'affirmer que sous la forme d'une concession à la prétendue raison d'État.*
>
> *À cet égard, la révolution nationale-socialiste a donné au Droit, à la Science juridique et à la jurisprudence un point de départ clair et sans équivoque.*
>
> *C'est la tâche de la justice d'aider à conserver et à défendre le peuple contre tout élément a-social qui se soustrait à ses obligations à l'égard de la Communauté ou qui porte préjudice aux intérêts de cette dernière.*
>
> *De cette façon, dans le droit allemand, c'est la notion de peuple qui prime la personne humaine et les biens matériels. »*[83]

Déjà dans *Mein Kampf,* Hitler avait posé en principe qu'on ne peut gagner l'âme d'un peuple que « *si, en même temps qu'on lutte pour atteindre son propre but, on veille à détruire tout ennemi qui cherche à y faire obstacle* ». Car, disait-il, « *dans tous les temps le peuple a considéré l'attaque sans merci de ses adversaires comme la preuve de son bon droit ; pour lui, renoncer à les détruire, c'est douter de ce bon droit, c'est nier qu'il existe* »[84].

> « *Le monde n'appartient qu'aux forts qui pratiquent des solutions totales, il n'appartient pas aux faibles, avec leurs demi-mesures.* »[85]

A Maxime attribuée à Ferdinand Ier de Hasbourg : « *Que la Justice soit rendue, le monde dût-il en périr* ».

83 Hitler Adolf, Discours du 30 janvier 1937.

84 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 337.

85 *Ibid.*, p. 257.

L'État national-socialiste ne vise donc pas à réaliser un équilibre entre les différentes forces qui constituent la Société. Il veut les absorber toutes et totalement. Agir autrement, tolérer quelqu'un ou quelque chose d'autre que lui ce serait « douter de son bon droit », nier qu'il existe.

Pourtant Hitler semble avoir eu quelques doutes sur les possibilités pratiques de sa propre théorie.

> *« Est-il possible d'exterminer avec l'épée une conception de l'esprit ? Peut-on, par exemple, par l'emploi de la force brutale, lutter contre des "idées philosophiques" ? [...] En réfléchissant à des cas analogues que l'on trouve dans l'Histoire, particulièrement lorsqu'il s'agit de questions de religion, on aboutit à la notion fondamentale suivante : les conceptions et les idées philosophiques, de même que les mouvements motivés par des tendances spirituelles déterminées, qu'ils soient exacts ou faux, ne peuvent plus, à partir d'un certain moment, être brisés par la force matérielle qu'à une condition : c'est que cette force matérielle soit au service d'une idée ou conception philosophique nouvelle allumant un nouveau flambeau.*
>
> *L'emploi de la force physique toute seule, sans une force morale basée sur une conception spirituelle, ne peut jamais conduire à la destruction d'une idée ou à l'arrêt de sa propagation, sauf si l'on a recours à une extermination impitoyable des derniers tenants de cette idée et à la destruction des dernières traditions. Or, cela aboutit dans la plupart des cas, à rayer l'État considéré du nombre des puissances politiquement fortes pour un temps indéterminé, souvent pour toujours ; car une pareille saignée atteint, comme le montre l'expérience, la meilleure partie de la population. En effet, toute persécution qui n'a point de base spirituelle apparaît comme moralement injuste et agit comme un coup de fouet sur les meilleurs éléments d'un peuple, le poussant à une protestation qui se traduit par son attachement à la tendance spirituelle persécutée. »*[86]

Ces lignes, Hitler les écrivait à propos des sociaux-démocrates et des tentatives de répression dont ils étaient l'objet de la part de la République bourgeoise de Weimar. Il déniait en somme le droit à ce pouvoir qui ne prétendait pas représenter une philosophie, de s'opposer à l'idée sociale-démocrate, ou plutôt il pensait qu'il n'était pas capable de le faire valablement.

On pourrait discuter beaucoup là-dessus, sur le « droit » des démocraties à limiter la propagande des partis anti-démocratiques par exemple, mais le fond du problème n'est pas là. Pour Hitler, la violence et la force qui prennent naissance dans une conception spirituelle sont justifiables. Mieux, elles sont nécessaires car la nouvelle conception spirituelle douterait d'elle-même et de sa propre légitimité si elle n'était pas prête à l'extermination de ses adversaires.

Transposez maintenant cette notion sur le plan des rapports internationaux. À quoi aboutit-on ? À cette définition du droit par le ministre Frick, en 1933, au Congrès des Juristes à Leipzig :

> *« Les nationaux-socialistes disent que le droit est ce qui sert le peuple allemand ; l'injustice est ce qui lui porte dommage. »*

86 *Ibid.*, p. 171.

Au fond, Hitler n'a fait que codifier, en termes assez quelconques, le vieux droit de la force, et sa plus grande erreur aura sans doute été de dire tout haut ce que les impérialistes, tout au cours des siècles, ont fait soit avec l'aisance d'une bonne qui ne se pose pas de problèmes, soit avec l'hypocrisie d'un renard qui se couvre d'une peau d'agneau.

Mais venir se placer sur le devant de la scène et dire : « je suis le lion et je vais vous manger parce que je suis le roi de la Création et le plus fort », c'était à la fois naïf et peu habile, parce qu'il n'était pas le plus fort.

Il y a des vues justes qu'il préconise pour rétablir la puissance allemande, quelques fortes notions qu'on ferait bien de méditer. Il faut, dans l'étude du national-socialisme, dissocier les moyens de la fin. Parmi les moyens qui ont permis à un pays de se relever au lendemain d'une grave défaite, il en est qui méritent d'être étudiés comme moyens techniques de la grandeur nationale.

> *« Il ne s'agit pas de nous demander "Comment fabriquerons-nous des armes", mais "Comment créerons-nous l'esprit qui rend un peuple capable de porter des armes ?" Quand un tel esprit souffle sur un peuple, sa volonté trouve mille chemins dont chacun conduit à une arme. »*[87]

Il a montré que cela était vrai.

La volonté de puissance vient avant la puissance.

X.

Pourquoi ces armes ? Pourquoi cette inquiétude allemande qui oscille de la démesure à l'obséquiosité, de la volonté impériale au provincialisme ? C'est que l'Allemagne est un pays politiquement inachevé. Le *Deutschtum* n'arrive pas à trouver ses frontières. Les nationaux-socialistes crurent les avoir rencontrées dans les limites de la race : « Ein Volk, ein Reich, ein Führer ! », mais Hitler mêle deux notions contradictoires : celle de la communauté *völkisch* qui ne saurait supporter de membres étrangers à son sang et celle de l'impérialisme qui mettait sous la coupe du Reich des pays non germaniques.

Hitler dépassait la contradiction en donnant à cette domination une justification tirée du droit à l'espace vital :

> *« La politique extérieure de l'État raciste doit assurer les moyens d'existence sur cette planète de la race que groupe l'État, en établissant un rapport sain, viable et conforme aux lois naturelles entre le nombre et l'accroissement de la population d'une part, l'étendue et la valeur du territoire d'autre part.*
>
> *De plus, on ne doit considérer comme rapport* sain *que la situation dans laquelle l'alimentation d'un peuple est assurée par les seules ressources de son propre territoire.*
>
> *Tout autre régime, durerait-il des siècles et des millénaires, n'en est pas moins malsain et, tôt ou tard, arrive à causer un préjudice sinon la ruine, du peuple considéré. Seul un espace suffisant sur cette terre assure à un peuple*

87 *Ibid.*, p. 232.

la liberté de l'existence [...]. À l'importance de l'étendue territoriale d'un État comme source directe de son alimentation, s'ajoute l'importance au point de vue militaire et politique.

Quand un peuple voit sa subsistance garantie par l'étendue de son territoire actuel, il est néanmoins nécessaire encore de penser assurer la sécurité de celui-ci. Celle-ci résulte de la puissance politique d'ensemble de l'État, puissance qui est directement fonction de la valeur militaire de sa situation géographique.

Si le mouvement national-socialiste veut réellement obtenir devant l'histoire la consécration d'une grande mission en faveur de notre peuple, il doit être pleinement, et douloureusement conscient de la véritable situation du peuple allemand sur cette terre [...], sans égard pour traditions *et* préjugés, *trouver le courage de rassembler notre peuple et sa puissance, pour le lancer sur la voie qui le sortira de son étroit habitat actuel et le mènera vers de nouveaux territoires, le libérant ainsi du danger de disparaître de cette terre ou de devenir l'esclave des autres. »*[88]

Ainsi l'impérialisme vient-il prendre à point nommé le relais du racisme qui arrêtait les frontières du *Deutschtum* aux pays de race allemande. Le III[e] Reich doit avoir son espace vital et ses « Marches » qui protègent cet espace. C'est la notion de nation qui disparaît complètement. Il n'est plus question, à ce point de la doctrine nationale-socialiste, ni de nation, ni de terre des pères. C'est une tribu, une communauté ethnique qui s'installe, par droit de conquête, sur les terres des peuples voisins si c'est nécessaire, parce qu'elle a besoin de leurs terres pour nourrir ses membres. Humanité privilégiée qui doit aussi protéger ses cultures en poussant la pointe de son épée jusqu'à la position stratégique dont l'occupation n'a d'autre raison et d'autre justification que la réalisation de sa volonté de puissance.

Idée coupable ? Non pas. Hitler est persuadé qu'il suit la loi de la nature :

« Nous autres nationaux-socialistes, nous devons nous en tenir d'une façon inébranlable au but de notre politique extérieure : assurer au peuple allemand le territoire qui lui revient en ce monde. Et cette action est la seule qui, devant Dieu et notre postérité allemande, justifie de faire couler le sang : devant Dieu, pour autant que nous avons été mis sur cette terre pour y gagner notre pain quotidien au prix d'un perpétuel combat, en créatures à qui rien n'a été donné sans contrepartie, et qui ne devront leur situation de maîtres de la terre qu'à l'intelligence et au courage avec lesquels ils sauront la conquérir et la conserver ; devant notre postérité allemande, pour autant qu'on ne versera pas le sang d'un seul citoyen allemand sans donner à l'Allemagne future des milliers de nouveaux citoyens. Le territoire sur lequel les vigoureux enfants des générations de paysans allemands pourront un jour se multiplier, justifiera le sacrifice de nos propres enfants et absoudra les hommes d'État responsables, même persécutés par leur génération, du sang versé et du sacrifice imposé à notre peuple. »[89]

Hitler tire une curieuse conséquence du péché originel. Il traduit le : « *Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front »* par « *nous avons été mis sur terre pour y gagner notre pain quotidien au prix d'un perpétuel* combat ». Sa conclusion dès lors est logique :

88 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 640 à 644.
89 *Ibid.*, p. 650.

« Aucun peuple ne possède ici-bas un seul mètre carré de territoire en vertu d'une volonté ou d'un droit supérieurs. Les frontières de l'Allemagne sont des limites fortuites, momentanées, au cours de l'éternelle lutte politique ; il en est de même des frontières délimitant l'habitat des autres peuples. Et tout comme la configuration de notre surface terrestre ne peut apparaître immuable comme le granit qu'à un étourdi imbécile – alors qu'en réalité chaque instant nous montre sa constante évolution, fruit du travail incessant des forces de la nature, détruite ou changée demain par des forces plus puissantes – il en est de même dans la vie des peuples, des frontières qui les séparent.

Les limites des États sont le fait des hommes et sont changées par eux.

Le fait qu'un peuple a réussi à acquérir un territoire excessif ne confère nullement l'obligation supérieure de l'admettre pour toujours. Il démontre tout au plus la force du conquérant et la faiblesse du patient. Et c'est dans cette seule force que réside le droit. »[90]

« La nature ne connaît pas de frontières politiques. Elle place les êtres vivant les uns à côté des autres sur le globe terrestre et contemple le libre jeu des forces. Le plus fort en courage et en activité, enfant de prédilection de la nature, obtiendra le noble droit de vivre. »[91]

Tout est dit. Alors que le nationalisme, acceptant la lente élaboration de l'histoire, s'enracine sur la terre des pères pour faire de chaque nation comme une véritable *personne* capable de coexister avec les autres dans une communauté chrétienne, le national-socialisme transforme la communauté en tribu errante qui n'a de limites que celles que sa puissance lui permet d'atteindre et de maintenir, et d'obligations qu'envers elle-même.

« *Le mouvement raciste n'a pas à se faire l'avocat des autres peuples, mais à combattre pour le sien.*

Nous avons été élus par le destin pour assister à une catastrophe qui sera la preuve la plus solide de la justesse des théories racistes au sujet des races humaines. »[92]

Peut-être, mais il est resté sous les décombres.

*

**

Comment Hitler a-t-il envisagé de trouver des alliés dans son entreprise ? Pouvait-il même espérer en trouver pour un plan aussi inquiétant somme toute ?

Il eut l'habileté de limiter ses ambitions géographiquement vers l'Est. Cela lui permit de donner au « *Drang nach Osten* » l'aspect d'une croisade contre le bolchevisme et, historiquement, c'est bien cela qui a eu lieu et c'est ce qui amena la confusion.

Hitler comptait sur des alliés et sur le plus inattendu de tous semble-t-il : l'Angleterre. Point n'était besoin d'amitié entre les deux puissances, ni d'alignement idéologique :

90 *Ibid.*, p. 651.
91 *Ibid.*, p. 137.
92 *Ibid.*, p. 652.

« La condition nécessaire pour que les destinées de deux peuples s'enchaînent l'une à l'autre n'est pas une estime ou une sympathie réciproque, mais bien la perspective des avantages que tirera de l'association chacun des contractants. »[93]

C'est là, en effet, une vieille idée classique de la diplomatie, mais elle datait un peu à l'époque des grands conflits idéologiques et Hitler eut tort sans doute de ne pas reprendre l'idée messianique de la Révolution française. L'égoïsme de son racisme l'en empêchait. Il ne voulait pas sauver les autres. Il déclarera un jour n'avoir aucun intérêt à exporter l'idée national-socialiste[94].

« La politique étrangère n'est que le moyen de parvenir à un but et ce but consiste exclusivement à travailler en faveur de notre peuple. Toute question de politique étrangère ne peut être considérée d'aucun autre point de vue que celui-ci : telle solution sera-t-elle avantageuse pour notre peuple, actuellement ou dans l'avenir ? »[95]

Il eut donc le grand dessein de reprendre la marche des chevaliers teutoniques vers l'Est, avec l'accord de la Grande-Bretagne.

La nécessité de cette marche, de ce *Drang nach Osten*, il l'a justifiée par sa théorie de l'espace vital :

« Juger que Dieu a concédé à certains peuples la conquête par la force de leurs possessions et défendre ensuite ce vol par les théories morales, c'est certainement pour le possesseur, très commode et un grand soulagement pour sa conscience, mais complètement indifférent à celui qui ne possède rien, sans importance et ne l'oblige à rien. Aucun peuple n'est né pour être riche ou pauvre. La distribution des richesses en ce monde a été le résultat d'une évolution historique. »[96]

Le seul, l'unique problème est donc d'agrandir, par la force, le territoire du Reich. Mais où et comment ? Empire colonial ou Empire continental ?

Hitler semble avoir exactement prévu ce qui, finalement, donnerait aux États-Unis la supériorité sur la Grande-Bretagne et son Empire :

« Beaucoup d'États européens ressemblent aujourd'hui à des pyramides qui reposent sur leur pointe. Leur superficie européenne est ridiculement petite vis-à-vis de l'étendue exagérée de leurs colonies, de l'importance de leur commerce extérieur, etc. On peut dire : le sommet en Europe, la base dans le monde entier, à la différence des États-Unis qui ont leur base sur leur propre continent et ne touchent le reste du monde que par le sommet. C'est aussi là ce qui fait la force intérieure inouïe de cet État, et la faiblesse de la plupart des puissances coloniales européennes. »

Aussi en tire-t-il cette conclusion que, pour l'Allemagne :

« […] la seule possibilité de mener à bien une politique territoriale saine résidait dans l'acquisition de terres nouvelles en Europe même. Des colonies ne peuvent servir à ce but tant qu'elles ri apparaissent pas favorables au peuplement massif par des Européens […].

93 *Ibid.*, p. 614.
94 Hitler Adolf, Discours du 31 janvier 1939.
95 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 605.
96 Hitler Adolf, Discours du 30 janvier 1939.

Voulait-on des territoires en Europe, cela ne pouvait être en somme qu'aux dépens de la Russie. Alors il eût fallu que le nouveau Reich suivît de nouveau la voie des anciens chevaliers de l'ordre teutonique, afin que l'épée allemande assurât la glèbe à la charrue allemande, et donnât ainsi à la nation son pain quotidien.

Pour une semblable politique, le seul allié possible en Europe était l'Angleterre.

C'est seulement avec l'Angleterre que l'on pouvait, une fois nos derrières assurés, entreprendre la nouvelle croisade des Germains. Notre droit n'y eut pas été moindre que celui de nos ancêtres. Aucun de nos pacifistes ne se refuse à manger le pain de l'Est, et pourtant c'est le glaive qui a ouvert le chemin à la charrue ! »[97]

Hitler avait raison de dire qu'une telle croisade ne pouvait avoir lieu sans la permission de l'Angleterrre, mais son erreur a été de croire qu'elle la donnerait et, plus tard, de croire qu'il pourrait s'en passer.

Toute la politique britannique n'a cessé d'être dirigée par cet impératif : empêcher la création sur le Continent d'une puissance capable de le dominer.

Hitler pensait qu'il suffisait de détourner ses ambitions de la mer et des colonies. À lui l'empire d'Europe, à l'Angleterre l'empire des Océans. Oui, mais l'Angleterre n'oublie jamais qu'elle est juste une petite île au large de l'Europe. Cela, Hitler ne l'a pas compris. Jusqu'à la fin, il a attendu le retournement anglais en sa faveur. Quand il eut été logique de l'espérer, dans les derniers jours, quand Staline, à son tour, devenait trop grand, Churchill rencontrera l'obstacle qu'avait prévu Hitler et qui est celui qui se dresse devant les froids calculs de l'homme d'État :

« Le froid calcul de l'homme d'État doit parfois, pour se réaliser, faire appel au sentiment, moteur qui est plus puissant quand il faut agir et qui résiste mieux à l'usure du temps. L'homme d'État peut, après avoir réalisé un de ses plans, tourner son activité d'esprit vers d'autres projets, mais il faut un lent travail de propagande pour rendre la sensibilité des masses accessible aux nouvelles vues du chef. »[98]

Il eu fallu, « *un lent travail de propagande* » pour renverser les alliances. Le temps manquait, des intérêts puissants s'opposaient à tout renversement d'alliance. De tels mouvements d'ailleurs sont peu populaires, en raison précisément du « *lent travail de propagande* » nécessaire pour détruire les effets d'une propagande antérieure. L'histoire nous montre que les peuples sont « *conservateurs* » dans inimitiés. Louis XV en avait fait l'expérience et pourtant, c'est lui qui avait raison : le danger pour le royaume n'était plus dans la maison d'Autriche mais dans la Prusse.

XI.

Tout, dans la doctrine nationale-socialiste, conduisant à une organisation hiérarchisée de la Communauté, il ne pouvait être question pour l'économie d'échapper à l'emprise de l'État.

---

97 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 141.
98 *Ibid.*, p. 610.

Le national-socialisme, ne pouvait être que « *l'ennemi le plus acharné de la conception libérale qui veut que l'économie existe pour le capital – et le peuple pour l'économie*[99] ».

Hitler était décidé « *à rompre avec ce sophisme, suivant lequel l'économie pourrait avoir dans l'État sa vie propre, indépendante, incontrôlable et non surveillée »*, car, estimait-il, aujourd'hui, « *il ne peut plus y avoir d'économie libre, c'est-à-dire livrée exclusivement à elle-même. Non seulement parce que ce serait politiquement insupportable, mais aussi parce qu'il en résulterait, au point de vue économique, des situations impossibles* ».

> *« De même que des milliers de particuliers ne peuvent répartir ou exercer leur travail selon leurs idées et leurs besoins propres, de même l'ensemble de l'économie ne peut marcher suivant ses propres conceptions ou se mettre au service de quelques intérêts purement égoïstes. Il n'est, en effet, plus capable de supporter par ses seuls moyens les conséquences d'un échec.*
>
> *Ceci est avant tout un problème d'organisation. Il ne s'agit pas ici de phrases conventionnelles telles que, par exemple, "Liberté de l'économie", mais il s'agit d'assurer, par toutes les mesures appropriées, la possibilité d'une activité productive à la main-d'œuvre. Tant que l'économie, c'est-à-dire l'ensemble des chefs d'entreprises, y réussit par ses propres moyens, c'est fort bien. Mais s'ils ne sont plus en état de le faire, c'est à la communauté nationale, en ce cas, à l'État, de veiller à ce que les énergies du travail existantes soient employées à une production utile, c'est à elle de prendre les mesures nécessaires à cet effet. »*[100]

Dès *Mein Kampf,* c'est-à-dire dès 1924, Hitler a parlé d'organisation corporative de l'économie. Il voyait dans la corporation « un organe de représentation professionnelle » qui supprimerait la lutte des classes et n'en reconnaîtrait aucune. Il ne voulait connaître d'autre distinction, à l'intérieur de la communauté, que celle – raciale – des *citoyens* et des *ressortissants.* Les premiers avec tous les droits politiques, les seconds n'en ayant aucun. Mais sur le plan professionnel, il n'admettait pas de classes :

> *« Ce qui aujourd'hui pousse au combat des millions d'hommes doit, un jour trouver sa solution dans les chambres professionnelles et dans le Parlement économique central. Avec eux, entrepreneurs et ouvriers ne doivent plus lutter les uns contre les autres dans la lutte des salaires et des tarifs – ce qui est très dommageable à l'existence économique de tous deux – mais ils doivent résoudre ce problème en commun pour le bien de la communauté populaire et de l'État dont l'idée doit briller en lettres étincelantes au-dessus de tout.*
>
> *Le devoir de la corporation nationale-socialiste est l'éducation et la préparation en vue de ce but, qui se définit ainsi : travail en commun de tous en vue de maintenir la sécurité de notre peuple et de l'État, conformément pour chaque individu, aux capacités et aux forces acquises à la naissance et perfectionnées par la communauté populaire. »*[101]

---

99 Hitler Adolf, Discours du 30 janvier 1937.
100 *Ibid.*
101 Hitler Adolf, *Mon Combat*, p. 596.

L'Économie ne saurait être, en soi, un but.

> *« L'État n'a rien à faire avec une conception économique ou un développement économique déterminé. Il n'est pas la réunion de parties contractantes économiques dans un territoire précis et délimité, ayant pour but l'exécution des tâches économiques ; il est l'organisateur d'une communauté d'êtres vivants, pareils les uns aux autres au point de vue physique et moral, constituée pour mieux assurer leur descendance et atteindre le but assigné à leur race par la Providence. C'est là et là seulement qu'est le but et le sens de l'État. L'économie n'est qu'un des nombreux moyens nécessaires à l'accomplissement de cette tâche. Elle n'est jamais ni la cause, ni le but d'un État, sauf le cas où ce dernier repose* a priori *sur une base fausse, parce que contre nature. »*[102]

L'Économie doit même se plier aux nécessités du relèvement national car « *quelles que soient les concessions d'ordre économique encore et toujours accordées aux ouvriers, celles-ci ne sont pas à comparer avec le bénéfice qu'en retire l'ensemble de la nation si elles contribuent à faire entrer les grandes couches populaires dans le corps social dont elles font partie »*. Aucun effort économique, en effet, n'est possible et par la suite profitable « *tant que n'aura pas été rétablie une profonde solidarité entre le peuple et la nation* »[103].

L'éducation nationale de la masse ne peut être réalisée que « *par le moyen indirect du relèvement social »* qui seul permettra d'obtenir « *les conditions économiques de base qui permettraient à chacun de prendre sa part des biens culturels de la nation*[104] ».

Très réaliste toutefois dans le domaine social, Hitler n'entendra pas que le relèvement des salaires puisse être indépendant d'une augmentation de la production.

> *« De toutes les illusions, la pire est toujours celle qui consiste à croire que l'on peut dépenser un bien qui n'a pas été préalablement créé et produit par le travail : en d'autres termes, dans l'avenir également, ce sera notre devoir de faire comprendre à chaque Allemand, au citadin et au campagnard que la valeur de son travail doit toujours égaler son salaire. C'est-à-dire que le paysan ne peut recevoir, pour les produits de son sol, que ce que le citadin a lui-même acquis par son travail, et celui-ci n'obtiendra que ce que le paysan a conquis sur le sol, tous ne pouvant qu'échanger entre eux ce qu'ils ont produit, et l'argent ne pouvant jouer ici que le rôle d'intermédiaire. »*[105]

> *« La communauté nationale ne vit pas de la valeur fictive de l'argent, mais de la production réelle qui seule donne à l'argent sa valeur.*
> *C'est cette production qui forme la couverture de la monnaie et non une banque ou un Trésor plein d'or. En augmentant cette production j'augmente, aussi, réellement le revenu de mes concitoyens ; en la diminuant j'abaisse ce revenu, quels que soient les salaires reçus. »*[106]

---

102 *Ibid.*, p. 151.
103 *Ibid.*, p. 336.
104 *Ibid.*, p. 337.
105 Hitler Adolf, Discours du 20 février 1938.
106 Hitler Adolf, Discours du 10 décembre 1940.

« Seul le travail crée du nouveau travail. Ce n'est pas l'argent qui crée le travail. Seul le travail crée des valeurs, et ses valeurs sont données en rémunération aux hommes qui veulent eux-mêmes travailler de nouveau. La besogne que fait l'un assure à un autre les conditions premières de sa vie et par là de son travail. Et si nous mobilisons à outrance la puissance de travail de notre peuple, chacun de nous recevra une plus grande part des biens de la vie. »[107]

Dès son arrivée au pouvoir, Hitler avait dissous les syndicats et toutes les institutions professionnelles patronales et ouvrières. Il les avait remplacés par *l'Arbeitfront* (le Front du Travail) corporation mixte divisée en dix-huit organisations régionales. En 1934, il institua un nouveau code du travail, l'année suivante l'Office pour l'organisation corporative de l'Économie allemande achevait la mise au point d'une organisation économique qui transformait chaque entreprise en une communauté de travail dirigée par un *führer.* Dans chaque circonscription administrative, des commissaires du travail contrôlaient l'emploi du personnel des entreprises et les conditions de travail. *L'Arbeitfront* prenait à sa charge les œuvres sociales et d'éducation professionnelle, mais son rôle principal était la surveillance de l'esprit politique des employeurs. Libres, mais dans les limites de la politique de l'État.

En cas de conflit entre ouvriers et patrons, l'arbitrage du ministre du Travail décidait en dernier ressort.

L'organisation n'avait pas pour but d'assurer l'indépendance des ouvriers vis-à-vis des employeurs, mais de plier ceux-ci et ceux-là à la discipline communautaire assurée par l'État.

Toutes les entreprises étaient obligatoirement rattachées aux groupements professionnels. Au sommet de l'organisation se trouvait la Chambre d'Économie du Reich, composée de délégués des groupes professionnels, mais dirigée par des représentants du gouvernement. Son rôle était strictement d'étudier les intérêts professionnels. La réglementation de la production, la fixation des prix ou l'organisation des marchés dépendaient, elles, du gouvernement.

L'organisation corporative nationale-socialiste recevait donc son impulsion entière de haut en bas, comme toutes les autres institutions du régime strictement organisées sur la base du *führerprinzip.* Des chefs, entourés d'organismes consultatifs, et décidant, sous leur responsabilité, devant leur supérieur. Le schéma général de l'État national-socialiste était celui de l'Armée.

Devaient concourir à cette militarisation de la société trois facteurs : la tradition prussienne, l'esprit de sélection des meilleurs provenant de la conception raciste du monde et, enfin, – ce qui peut-être n'a pas été assez souligné – l'influence profonde qu'avaient exercée sur Hitler les quatre années de guerre, l'habitude de vivre sous un strict régime de hiérarchie et de discipline ; la conviction aussi que la guerre avait été perdue le jour où cette discipline s'était relâchée et où cette hiérarchie n'avait plus été reconnue.

107 *Ibid.*

Si la discipline et la hiérarchie militaire sont nécessaires pour constituer une armée, c'est-à-dire pour constituer un bloc homogène obéissant aux mêmes lois, conditionné par les mêmes réflexes, pourquoi cette même hiérarchie et cette même discipline ne pourraient-elles pas servir à former cette Communauté nationale dont il entendait précisément qu'elle soit pareillement homogène, que ses membres obéissent aux mêmes lois et soient conditionnés par les mêmes réflexes ?

Tel fut l'essentiel de ce national-socialisme qui a pu apparaître comme une des plus puissantes explosions révolutionnaires du XXe siècle et a quasi disparu, sans laisser de traces visibles dans la République bourgeoise du Dr Adenauer.

> *« Au début du printemps de l'année 1945 dans Berlin débordée de toutes parts, le Dr Gœbbels se suicidait avec sa femme et ses six enfants parce que, dit son testament, "la vie ne vaudrait pas d'être vécue dans un monde où il n'y aurait plus de National-Socialisme". La Radio allemande annonçait par la voix du grand amiral Karl Dœnitz que le chancelier du Reich, Adolf Hitler, était mort au milieu de ses prétoriens fidèles dans un bunker de Berlin. Pendant quarante-huit heures toutes les antennes de l'empire sans discontinuer, de jour et de nuit, lancèrent aux quatre coins de l'univers le* Crépuscule des Dieux *de Richard Wagner. Puis elles se turent à jamais. »*[108]

De *Rienzi* au *Crépuscule…*

108 Meynier Philippe, *Essai sur l'idéalisme moderne*, p. 91.

X. José Antonio Primo de Rivera ou la nation comme unité de destin dans l'universel

« *José Antonio avec son nom d'empereur romain…* »
José Luis de Arrese, *Escritos y Discursos*, p. 19.

« *Un jeune homme au profil de prince, solitaire et mélancolique…* »
Eugenio Montes, *La Estrella y la Estela*, p. 141.

Nous voulons un paradis difficile, dressé, implacable. Un paradis où l'on ne se repose jamais et qui ait dans l'embrasure des portes des anges avec des épées.
José Antonio Primo de Rivera, 19 mai 1935.

La politique est une partie avec le temps dans laquelle il n'est pas permis de retarder le jeu.
José Antonio Primo de Rivera, « Hommage et reproche à José Ortega y Gasset », 1935.

Si on te dit que je suis tombé
C'est que je m'en serai allé
Au poste qui m'attend dans l'au-delà

Cara al sol.

I.

José Antonio Primo de Rivera a dominé de très haut le groupe des novateurs de la Révolution nationale espagnole. La Providence lui a fait la grâce de mourir jeune, martyr de ses idées. Il n'est pas un de ceux qui ont connu le fondateur de la *Falange* qui puisse l'imaginer grisonnant et une ardeur éteinte dans le regard. José Antonio, c'est d'abord une idée incarnée dans une jeunesse. Il s'est en quelque sorte dépersonnalisé. Il est resté de lui « *ce nom d'empereur romain »* gravé sur la dalle nue de sa tombe à l'Escorial et un millier de pages de doctrine et de combat.

C'est assez pour enflammer les imaginations, émouvoir les cœurs et conquérir les esprits, indéfiniment.

*
**

Vers 1920, fils aîné d'un officier général, Grand d'Espagne, étudiant en droit, doué d'une prestance personnelle incontestable, possédant une tête « *extrêmement ordonnée, dans laquelle toute chose tombait couverte ou incluse dans un système* »[1], il doit normalement devenir un grand magistrat ou un maître du barreau. Sa vie paraît admirablement tracée et pourtant l'aventure est à deux pas qui entraînera le père et le fils dans une même tourmente en deux phases.

On connaît l'histoire : le général appelé le 13 septembre 1923 par le roi Alphonse XIII qui lui confie la dictature, comme venait de le faire Victor-Emmanuel III d'Italie avec Mussolini. Ainsi les dynasties fatiguées cherchent des tribuns ou des soldats pour étayer les trônes menacés. Mais bientôt elles s'effraient de leur audace, écartent le bras qui les soutenait et s'effondrent sans gloire.

Le 13 septembre 1923, au soir, José Antonio, soldat aux dragons de Santiago, à Barcelone, fait cadeau à ses camarades d'une guitare pour qu'ils puissent chanter allégrement « *les espérances de la Patrie renaissante* »[2].

Le 22 janvier 1930, abandonné par le Roi, le général-dictateur part pour l'exil, victime de son libéralisme, sans avoir jamais songé à s'attaquer aux causes profondes du mal espagnol. Deux mois après, il meurt à Paris, rue du Bac, dans un modeste hôtel.

> « *Cet homme qui, s'il était fort comme un grand soldat, était sensible comme un enfant… un matin, à Paris, avec les journaux d'Espagne à la main, inclina la tête… et nous quitta pour toujours*. »[3]

*

**

C'est une des caractéristiques de la mentalité démocratique que de chercher à salir et à rabaisser ses adversaires. On dirait qu'elle a profondément assimilé l'horrible conseil de Voltaire : « *Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose* ».

Et la calomnie s'abat sur la mémoire du général, sur son œuvre, sur ses anciens collaborateurs.

Sans le savoir, par sa haine imbécile, la démocratie marquait le point exact de sa chute. Si José Antonio n'avait pas eu à défendre la mémoire de son père, il ne se fût point certainement lancé dans la politique et le cours des choses eût été autre.

Ses frères et lui commencèrent par distribuer des paires de gifles aux calomniateurs qu'il leur arrivait de rencontrer ; ce n'est qu'en 1931, après la chute d'Alphonse XIII que José Antonio décide de poser sa candidature aux Cortès[*]. Encore limite-t-il son ambition à relever les attaques de la République triomphante contre l'œuvre de son père.

---

1 Suñer Serrano, in Ximenez de Sandoval Felipe, *José Antonio*, p. 36.
2 *Op. cit.*, p. 51.
3 Primo de Rivera José Antonio, *Textos de Doctrina politica*, p. 36.
* [NdÉ] Le parlement en Espagne.

« *Je ne me présente pas aux élections,* dira-t-il dans l'ABC[*], *par goût de la politique qui m'attire de moins en moins. Parce qu'elle ne m'attirait pas, j'ai passé les six ans de la dictature sans me montrer dans un ministère, sans agir en public d'aucune façon. Dieu sait que ma vocation est au milieu de mes livres ; me séparer d'eux pour me lancer dans le vertige violent de la politique me cause une véritable douleur. Mais je serais lâche et insensible si je dormais tranquille tandis qu'aux Cortès, devant le peuple, on continue à lancer des accusations contre la mémoire sacrée de mon père.* »

C'est le même homme qui, quatre ans plus tard, me dira dans son salon de la *calle* Serrano : « *Monsieur, la* Falange, *c'est une Révolution !* »[4]

Que s'est-il donc passé ?

José Antonio, telle qu'il la conçoit, avec l'application qu'il mettait en tout, a reconnu que la politique était une chose sérieuse. L'amour filial peut arracher de beaux cris d'indignation, mais l'Espagne n'a pas besoin de discours, l'Espagne a besoin de quelqu'un qui vienne lui dire la cause de ses maux et lui indique le remède.

L'Europe vit d'ailleurs un prodigieux moment d'activité politique. Voilà dix ans que Mussolini forge dans la réalité quotidienne la doctrine fasciste, et ses œuvres, qu'on réunit en volume, constituent le premier livre doctrinal du fascisme. Le *Mein Kampf* d'Hitler commence à courir le monde. Rosenberg, Farinacci, Malaparte et, à gauche, Lénine, Trotzky apportent de nouvelles théories de l'État et une commune critique de la démocratie libérale.

Tous ces ouvrages sont sur la table de travail de José Antonio comme, à la même époque, ils furent sur la table de bien des jeunes gens un peu partout. José Antonio lit aussi les traditionalistes espagnols : Balmes, Donoso Cortès, Menendez y Pelayo et Vasquez Molla.

Il étudie les théories politiques comme il étudierait un dossier.

Parce qu'il a l'esprit prodigieusement clair, il écarte le sophisme d'instinct et, au fond, toute l'orientation politique de José Antonio va provenir de sa rencontre avec le grand sophiste du XVIIIe siècle : Jean-Jacques Rousseau. La racine, l'élément vital, essentiel, du *falangismo,* c'est la critique « joséantonienne » de Rousseau. Enlevez tout le reste, laissez seulement cela. À partir de cette critique, vous reconstruirez tout l'édifice falangiste tel que José Antonio, en quatre ans, l'a construit.

*
**

C'est le 29 octobre 1933 qu'il prononce le discours de fondation de la *Falange* au théâtre de la Comédie à Madrid et ses premières paroles sont celles-ci :

---

* [NdÉ] Quotidien conservateur espagnol .
4 Ximenez de Sandoval, *op. cit.*, p. 101.

« *Quand en mars 1762 un homme néfaste appelé Jean-Jacques Rousseau publia le* Contrat social, *la vérité politique cessa d'être une entité permanente. Auparavant, en d'autres époques plus profondes, les États qui étaient exécuteurs de missions historiques, avaient inscrit sur leurs fronts et aussi sur les astres, la justice et la vérité. Jean-Jacques Rousseau vint nous dire que la justice et la vérité n'étaient pas des catégories permanentes de la raison, mais, à, chaque instant, des décisions de la volonté.*

Jean-Jacques Rousseau supposait que l'ensemble des êtres vivants en un peuple ont une âme supérieure, d'une hiérarchie différente de chacune de nos âmes et que ce moi *supérieur était doté d'une volonté infaillible, capable de définir, à chaque instant, le juste et l'injuste, le bien et le mal. Et comme cette volonté collective, cette volonté souveraine, s'exprime seulement par le moyen du suffrage – conception de la majorité qui triomphe sur celle de la minorité en devinant la volonté supérieure – il en résultait que le suffrage, cette farce de petits papiers jetés dans une urne de verre, avait la vertu de nous dire à chaque instant si Dieu existait ou non, si la vérité était la vérité ou n'était pas la vérité, si la Patrie devait demeurer ou s'il était préférable, à un moment donné, qu'elle se suicide.* »

L'État libéral a été le serviteur de cette doctrine. Pour lui la seule chose qui importait c'était que les élections « *aient commencé à huit heures et fini à quatre* ». Il n'y avait plus qu'à respecter ce qui était sorti des urnes « *comme si rien ne l'intéressait* ».

Ce système « *est le plus ruineux système de destruction d'énergies* ». Il entraîne « *la perte de l'unité spirituelle des peuples* » et engendre « *l'esclavage économique* ». Il promit la liberté aux travailleurs, mais laissa les riches libres d'offrir les conditions qui leur plaisaient et c'est ainsi, de la nécessité d'autodéfense de la classe ouvrière que naquit le socialisme et sa naissance « *fut justifiée* », car il fut une « *réaction légitime contre l'esclavage libéral* ». Il dérailla cependant pour trois raisons : parce qu'il adopta « *l'interprétation matérialiste de la vie et de l'Histoire* » ; parce qu'il agit dans un sentiment de « *représailles* » ; *parce* qu'il proclama le « *dogme de la lutte des classes* ». Né comme « *une critique juste du libéralisme économique, il nous amena, par un autre chemin, les mêmes résultats que le libéralisme économique* : *la désagrégation, la haine, la séparation, l'oubli de tout lien de fraternité et de solidarité entre les hommes* »[5].

Tel est l'essentiel de la critique joséantonienne. Nous verrons comment il la développa, sans jamais s'écarter de sa répudiation essentielle du rousseauisme.

II.

Dans son discours du Théâtre de la Comédie, José Antonio tire déjà les premières conclusions de sa répudiation du sophiste de Genève :

5 Primo de Rivera José Antonio, *Textos de Doctrina politica*, pp. 61 à 66.

« Les Partis doivent disparaître. Personne n'est jamais né membre d'un parti politique ; par contre, nous sommes nés membres d'une famille; nous sommes tous voisins dans une municipalité ; nous peinons tous dans l'exercice d'un travail. Or, si ce sont là nos unités naturelles, si la famille, la municipalité et la. corporation sont les cadres dans lesquels nous vivons, pourquoi aurions-nous besoin de l'instrument intermédiaire et pernicieux des partis qui, pour nous unir en des groupements artificiels, commencent par nous désunir dans nos réalités authentiques ? »[6]

La *Falange* ne sera pas seulement « *une manière de penser* », mais « *une manière d'être* ». Elle aura conscience du « *sens ascétique et militaire de la vie* ». Elle marchera « *allégrement, poétiquement » parce que « seuls les poètes ont entraîné les peuples* ». Mais les *falangistas* seront des poètes rudes, ils utiliseront la dialectique « *comme premier instrument de communication* », mais ils auront toujours présent à l'esprit qu'il n'y a « *pas d'autre dialectique possible que celle des poings et des pistolets quand on s'attaque à la justice ou à la Patrie* ».

Et ce discours qui était un discours de candidature aux Cortès finit par cette phrase ironique : « *Je crois que je suis candidat, oui, mais je le suis sans foi ni respect.* » C'est que la place des *falangistas* est « *à l'air libre, dans la nuit claire, l'arme au bras, avec au-dessus d'eux les étoiles* », en train d'attendre l'aube nouvelle.

*
**

La plus grande partie de l'œuvre de José Antonio Primo de Rivera est composée de discours. Ce qui caractérise son style, c'est un mélange d'extrême rigueur, de raisonnement et de poésie. On part en pleine dialectique et on monte dans les étoiles, on rencontre des archanges. L'imagination reçoit autant que la raison. Il n'y a aucun apprêt dans cette manière de s'exprimer. En Espagne, la poésie est un moyen d'expression presque aussi habituel que la prose et – oserai-je le dire ? – peut-être plus accessible que le raisonnement.

Donc, le 29 octobre 1933, José Antonio Primo de Rivera s'est adressé à l'Espagne. Mais qu'est-ce que l'Espagne ?

*
**

Un des apports, peut-être le plus important, de José Antonio au grand mouvement d'idées de cette première moitié du XXe siècle, c'est sa définition de l'idée de Patrie.

Il a buté sur l'équivoque du mot *nationalisme*. Je pense qu'il ignorait le néologisme qu'avait proposé René Johannet : *nationalitarisme* qui devait servir à distinguer la doctrine du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, du *nationalisme* devenu, depuis Barrès, la doctrine de ceux qui voulaient maintenir l'intégrité des Patries menacées par les idées internationalistes et... nationalitaire.

6 Primo de Rivera José Antonio, *Textos de Doctrina politica*, p. 66.

Cette remarque était nécessaire si l'on veut comprendre, sans en fausser le sens, des mots comme celui-ci : « *Nous ne sommes pas nationalistes, parce qu'être nationaliste est une pure sottise* »[7].

Qu'est-ce donc que la Nation pour José Antonio ?

Ce n'est pas seulement « *l'attraction de la terre où nous sommes nés »*, ni « *l'émotion directe et sentimentale que nous sentons à l'approche de notre terroir »,* mais, dit-il une première fois aux Cortès, en 1934, « *une unité dans l'universel »*[8]. Il complétera plus tard sa pensée sous cette forme définitive : « *Une unité de destin dans l'universel »*[9].

*

**

Si José Antonio a tellement insisté sur la définition de la Nation, c'est que c'était, en Espagne, à ce moment-là, une notion controversée.

> *« Aucun air ne nous paraît si pur que celui de notre terre, aucune motte de gazon plus tendre que la sienne ; aucune musique comparable à celle de ses ruisseaux… Mais… n'y a-t-il pas dans cette succion de la terre, une sensualité empoisonnée* ?
>
> *Elle a quelque chose d'un fluide physique, quasi de qualité végétale, comme si de subtiles racines nous prenaient à la terre. C'est la sorte d'amour qui invite à se dissoudre, à s'amollir, à pleurer. Celui qui se dissout en mélancolie quand pleure la gaita*[*].
>
> *Amour qui s'abrite et se replie chaque fois jusqu'à la plus secrète intimité de la région à la vallée natale ; de la vallée à l'étang où se reflète la maison ancestrale ; de l'étang à la maison ; de la maison au recoin des souvenirs.*
>
> *Tout cela est très doux, comme un vin doux. Mais il s'y cache, comme dans le vin, douce ivresse et indolence. Pouvons-nous appeler patriotisme une telle manière d'aimer ? Si le patriotisme était cette tendance affective, il ne serait pas le meilleur des amours humains. Les hommes le céderaient en patriotisme aux plantes qui le dépassent en attachement à la terre. »*

Le Patriotisme doit se fixer « *non dans le* sensible, *mais dans* l'intellectuel *»*, car « *ce qui est sensuel dure peu »*.

> « *Ainsi, nous ne voyons pas dans la patrie le ruisseau et le gazon, la chanson et la* gaita ; *nous y voyons un* destin, *une* entreprise. *La patrie est ce qui, dans le monde, configure une entreprise collective. Sans entreprise, il n'y a pas de patrie ; sans la présence de la foi en un destin commun, tout se dissout en provinces natales, en saveurs et couleurs locales »*.[10]

---

7 *Ibid.*, p. 716.

8 *Ibid.*, p. 110.

9 *Ibid.*, p. 789.

* [NdÉ] Cornemuse que l'on retrouve dans la péninsule ibérique et dans l'ensemble de l'espace sud européen, du Portugal à la Bulgarie.

10 *Ibid.*, p. 111.

*
**

Aucun doute ne reste permis. Le *nationalisme* que José Antonio condamne, c'est le régionalisme à tendances séparatistes, le « *coin aux souvenirs* » qui s'hypertrophie au détriment de la nation vraie qui est la terre *et* les hommes qui ont eu et ont un destin commun.

C'est qu'il faut les trois éléments pour constituer une nation.

Elle n'est pas « *une réalité géographique, ni ethnique, ni linguistique ; elle est essentiellement une unité historique. Un agrégat d'hommes sur un morceau de terre n'est une nation que si elle l'est en fonction de l'universalité, si elle accomplit un destin propre dans l'Histoire ; un destin qui* n'est pas celui des autres. *Ce sont toujours* les autres *qui nous disent que nous sommes* un. *Dans la coexistence des hommes, je suis celui qui n'est aucun des autres. Dans la coexistence universelle, chaque nation est ce que ne sont pas les autres. C'est pourquoi les nations se déterminent de l'extérieur, on les reconnaît par les contours dans lesquels elles accomplissent un destin universel, personnel, différent »*[11].

Et José Antonio avertit les séparatistes que s'ils se détachent de l'entité Espagne, ils ne seront pas des nations pour autant, mais « *des peuples sans destin dans l'Histoire »*[12].

Il croit profondément que « *la vie de tous les peuples est une lutte tragique entre le spontané et l'historique ».* Vienne l'époque de la décadence du « *sens de la mission universelle* », et voilà les séparatismes qui refleurissent, « *les gens reviennent à leur sol, à leur terre, à leur musique, à leur patois »*, et c'en est fini de l'« *Espagne des grandes époques* »[13].

L'unité de l'Espagne allait peut-être se rompre à l'époque de José Antonio. Et cette menace remettait en cause la notion même de l'Espagne. Était-elle une association de provinces, répudiable avec ou sans préavis ? Ou constituait-elle un fait historique irrévocable ?

« *L'Espagne est irrévocable »*, répond José Antonio. On pourra discuter au sujet de choses secondaires, mais « *sur l'essence même de l'Espagne il n'y a rien à décider ».* Pourquoi ? Mais « *parce que l'Espagne n'est pas à nous ». « Les nations ne sont pas des* contrats *répudiables par la volonté de ceux qui les ont conclus* : *elles sont des* fondations *avec une substantialité propre et ne dépendent ni de la volonté de quelques-uns, ni de beaucoup »*[14].

III.

José-Antonio n'a pas écrit de livre. Il a parlé, il a plaidé, mais le seul essai qu'il ait composé, c'est précisément un *Essai sur le nationalisme*.

11 *Ibid.*, p. 99.
12 *Ibid.*, p. 100.
13 *Ibid.*, p. 190.
14 *Ibid.*, p. 282.

C'est dire l'importance qu'il attachait à la définition de l'idée nationale. Or, dès les premières pages, avec qui le trouvons-nous aux prises ? Avec Jean-Jacques Rousseau. Il montre comment « *la thèse romantique des nationalités* » est née de « *la foi en la bonté naturelle de l'homme* » prêchée par Rousseau : « *De même que la société était une chaîne d'individus libres et bons, les architectures historiques étaient l'oppression des peuples spontanés et libres. Il importait donc de libérer les peuples comme les individus* ».

Or, le danger de cette thèse romantique était de conduire à la « *déqualification* », c'est-à-dire « *à la suppression de tout ce qui avait été ajouté par l'effort (Droit et Histoire) aux entités primaires, individu et peuple. Le Droit avait transformé l'individu en* personne ; *l'Histoire avait transformé le peuple en* polis, *en régime d'État* ».

De même que « *la véritable unité juridique est la* personne, *c'est-à-dire l'individu considéré non dans sa qualité vitale, mais comme porteur actif ou passif des relations sociales que le Droit règle* », de même *« le peuple dans sa forme spontanée n'est rien d'autre que le* substratum *de la société politique. Il convient déjà d'user pour se comprendre du mot* nation *qui veut dire justement : la société politique capable de trouver dans l'État sa machine opérante ».* Et *l'Essai* rejette les nationalismes qui ont conçu la nation *« sans référence à un processus historique »* comme déterminée par le seul «*« spontané »* et José Antonio revient à son image de la « *sensualité* » d'une telle conception. Il y voit « *un appel sensuel, qui se perçoit jusque dans l'odeur du sol : un courant physique, primitif, et éblouissant, semblable à l'ivresse et à la plénitude des plantes à l'époque de la fécondation* ».

Il s'interroge alors : « *Comment donc revivifier le patriotisme dans les grandes unités hétérogènes ? »*

Il revient à la différence qu'il a soulignée entre *individu* et *personne.* De même, écrit-il, que la personne est l'individu considéré en fonction de société, la nation est le peuple considéré en fonction d'universalité.

> *« La personne* – et nous arrivons au centre même de la conception joséantonienne de la Nation – *n'existe pas en tant que blonde ou brune, grande ou petite, parlant cette langue ou telle autre, mais en tant que porteuse de telles ou telles relations sociales déterminées. On n'est une personne que dans la mesure où l'on est* autre ; *c'est-à-dire : un en face des autres, possible créancier du débiteur vis-à-vis des autres, titulaire de positions qui ne sont pas celles des autres. La personnalité ne se détermine donc pas du dedans, mais du dehors comme porteuse de relations. De la même manière, un peuple n'est pas une nation par aucune sorte de justifications physiques, couleurs ou particularités locales, mais pour* être autre dans l'universel ; *c'est-à-dire pour posséder un destin qui n'est pas celui des autres nations. Ainsi, tout peuple, ou tout agrégat de peuples, n'est pas une nation, mais seulement ceux qui accomplissent un destin historique différencié dans l'universel. Il est donc superflu de savoir si une nation correspond à une unité géographique, raciale ou linguistique ; l'important est d'établir s'il existe pour elle, dans l'universel, une unité de destin historique. »*

Et il se réfère à l'Histoire : les « *temps classiques »* ont parfaitement eu conscience de cela, c'est pourquoi ils emploient, de préférence à « *patrie »* ou « *nation »*, les expressions « *Empire »* ou « *service du roi »*, « *c'est-à-dire des expressions allusives à* l'instrument historique ». Le mot « *Espagne » est « par lui-même l'énoncé d'une entreprise ».*

*
**

L'Essai arrive maintenant à sa conclusion. C'est l'exposé de la lutte entre « *le spontané et le difficile »*, et il conseille de *« donner pour support au patriotisme non l'affectif, mais l'intellectuel »* et de faire du patriotisme « *une vérité aussi indiscutable que les vérités mathématiques ». L'Essai* s'achève sur ces mots : « *Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas, mais l'intelligence a aussi sa manière d'aimer comme parfois ne sait pas le faire le cœur »*[15].

José Antonio d'ailleurs ne voit pas d'objection à la « *diversité législative »* suivant les provinces, mais il exige qu'elle soit « *bien assise sur la base sans équivoque de la conscience de l'unité de destin »*[16].

*
**

De cette conception de la nation comme un peuple et un destin vont sortir des conséquences importantes pour la conception de l'État. Structure de la Nation, il ne saurait être considéré comme « *l'exécuteur de la simple volonté populaire »,* mais comme celui du « *destin du peuple »*[17].

Ce « *destin du peuple »*, c'est « *l'idéal héréditaire »* dont parlait Barrès[18]. Une nation qui en a perdu le sens, cesse de persévérer dans son « *existence propre »*. Ce *destin,* cet *idéal* sont donc au-dessus de la volonté des individus composant la nation à un moment déterminé de son histoire et c'est en référence à ce destin et à cet idéal que doit s'ordonner l'État.

Cette notion, il se peut que la nation l'ait perdue ou qu'elle se soit plus ou moins obscurcie. L'important, c'est qu'elle ait « *subsisté dans un certain nombre de cerveaux »*[19]. Ce sont eux, alors, qui représentent vraiment la nation à ces moments d'éclipse du sens national.

C'est que l'homme a reçu sa nation – donc sa tâche, sa mission – dès l'instant de sa naissance. Il l'a reçue comme « un *héritage et une grâce de la nature et de Dieu »*[20]. « *Dieu nous a fait fils d'un certain peuple »*[21] comme il nous a donné des grâces en plus ou moins grand nombre que nous devons

---

15 Primo de Rivera José Antonio, *JONS*, 16 avril 1934.
16 José Antonio Primo de Rivera, *Textos de Doctrina politica*, p. 380.
17 Arrese José Luis de, *Escritos y discursos*, p. 221.
18 Barrès Maurice, *L'Appel au soldat*, t. II, p. 146.
19 Barrès Maurice, *Scènes et doctrines du nationalisme,* p. 120.
20 Boutang Pierre, *Aspects de la France,* 3 avril 1954.
21 Debray Pierre, *Aspects de la France,* 24 décembre 1954.

utiliser pour l'accomplissement de notre destin éternel et dans l'économie générale de ce monde.

D'où l'extrême importance de l'État, car c'est lui qui, agissant dans l'Histoire, est le réalisateur du destin du peuple. On pourrait dire avec Gentile[22] que c'est lui qui *fait* la nationalité dans le sens où la vie étant lutte, le simple maintien de la nation consiste à la « *faire »* chaque jour contre tout ce qui tend à la défaire.

C'est, en définitive, une longue nécessité historique réalisée par l'État qui crée la nation et détermine sa mission. Il s'agit d'un grand dessein conçu par une dynastie rassembleuse de peuples qui ont fini par former une nation. C'est-à-dire une pensée et une réalisation historique en action. Aussi les nations ne se maintiennent-elles que tant qu'elles maintiennent les principes qui les ont fait naître.

Quant au *substratum* racial de la Nation, il se produit généralement ceci : que le rassemblement de peuples opéré par une dynastie aboutit à créer une *ethnie* et qu'ainsi l'*ethnos* qui n'était pas la raison de l'existence de la nation, devient un puissant argument pour sa conservation. Mais la conception raciste de la nation aboutit en fait à une congélation de l'Histoire à un moment donné de l'évolution politico-historique des États.

IV.

Ainsi envisagée, la Nation ne saurait se contenter d'un État représentatif. Il lui faut un État-guide.

L'opposition Peuple-État est d'ailleurs fictive selon la conception phalangiste : « *Un peuple complet est toujours un peuple et son chef »*[23]. Et selon la très belle image de Luis de Arrese, « *quand dans l'Histoire coïncident un peuple et un héros capable de le comprendre et de le féconder, ils se cherchent – parfois, comme en Espagne, à travers le sang – et finissent toujours par se rencontrer et s'étreindre »*[24].

Le peuple est un merveilleux instrument de sa propre grandeur, mais José Antonio estime que « *l'idée ne peut surgir du peuple », car « le système, c'est l'homme ».* C'est là, estime-t-il, « *une des profondes vérités humaines que le Fascisme a remis en valeur : le XIX*e *siècle a passé son temps à imaginer des machines à bien gouverner. Autant se proposer de fabriquer des machines à penser ou à aimer. Rien d'authentique, d'éternel, de difficile comme gouverner, n'a pu se faire à la machine ; toujours il a fallu avoir recours en dernière analyse à celui qui, depuis l'origine du monde, est l'unique appareil capable de diriger les hommes : l'homme. C'est-à-dire le Chef. Le Héros »*[25].

22 Gentile Giovani, *Struttura delle Società*, p. 57.
23 Arrese José Luis de, *Escritos y discursos*, p. 64.
24 *Ibid.*, p. 64.
25 Primo de Rivera José Antonio, préface à l'édition espagnole de Mussolini Benito, *Il Fascismo*.

*
**

La notion de chef est essentielle dans la doctrine de José Antonio.
Un peuple ne saurait s'en passer.

> *« Le Chef ne doit pas obéir au peuple, il doit le servir, ce qui est différent ; le servir, c'est ordonner l'exercice du commandement pour le bien du peuple [...] même si le peuple méconnaissait quel est son bien, c'est-à-dire se sentir d'accord avec le destin historique du peuple, même s'il diffère de ce que la masse désire. »*[26]

José Antonio a achevé la courbe de son raisonnement antirousseauiste. L'addition – d'ailleurs truquée – des volontés individuelles ne constitue pas le destin d'un peuple. Il est au-delà de ces vues individuelles, fragmentaires, impressionnées par l'intérêt individuel immédiat ou l'image qu'elles s'en font. Le destin du peuple préexiste à l'individu et lui survit. Le Chef doit en être l'interprète et l'exécuteur. Il n'est pas plus indépendant d'ailleurs vis-à-vis du destin du peuple que l'individu lui-même, c'est pourquoi José Antonio se refuse à « *diviniser l'État* ». Au contraire, il lui assigne le rôle « *d'instrument au service d'une mission historique d'unité »*[27].

*
**

Définie la Nation, défini l'État, reste à définir la révolution qui rétablira la Nation et l'État dans leurs normes traditionnelles.

José Antonio est un révolutionnaire. J'entends : ce n'est pas un réformiste, il ne croit ni à la lente conquête du pays par la propagande électorale, ni aux alliances politiques. Quand les « *démocrates-chrétiens* » de Gil Roblès ont remporté la victoire électorale de 1933, José Antonio l'a appelée « *la victoire sans ailes* ». Elle fut, dit-il, *« la fille de la peur »*. Les partis ne se sont groupés que par peur de l'ennemi commun, « *ils n'ont pas vu que face à une foi attaquante, il faut opposer une autre foi combattante et active et non un dessein inerte de résistance »*[28].

L'événement devait lui donner totalement raison et les exemples historiques sont nombreux de ces « *victoires sans ailes* ».

Mais une difficulté se présente pour le révolutionnaire, c'est que « *la masse d'un peuple qui a besoin d'une révolution, ne peut faire la révolution* ». On ne peut éviter l'objection et José Antonio, loin de l'éluder, pose parfaitement le problème :

> *« À la fin d'une période historique stérile, quand un peuple, par sa faute ou celle d'autrui, a laissé rouiller tous les grands ressorts, comment va-t-il mener par lui-même l'immense tâche de se régénérer ?*

26 Primo de Rivera José Antonio, *Textos de Doctrina politica*, p. 659.
27 *Ibid.*, p. 840.
28 *Ibid.*, p. 105.

*Pour être féconde, une révolution exige la conscience claire d'une règle nouvelle et une volonté résolue pour l'appliquer, mais cette capacité de voir et d'appliquer la règle est justement le signe de la perfection. Un peuple effondré est incapable de percevoir et d'appliquer la règle : son désastre réside justement là. Avoir les ressorts nécessaires pour mener à bien une révolution féconde est le signe inéquivoque que la révolution n'est pas nécessaire. Et, au contraire, avoir besoin de la révolution, c'est manquer de la clarté et de l'élan nécessaires pour l'aimer et la réaliser. En un mot, les peuples ne peuvent se sauver en masse eux-mêmes parce que le fait d'être apte à réaliser le sauvetage est la preuve qu'on est sauf. Pascal imaginait que le Christ lui disait : "*Tu ne me chercherais pas si tu ne m'avais déjà trouvé.*" Le génie des révolutions pourrait dire la même chose aux peuples. »*[29]

D'où il résulte que dans les moments pré-révolutionnaires, jamais le peuple n'a paru si bas, si désespéré, si enclin au suicide comme s'il trouvait dans son propre effondrement une réponse apaisante à l'insoluble dilemme. Il est évident que dans un tel état moral, « *la masse ne peut deviner sa forme future ni l'aimer d'avance »*. Le « *désespoir de la multitude »* peut tout au plus renverser ce qui existe et ouvrir le chemin de l'état pré-révolutionnaire au révolutionnaire. C'est-à-dire, offrir une occasion. « *Si en cette occasion n'apparaît pas l'homme, la révolution est perdue »*[30].

*
**

Quand on étudie les grands mouvements révolutionnaires de l'Histoire, on mesure toute la profondeur de cette analyse de José Antonio. L'effondrement de l'empire russe ne se produisit que le jour où se rencontrèrent l'occasion et l'homme. Vingt autres occasions s'étaient présentées depuis 1905. La rencontre ne s'était pas produite avec l'homme. César Borgia, le « Prince » de Machiavel, fut au contraire, lui, l'exemple de l'homme à la recherche des circonstances et qui les manqua toutes.

Cette liaison entre la politique et le facteur « temps » a très vivement frappé José Antonio. « *La politique,* dit-il, *est une partie avec le temps dans laquelle il n'est pas permis de retarder le jeu. En politique, il est obligatoire d'arriver à l'heure juste. Le binôme de Newton représenterait la même chose pour les mathématiques s'il avait été formulé dix siècles plus tôt ou un siècle plus tard. Par contre, les eaux du Rubicon*[31] *devaient mouiller les sabots du cheval de César à une minute exacte de l'Histoire »*[32].

29 *Ibid.*, p. 657.
30 *Ibid.*, p. 666.
31 Sous la République romaine, aucun général n'avait le droit de franchir ce fleuve-frontière avec ses armes. Lorsque Jules César franchit le Rubicon, le 12 janvier de l'an 49 avant notre ère, il scella le destin de l'Empire romain, en prononçant les mots célèbres : Alea jecta est, le sort en est jeté.
32 *Ibid.*, p. 743.

V.

Cette nécessaire et difficile révolution, qui donc la fera ? et comment ? Et qui la justifiera ?

Le « *qui* » et le « *comment* » sont étroitement liés. José Antonio ne raisonne pas dans le vide, mais dans la situation concrète de l'Espagne de 1934.

Il n'est pas partisan systématique de la violence. Il constate même qu'il est faux, historiquement, de considérer que la violence est « *l'unique moyen »* de faire triompher la révolution et il donne l'exemple de l'Allemagne où le national-socialisme s'est emparé légalement du pouvoir, par les élections, mais il ajoute aussitôt : « *S'il n'y avait pas d'autre moyen que la violence qu'est-ce que cela ferait ? »* Le libéralisme ne s'est-il pas imposé par la guillotine de 1793 qui a fait plus de victimes que la Marche sur Rome ? Et il invoque saint Thomas qui admet la révolte contre le tyran. On peut donc admettre la violence « *contre une secte triomphante »* négatrice de la continuité nationale et qui obéit à des consignes étrangères : Internationale d'Amsterdam[*], franc-maçonnerie, etc.[33]

*

**

Dès le début de son action politique, au cours du procès des ministres de la Dictature, défendant Gallo Ponte, José Antonio avait soutenu que l'unité de l'ordre juridique exige que l'on accepte comme fond originaire d'un nouveau droit l'événement qui a mis fin à l'ordre antérieur.

Il est vain, disait-il, de rechercher « *les antécédents généalogiques d'un système politique triomphant ; les systèmes politiques, comme les grands hommes, sont leurs propres ancêtres* »[34].

Plus tard, devant les Cortès, revenant sur cette idée, il disait :

> « *Ni la Dictature, ni la République, ni aucun fait révolutionnaire ne se justifient, ni ne se sont jamais justifiés par rapport à l'ordre juridique antérieur. Tout système politique qui existe dans le monde, sans aucune exception, est né d'une lutte ouverte avec l'ordre politique préexistant parce qu'une des choses qui ne sont pas inclues dans les facultés des ordres politiques est celle de tester. »*[35]

Le triomphe de la Révolution est-il donc à lui-même sa propre justification morale ? Non, répond José Antonio, mais sa justification ne relève pas de l'ordre juridique :

* [NdÉ] Autre dénomination de la Fédération syndicale internationale (FSI) fondée en 1919 et de tendance socialiste réformiste.

33 Primo de Rivera José Antonio, *Textos de Doctrina politica*, p. 50.

34 *Ibid.*, p. 19.

35 *Ibid.*, p. 240.

« Le problème de la justice n'est pas un problème juridique, mais métaphysique. Les fondements absolus qui justifient le contenu d'une législation s'expliquent par des raisons éthiques, sociologiques, etc. situées hors du Droit ; le Droit ne fait qu'étudier, avec une méthode logique, les normes. »[36]

C'est sur sa finalité qu'on devra donc juger la Révolution et les institutions qui en naîtront, et non par référence à l'ancien système qui est mort sans tester.

*

**

Et maintenant, quel sera l'instrument de la révolution ? L'armée, répond José Antonio qui raisonne par rapport à l'Espagne, dans la conjoncture de 1934. Mais l'armée a-t-elle le droit de faire la révolution ? N'est-elle pas au-dessus de la politique, au service de l'État ?

La dialectique de José Antonio est extrêmement serrée. Il reconnaît que l'armée, « *sauvegarde du permanent », * n'a pas à se mêler aux « *luttes accidentelles »*. Mais « *quand c'est le permanent lui-même qui est en péril, quand est en danger la permanence même de la patrie – qui peut jusqu'à perdre son unité –, l'armée n'a pas d'autre solution que délibérer et choisir. Si elle s'abstient par une interprétation purement externe de son devoir, elle s'expose à se trouver, du jour au lendemain, sans plus rien à servir. Devant les effondrements décisifs, l'armée ne peut servir le permanent que d'une manière : en le recouvrant de ses propres armes. Et il en a toujours été ainsi depuis que le monde est monde ; comme l'a dit Spengler, c'est toujours un peloton de soldats qui, à la dernière heure, a finalement sauvé la civilisation »*[37].

On retrouve les accents de Barrès : *L'Appel au soldat,* seule incarnation de la patrie lorsque tout s'effondre. Mais José Antonio voit au-delà de l'intervention militaire, ce qui se passera le lendemain de la victoire. Il fait ressortir qu'en cas de prise du pouvoir par l'armée, il y a deux périls : l'un provenant d'un excès d'humilité, l'autre d'un excès d'ambition.

Humilité excessive serait celle d'une armée qui s'empresserait de déposer le pouvoir dans d'autres mains ce qui conduirait à deux erreurs possibles :

1) « Le *gouvernement des notables »*, c'est-à-dire de personnalités choisies en raison de leur éminence ou de leur réputation « *sans tenir compte des principes politiques qu'elles professent* ». Ce qui constituerait une erreur grave car « *un État est davantage qu'un ensemble de techniques ou qu'une bonne gérance, c'est l'instrument historique d'exécution du destin d'un peuple. On ne peut conduire un peuple sans la claire conscience de ce destin* ». Or, justement, ce qui constitue la politique, c'est « *l'interprétation de ce destin* » et les chemins qu'il doit prendre sont « *les positions politiques* ». L'équipe des notables *(los ilustres senores)* non animés d'une même foi politique conduirait à une simple gérance, meilleure ou pire, appelée à languir, sans appui populaire autour d'elle.

2) La seconde erreur serait celle d'un gouvernement de concentration, c'est-à-dire l'union de différents partis. Ce serait, en fait, revenir à la politique des partis.

---

36 *Ibid.*, p. 697.

37 *Ibid.*, p. 317.

À ces deux erreurs possibles nées d'un excès d'humilité de l'armée s'oppose un autre danger né d'un possible excès d'ambition, « *non d'ambition personnelle, mais d'ambition historique* ».

Il manque à l'armée la formation politique voulue et, là, José Antonio a l'exemple de son père. Il a porté sur lui un jugement politique affectueux, mais impartial :

> « *N'oublions pas le cas du général Primo de Rivera,* dit-il. *Plein de patriotisme, de valeur et d'intelligence naturelle, il n'arriva pas à susciter des enthousiasmes durables faute d'une vision suggestive de l'Histoire.* L'Union Patriotique *manqua de substance doctrinale et tourna en généralités candides et bien intentionnées.* »[38]

Au fond, ce que José Antonio demande à l'armée, c'est d'employer ses armes contre l'ennemi intérieur, comme elle le ferait contre l'ennemi extérieur, mais de laisser à la révolution le soin de poursuivre son chemin politique. L'esprit de la révolution est dans la Falange, il demande l'appui du *bras* de l'armée pour résoudre une situation de force, mais l'esprit reste supérieur au bras dans l'ordre des finalités politiques.

VI.

Mort sans tester, l'ancien régime fait place à un ordre nouveau. Un ordre, c'est toujours une définition des rapports de l'individu et de l'État. C'est la définition de ces rapports qui détermine la classification des régimes politiques.

Pour José Antonio, l'individu est « *une unité fondamentale* »[39], il reconnaît que « *la dignité humaine, l'intégrité de l'homme et sa liberté sont des valeurs éternelles et intangibles* », mais, ajoute-t-il, « *il n'existe de liberté que dans un ordre* »[40].

Cet ordre, peut-il être l'ordre libéral ? Non, car l'État libéral est « *une manière de se moquer du destin* »[41]. Pour le libéral, « *la loi – le droit – ne se justifie pas par sa fin, mais par son origine [...] le juste pour le libéralisme n'est pas une catégorie de la raison, mais un produit de la volonté [...] Il n'y a rien de juste en soi* ». Aussi le libéralisme n'apporte-t-il pas la liberté, car « *lorsque les principes changent avec les fluctuations de l'opinion, il n'y a de liberté que pour ceux qui sont d'accord avec la majorité. Les minorités sont destinées à souffrir et à se taire*[42] ».

On aboutit, en fait, à l'absolutisme démocratique. Et, comble de paradoxe, un État « *pour lequel rien n'est vrai* », érigeant comme seule vérité indiscutable cette « *position de doute* », crée « *le dogme de l'antidogme* »,

38 *Ibid.*, p. 319.
39 *Ibid.*, p. 336.
40 *Ibid.*, p. 421.
41 *Ibid.*, p. 37.
42 *Ibid.*, p. 38.

en vertu duquel les libéraux « *sont prêts à se faire tuer pour soutenir qu'aucune idée ne vaut la peine que les hommes se fassent tuer pour elle »*[43].

Les rapports de l'individu et de l'État ne peuvent donc s'articuler raisonnablement dans le non-ordre libéral.

L'erreur fondamentale du libéralisme est d'avoir estimé qu'il existait une opposition obligatoire entre l'individu et l'État, détenteurs de deux « *souverainetés »* antagoniques, et qu'il importait de donner la prédominance à celle de l'individu sur celle de l'État, mieux : d'identifier l'État avec la volonté de l'individu.

José-Antonio aborde le problème autrement. Il faut considérer, dit-il, le problème de l'individu en face de l'État :

> « *non comme une compétition de pouvoirs et de droits, mais comme un accomplissement de fins, de destins. La Patrie est une unité de destin dans l'universel et l'individu le porteur d'une mission particulière dans l'harmonie de l'État… L'idée de destin, justification de l'existence d'une construction (État ou système) remplit l'époque la plus haute qu'ait connue l'Europe : le XIIIe siècle, le siècle de saint Thomas. Elle naquit dans l'esprit des moines. Les moines affrontèrent le pouvoir des rois et leur nièrent ce pouvoir tant qu'il n'était pas justifié par l'accomplissement d'une grande fin : le bien de tous les sujets. Une fois acceptée cette définition de l'être – porteur d'une mission, unité chargée d'un destin – fleurit la noble, grande et robuste conception de « service ». Si personne n'existe sinon comme exécuteur d'une tâche, on atteint précisément la personnalité, l'unité et la liberté propre* servant *dans l'harmonie totale. Une ère d'infinie fécondité s'ouvre dès qu'on arrive à l'harmonie et à l'unité des êtres ! Personne ne se sent plus double, dispersé, contradictoire entre ce qu'il est réellement et ce qu'il représente dans la vie publique. L'individu intervient alors dans l'État comme celui qui accomplit une fonction et non par le moyen des partis politiques, non comme le représentant d'une fausse souveraineté, mais comme possesseur d'un métier, comme chef de famille, comme membre d'une municipalité. Il est ainsi à la fois ouvrier laborieux et dépositaire du pouvoir »*[44].

José Antonio dépasse donc l'antagonisme individu-État en introduisant les notions de service et de mission. L'État n'est plus qu'un « *système de hiérarchies* » (Mussolini) au service d'une mission.

L'antagonisme a bien disparu : chaque individu a sa place dans le système des hiérarchies et y exerce sa part de souveraineté, dans sa fonction réelle, selon son destin.

Le peuple et son Chef forment alors une Communauté, et Chateaubriand ne pourrait plus écrire : « *Que faisait à l'esclave présent à la bataille d'Arbèles*[*]*, la chute de Darius*[45] ? » parce que la communauté tout entière se trouve engagée dans la réalisation de sa mission qui est le bien commun.

---

43 *Ibid.*, p. 44.
44 *Ibid.*, p. 471.
* [NdÉ] La Bataille de Gaugamèles opposa en octobre 331 avant notre ère les armées d'Alexandre le Grand et du perse Darius. Victorieux, Alexandre se fit couronner roi d'Asie.
45 Chateaubriand François-René de, *Mémoires d'outre-tombe*, t. IV, p. 2.

*
**

C'est par le même raisonnement dialectique que José Antonio va résoudre le faux antagonisme des classes :

> *« La lutte des classes ignore l'unité de la patrie parce qu'elle rompt l'idée de la* production nationale *comme un tout […] Ni les ouvriers, ni les patrons ne se rendent compte de cette vérité* : *les uns et les autres sont coopérateurs dans l'œuvre d'ensemble de la* production nationale. *En ne pensant point dans la production nationale, mais dans l'intérêt ou l'ambition de chaque classe, patrons et ouvriers finissent par se détruire et se ruiner.* »[46]

La critique joséantonienne s'adresse aussi bien au capitalisme qu'au marxisme. José Antonio a parlé de la nécessité de « *démonter le capitalisme »*[47]. Démonter ne veut pas dire détruire. Il s'agit seulement de remettre, après, les pièces dans un « ordre nouveau ».

> *« Nous devons commencer par l'homme, et passer par ses unités organiques et ainsi nous monterons de l'homme à la famille, de la famille à la municipalité et au syndicat et nous terminerons dans l'État qui sera l'harmonie du tout. De telle manière que dans cette conception politico-historico-morale avec laquelle nous envisageons le monde, nous avons implicitement la solution économique* : *nous démonterons l'appareil économique de la propriété capitaliste qui absorbe tous les bénéfices pour le remplacer par la propriété individuelle, familiale, communale et syndicale. »*[48]

VII.

Du point de vue économique, la théorie *falangista* considère la nation comme « *un gigantesque syndicat de producteurs* » qui doit être organisé corporativement en « *syndicats verticaux par branche de production* » et qui doivent fonctionner au service de « *l'économie totale* ».

L'État d'ailleurs se qualifiera d'État national-syndicaliste. La doctrine de la *Falange* est le « *national-syndicalisme* ». L'expression est de Ramiro Ledesma Ramos qui l'introduisit dans le vocabulaire de la *Falange*, après la fusion de celle-ci avec les JONS (Juntas de Ofensiva Nacional-Sindicalista) qu'il avait fondées en 1931.

L'État national-syndicaliste veut être l'« *État de tous* », et c'est en ce sens qu'il faut comprendre le mot « *totalitaire* » dans le vocabulaire phalangiste. Cela veut dire que le nouvel État « *considérera comme fins propres les fins de chacun des groupes qui le composent et y veillera, comme pour lui-même, dans l'intérêt de tous* »[49].

46 Primo de Rivera José Antonio, *Textos de Doctrina politica*, p. 87.
47 *Ibid.*, p. 870.
48 *Ibid.*, p. 559.
49 Primo de Rivera José Antonio, *Textos de Doctrina politica*, p. 190.

La critique phalangiste ne vise pas la propriété privée. Capitalisme et propriété privée sont deux choses, non seulement distinctes, mais « *on pourrait presque dire qu'elles sont opposées* »[50], car un de effets du capitalisme « *fut précisément d'anéantir presque entièrement la propriété privée dans ses formes traditionnelles* ». La propriété ancienne était une « *projection de l'individu sur les choses* », mais à mesure que le capitalisme se perfectionne, « *le véritable titulaire de la propriété ancienne n'est déjà plus un homme, ni un ensemble d'hommes, mais une abstraction représentée par des morceaux de papier : la société anonyme. Elle est à tel point déshumanisée que les titulaires des actions changent sans que varie en rien l'organisation juridique ou le fonctionnement de la société tout entière* ».

On retrouve là l'essentiel de la critique de Drumont à la fin du XIX[e] siècle et qui constitua le fondement du mouvement social-chrétien, qu'il ne faut pas confondre avec la démocratie-chrétienne.

> « *Ce grand capital, ce capital technique, qui arrive à atteindre des dimensions énormes, non seulement n'a rien à voir avec la propriété dans son sens élémentaire et humain, mais il est son ennemi. C'est pourquoi souvent, quand je vois comment patrons et ouvriers arrivent dans des luttes acharnées jusqu'à se tuer dans les rues... je pense qu'ils ne se rendent pas compte qu'ils sont, les uns et les autres, sans doute les protagonistes d'une lutte économique, mais d'une lutte économique dans laquelle ils sont plus ou moins du même côté ; ce qui occupe l'autre position en face, contre les patrons et les ouvriers, c'est le pouvoir du capitalisme, la technique du capital financier.* »[51]

> « *Pour nous, le capital n'est qu'un instrument au service de la production. Nous ne concevons pas la structure de la production comme une relation bilatérale entre le capital et le travail. Le capital, en tant qu'instrument pour le bénéfice national de la production, doit appartenir aux producteurs eux-mêmes – dans ses formes individuelles ou syndicales – ou à l'intégrité de l'économie nationale.* »[52]

*
**

José-Antonio ne croyait pas aux programmes détaillés, préétablis. Ce qu'il cherchait à définir, ce qu'il exigeait des phalangistes, c'est ce qu'il appelait « *un sentiment permanent devant l'Histoire et la vie* ». C'est ce sentiment, disait-il, qui nous donne les solutions devant les cas concrets, « *comme l'amour nous dit quand nous devons bouder ou embrasser, sans qu'un véritable amour ait jamais établi le moindre programme de bouderies ou de baisers* »[53].

50 *Ibid.*, p. 492.
51 *Ibid.*, p. 492.
52 *Ibid.*, p. 783.
53 *Ibid.*, p. 66.

L'idée fondamentale de la *Falange,* c'est l'unité essentielle de la nation rassemblant en un faisceau toutes ses énergies, à quelque classe de la société qu'elles appartiennent, pour réaliser le bien commun.

Si l'on fixe bien cette idée de « *faisceau »*, on a la synthèse même de la doctrine de José Antonio.

Est-ce donc du fascisme ? À cette question il faut répondre par une autre question. Comment José Antonio a-t-il vu le fascisme ? Voici sa réponse :

> « *Le fascisme n'est pas une tactique – la violence. C'est une idée, – l'unité.* »[54]

Voilà qu'il retient du fascisme : l'idée d'unité. Mais là s'arrête la coïncidence.

> « *La Falange possède avec le fascisme quelques coïncidences sur des points essentiels de valeur universelle ; mais elle se développe chaque jour. Avec des caractères particuliers et est sûre, précisément, de rencontrer dans cette direction ses possibilités les plus fécondes.* »[55]

Si l'Allemagne et l'Italie se sont cherchées elles-mêmes dans leurs mouvements national-socialiste et fasciste, peut-on dire que l'Espagne les imite si elle se cherche elle-même à travers le phalangisme ?

Non, car « *ces pays ont fait retour à leur propre authenticité et en le faisant nous-mêmes, l'authenticité que nous rencontrerons sera la nôtre, et non celle de l'Allemagne ou de l'Italie. Ainsi, à faire ce qu'ont fait les Italiens et les Allemands nous serons plus Espagnols que nous ne l'avons jamais été* »[56].

« Être *plus Espagnols que nous ne l'avons jamais été ».* Telle est bien la phrase qui convient pour résumer la doctrine de José Antonio et la vision qu'il a de l'Espagne future, et c'est très exactement du nationalisme au sens barrésien du mot.

*
**

Si la rigueur doctrinale de José Antonio se prête à l'analyse, le sens poétique de sa conception de la Révolution est plus difficile à rendre. Nous avons déjà cité l'incantation, pourrait-on dire, à la garde phalangiste sous les étoiles, l'arme au bras. Il est dans l'œuvre de José Antonio d'autres images puissamment évocatrices, sortes de mythes poétiques qui ont certainement eu sur la jeunesse espagnole une prise plus directe que la rigueur du raisonnement.

Ce sont d'abord les images du chant de la *Falange,* ce *Cara al sol* qui est né comme les chansons de geste médiévales sans qu'on en connaisse exactement l'auteur, sorte de création spontanée à laquelle on sait seulement que participèrent Augustin de Foxa, José Maria Alfaro et José Antonio lui-même :

> *Face au soleil, avec la chemise neuve*
> *Que tu brodas de rouge hier,*
> *La mort me trouvera si elle m'emporte,*
> *Et que je ne te revois plus.*

54 Ibid., p. 43.
55 *Ibid.*, p. 391.
56 *Ibid.*, p. 194.

José Antonio avait voulu un « *chant de guerre et d'amour »*. Il en avait défini les strophes qui devaient le composer. On y évoquerait la fiancée, le héros tombé, la foi en la victoire.

La chemise brodée de rouge, c'est la chemise bleue des phalangistes, brodée des flèches rouges d'Isabelle de Castille, et la main qui a tenu l'aiguille, c'est celle de la fiancée.

Et le chant poursuit :

Je serai à côté des camarades
Qui montent la garde sous les étoiles,
L'attitude impassible,
Et qui sont présents dans notre effort.
Si on te dit que je suis tombé,
C'est que je m'en serai allé
Au poste qui m'attend dans l'au-delà.

On retrouve ici l'inspiration de la péroraison du discours de la Comédie qui évoquait déjà la « *garde sous les étoiles »*.

Et maintenant le chant s'achève sur le salut à la victoire :

Ils reviendront victorieux, les drapeaux,
Au pas allègre de la paix,
Et cinq roses seront attachées
Aux flèches de mon faisceau.
Il rira de nouveau, le printemps
Que les cieux, la terre, la mer espèrent.
Debout légions, courez à la victoire.
Une aube nouvelle se lève sur l'Espagne.

Mais la page la plus belle de José Antonio, celle qui porte le plus de profondeur, dans laquelle il y a comme une sorte de mystérieuse consigne et une prémonition aussi, fut prononcée en mai 1935 et si la grandiose simplicité de ces deux noms : José Antonio n'avait suffi sur la dalle de l'Escorial, c'est cette page qui devrait y figurer :

« *Nous autres, sans ressources, avec notre pauvreté et nos difficultés, nous allons, recueillant ce qu'il y a de fécond et d'utilisable dans notre Espagne. Et nous voulons que perdure cette difficulté jusqu'à la fin et après la fin ; que la vie nous soit difficile avant le triomphe et après le triomphe. Il y a quelques jours j'évoquais dans un petit cercle un vers romantique qui dit : "*Je ne veux pas le Paradis, mais le repos.*" C'est un vers romantique plein de sensualité ; c'est un blasphème, mais un blasphème qui repose sur une antithèse juste ; c'est certain : le Paradis n'est pas le repos. Le Paradis est contre le repos. Au Paradis on ne peut pas être couché. On est debout comme les anges. Nous qui avons déjà conduit sur le chemin du Paradis les vies de nos meilleurs, nous voulons un Paradis difficile, dressé, implacable; un Paradis où l'on ne se repose jamais et qui ait dans l'embrasure des portes des anges avec des épées*. »[57]

57 *Ibid.*, p. 566.

XI Ramiro Ledesma Ramos ou la théorie de la révolution nationaliste

Il est absurde et ingénu de penser qu'on va nous permettre un beau jour de pénétrer dans l'État, de le modifier de fond en comble.

Ramiro Ledesma Ramos, *Antologia*.

Cent mille hommes en armes, mobilisés non au hasard d'un tirage au sort, mais par l'impérieuse nécessité de se sauver héroïquement… sans cela, rien.

Ramiro Ledesma Ramos, *Antologia*.

Ramiro Ledesma Ramos s'est appliqué à la théorie et à la technique de l'insurrection. Il est bien le contemporain du Curzio Malaparte de *La Technique du coup d'État*.

Avec moins de poésie que José Antonio, dans un style plus heurté et plus brutal, il avait exprimé des idées si voisines que la fusion des JONS (Juntas de Ofensiva Nacional-Sindicalista) et de la Falange était fatale. Elle eut lieu en janvier 1934 et c'est une date importante dans l'histoire de la Falange qui prend alors le titre de Falange de las JONS, adopte le faisceau des flèches et le joug des JONS ainsi que l'expression de national-syndicalisme qui servira désormais à définir l'ensemble de la doctrine phalangiste.

À côté du fascisme, du national-socialisme, il y avait désormais le national-syndicalisme.

Chronologiquement, l'action de Ramiro Ledesma Ramos est antérieure aux premières manifestations politiques de José Antonio. C'est en effet dans les derniers jours de la Monarchie, en février 1931, qu'il lance le *Manifeste pour la Conquête de l'État* où l'on trouve déjà l'essentiel de ses conceptions politiques : un État fort, une organisation syndicale du monde du travail, un dépassement du marxisme et surtout, un appel passionné à l'insurrection nationale :

> *« Tout espagnol qui n'arrive pas à se situer avec la grandeur voulue devant les faits qui s'avancent est obligé d'abandonner les premières lignes et de permettre que les occupent les Phalange courageuses et fermes. »*[1]

*

**

1 Ramiro Ledesma Ramos, *Antologia*, p. 33.

L'observation fondamentale de Ramiro Ledesma Ramos est concerne l'évolution du sens et du rôle de la violence dans le domaine de la vie politique.

> *« Nous vivons aujourd'hui sous le signe de la franche acceptation et justification de la violence politique. En effet, ces dernières années, la violence a adopté des formes absolument différentes de celles qui avaient cours en Europe voilà quarante ans. Il existait alors des foyers de terrorisme, des troupes peu nombreuses vouées à l'action secrète et trouble, qui scandalisaient la circulation pacifique des gens par leurs interventions et ne recherchaient pas l'adhésion, ni moins encore la collaboration active des secteurs sociaux concordants, comme les nihilistes russes qui, durant dix ans, de 1875 à 1885, réussirent à maintenir l'absence de sécurité permanente de l'empire tzariste. »*

Or, la lutte fascisme-communisme « *qui est aujourd'hui l'unique réalité mondiale* » a créée un nouveau style de violence : « *le choc des masses, pour le moins de groupes nombreux* » qui interprètent l'anxiété de l'opinion et « *obtiennent l'intervention active, militante et publique des particuliers, les arrachant à leur vie pacifique et en les lançant dans une vie noble, faite de risques, de sacrifices et de* violence »[2]. Ce sont les « *soldats populaires* »[3] « *un groupe fort et audacieux qui obtient l'aide des secteurs les plus purs du peuple* » et qui doit « *imposer sa vérité aux égarés* ».

> *« Les "Juntes" abandonneront toute mystique parlementaire pour se constituer en défenseur d'une franche politique de dictature qui mette au service de la Patrie toutes les énergies du pays. »*[4]

Et Ramiro Ledesma Ramos établit avec méticulosité le plan d'insurrection nationale :

L'insurrection doit être dirigée « *par un parti* », qui aura réalisé au préalable l'« *éducation insurrectionnelle* » et la « *formation politique* » de ses troupes.

Les « *équipes insurrectionnelles* » devront être mobilisées fréquemment car « *le coup de main et la surprise sont des éléments primordiaux de l'insurrection* ».

Quant aux objectifs de l'insurrection, ils devront « *être populaires et connus de la masse nationale. Les circonstances qui favorisent et même rendent possible une insurrection, obéissent toujours à des causes politiques qui ont leur origine dans le jugement défavorable du peuple sur les actes du régime* »[5].

Le jonsisme doit être révolutionnaire pour trois raisons :

> *« Par imposition tactique, parce qu'il est absurde et ingénu de penser qu'on va nous permettre un beau jour de pénétrer dans l'État, de le modifier de fond en comble ;*

2 JONS, 1943, p. 82.
3 *Ibid.*, p. 19.
4 Ramiro Ledesma Ramos, *Antologia*, p. 63.
5 JONS, 1943, p. 87.

Par efficacité propre, parce que c'est la voie de salut et enfin ;
Parce que nous ne disposons pas d'un temps illimité »[6].

*
**

Un texte définit assez bien ce qu'on pourrait appeler « *l'activisme de Ramiro Ledesma Ramos* » :

> *« À l'origine de notre démarche, il n'y a pas une doctrine, c'est-à-dire une conviction acquise par la voie intellectuelle, mais un effort de volonté. L'élaboration des idées est trop lente et il faudrait trop longtemps pour qu'un système intellectuel parfait définisse aussitôt notre activité révolutionnaire qui aujourd'hui a besoin de faits, de présences robustes plus que de doctrines. »*[7]

Le fondateur des JONS a fort bien résumé la mission à laquelle il se croyait appelé :

> *« L'idée nationale, la Patrie comme entreprise historique et comme garantie de l'existence historique de tous les Espagnols… l'idée sociale, l'économie socialiste avec la garantie du pain et du bien-être économique de tout le peuple. Il m'incombe semble-t-il la tâche d'unifier ces deux drapeaux, de les doter des symboles émotionnels nécessaires et de poser les premières pierres d'une organisation qui les interprète. »*[8]

*
**

La question sociale fut, avec le souci de la préparation de l'insurrection, la principale préoccupation de l'auteur du *Manifeste de la conquête de l'État*. Pour lui :

> *« l'économie nationale n'est pas la somme des économies privées, ni même leur résultante, mais exactement l'économie entière organisée, de telle manière que la nation elle-même, l'État national, réalise et accomplisse ses fins. »*[9]

Mais cela suppose un peuple

> *« ayant conscience de ses fins communes, une discipline autour d'un chef et une communauté nationale au service de laquelle soient les corporations. C'est-à-dire un État authentique… Et surtout, 100 000 hommes en armes, mobilisés non au hasard d'un tirage au sort, mais par l'impérieuse nécessité de se sauver héroïquement… sans cela, rien. »*[10]

---

6 Ramiro Ledesma Ramos, *Antologia*, p. 86.
7 *Ibid.*, p. 90.
8 *Ibid.*, p. 115.
9 *Ibid.*, p. 226.
10 *Ibid.*, p. 81.

Ainsi, chez Ramiro Ledesma Ramos, l'évocation de l'État national-syndicaliste futur ne le conduit pas à une analyse rigoureuse du système. Il se contente de grandes lignes robustes, fortement dessinées et, tout de suite, il revient à son leitmotiv : insurrection d'abord, « *sans cela, rien* ».

Cette attitude n'était pas chez lui le fruit d'un manque de culture. Loin de là. Il était licencié en philosophie et en sciences. Il a étudié sérieusement Kant et Nietzsche et est d'ailleurs resté fortement marqué par la pensée des deux philosophes allemands. Son attitude « activiste » provenait du fait qu'il estimait que les idées politiques « *ont peu de valeur, presque aucune* », si elles ne reposent pas sur un enthousiasme et il déclare ne pas voir de meilleure définition du jonsisme que celle qu'il se limite à indiquer : « *qu'il exalte, recueille et encadre les jeunesses nationales* ». Il ne les veut liées par rien d'autre que par *l'épouvante* qui doit s'emparer d'elles à l'idée que puisse « *coïncider une période de déshonneur, de ruine et de honte pour la Patrie avec le temps où elles furent fortes, vigoureuses et redoutables* »[11].

Le passage est beau et s'il y flotte quelque romantisme de l'action, du moins ne peut-on nier que beaucoup de jeunes acceptèrent la lutte, simplement parce que Ramiro Ledesma Ramos leur avait révélé un jour qu'ils étaient « *forts, vigoureux et redoutables* ».

11 *Ibid.*, p. 73.

XII. Onésimo Redondo ou le pressentiment de la victoire

Au fond de toute lutte politique, il y a une bataille pour la Culture.

Onésimo Redondo, *JONS*, mai 1933.

Sans lutte, il n'y a pas de vie. Pour nous, la bataille, c'est la victoire.

Onésimo Redondo, *Libertad*, juin 1931.

Onésimo Redondo figure, avec José Antonio Primo de Rivera et Ramiro Ledesma Ramos, comme un des trois fondateurs de la Falange.

C'était un Castillan et un homme de la terre.

À vingt-trois ans, à Valladolid, il lance l'hebdomadaire *Libertad.* L'année suivante, le journal est interdit et Onésimo Redondo, poursuivi, se réfugie au Portugal. Il y demeurera deux ans, surveillant, des bords du Tage, la publication d'un autre journal : *Igualidad,* que rédigent ses camarades de Valladolid, et l'activité des « Juntas Castellanas de Actuación Hispánica » qui fusionneront plus tard avec les JONS. Onésimo Redondo, lui, entrera à la Falange.

Docteur en droit, lecteur de castillan à l'Université de Mannheim, en Allemagne, Onésimo Redondo est un intellectuel mais qui n'a jamais perdu le contact avec les réalités paysannes.

Ce qui semble l'avoir le plus fortement frappé, c'est qu'« *au fond de toute lutte politique, il y a une lutte pour la Culture ».* Et il définit exactement la Culture comme « *le complexe d'institutions et d'habitudes qui constituent la vie civilisée »*[1].

Or, la caractéristique des peuples civilisés est « *d'être dirigés par une sélection de personnes pourvues d'une culture supérieure, étendue »*[2].

C'est par cette observation qu'Onésimo Redondo conclura, lui aussi, à la nécessité d'un groupe, d'une phalange, d'une milice capable de « *dériver toute l'activité constructive d'un peuple vers la grandeur collective : une aristocratie patriotique d'individus »* chargés, comme il le dit dans une synthèse hardie, de « *faire la Patrie »*[3].

*
**

1 *JONS*, p. 153.
2 Redondo Onésimo, *Textos de Doctrina politica*, p. 167.
3 *Ibid.*, p. 150.

La conception d'Onésimo Redondo est extrêmement classique. Il est dans la tradition de l'État Impérial et hiérarchique des monarques castillans. Cependant, ce qui le préoccupe, c'est *l'esprit* des institutions plus que leur forme.

> *« [République et Monarchie] sont de simples ombres sans corps, des récipients qui admettent des contenus contraires, des recettes capables de vous guérir ou de vous tuer. »*[4]

*
**

Sur la question sociale, Onésimo Redondo n'avait pas une position différente de Ramiro Ledesma Ramos ou de José Antonio. Tous trois appartiennent à ce courant d'idées, mis en évidence par le fascisme, qui cherche à dépasser la lutte des classes dans la synthèse nationaliste et corporative.

> *« Les problèmes sociaux que l'organisation moderne de l'État présente et particulièrement l'élévation intellectuelle, économique et morale du prolétariat, doivent être résolus par l'intervention systématique de l'État pour éviter l'exploitation de l'homme par l'homme.*
>
> *La Junte [de Actuación Hispánica] repousse la théorie de la lutte des classes. Tous les éléments qui interviennent naturellement dans la production doivent vivre en une harmonie présidée par la justice.*
>
> *Notre préférence va à l'organisation syndicale corporative, protégée et réglée par l'État, comme système obligatoire de relations entre le travail et le capital, et de l'un et de l'autre avec les intérêts nationaux de la production. »*[5]

Nous avons déjà vu, à propos de José Antonio, qu'un des grands soucis du mouvement national-syndicaliste avait été de considérer la propriété comme un service et non comme un droit statique.

La situation agraire, en Espagne, dans les années 1930, donnait une grande acuité à la réforme agraire et José Antonio était allé très loin dans ses conceptions révolutionnaires dans ce domaine.

On retrouve la même préoccupation chez Onésimo Redondo :

> *« On ne peut admettre que des milliers de paysans vivent une existence servile, connaissent la faim et n'aient même pas l'espoir d'améliorer leur sort, alors qu'il existe de grandes extensions de propriété statique…*
>
> *Ni la terre, ni aucune autre sorte de propriété ne doit être possédée statiquement, c'est-à-dire stérile ou avec des méthodes de production réduites au minimum, alors qu'il existe des masses de familles affamées.*
>
> *Nous préférons la dynamique productivité des particuliers à celle de l'État qui doit se débarrasser le plus possible d'activités industrielles… Mais nous attribuons à l'État la mission supérieure de garantir le bien-être des classes travailleuses en démolissant d'une manière révolutionnaire les privilèges héréditaires de la paresse. »*[6]

---

4 *Ibid.*, p. 149.
5 *Ibid.*, p. 247.
6 *Ibid.*, p. 243.

*
**

C’est bien une révolution qu’il s’agit d’accomplir. On se tromperait si l’on ne voyait dans les phrases brûlantes des trois fondateurs de simples exercices de rhétorique.

Ils croyaient profondément en la révolution.

« Sans lutte, il n’y a pas de vie. Pour nous la bataille, c’est la victoire »

écrivait Redondo en juin 1931.

Ils eurent la bataille, pressentirent la victoire, mais ne la virent point. C’est ce qui donne à leurs trois vies cet aspect de mélancolique pureté.

XIII. L'idée nationaliste au Portugal

Nous, les nationalistes, nous mettons la nation au-dessus des partis et le parti au-dessus des individus.
Jacinto Candido, *Correio nacional*, 21 avril 1903.

Je ne pense pas me tromper en disant que le mot nationalisme est apparu dans le vocabulaire politique portugais en 1901. C'est, en tout cas, la plus ancienne mention que j'en ai trouvé[1].

Qui l'employait ? Qu'entendait-on désigner par ce vocable ?

Il nous faut, pour répondre à ces questions, remonter quelques années plus haut. On comprendra alors qu'il y eut, au Portugal, sur le sens du mot *nationalisme* une certaine équivoque.

Ce que j'appellerai : le premier nationalisme portugais, celui du *Correio nacional*, est le nom qu'a pris, au Portugal, un essai de parti catholique portugais que l'on pourrait comparer au Zentrum allemand ou au Parti chrétien social autrichien de Lueger et du prince Aloïs de Liechtenstein.

Mais le plus simple est de prendre l'histoire par le commencement.

Vers 1898, à Porto, naquit l'idée d'organiser un Centre national catholique. On fonda un quotidien, le *Correio nacional* auquel collaborent Casal Ribeiro, Barros Gomes, Jeronymo Pimentel, Marquez de Pombal, Fernando de Souza et Jacinto Candido.

Ce Centre – Centro nacional – publie un *Manifeste* qui est signé de Jacinto Candido, du comte de Bertiandos « *représentant d'une des plus illustres familles du Portugal, vrai démocrate par son orientation sociale* », écrit le *Correio nacional* qui entend le mot démocrate évidemment dans le sens que Léon XIII a donné à l'expression « démocratie chrétienne »[2], c'est-à-dire : « *une action bienfaisante parmi le peuple* », sans référence au « *régime populaire* » et après lui avoir enlevé « *tout sens politique* »[3].

Le troisième signataire du *Manifeste* du Centro nacional est Gonçalves de Almeida Garrett, pair du Royaume et grand propriétaire terrien.

Du document que signent les trois hommes, retenons cette définition du Centro :

> *« Le Centre national, dont la devise sera "Religion et Patrie", aura pour fins de promouvoir les droits et les libertés de l'Église, l'application des principes d'économie sociale chrétienne et la défense de tous les intérêts supérieurs du pays, qui, par leur nature, doivent être au-dessus de toutes les luttes et divisions partisanes. »*[4]

En 1902, le Centro nacional devient le Parti nationaliste (Partido nacionalista).

L'idée est bien d'un Zentrum à l'allemande :

1 Candido Jacinto, *A doutrina nacionalista,* Povoa de Varzim, p. 20.
2 *Correio nacional*, 6 juillet 1901.
3 *Graves de Comuni*.
4 *Correio nacional*, 18 juillet 1901.

« *Parfois,* écrit le *Correio nacional*, *on semble croire que le Centre national ne s'occupera que des questions religieuses et d'économie sociale chrétienne* », c'est là une conception erronée.

> *« Le Centre national défendra également tous les intérêts supérieurs du pays qui, par leur nature, doivent être au-dessus des luttes ou divisions de partis.*
>
> *[…] C'est une idée essentielle correspondant à ce qui est exprimé en ces termes dans le programme du Zentrum allemand : "Par la Vérité, le Droit et la Liberté !" En Allemagne le Zentrum admet des hommes séparés entre eux par de profondes divergences ou antinomies de partis, de race et d'opinions ; mais tous ont l'obligation d'adopter et de défendre ce qui est imposé par les nécessités religieuses, les grands principes de la raison, les grandes nécessités de la Patrie et de l'humanité. Ainsi devait-il en être, et en sera-t-il, au Portugal. »*[5]

Les membres du Centre national se qualifient de *nationalistes* (nacionalistas). Le 29 octobre 1901, le *Correio nacional* parle de « *mouvement nationaliste* », et, dès février 1902, de « *parti nationaliste* ». On continue de marquer un grand intérêt pour le Zentrum, le parti catholique belge alors au pouvoir, et pour l'Action libérale de Jacques Piou qui tente, en France, de grouper les catholiques en un parti.

Il est intéressant de noter que, répondant au journal *Novidades*, le *Correio nacional* déclare que le Centro nacional n'est pas dans la ligne de la Patrie française, qui groupe alors les nationalistes français, mais dans celle de l'Action libérale. Notation fort importante, car le second nationalisme portugais suivra au contraire la ligne de la Patrie française, et l'Intégralisme lusitanien sera plus dans l'axe de l'Action française que dans celui de la démocratie chrétienne. Hipolito Raposo dans *Dois Nacionalismos*[6] dira de ce premier parti nationaliste :

> *« C'est un parti catholique dont les adeptes ne posent pas la question de la forme du gouvernement, à l'intérieur de quelque régime que ce soit, leur programme est libéral… C'est un parti national, basé sur la communauté d'idées et de principes supérieurs de gouvernement, avec une organisation vraiment démocratique, dans laquelle la force réside dans la collectivité, consciente et libre, et qui ne soit pas l'apanage privé d'individualités absorbantes, investies d'une autorité despotique.*
>
> *Il affirme la nécessité de tenir compte de la question sociale et de la question religieuse. Il adhère pleinement aux principes du catholicisme, proclame son respect pour la bonne harmonie entre l'Église et l'État, défend le principe de l'association par classe et de l'intervention officieuse auprès des patrons et des ouvriers, du prolétariat agricole et du petit cultivateur comme du prolétariat industriel : gouvernement de la nation par la nation au moyen de la décentralisation politique ; il attribue à la province sa légitime influence parlementaire, décidé à en finir avec l'idée conventionnelle que le pays se réduit aux politiciens professionnels et que l'opinion s'exprime dans les propos plus ou moins artificiellement répandus dans la capitale ; réforme électorale, responsabilité ministérielle,*

5 *Ibid.*, 1er octobre 1901.
6 Raposo Hipolito, *Dois Nacionalismo*, Lisbonne, 1929, p. 22.

décentralisation administrative dans le Royaume et Outre-Mer ;il promet que des peines sévères puniront les despotes locaux, affirme l'indépendance du pouvoir judiciaire, la nécessité de la défense nationale, recommande aux Portugais l'exemple du peuple anglais, le développement économique, l'instruction publique et la liberté de la presse, etc., le tout en quarante articles de doctrine et d'application. »

Il semble bien, quand on lit ce programme qu'il y ait eu quelque équivoque sur le sens du mot *nationalisme*. Dès lors qu'on n'entendait pas par là le principe des nationalités – et ce n'est évidemment pas le cas du Centro nacional – le sens nouveau qu'avait donné au mot *nationalisme* Maurice Barrès et ses disciples de *L'Action française* pouvait-il convenir à un Centre catholique libéral ?

Je pense que c'est par réaction contre ce qu'on appelait à l'époque le *Personnalisme* (personalismo) que Jacinto Candido et ses amis eurent l'idée de parler de *nationalisme*. L'antithèse était heureuse, mais elle ne dépassait pas le jeu de mots.

Cependant, on trouve dans certaines pages de Jacinto Candido, l'ébauche d'une véritable doctrine nationaliste, probables reflets de ce qui restait de l'influence du boulangisme et des études sociologiques d'Édouard Drumont dans l'Action libérale de Jacques Piou et d'Albert de Mun.

À la Conférence Nationaliste de Braga, en mai 1903, Jacinto Candido donne cette définition du nationalisme[7] :

> *« Le mot* nationalisme *qu'on appliquait légitimement à ce parti politique (le Centre national) n'était pas une parole creuse et vaine ; elle correspondait à une réalité s'opposant au "partidarisme" et au "personnalisme", ou à la suprématie des partis et des personnes sur la nation. Nous, les nationalistes, nous mettons la nation au-dessus des partis et le parti au-dessus des individus. »*

Il ne manque pas au nationalisme de Jacinto Candido, cette pointe d'antisémitisme et d'antimaçonnisme qui caractérise le catholicisme social à ses débuts, tout comme le nationalisme barrésien :

> *« Parmi nous également [au Portugal] il y a de ces libéraux qui prennent la Maçonnerie et le Sémitisme, dominant dans le gouvernement de la pauvre France, pour des modèles et qui prétendent copier, à tort et à travers, ce qu'a fait le jacobinisme sémite et sectaire dans cette malheureuse nation. Mais nous, nous ne sommes pas de ces pseudo-libéraux, sémites et franc-maçons ; nous sommes des partisans sincères et amis de la liberté et nous voulons voir les libertés publiques et individuelles garanties sincèrement. »*[8]

*
**

Jacinto Candido qui s'affirmait comme la personnalité dominante du parti nationaliste, était né à Angra do Heroismo, le 30 novembre 1857, d'un père négociant et de D. Francisca Elisa de Bettancourt Rocha e Silva.

7 *Correio nacional*, 20 mai 1903.
8 *Ibid.,* 21 avril 1903.

Il avait fait son droit à Coïmbre, en 1881, était revenu à Angra do Heroismo comme professeur au Lycée, puis y avait exercé la profession d'avocat. Sa famille appartenait au parti *Regenerador* (littéralement : Parti régénérateur). Il se mit à écrire dans les journaux du parti et, en 1886, il était élu député. Il fut ministre de la Marine d'Hintze Ribero et il se trouva occuper ces fonctions lors des campagnes du Mozambique. Il semble avoir été particulièrement frappé par le caractère très personnaliste de la politique portugaise et avoir pensé échapper du cercle étroit des politiciens professionnels régionaux en faisant appel à l'opinion publique. Sa tentative venait probablement trop tôt dans un pays peu intéressé aux grands principes politiques. Il a soutenu pourtant l'existence d'une véritable base populaire au mouvement nationaliste :

> *« Le nationalisme constitué initialement non par un homme ou un groupe d'hommes, mais comme le produit naturel et spontané d'un mouvement d'opinion national, déterminé par la rencontre de diverses circonstances dans une conjoncture historique, n'a été à l'origine qu'un simple élément de pondération et d'équilibre dans la vie politique de la Nation pour la défense des principes religieux et des grands intérêts publics, mais comme naturelle conséquence de son processus évolutif, il a aussitôt assumé, et conserve, l'allure d'un parti politique autonome. »*[9]

C'est à partir de 1903, que le parti nationaliste tend à devenir non plus un parti catholique, mais un parti politique autonome.

Ses fondateurs, réunis au siège de l'Association catholique de Porto décident que le parti « *adhère aux principes du catholicisme et affirme son respect pour la bonne harmonie entre l'Église et l'État* »[10], mais il n'est plus désormais uniquement un centre catholique, il est un parti politique et entend répondre à tous les problèmes que pose la vie nationale.

> *« Le nationalisme, dira Jacinto Candido aux Cortès, ne se préoccupe pas des personnes ; il apprécie les actes du gouvernement selon son critère qui possède de sérieuses garanties d'impartialité, parce qu'il repose depuis longtemps sur la doctrine complète de gouvernement qui figure dans son programme. »*[11]

C'est la donnée la plus importante du nationalisme de Jacinto Candido : « *le nationalisme maintient sa caractéristique fondamentale de l'impersonnalisme, c'est-à-dire de la subordination de tous ses membres non à la volonté personnelle d'un chef, mais aux idées et principes qui forment sa doctrine et constituent ses tendances dominantes, ayant pour but, non la consécration de personnalités, mais la défense des grands intérêts de la nation* »[12].

> *« Les personnalistes,* dira A. Opiniao*, sont toujours rotativistes, c'est-à-dire qu'ils peuvent entrer dans la rotation et toutes leurs préoccupations, tout leur travail, toutes leurs luttes ont cette fin unique. »*[13]

Le nationalisme prétend donc remplacer les luttes de partis et d'individus par le service de l'intérêt national défini dans un certain nombre de principes.

9 *Ibid,* 18 juin 1903.
10 Abundio da Silva Manuel. I., *Nacionalismo e acçao catholica*, Porto, 1909, p. 59.
11 *A Opiniao*, 5 juin 1906.
12 *Ibid.,* 23 avril 1906.
13 *Ibid.,* 23 avril 1906.

C'est au Congrès nationaliste de Viana do Castello, en août 1905, que Jacinto Candido exprimera le mieux sans doute les idées encore confuses de ce nationalisme qui cherche à se définir en dehors des « *cacismes* » et du jeu rotativiste des politiciens. Il montre dans « *la force et l'action spontanée de la Nature, obéissant à une loi suprême de conservation et de défense de la vie* », la principale, sinon l'unique raison de « *la résistance efficace des organismes biologiques et leur triomphe sur toutes sortes de principes morbides* ». Cette loi suprême préside à la vie, et est fondamentale dans son évolution dominante dans toutes les circonstances de temps et de lieux.

> *« La vie se défend, résiste et lutte, pour sa conservation, pour son existence ; et la propre nature lui fournit de nouvelles propriétés, ou développe de nouveaux organes, selon les nécessités de la résistance et de la défense.*
>
> *S'il en va ainsi, empiriquement et scientifiquement dans le domaine biologique il est certain que, parallèlement, dans le domaine de la sociologie, on peut affirmer avec fondement que la même loi existe et gouverne la vie et l'évolution des organismes sociaux [...].*
>
> *Ainsi, quand surgît un élément perturbateur qui attaque le fonctionnement régulier de l'organisme social, spontanément et naturellement, se constituent dans cet organisme des conditions de résistance et de défense nécessitées par la conservation de la vie organique collective.*
>
> *En réponse à l'agression du mouvement jacobin, s'organise d'une manière naturelle et spontanée, un mouvement de résistance et de défense qui ne fait que justifier cette loi.*
>
> *Il s'organise, se forme lui-même, surgit sous l'action de la loi scientifique dont je viens de parler, naturellement, d'une manière spontanée – je ne me lasserai pas de le répéter comme une nécessité de défense sociale; il n'a pas été le résultat d'un propos délibéré, il n'a pas obéit à un plan préétabli, il ne provient pas d'une conjuration : il naît, surgit, par lui-même, en vertu de cette défense de la conservation de la vie collective qui est la loi suprême et première, en Sociologie comme en Biologie. »*

Ainsi donc, cette loi suprême de défense « *fondait l'apparition du nationalisme dans la vie publique du pays* »[14].

Bien qu'encore confuses, les principales thèses de la doctrine nationaliste affleurent dans les propos de J. Candido. Il n'a pas échappé au processus que nous trouvons décidément à la base du raisonnement dans toutes les écoles nationalistes : l'utilisation du raisonnement biologique appliqué à la sociologie ; la proclamation du caractère nécessaire, peut être déterministe du nationalisme. Son intime liaison avec les traditions du pays conduisent le nationalisme à une sensibilité particulière devant les attaques à la religion des pères et entraînera toute une fraction du mouvement nationaliste à proclamer la nécessité de la restauration de la monarchie traditionnelle comme condition même de la réalisation de l'État nationaliste.

C'est de cette conviction que naîtra ce que j'appellerai le second nationalisme portugais : l'Intégralisme lusitanien.

---

14 *Ibid.,* 6 février 1906.

XIV. Antonio Sardinha ou l'intégralisme lusitanien

En raison de l'extrême désagrégation à laquelle est arrivé l'État, c'est peut-être au Portugal que sera réservé le destin glorieux d'inaugurer l'Ordre Nouveau en Europe ; s'il doit en être ainsi – et je crois qu'il en sera ainsi ! – nous aurons récupéré notre vocation apostolique de peuple conquérant et explorateur, en levant contre l'ouragan maxima- liste de l'Orient, le maximalisme très chrétien du monde occidental.

Antonio Sardinha, *Nação Portuguesa*, juillet 1922.

Partant d'une autre conception de la société qui n'est pas la conception démocratique, basée sur la dispersion individualiste, nous devons conclure logiquement au traditionalisme, non comme à un courant philosophique, mais comme à une méthode positive d'action et de gouvernement. Le nationalisme doit donc, par conséquent, être complété par le traditionalisme.

Antonio Sardinha, *Nação Portuguesa*, janvier 1929.

Dans son *Panorama do Nacionalismo português*[1], João Ameal soutient que « *le nationalisme intégral portugais a ses raisons propres,* sui generis*, exactement comme les possèdent les nationalismes intégraux de France, d'Italie et de tous les autres peuples »*. Mais il ajoute : « *Il y a pourtant des raisons de ressemblance entre les divers nationalismes, car ils incarnent tous la réaction vitale de leurs patries contre des maux communs, bien que chacun révèle un aspect particulier de cette réaction collective ».*

Il n'est en tout cas pas niable que l'école nationaliste française, parce qu'elle fut la première à réagir, éveilla l'attention dans les pays également menacés par les internationales, et, par la valeur et la richesse de son argumentation, exerça une influence incontestable sur les mouvements similaires.

Influence qui touchait plus à la forme, à la dialectique, qu'au fond puisque chaque mouvement trouvait dans son histoire, ses coutumes et ses traditions les raisons nécessaires et suffisantes à cette défense biologique du corps social qu'est le nationalisme.

L'Intégralisme lusitanien, d'une part se confond avec l'idée de restauration monarchique, mais d'autre part, par l'idée qu'il se fait des conditions de cette restauration, par le régime qu'il entend imposer à l'institution, il n'est pas un simple mouvement monarchiste, il est aussi un mouvement nationaliste, c'est-à-dire doctrinaire. C'est sous cet aspect qu'il nous intéresse dans cette étude.

1 Ameal João, *Panorama de Nacionalismo portugês*, Lisboa, 1932, p. 4.

*
**

La première publication intégraliste fut *L'Alma Portuguesa* qui parut en mai 1913. Elle était dirigée par Domingo de Araujo, en exil à Gand, et y collaboraient Aires de Ornelas, Henrique de Paiva Couceiro, Pinheiro Torres, Alberto Monsaraz, Luis de Almeida Braga et Rolão Preto. Ce fut, raconte Hipolito Raposo, Luis Braga qui eut l'idée de l'appellation *intégralisme,* très certainement inspirée par le sous-titre de *L'Action française* : « Organe du nationalisme *intégral* ».

En août 1913, paraissent *Os meus Cadernos de Mariotte ;* en février 1914 *Aqui d'El Rei !* de João de Amaral ; en avril de la même année la *Nação Portuguesa* d'Antonio Sardinha.

Des hommes se cherchaient, un mouvement demandait à naître.

*
**

En septembre 1913, raconte Hipolito Raposo :

> *« Antonio Sardinlia se rencontrait avec Alberto Monsaraz et moi-même dans la Quinta das Olaias, à Figueira da Foz, pour mettre au point la publication d'une revue de philosophie politique qui traduisît notre protestation contre la République portugaise, dans sa forme et dans ses actes et animât et répandît l'espérance qui nous brûlait et pour laquelle nous nous pensions capables de retourner la face du monde.*
>
> *La revue parut à Coïmbre, en janvier suivant, elle s'appelait la* Nação Portuguesa.
>
> *Tandis que nous travaillions ainsi au Portugal, mettant nos projets au point, José Pequito Rebelo, sans rien savoir de nous, arrivait à Paris et par l'intermédiaire de quelques jeunes Portugais et de Mariotte (l'abbé Amadeu de Vasconcelos), connaissait le grand mouvement contre-révolutionnaire de l'Action française.*
>
> *Bouleversé par la révélation que fut pour lui cette nouvelle école politique, il se mit à étudier sur place avec ardeur et en profondeur, après quoi, il se décida à rentrer au Portugal. »*

Il devait alors rencontrer Antonio Sardinha et former avec João de Amaral, républicain nouvellement converti à la monarchie et Adriano Xavier Cordeiro, l'équipe de la *Nação Portuguesa*.

L'influence de cette revue fut considérable.

Le premier numéro parut le 8 avril 1914.

Le mouvement auquel elle devait donner naissance eut dans Antonio Sardinha son maître le plus écouté. Il devait malheureusement mourir à trente-sept ans, en 1925.

Toute son œuvre a tendu à présenter la monarchie comme la réalisation intégrale des exigences du nationalisme. On peut dire qu'il eut, vis-à-vis du nationalisme portugais, la position et le rôle de Maurras vis-à-vis du nationalisme barrésien.

Cette position a d'ailleurs prêté à des équivoques sur la nature de l'influence qu'a pu exercer l'Action française sur l'Intégralisme lusitanien. C'est, si l'on veut, une querelle dépassée, mais il faut en parler parce que la conclusion qu'on en tirera justifiera, finalement, le caractère propre de chaque nationalisme tout en montrant la part d'universalisme que l'idée contient.

Dès 1915, Xavier Cordeiro, Alberto Monsaraz, Antonio Sardinha et Hipolito Raposo, dans une lettre au *Dia*[2] déclaraient que les doctrines de l'Intégralisme lusitanien n'étaient ni de leur invention, ni importées de France, mais qu'elles provenaient d'un patrimoine historico-politique d'auteurs portugais de la première moitié du XIXe siècle que le triomphe du mouvement libéral avait justement fait oublier.

C'est la même argumentation qu'emploiera Alfredo Pimenta répondant à un article de *L'Action française* qui avait parlé du « *rayonnement des idées de l'Action française dans le monde latin* ».

> *« Le mouvement contre-révolutionnaire portugais, répondait Alfredo Pimenta, n'est pas, comme le suppose M Pierre Tuc, un rayonnement des idées de l'Action française dans le monde latin, mais un effort proprement portugais des générations contemporaines de l'avènement de la République et que celle-ci avait déçues. »*[3]

Notons que les fondateurs de l'Intégralisme lusitanien ne nient pas la similitude des deux mouvements ; ce qu'ils nient c'est que l'Intégralisme ait été une « copie » de l'Action française.

Cela eût été impossible d'ailleurs – ou inviable – car, comme l'avait dit Antonio Sardinha, « *chaque pays se concrétise dans l'individualité incommunicable de son déterminisme. Il n'est pas possible de superposer le passé d'une race au passé d'une autre race* »[4].

Mais, comme le remarquera Julio Evangelista :

> *« l'Intégralisme lusitanien a pris, au moins, au mouvement français son exemple, ses suggestions et ses procédés.*
>
> *Et si nous considérons que les lignes maîtresses de la doctrine présentent des affinités dans les deux mouvements, tous deux étant monarchistes, nationalistes et traditionalistes ; qu'il est courant de voir les hommes de l'Action française cités par les théoriciens portugais ; et que l'influence que Maurras, Bourget et Bainville, par exemple, ont exercée sur une grande partie de la jeunesse intégraliste qui les lisait avec avidité, est indéniable, il faut reconnaître que cette influence est allée encore au-delà. »*[5]

*

**

2 Cité in Campos Fernando, « Mauras e o pensamento politico portugês », *O Debate*, 13 novembre 1954.

3 *O Debate*, 27 novembre 1954.

4 *Naçao Portugesa*, 8 mai 1914, p. 41.

5 *A Voz*, 31 août 1955.

Il est extrêmement important, pour la justification même du nationalisme, de rechercher et de reconnaître les raisons qui amènent les peuples au nationalisme.

L'explication par le « rayonnement » d'une idée politique étrangère n'est pas soutenable. Le nationalisme, par essence, ne saurait être que national. Les similitudes que peuvent présenter entre eux divers mouvements nationalistes proviennent simplement de l'identité des situations : un organisme national menacé dans sa substance réagit par une affirmation de son individualité.

Ce processus de défense, c'est proprement le nationalisme. Que les arguments de la doctrine nationaliste puissent se traduire d'une langue dans l'autre, cela n'est pas plus étonnant que la traduction d'un traité de thérapeutique. Ce qui diffère, c'est le malade et chaque malade ne combat qu'avec ses propres forces, ne réagit que suivant son tempérament. Il ne copie pas son voisin d'hôpital, mais ils prennent tous les deux le même médicament s'ils ont la même maladie.

Qu'Antonio Sardinha ait été un penseur extrêmement original, qu'il ait défendu des positions en-deçà ou au-delà de celles de Maurras est incontestable et cela est bienheureux, car c'est une démonstration supplémentaire du caractère spécifique de chaque nationalisme.

*
**

Quatre mois avant la Marche sur Rome, alors que personne en Europe ne se fait une idée claire de ces grandes révolutions nationales qui vont marquer le second quart du siècle, Antonio Sardinha écrit dans la *Nação Portuguesa* :

> *« En raison de l'extrême désagrégation à laquelle est arrivé l'État, c'est peut-être au Portugal que sera réservé le destin glorieux d'inaugurer l'Ordre nouveau en Europe; s'il doit en être ainsi – et je crois qu'il en sera ainsi ! – nous aurons récupéré notre vocation apostolique de peuple conquérant et explorateur, en levant contre l'ouragan maximaliste de l'Orient le maximalisme très chrétien du monde occidental. »*[6]

Le Portugal devra attendre quatre ans encore, et Antonio Sardinha sera mort depuis un an lorsque éclatera la Révolution nationale du 28 mai 1926. Il n'aura donc pas vu la victoire nationaliste, mais il l'avait pressentie, préparée et en avait même distingué celui qui devait en devenir le constructeur, un professeur de droit de Coïmbre : Salazar.

*
**

Dans la préface de son ouvrage capital, *Ao principio era o Verbo*, Sardinha parle de ces pages comme d'une « campagne nationaliste » qu'il résume en ces mots :

---

6 *Naçao Portugsa*, juillet 1922, p. 12.

« Le retour de la société portugaise aux conditions naturelles de sa formation et de son développement. »[7]

Le retour aux « *conditions naturelles* » constitue la base même de toute réaction nationaliste. Sardinha les a définies dans le même ordre qu'on retrouve chez tous les théoriciens nationalistes : la Famille, la Commune, la Corporation, la Province, la Patrie, l'État.

« Après avoir reconstitué la Famille, groupement fondamental et primaire, dans son intime composition monogamique et territoriale, nous irons à la Commune et à la corporation. De la Commune et de la Corporation additionnées sur le plan organique dans la Province, sortira la Patrie, servie dans ses fins supérieures par l'action coordinatrice de l'État. Ainsi nous trouverons par les chemins éternels et rajeunis de la Tradition, cet ordre qui est naturel et humain et sans lequel il n'y a ni civilisation, ni existence possible. »[8]

Antonio Sardinha n'a jamais séparé le traditionalisme du nationalisme et il a sans doute considéré le second surtout comme un moyen de restaurer les institutions qu'il rencontrait dans la tradition portugaise.

Il a d'ailleurs laissé de la tradition une très belle définition, pleine du sens de la continuité des nations :

« Pour nous, la tradition n'est pas seulement le passé. Elle est d'abord la permanence *dans le* développement. *Les choses étant ainsi – et telle est la base philosophique des doctrines traditionalistes – les institutions d'un peuple ne peuvent jamais être considérées comme le résultat d'un acte relevant exclusivement de la volonté personnelle ou comme une imposition délibérée d'un groupe plus ou moins important d'individus. La société est une création, et non une construction. Elle n'est pas un mécanisme. Et parce quelle est une création, son existence est conditionnée par certaines lois naturelles et c'est de l'action convergente de celles-ci qu'un jour elle est née.*

Par tradition, nous devons donc entendre nécessairement l'ensemble des habitudes et tendances qui ont cherché à maintenir la société dans l'équilibre des forces qui lui avaient donné naissance et qui lui ont permis de durer dans la mesure où elle les a respectées.

La tradition pour nous, ne vaut pas sentimentalement comme valaient les ruines pour les romantiques, comme une chose morte que la nostalgie aurait pénétrée de son parfum étrange. La tradition, pour nous, vaut comme permanence dans la continuité. La rompre, c'est couper la séquence héréditaire, c'est rompre les antécédents moraux et sociaux dont nous sommes un maillon ajouté. »[9]

*

**

Cette notion de l'intime liaison du nationalisme et du traditionalisme, de la *correction* du premier par le second, est très importante dans l'œuvre d'Antonio Sardinha. C'est une idée sur laquelle il reviendra souvent.

7 Sardinha Antonio, *Ao principio era o Verbo*, p. XIII.

8 *Ibid.*, p. 313.

9 Sardinha Antonio, *Na Feira dos Mitos*.

Il en fait encore le thème principal de son article : « Pourquoi nous revenons », qui marque la réapparition de la *Nação Portuguesa* en 1922 :

> *« Notre nationalisme n'est pas seulement nationalisme, il est tempéré par le* traditionalisme *qui est "*l'acceptation des raisons fondamentales de la Patrie avec toutes les lois dérivées de la Race et du Milieu*". »*

Mais Sardinha n'entend pas enfermer son humanisme chrétien dans le cadre étroit d'un nationalisme qui serait exclusif :

> *« Il faut aller plus loin et réaliser par la projection du génie de chaque patrie une conscience plus grande, un idéal supérieur de civilisation – celui de la civilisation chrétienne qui a formé le monde et qui, nous l'espérons avec confiance, le sauvera encore. »*

Car, à ses yeux, si le nationalisme est, dans la vie des peuples, « *élément nécessaire de rénovation* », il ne réussit d'une façon durable et féconde que lorsqu'il est « *épuré par les disciplines sociales et intellectuelles du traditionalisme* », car le traditionalisme n'est pas autre chose que « *la reconnaissance et la pratique d'un système de principes et d'institutions accréditées par l'expérience et dans lesquels s'est condensé le fruit d'une longue observation dans l'art de gouverner et d'être gouverné* ».

> *« C'est donc de l'association des deux facteurs :* nationalisme *et* traditionalisme *que résulte la ligne de conduite que la science sociologique proclame aujourd'hui comme la plus efficace après les ruineuses aventures vers lesquelles les idéologies tentatrices de la Révolution avaient entraîné l'État et la Société. »*[10]

À la tradition, Antonio Sardinha demande surtout la protection contre les idéologies, les entraînements de l'esprit, même – surtout – généreux. Il ne veut considérer que ce qu'il appelle « *les deux éléments naturels* » de la Nation : « La Terre et la Race ». C'est la formule de Barrés : la Terre et les Morts, en moins romantique et en plus exacte, car la Race, si elle repose sur les Morts, est aussi un devenir et les conditions mêmes de ce devenir sont importantes à définir, sinon la Race risque de se modifier et de disparaître.

Donc, basé sur la terre et la race, Sardinha recherche les institutions qui ont été « *la création de l'expérience séculaire de la nation* », car il repousse toutes « *les abstractions et les caprices du romantisme politique et sentimental* ».

> *« De telle sorte que partant d'une autre conception de la société qui n'est pas la conception démocratique, basée sur la dispersion individualiste, nous devons conclure logiquement au traditionalisme, non comme à un courant philosophique, mais comme à une méthode positive d'action et de gouvernement. Le nationalisme doit donc, par conséquent, être complété par le traditionalisme. »*[11]

La tradition n'est pas « *un point mort dans l'histoire. C'est avant tout une ligne harmonieuse et ininterrompue, liant entre elles les générations et les temps, les événements et les hommes* ».

---

10 *Naçao Portuguesa*, juillet 1922, p. 3.

11 *Ibid.*, janvier 1929.

La tradition, c'est « *la permanence dans le développement, une ligne et non un point* ».

> *« Elle me semble caractérisée scientifiquement par rapport à une époque, comme la somme des connaissances et des conquêtes obtenues antérieurement et, aussitôt, sans rupture, ni suspension, communiquées à l'époque suivante. »*[12]

Mais lorsqu'il y a eu rupture, que la rupture a été longue, ne se crée-t-il pas alors une autre tradition, antagoniste ?

C'est là une situation extrêmement grave, lorsque deux traditions se mettent à vivre simultanément dans un même pays. Il se produit alors un partage. Deux races spirituelles s'épient, s'accusent, se combattent. La nation s'affaiblit au milieu des divisions et bientôt est en risque de périr si ne triomphe pas la tradition authentique qui contenait en elle ce que Sardinha appelle « *les conditions naturelles de sa formation et de son développement* ».

C'est le rôle même du nationalisme que de surgir précisément dans les moments de confusion des peuples comme « *instinct profond de vitalité* » et de se joindre au traditionalisme, « *produit de l'expérience séculaire* ».

De même que Maurras regrettait l'unité de la chrétienté et la montrait encore comme un idéal à atteindre, Sardinha expliquera que « *si en relation à chaque patrie singulière, le* traditionalisme *suppose un* nationalisme*, il suppose également, par rapport à l'ensemble de l'humanité, un* universalisme ».
Mais :

> *« de même qu'à la racine de chaque nationalisme sont les commandements du* Décalogue *et que l'inviolabilité et la vigueur des agrégats nationaux dépend de la mesure dans laquelle ces commandements sont respectés, de même pour ne pas verser dans le cosmopolitisme et pour se présenter comme la somme des intérêts des divers groupes nationaux, l'universalisme ne peut être que celui qu'a professé le Moyen Âge et auquel Auguste Comte rendait un si chaleureux hommage : la société internationale rétablie et restaurée sur les uniques bases durables : celles de la chrétienté. »*[13]

Un nationalisme sans universalisme ne représenterait qu'« *un résidu confus du principe des nationalités, fils de la démocratie et qui aujourd'hui balkanise l'Europe* », à moins qu'il ne se transforme rapidement « *en exaltation impérialiste perturbatrice »*[14].

*
**

Tel fut le nationalisme-traditionaliste d'Antonio Sardinha. Il l'a conduit, d'une manière toute naturelle, à une conclusion monarchique en ce qui concerne la forme de l'État. Il est bon de remarquer que son raisonnement part du régime pour aboutir aux institutions, c'est-à-dire qu'il donne à l'organisation de la société l'importance primordiale qu'elle a dans l'échelle des valeurs.

12 *Ibid.*
13 Sardinha Antonio, *Ao principio era o Verbo*, p. XVII.
14 *Ibid.*, p. XVIII.

La formule politique de l'Intégralisme, dira-t-il, est celle, héritée de Gama e Castro : « *Le Roi gouverne, mais n administre pas* ».

Alberto Monsaraz ira jusqu'à parler de « *vraie monarchie* ». C'est celle, dira-t-il, dans le premier numéro de la *Nação Portuguesa*, en juin 1914, qui est organique, traditionaliste et antiparlementaire, celle qui substitue à « *l'unité individu* », « *l'unité corporation* »[15].

Cette préoccupation d'assurer d'abord les bases certaines de la société politique, on la retrouve chez un Marcello Caetano lorsqu'il lance l'Ordem nova (l'Ordre nouveau), en 1926 :

> *« Nous considérons, que le changement de régime ne sera possible et fécond que lorsqu'il existera une élite capable d'imposer à la nation les principes sauveurs. »*

On voit là déjà affleurer le réalisme politique qui va marquer toute l'œuvre de Salazar.

Il s'agit d'abord de restaurer la nation. Pour cela il faut « *un chef qui oriente, conduise et surtout réalise* ».

Ce chef, Marcello Caetano l'a reconnu, et tous les nationalistes portugais avec lui, c'est Salazar. C'est sur lui « *que sont fixés tous les yeux et de lui qu'on attend les grandes réformes et les grandes réalisations* »[16].

Dans une page remarquable, Marcello Caetano avait parlé de ce « *Messie rédempteur et sauveur* » que tout le Portugal attendait et il disait :

> *« Mais personne ne pense que le Messie sera, comme tout autre Portugais, un mortel de chair et d'os, qui surgira quand nous le ferons surgir, par l'œuvre et la grâce de notre volonté inflexible, de notre énergie audacieuse, de notre capacité de réaliser.*
>
> *Les grands hommes sont toujours le produit d'une époque, d'une ambiance sociale déterminée, et ce n'est pas de l'indolence et du laisser-aller général que sortira une génération de surhommes. »*

Et Marcello Caetano réclamait la formation d'une « *aristocratie de la pensée et de l'action* »[17].

La notation de Marcello Caetano sur les grands hommes création du milieu, d'une époque déterminée, d'une volonté propre à une génération est à rapprocher de ce que disait Drieu La Rochelle sur le Chef :

> *« Il faut que beaucoup d'hommes cherchent, réfléchissent, agissent pour qu'ensuite le meilleur d'entre eux, lancé par eux, les relance à son tour. »*[18]

L'Europe des années 1920-1930 est pleine de ces hommes qui cherchent, réfléchissent et agissent, et Rolào Preto peut écrire dans la *Nação Portuguesa* :

> *« La terre entière frémit d'une vigueur nouvelle sous la germination de la semence glorieuse des nationalismes éternels. »*[19]

Un homme était arrivé de Coïmbre, à la demande des chefs de la Révolution nationale triomphante : le Portugal venait de mériter Salazar.

15 *Naçao Portuguesa*, juin 1914, p. 67.
16 *Ibid.*, avril 1929.
17 *Ibid.*, décembre 1928.
18 Drieu La Rochelle Pierre, *Socialisme fasciste*, p. 129.
19 *Naçao Portuguesa*, juillet 1922, p. 35.

XV. António de Oliveira Salazar ou un homme libre

Je suis dans toute la mesure du possible un homme libre.
António de Oliveira Salazar, *Discursos*.

Froid exécuteur de l'intérêt national, sans clientèle ni parti, je cherche avec calme à démêler les causes et les effets de l'action politique et je compare sans passion, les résultats des doctrines avec les procédés de gouvernement.
António de Oliveira Salazar, *Une Révolution dans la paix*, p. XIV

Les institutions sans les principes sont des corps sans vie.
António de Oliveira Salazar, *Discours du 22 novembre 1951*.

On ne sait jamais jusqu'où peuvent retentir les échos d'une voix, même lorsqu'on a l'impression de prêcher dans le désert.
António de Oliveira Salazar.

I.

S'il me fallait rechercher et dire la pensée la plus profonde que j'ai rencontrée dans l'œuvre de Salazar, je crois qu'en définitive, je proposerais la suivante :

> *« Dans les races, dans les nationalités, il y a deux sortes de défauts : les défauts naturels qui peuvent être combattus, mais jamais extirpés violemment et qui nous feront toujours distinguer un latin d'un slave ou d'un anglo-saxon, et les défauts incrustés, les vices acquis qui sont surtout des vices d'éducation, de mentalité. Or, s'il est presque inutile de faire la guerre aux premiers, car ils triomphent toujours, il n'est déjà plus si chimérique, ni impossible, comme on dit, de désincruster les derniers, de les liquider peu à peu. »*[1]

C'est, je pense, cette conception de l'homme, replacé dans son milieu et dans sa race, qui a toujours empêché Salazar d'être un homme de système.

Certes, il croit à l'action éducatrice des institutions politiques sur l'homme ; il leur assigne même pour objet de lui refuser « *la satisfaction de certains vices qu'il porte en lui* »[2], mais dans l'application, dans l'art de gouverner il fait deux parts : « *étudier dans le doute, réaliser dans la foi* »[3].

---

1 Ferro Antonio, *Salazar*, Lisboa, .1933, p. 151.
2 Oliveira Salazar, *Une Révolution dans la Paix,* Paris, 1957, p. XXXIII.
3 Oliveira Salazar, Préface au *Salazar* d'Antonio Ferro, p. XXXII.

C’est le même homme qui a dit un jour qu’il redoutait plus les remèdes que les maux[4].

Il s’est rarement livré. Dans toute son œuvre, on trouve peu de renseignements sur le mécanisme de sa pensée. On remarquera pourtant qu’il n’a jamais songé à écrire un traité politique. On dirait que la réalité mouvante de la politique ne puisse, selon lui se laisser enfermer dans un cadre rigide.

De ses discours qui sont ses seules interventions doctrinales dans la vie de son pays, il a dit un jour :

> *« Je lis, présentées sous la forme de grands distiques, des phrases isolées, des pensées extraites je ne sais déjà plus d’où et qui furent les aspirations d’un jour. »*[5]

Sur lui-même, sur sa manière d’être, de sentir, de juger et de se juger, il a écrit une très belle page qui commence par ces mots remarquables : « *Je dois à la Providence d’être né pauvre, dénué de biens de quelque valeur [...]* ».

Je crois que personne ne peut lire sans émotion ce « *Témoignage* », comme il l’a appelé, et qu’il poursuit en ces termes :

> *« Bien faibles sont les liens qui m’attachent à la roue de la fortune et les charges lucratives, les richesses, les honneurs ne m’ont jamais tenté. Et, pour gagner, dans la modestie à laquelle je suis habitué et dans laquelle je veux vivre, mon pain de chaque jour, je n’ai pas besoin de me fourvoyer dans le dédale des affaires ni dans de compromettantes solidarités. Je suis un homme indépendant. »*

Salazar s’interroge ensuite sur son comportement vis-à-vis des masses. Il explique qu’il n’a jamais recherché les « *clientèles politiques* ». Il a même évité de former un parti, parce qu’en échange de son appui, il aurait eu tendance à définir l’orientation et les limites de son action à la tête du gouvernement. Il n’a jamais non plus flatté les masses « *devant qui tant de gens se courbent dans le monde d’aujourd’hui, en une attitude de servilité ou hypocrite ou abjecte* ».

S’il s’est préoccupé des revendications des humbles, c’est par devoir, jamais par compromis électoraux : « *Je suis, dans toute la mesure du possible, un homme libre* ». Envers ses adversaires, il se réjouit de n’avoir jamais eu recours à l’insulte ni à l’agression, qui, dit-il, « *eussent pu faire que des hommes libres se considérassent dans l’impossibilité de collaborer avec moi* ».

Et il conclut : « *J’ai été humain* ».

Mais qui est-il pour parler ainsi ? Un homme qui a travaillé et étudié avec conscience :

> *« Je pense avoir gagné, par un travail sérieux, mes titres académiques et le droit d’exercer mes fonctions universitaires. Obligé de perdre le contact avec les sciences que je cultivais, mais non pas avec les méthodes de travail, je peux dire que j’ai retrouvé ces dernières sur le plan de l’application pratique et, feuilletant moins les livres, je me suis efforcé au cours de ces années d’étude, de méditation, d’intense activité, de mieux comprendre les hommes et la vie. J’ai pu m’instruire. »*

---

4 Oliveira Salazar, *Discursos e Notas politica*, t. I, p. 189 (16 mars 1933).

5 *Ibid.*, t. III, p. 133 (27 février 1939).

Indépendant, libre, humain, ayant appris à connaître les hommes et la vie, que désire-t-il ? Rien.

> *« Je n'ai pas d'ambitions. Je ne désire pas monter plus haut, et j'estime qu'au moment opportun d'autres devront occuper ma place, pour mettre au service de la nation une plus grande capacité de travail, ouvrir de nouveaux horizons et expérimenter de nouvelles idées et de nouvelles méthodes. Je n'ai pas de raison de me montrer orgueilleux, car je n'ai pas réalisé tout ce que je voulais ; mais ce que j'ai réalisé est suffisant pour que l'on ne puisse pas dire que j'ai échoué dans l'accomplissement de ma mission. C'est pourquoi je ne ressens pas l'amertume de ceux qui, justement ou injustement, n'ont pas vu leurs efforts couronnés de succès et maudissent des hommes et du destin. Je ne me souviens même pas d'avoir subi des injures qui, dans la préoccupation de les voir réparées, eussent pu m'amener à me montrer moins juste ou moins impartial. Au contraire, dans ce pays où les hommes publics s'apprécient et se déprécient avec tant de légèreté, je jouis du rare privilège du respect général. J'ai pu servir.*
>
> *J'ai connu des chefs d'État, des Princes et des souverains et j'ai entendu des hommes éminents de nombreuses nations, d'idéologies et de natures diverses, discourir sur les préoccupations du gouvernement, les problèmes du monde ou les difficultés des affaires. J'ai pu comparer.*
>
> *Et c'est ainsi que, sans ambitions, sans haines, sans partialité, dans la pure sérénité d'un esprit en quête de la vérité, et d'une conscience qui cherche le chemin de la justice, je considère que je puis apporter mon témoignage [...]. »*[6]

*
**

Tel est l'homme et son constant souci de l'humain. On le verra à chaque fois qu'il prendra la parole, apporter un élément à ce témoignage, formuler un jugement, exprimer le résultat d'une expérience, exposer un doute, dire : « *je ne sais pas* », lorsque, dans sa quête de la vérité, la solution ne lui est pas apparue, mais affirmer avec force : « *je sais* » et « *il faut* » là où la certitude est ferme.

Toujours son propos se rapportera à l'homme, jamais au monde des idées pures, parce que « *parmi tout ce qui change, c'est encore l'homme qui change le moins* »[7].

> *« Certains se vantent de détenir le secret de systèmes politiques de confection, qu'il suffit d'appliquer au corps social sain ou malade, quelles que soient les circonstances de travail de formation ou de culture, quelles que soient les latitudes et les races. Obsédés par leurs doctrines ou leurs rêveries de cabinet ceux-là, bien sûr, n'ont pas à savoir ce que sont les hommes, ni comment vivent les nations ; coupés de la vie réelle par l'apriorisme de leurs théories, détachés du passé par leur ambition de construire un avenir que ne le continue point, ceux-là non plus n'ont pas besoin de mémoire [...]. »*[8]

---

6 *Ibid.*, t. IV, p. 351 (7 janvier 1949).
7 *Ibid.*, t. IV, p. 212 (23 février 1946).
8 *Ibid.*, t. III, p. 64 (28 avril 1938).

Ce n'est point à de telles constructions que rêve Salazar. Il se veut retenu « *par de puissantes amarres à certains principes fondamentaux que la raison éclairée et l'expérience des siècles ont consacrés dans l'exercice du Pouvoir* ».

Il se veut aidé « *par ces lumières supérieures qui éclairent les fondements de la vie sociale et les fins de celle-ci* ».

Il se veut encore attaché « *d'un lien inaliénable à la tradition et à l'histoire* » de son pays, « *avec son patrimoine, ses intérêts matériels et moraux, sa nature et sa vocation dans le monde* »[9].

*
**

Une des caractéristiques les plus intéressantes de l'attitude de Salazar vis-à-vis de sa propre œuvre, c'est ce que j'appellerai l'attitude de l'auteur-spectateur.

> *« Dans le demi-isolement de mon travail, je cherche à sortir de moi-même et à assister en simple spectateur à l'œuvre gouvernementale. »*[10]

C'est qu'il n'ignore point qu'un grave danger menace les législateurs : la dissociation qui s'opère entre l'esprit des lois et leur application :

> *« Les lois, en vérité, sont faites par les hommes qui les exécutent, elles finissent par être, sous le voile de leur pureté abstraite, le miroir de nos défauts de compréhension et des déviations de notre volonté. »*[11]

À qui a pénétré si loin dans le domaine de la psychologie politique, il est permis de se définir ainsi :

> *« Froid exécuteur de l'intérêt national, sans clientèle, ni parti, je cherche avec calme à démêler les causes et les effets de l'action politique et je compare sans passion les résultats des doctrines avec les procédés de gouvernement. »*[12]

Ce qui fait la force de Salazar, et finalement la cause de sa durée, c'est qu'il a cherché moins des doctrines que des procédés de gouvernement :

> *« Nous avons limité la partie irréductible de notre éthique à ces grandes certitudes qui sont encore vivantes dans la conscience de la nation et autour desquelles son unité morale peut être le plus facilement reconstituée : Dieu, la Patrie, l'Autorité, la Famille, le Travail. »*[13]

Ce n'est pas si peu de chose que cette reconnaissance des « *grandes certitudes* » – cette « *demi-douzaine de principes* », comme il dira une autre fois, car il les a choisis essentiels. Beaucoup de corollaires en découlent. C'est toute une politique, toute « *une philosophie en action* ».

---

9 *Ibid.*
10 *Ibid.,* t. I, p. 319 (28 avril 1934).
11 *Ibid.,* t. I, p. 93 (30 juillet 1930).
12 Oliveira Salazar, *Une Révolution dans la Paix*, p. XIV.
13 Oliveira Salazar, *Discursos…* (3 mai 1952).

Ce n'est donc pas que Salazar n'ait point de doctrine ! Certes non !

C'est lui qui a dit que « *tout État, même s'il est libéral, obéit à une conception philosophique et que tout gouvernement est par lui-même une doctrine en action* »[14], que « *par lui-même* » et quelle que soit sa forme, il est « *une construction politique dérivée d'un système de concepts fondamentaux : concept et valeur de la nation, concept de la personne humaine et de ses droits, fins de l'homme, prérogatives et limites de l'autorité* ». Et comme de cela « *découle logiquement tout le reste* ».

> *« Comme il est de l'essence même du pouvoir de chercher à se maintenir, il y aura toujours un nombre plus ou moins grand de principes que le pouvoir ne laissera pas discuter, c'est-à-dire au sujet desquels la liberté n'existe pas. Aucune négation ne vaut contre ce fait.*
>
> *Si l'État est une doctrine en action, il ne serait pas logique qu'il se désintéressât de sa propre idéologie ; il a, au contraire, l'obligation de la défendre et de la propager, en vue de sa propre consolidation. Si l'État se considère, sur certains points, comme le détenteur de la vérité, sa neutralité serait inconcevable. L'indifférence à propos d'un principe équivaut en effet à la négation de ce principe. »*[15]

Il soulignera que la, Constitution portugaise se distingue par ce fait « qu'elle possède une partie purement dogmatique » qu'elle ne se contente pas « d'établir l'organisation de l'État et de définir les droits des citoyens », mais qu'« elle consacre un certain nombre de principes qui orientent la réforme politique, économique et sociale »[16].

Et Salazar insiste : « *Que l'on sache bien que nous considérons cette partie comme plus importante que les chapitres où il est traité de la compétence des organes de l'État et de leur mode de formation* »[17].

*
**

Quand nous disons que Salazar a plus recherché des procédés de gouvernement que des doctrines, nous entendons donc par là que, hors les principes essentiels, il a toujours fait preuve de la plus grande liberté d'esprit, refusant de se laisser enfermer dans les systèmes, les constructions idéologiques, les apriorismes.

S'il n'est point vrai que tous les régimes se vaillent, il n'est pas sûr non plus « *que le plus parfait au point de vue de la doctrine soit toujours le meilleur dans la pratique courante* »[18].

Il n'aspire qu'à une chose : « *découvrir par de successives expériences, quelques constantes parmi les mille variables des éléments politiques* ».

14 Oliveira Salazar, Préface au *Salazar* d'Antonio Ferro, p. XII.
15 Oliveira Salazar, *Une Révolution dans la Paix*, p. XXVI.
16 *Ibid*., p. XXX.
17 *Ibid*.
18 Oliveira Salazar, *Discursos…*, t. IV, p. 261 (9 novembre 1946).

Et c'est même sous cet angle empirique qu'il s'attend à ce que « *sous certains aspects* » on puisse un jour considérer son œuvre comme « *universelle parce qu'humaine* »[19].

« *Étudier dans le doute* » et « *réaliser dans la foi* », telle est la double devise de cet homme dont toutes les conceptions sont empreintes de la plus forte certitude parce que des mois, des années durant, il les a pesées et expérimentées dans le doute.

II.

L'État, dans la conception de Salazar, n'est qu'un instrument au service de la nation. C'est elle qui est « la première réalité ». « *C'est pour elle qu'existe l'État, à son profit que s'organise le pouvoir, que se créent et fonctionnent les services publics* »[20].

> *« De cette première affirmation, d'autres découlent immédiatement. D'abord, sont subordonnés aux objectifs suprêmes de la nation, avec leurs intérêts propres, toutes les entités particulières ou collectives qui sont les éléments constitutifs de son organisme ; par contre, et comme garantie de l'efficacité supérieure de ce sacrifice, il est clair que la nation ne se confond pas avec un parti ; un parti ne s'identifie pas à l'État. »*[21]

> *« L'État devra refléter […] la nation elle-même comme un tout organique et l'intervention des individus dans la formation des organes de la souveraineté dépendra toujours davantage de ce qu'ils seront eux-mêmes dans la vie nationale comme chefs de famille, comme producteurs, comme partisans de tel ou tel credo, comme intéressés dans telle ou telle œuvre d'éducation, d'assistance, de loisir ou de sport. C'est la politique de la vie réelle. »*[22]

Cette reconnaissance de la nation comme première réalité et la défense de ses intérêts, c'est l'essentiel du nationalisme :

> *« Nous plaçons sans crainte le nationalisme portugais à la base de l'État Nouveau. »*[23]

> *« La nation pour quelques-uns, sans doute, association transitoire ou permanente d'intérêts matériels est surtout, pour nous, une personnalité morale qui s'est constituée à travers les siècles grâce au travail et à la solidarité de générations successives, liées par des affinités de sang et l'esprit, et à laquelle, nous n'hésitons pas à le croire, est attribuée, sur le plan providentiel, une action spécifique dans l'ensemble de l'humanité. Seul le poids de ces sacrifices sans nombre, de cette coopération d'efforts, de cette identité d'origine, seul ce patrimoine collectif, seule cette communion spirituelle peuvent moralement fonder le devoir de la servir et de donner notre vie pour elle. »*[24]

---

19 *Ibid.*, t. II, p. 27 (27 avril 1935).
20 *Ibid.*, t. III, p. 394 (27 avril 1943).
21 *Ibid.,* t. I, p. 77 (30 juillet 1930).
22 Oliveira Salazar, *Une Révolution dans la Paix*, p. XLI.
23 Oliveira Salazar, *Discursos*…, t. II, p. 132 (26 mai 1936).
24 *Ibid.*, t. IV, p. 354 (7 janvier 1949).

« Peut-être les temps sont-ils proches où la grande division, l'infranchissable abîme séparera ceux qui servent la Patrie de ceux qui la nient. »[25]

Ainsi, pour Salazar, le nationalisme, dans la mesure où il est la définition et la reconnaissance du patrimoine collectif, peut, seul, fonder moralement le devoir de servir.

Sortir de ce cadre providentiel, c'est ne retrouver qu'un enchevêtrement informe d'intérêts individuels et manquer de base pour fonder un devoir de servir.

« On dirait que quelques pays sont fatigués de leur existence en tant que nations indépendantes. »[26]

notera-t-il avec tristesse, en 1956.

*
**

Voilà donc Salazar en face de la réalité nationale et armé de l'État pour l'organiser et la défendre.

Quelle forme va-t-il donner à cet État ?

Selon sa méthode, il médite sur l'objet avant de décider :

« L'agrégat national a des nécessités qui doivent être définies et satisfaites par l'État, organisation politique de cet agrégat. L'ordre n'est pas un produit spontané des sociétés, mais bien le produit de l'intelligence et de l'autorité. Cette dernière s'exerce par l'intermédiaire des différents organes spécialisés, tous nobles et indispensables dans leurs fonctions ; mais il ne peut y avoir de doute que le véritable foyer de l'autorité, le centre propulseur de l'État, le gage de son efficacité, de son pouvoir, résident dans le gouvernement. Il n'y a pas d'État fort là où le gouvernement ne l'est pas.

La fonction du gouvernement correspond à une fonction de sélection et de synthèse, car il lui faut interpréter les aspirations nationales, évaluer leur profondeur et leur opportunité, déterminer la meilleure parmi toutes les solutions possibles des problèmes et l'intégrer dans le cadre des principes généraux qui sont à la base de l'action gouvernementale. L'action exercée sera d'autant plus large que sera plus grande au sein du gouvernement, l'homogénéité de pensée, de doctrine et de morale politique ; et elle sera d'autant plus facile et efficace que le degré d'unité nationale sera plus élevé. »[27]

Sans doute, des divergences d'opinion pourront se manifester – et c'est là « *le problème fondamental* » – quand on cherchera « *à définir où doit résider ce que nous appellerons – sans aucune préoccupation de rigueur scientifique, mais d'une manière compréhensible – l'autorité dominante. L'équilibre le mieux conçu peut toujours être rompu, et il importe de désigner l'autorité qui remplira la fonction d'arbitre. Les régimes parlementaires ont tendance à faire résider l'autorité dominante dans une assemblée élue au suffrage universel, à base partisane* ».

---

25 *Ibid.*, t. IV, p. 262 (9 novembre 1946):

26 Oliveira Salazar, Discours du 19 janvier 1956.

27 Oliveira Salazar, *Discursos*…, t. IV, p. 357 (7 janvier 1949).

Qu’en est-il résulté ?

« Nous avons vu, par une conséquence logique des événements, cette autorité passer de l’Assemblée aux groupes parlementaires ; de ces derniers aux partis, des partis aux respectifs comités directeurs, et en définitive de ceux-ci au corps électoral anonyme. L’expérience prouve que, d’échelon en échelon, le pouvoir se dégrade, se dissout, et que le gouvernement n’est finalement plus possible ou n’est plus efficace. Au fur et à mesure que les difficultés s’accumulent, le désordre s’accroît, la carence de l’autorité rend la vie sociale précaire et les libertés politiques mêmes se transforment en licence générale. Du sein du Pays des voix s’élèvent pour réclamer un gouvernement qui gouverne. Tel est généralement l’épilogue de tout ce processus ; mais il semble que c’est par là qu’on aurait dû commencer : avoir un gouvernement qui gouverne.

Théoriquement les partis représentent le groupement de forces politiques qui se sont constituées autour de systèmes, de principes doctrinaires ou d’ensemble d’intérêts, soit matériels, soit moraux, en vue, dans l’un et dans l’autre cas, de leur application et de leur défense par l’exercice du gouvernement.

Théoriquement encore, les programmes des partis se présentent comme des ensembles de solutions aux problèmes concrets de la nation. En d’autres termes, c’est le parti au service de la nation. S’il en était ainsi, on pourrait connaître, à travers la formation des partis, les courants d’idées ou les sentiments qui agitent l’âme de la nation, la force de ses aspirations, l’importance de ses besoins. Ceci, c’est la théorie.

Dans la pratique, on constate ce qui suit: dans de nombreux pays, et au Portugal sans aucun doute, la notion, l’esprit, la finalité des partis se sont corrompus et les associations partisanes se sont transformées en clientèle, successivement ou simultanément alimentées par le Trésor.

Après la fin – ou même avant cela – de la période romantique qui suivit les révolutions, dites libérales, du début du XIXe siècle et où les débats parlementaires révélaient, avec éloquence et érudition, une préférence pour les grandes thèses de philosophie politique et les grandes aspirations nationales, le régime des partis commença à dégénérer. Je doute qu’il ait jamais représenté ce que l’on attendait de lui. »

Bref :

« la vie partisane connaît des hauts et des bas, mais cesse en tout cas de correspondre aux intérêts politiques et s’éloigne de plus en plus de l’intérêt national. La fusion ou la désagrégation des partis, les combinaisons politiques, sont le fruit de conflits et de passions, de compromis entre les factions concurrentes, mais elles n’ont rien à voir avec le pays ni avec ses problèmes. »[28]

*
**

On vient de voir une manière typique de Salazar de conduire une discussion. Sa critique ne reste jamais dans le domaine de la théorie pure. Elle consiste toujours en une comparaison entre la doctrine et les faits.

28 *Ibid.*, t. IV, p. 360 (7 janvier 1949).

Elle est essentiellement empirique : la démocratie des partis prétend être ceci ; je vois qu'en fait elle aboutit à cela. Conclusion pragmatique : je la rejette.

À une politique de partis, il oppose ce qu'il a appelé « *une politique nationale tout simplement* »[29].

> *« L'esprit de parti corrompt ou avilit le pouvoir, déforme la vision des problèmes, sacrifie l'ordre naturel des solutions, se superpose à l'intérêt national, entrave – quand il ne s'y oppose pas complètement – l'utilisation des valeurs nationales au service du bien commun. Cet aspect de la question est, quant à moi, un des plus graves. »*[30]

Toutes les valeurs d'une nation doivent pouvoir être utilisées pour le bien de la nation. Tout système qui aboutit à fractionner les meilleurs éléments d'un pays en groupes adverses est destructeur et, comme tel, doit être rejeté :

> *« Le fait de reconnaître l'existence de majorités ou de minorités et de représentations particulières d'intérêts, de régions ou de courants doctrinaires est incompatible avec le principe d'unité nationale, l'efficacité des organes de souveraineté et l'esprit d'opposition aux partis, propre à la révolution [nationale]. »*[31]

On est ici au centre même de la pensée politique de Salazar.

Tout va découler maintenant de cette constatation que la démocratie des partis est préjudiciable à l'intérêt de la nation. Il s'agit de passer d'une politique de partis à une politique nationale tout court.

> *« L'attitude purement négative vis-à-vis de l'organisation partisane ne suffit pas pour éviter que celle-ci ne cherche à chaque instant à se reconstituer. La politique ne se contente pas d'attitudes, elle exige des solutions. Or, sera-t-il possible de faire admettre d'autres formules capables d'ouvrir de nouveaux horizons à l'association et à l'action coordonnée des hommes ?*
>
> *Si nous croyons que l'époque de l'individualisme est passée, et si nous craignons, à juste titre, que l'organisation socialiste ne soit qu'une formule de transition vers le communisme ; si la liberté de l'homme vis-à-vis de l'État se trouve sérieusement menacée par ces systèmes, et si nous reconnaissons qu'elle est d'ores et déjà, en plusieurs endroits, supprimée, il nous faut tenter une forme d'organisation et de vie collective dans laquelle et par laquelle, l'homme puisse encore être libre et affirmer sa personnalité. Cette nécessité nous pousse à rechercher des solutions politiques à partir de plans tout différents. »*[32]

> *« Une des idées maîtresses de la Révolution [nationale] nous invitait à avoir exclusivement présente à l'esprit, au-delà des groupes, des sectes et des factions, l'unité essentielle de la nation, et à nous inspirer de cette unité, à nous appuyer sur elle dans notre action gouvernementale. Cet appui impliquait cependant la formation d'une conscience collective appropriée.*
>
> *Il ne semble pas que l'unité, d'ailleurs réelle et vivante dans la solidarité des intérêts et dans l'identité de la mission puisse se traduire en une uniformité de pensée quant aux problèmes secondaires de l'administration ou aux procédés de gouvernement ou même d'administration de l'État [...].*

29 *Ibid.*, t. IV, p. 361 (7 janvier 1949).
30 *Ibid.*
31 Oliveira Salazar, *Discursos*..., t. I, p. 384 (9 décembre 1934).
32 *Ibid.*, t. IV, p. 432 (20 octobre 1949).

Cette unité ne saurait non plus être confondue avec la simple affirmation de patriotisme, car dans la pratique il sera toujours nécessaire d'établir comment elle se concrétise et quel doit en être le comportement. Même sans parler de l'affligeante perturbation mentale de ces dernières dizaines d'années, les esprits se trouvent aujourd'hui sollicités dans des directions diverses, par des écoles politiques, philosophiques, esthétiques, que si nous tentions de réunir, dans un pays quelconque, des hommes pensant uniformément sur un vaste ensemble de problèmes nationaux, il faudrait nous contenter d'un groupe extrêmement limité et nier au sein même de ce groupe la liberté de penser. Les partis politiques obéissent à ce système et sont l'image de ces limitations. Mais ces partis, par définition, ou en vertu des exigences de leur propre vie, ne représentent ni ne peuvent servir l'unité nationale, sinon justement quand ils parviennent à former entre eux une union précaire, autrement dit quand ils se nient eux-mêmes. Telles ont été les difficultés qui se sont présentées à nous et que nous avons essayé de surmonter.

À cet effet, nous avons toujours écarté l'idée partisane, comme une position idéologico-politique qui déformerait à nos yeux l'image de la nation, qui nous empêcherait de poursuivre l'intérêt de la nation, là où nous le trouverions, tel que nous le verrions et sous les formes momentanément possibles, sans que l'on ait la préoccupation troublante et absorbante de conserver, – dans le secteur d'origine du gouvernement, le crédit politique autrement dit : le vote du parti.

Par ailleurs, nous avons estimé que la formation d'une solide conscience collective n'impliquait ni n'exigeait que l'on aille au-delà de ces aspirations ou sentiments fondamentaux qui constituent la structure mentale et morale du Portugais, tel que l'ont formé l'histoire, l'éducation et l'économie, c'est-à-dire le milieu dans lequel il est obligé de travailler […]. Et parce que les hommes s'unissent plus facilement autour de ce qu'ils doivent faire en commun qu'autour de principes et des sentiments qui les animaient, nous avons senti que pour maintenir vivante et consolider leur union, il était nécessaire de leur proposer des tâches collectives de caractère et d'intérêts nationaux, comme par exemple une importante action coloniale ou un vaste plan bien conçu de développement économique. »[33]

Et Salazar de résumer toute cette lucide analyse par ces mots :

« *Autrement dit, la nation tend instinctivement à l'unité, les partis à la division.* »

Mais comme la tendance au fractionnement en partis est non moins incontestable que la tendance profonde à l'unité, il nous faut chercher la raison de cette double et contradictoire aspiration. Si l'on y réfléchit bien, il apparaît qu'il s'agit d'une même aspiration à l'unité, chaque parti ayant l'ambition de devenir un jour toute la nation. L'erreur consiste à vouloir atteindre cette unité à travers le parti qui ne pourra jamais être unique que par artifice. La suppression des partis – et non la constitution d'un parti unique – tel est donc le préalable indispensable pour qu'un gouvernement se trouve en conditions de gouverner dans le sens de l'unité nationale.

Il s'agit d'obtenir des partis le renoncement auquel ils consentent en cas de crise grave ou de guerre.

33 *Ibid.*, t. IV, p. 467 (28 mai 1950).

« Certains, se basant sur ces mêmes faits, prétendent qu'ils ne peuvent, ou ne doivent, constituer que des exceptions, dans le cas de danger collectif ; et moi je conclus, de leur application dans les pires moments, à la possibilité et à l'avantage de leur généralisation à tous les cas et à tous les moments. Et bien que nous continuions, sur la vaste scène du monde, à être l'objet de sourires d'incrédulité, non seulement nous ne sommes pas disposés à changer d'idées, mais encore nous osons prévoir le proche avènement des temps où les difficultés croissantes imposeront aux peuples l'abandon des fictions partisanes et la réalité de leur unité organique. »[34]

*

**

Voilà donc l'État débarrassé des pressions contradictoires des partis, en condition d'agir, de « *gouverner en orientant la conscience nationale* »[35].

Ce n'est point une tâche facile, car :

« le mensonge peut être plus agréable que la vérité ; le peuple aime qu'on lui mente. Oui, il aime qu'on lui mente, mais il n'aime pas être dupe. Le peu de faveur dont jouit l'activité politique pure auprès des jeunes générations de nombreux pays, l'ennui ou le dégoût que le spectacle d'une vaine agitation éveille chez une jeunesse préparée ou prédisposée par les difficultés de l'heure à la rudesse des choses sérieuses et à la dignité des efforts utiles, sont en train de créer, un vide dans lequel nous voyons se débattre certaines institutions. »[36]

Débarrassé des partis, ayant limité les exigences de l'État à la « *partie irréductible* » de l'éthique du régime, ayant fait appel « *à tous les hommes de bonne volonté pour qu'ils s'attachent à l'œuvre de salut commun, indépendamment de leur passé politique ou de leur idéologie* »[37], l'État nouveau peut désormais fonctionner dans le sens de l'intérêt national, mais a-t-on, pour autant, un régime stable ?

« Quand il s'agit de politique à long terme, autrement dit, d'une idée de gouvernement qui se projette dans l'avenir et qui doit se réaliser sur une longue période, il faut reconnaître que les régimes monarchiques possèdent en puissance des conditions supérieures à celles des républiques. Dans ces dernières comme l'on ne peut compter d'avance sur une durée suffisante du mandat présidentiel, il faudrait compter sur l'assistance d'organes permanents de l'État qui pourraient en quelque sorte être les supports d'une tradition politique. »[38]

Car la forme des institutions ne règle pas la question du régime. Certes :

« […] la Monarchie possède cette supériorité réelle de, par sa propre nature, résoudre – dans la mesure où elle peut être humainement résolue – la question de la stabilité de la direction suprême de l'État ;

34 *Ibid.*, t. IV, p. 469 (28 mai 1950).
35 *Ibid.*, t. IV, p. 487 (12 décembre 1950).
36 *Ibid.*
37 Oliveira Salazar, Discours du 4 juillet 1957.
38 Oliveira Salazar, Discours du 22 novembre 1951.

mais la monarchie n'est pas un régime, elle n'est qu'une institution. En tant que telle, elle peut coexister avec les régimes les plus divers, de structures et d'idéologie les plus différentes. Dans ces conditions elle ne peut être, à elle seule, la garantie de la stabilité d'un régime déterminé et elle ne le devient que lorsqu'elle est le couronnement logique des autres institutions de l'État et se présente comme une solution si efficace et si naturelle qu'elle ne soulève aucune discussion dans la conscience générale. »[39]

La stabilité du régime, Salazar la place, plus que dans les institutions, « *dans la conscience collective* ». Mais il ne suffit pas d'« *une conscience passive et plus ou moins conformiste, car ce qu'il faut, c'est une conscience vive et vibrante, fut-elle tant soit peu rebelle, qui soit, en elle-même, le stimulant et l'inspiratrice de l'action. Mais cette conscience nous ne pouvons la trouver que dans une élite politique ayant en outre derrière elle une pléiade d'hommes d'étude, appliqués à approfondir des problèmes, à agiter des idées, à définir des principes d'orientation, à créer une doctrine, à donner l'impulsion à l'activité même du régime. On peut faire de la politique avec le cœur ; on ne peut gouverner qu'avec la raison éclairée* »[40].

« Je soutiens que les institutions sans les principes sont des corps sans vie qui ne pourront se maintenir longtemps incorrompus, et que perdant la vie, elles perdent immédiatement l'action […].

Cette distinction entre les principes et les institutions, il faut également la faire entre les institutions et les régimes : ceci nous évitera bien des désillusions et, en particulier, les risques de tomber dans une espèce de fétichisme politique donnant aux formules une valeur absolue ou tout au moins supérieure à celle qu'ils possèdent. »[41]

Comment, dira-t-on, n'y a-t-il pas quelque artifice à vouloir refuser aux partis la liberté de proposer leur philosophie politique et venir en affirmer une qu'on s'empresse d'abriter derrière les barrières de l'autorité ?

Soit, reconnaît Salazar : « *nous sommes antilibéraux* », mais pourquoi ? Parce que nous voulons garantir les libertés publiques[42].

« Vouloir garantir les libertés réputées essentielles à la vie sociale et à la dignité humaine elle-même, n'implique pas l'obligation de considérer la liberté comme élément sur lequel doive s'élever toute la construction politique. Le libéralisme a fini par tomber dans le sophisme suivant : il n'y a pas de liberté contre la liberté. Mais, en harmonie avec l'essence de l'homme et les réalités de la vie, nous, nous dirons : c'est seulement contre l'intérêt commun que la liberté n'existe pas. »[43]

« Remettons donc la liberté à l'autorité, car elle seule sait l'administrer et la défendre. La liberté que les individualistes préconisent et réclament est une figure de rhétorique, une simple image littéraire. La liberté garantie par l'État, réglementée par l'autorité est la seule possible, celle qui peut conduire, je ne dis pas au bonheur de l'homme, mais au bonheur des hommes […]. »[44]

39 Oliveira Salazar, Discours du 22 novembre 1951.
40 *Ibid*.
41 *Ibid*.
42 Oliveira Salazar, *Une Révolution dans la Paix*, p. XXXI.
43 *Ibid.,* p. XXXII.
44 Antonio Ferro, *Salazar*, p. 51.

Qu'advient-il, en effet, si l'État laisse les groupes partisans se considérer à tout moment « *candidats au pouvoir, en se fondant sur la portion de souveraineté populaire qu'ils prétendent représenter ? L'activité principale, et même, comme il est facile de le voir, l'intérêt principal du public, ne se concentre pas sur les problèmes de la nation et sur la recherche des meilleures solutions, mais seulement sur la lutte politique* »[45].

Ce sont là, à vrai dire, « *des problèmes de toujours* », mais « *jamais on ne leur a donné, comme aujourd'hui, une solution aussi peu satisfaisante ou plus incompatible avec les nécessités du moment* »[46].

*
**

L'autre tentation, celle qui naît des abus de la lutte des partis, c'est celle du totalitarisme. Il est extrêmement remarquable que toute la première partie de l'action politique de Salazar s'étant déroulée dans le temps des révolutions fasciste et nationale-socialiste, il n'a jamais cédé à la tentation totalitaire. Et cela pour des raisons qui ne devaient rien à l'opportunisme, mais par une antévision de l'exagération dans laquelle allaient verser ces expériences et qui allaient risquer de compromettre l'ensemble même des idées nationalistes, toutes de raison et d'équilibre.

> *« Il faut éloigner de nous la tendance à la formation de ce qu'on pourrait appeler l'État-totalitariste. L'État qui subordonnerait tout sans exception à l'idée de nation ou de race par lui représentée, en morale, en droit, en politique et en économie, se présenterait comme un être omnipotent principe et fin de lui-même, auquel devraient être assujetties toutes les manifestations individuelles ou collectives. »*[47]

C'est pourquoi, lorsque Salazar rédige la Constitution politique de l'État nouveau, il commence par « *établir la morale et le droit comme limites à sa propre souveraineté* ».

La Constitution de Salazar imposera à l'État « *le respect pour les garanties dérivées de la nature en faveur des individus des familles, des corporations et des autarcies locales* », elle assurera « *la liberté et l'inviolabilité des croyances et des pratiques religieuses* », elle attribuera « *aux parents et à leurs représentants l'instruction et l'éducation des enfants* », elle garantira « *la propriété, le capital et le travail dans l'harmonie sociale* » elle reconnaîtra « *l'Église, avec ses organisations qui lui sont propres* » et la laissera « *libre d'exercer son action spirituelle* »[48].

> *« La caractéristique fondamentale de notre régime, lui viendra de son organisation corporative intégrée dans un État possédant une autorité qui, au lieu de provenir de la force, s'y appuiera, certes, mais s'appuiera surtout sur la raison, la bonté, l'intérêt public, la conscience générale des vertus du système. »*[49]

45 Oliveira Salazar, *Discursos…*, t. I, préface à la 4e édition, p. XXXVIXL (28 mars 1948).
46 *Ibid.*
47 Oliveira Salazar, Discursos…, t. I, p. 336 (26 mai 1934).
48 *Ibid.*, p. 337.
49 Oliveira Salazar, *Une Révolution dans la Paix*, p. XXXIII.

Bref, « *la dictature de la raison ou de l'intelligence* »[50]. Que cette « *dictature de la raison* » ait besoin de s'appuyer sur l'autorité, Salazar ne songe pas un instant à le nier. C'est une caractéristique essentielle de sa personnalité que de ne jamais transiger sur la valeur des mots. Dans la vie quotidienne de l'État, des circonstances historiques, des contingences extérieures pourront l'obliger à différer une réalisation, à retarder l'organisation des institutions qu'il croit nécessaires, mais jamais il ne transigera sur le plan des idées fondamentales ou acceptera de donner aux mots un autre sens que celui qu'ils ont.

> *« [L'autorité] est un fait et une nécessité : elle ne disparaît que pour se reconstituer, on ne la combat que pour la livrer en d'autres mains. Elle est un droit et un devoir, devoir qui se renie lui-même s'il ne s'exerce pas ; droit qui a sa meilleure assise dans le bien de tous. Elle est aussi un don magnifique de la Providence, car, sans elle, ni la vie sociale, ni la civilisation humaine ne seraient possibles. Le passage de l'enfance à l'âge d'homme, de l'ignorance à la connaissance, des instincts à la vertu, de la barbarie à la civilisation, est le fruit de l'effort persistant contre l'inertie naturelle, c'est la couronne de gloire de l'autorité. L'organisation, la défense des intérêts collectifs et la conciliation des intérêts individuels, l'ordre, la paix, la définition des fins à atteindre par l'agrégat social, la préparation des moyens nécessaires, l'impulsion dans le sens du mieux sont encore son œuvre et son fruit.*
>
> *Dans la famille, à l'école, à l'église, à l'usine, au syndicat, à la caserne, dans l'État, l'autorité n'existe jamais pour elle-même, mais pour les autres ; ce n'est pas une propriété, c'est un fardeau. Ses avantages sont en proportion du bien qu'elle ordonne et de la fidélité avec laquelle s'exécutent ses ordres. Comme l'erreur est possible, son action doit pouvoir être appréciée, mais il y a moins de désavantage à ne pas se laisser critiquer qu'à ne pas se faire obéir. Nous ne discutons pas l'autorité. »*[51]

*
**

Voilà donc Salazar, d'observations en observations, arrive à un certain « *art de gouverner* ». La définition qu'il en donne pourrait s'appliquer en général au gouvernement des sociétés humaines, mais il n'oublie pas qu'il légifère pour un certain peuple, à une certaine époque. Il lui faut donc prendre la mesure de cette société dans laquelle nous devons vivre. Il la voit « *bien différente* » de celle à laquelle nous sommes habitués.

> *« Nos notions de la vie, des rapports entre semblables, de la fonction de la richesse et du travail, de la hiérarchie traditionnelle des valeurs dans la société évoluent tant que nous ne comprendrons pas comment nous ou nos pères, nous pouvions penser autrement naguère.*

50 *Ibid.*, p. XL.
51 Oliveira Salazar, *Discursos…*, t. II, p. 132 (26 mai 1936).

Tout État moderne, indépendamment de son visage politique, sera dominé par le souci du social, *souci qui se traduira certainement par des interventions plus ou moins profondes dans le domaine économique – propriété et production – mais dont le but consiste à obtenir une meilleure distribution de la richesse produite et à faire participer la généralité des individus aux bienfaits de la civilisation.*

Soit que les intéressés aient une tendance à compter sur leur propre action pour satisfaire leurs revendications, soit en vertu des améliorations acquises, on ne saurait nier que ces masses représentent un poids pour l'État, voire pour son organisation. La question qui se pose est donc la suivante : quelle est la meilleure forme de représentation et de défense des ouvriers dans l'État ? »

Réponse :

« En premier lieu, l'État définit, représente et défend une telle multiplicité d'intérêts qu'il ne peut sans danger pour la nation se subordonner à une pensée de classe ni se consacrer uniquement à satisfaire les revendications de cette dernière […]. En second lieu, la complexité des sociétés civilisées est si grande ; si nombreux et inextricables les intérêts moraux et matériels qui s'y meuvent et si nécessaires une direction supérieure et une action arbitrale pour régler d'éventuels différends qu'il semble bien que l'action de l'État ne puisse s'exercer qu'à deux conditions : d'abord l'existence d'une organisation sociale-base, étrangère et non subordonnée à toute autre organisation se destinant à créer un organe politique de représentation ; ensuite une réforme de l'État tendant à le rapprocher de cette organisation ou plutôt à l'incorporer à lui. Je suis donc amené à croire que dans l'avenir, la solution du problème que j'ai énoncé plus haut imposera un type d'État où l'ensemble des intérêts de la nation, intégralement organisée, sera représenté de façon effective et directe par la voie des intéressés eux-mêmes. »[52]

Salazar n'ignore pas l'objection libérale et reconnaît que « *le premier point, c'est de savoir si l'on peut se passer de toute forme d'organisation* ». À quoi il répond :

« L'histoire, la raison et la considération des nécessités économiques et sociales de notre époque répondent négativement. L'économie et le travail tendent irrésistiblement à s'organiser ; l'organisation est donc un fait naturel ; l'État peut la conduire ou l'absorber, mais point la nier.

*Au XIX*e *siècle, sous l'influence des principes de la Révolution française, l'État prit toutes les attitudes imaginables par rapport à l'organisation de l'économie et du travail : hostilité, méconnaissance, indifférence, résignation. Le résultat fut que, contre la loi, sans la loi, malgré la loi, les individus et les activités s'organisèrent peu à peu, en renonçant, pour leurs intérêts, aux parcelles de liberté que les régimes leur accordaient théoriquement.*

Il fallait s'y attendre. Nous voyons l'homme incorporé dès sa naissance dans plusieurs types d'association car, naturellement, *il ne peut grandir, vivre, s'élever ni se développer tout seul et sur ses propres ressources. La famille est le premier groupe naturel. Il y a aussi la profession, l'Église, la société civile et, à leur exemple, d'autres encore. L'homme tend vers le groupe par une exigence de sa condition, par instinct de défense, par soif de progrès.*

52 *Ibid.,* t. IV, p. 255 (9 novembre 1946).

À ces motifs s'ajoutent ceux que suscitent les nécessités des temps. Nul ne peut choisir l'époque où vivre et, partant, se dérober à la discipline que les nécessités générales imposent. Plus la vie en société se complique, plus le besoin s'impose d'aménager les activités qui se développent dans son sein. Pour ne considérer que la branche de production, le caractère national des différentes économies doit avoir pour base une organisation ; sans être organisés, ni commerce, ni production, ni travail ne pourraient être orientés.

La conclusion générale et la réponse au premier point et qu'on ne peut se passer d'une organisation.

Quel type d'organisation choisir ? sera la seconde. »

Salazar se demande d'abord à quelles conditions devrait satisfaire l'organisation qu'on déciderait d'adopter, et il répond par quatre conditions :

a) Une organisation qui soulageât l'hypertrophié et monstrueux État moderne en le débarrassant de certains services, fonctions, dépenses, protégeant ainsi la liberté individuelle et l'économie privée ;

b) Même au préjudice de sa pureté théorique et de sa symétrie, elle devrait être calquée sur la vie réelle de l'homme dans sa famille, dans sa profession et dans la société et, étant ainsi, il s'agissait de tirer le meilleur parti des formes connues et spontanées d'organisation afin de les intégrer dans un plan d'ensemble ;

c) Il fallait qu'elle ne dissociât point l'économique du social, pour la raison fondamentale que tous ceux qui travaillent, de quelque façon que ce soit, sont solidaires de la production et doivent en vivre tous.

d) L'organisation ne devait pas perdre de vue les réalités supra-individuelles et tenir compte du fait qu'elle ne serait vraiment utile que dans la mesure où elle parviendrait à satisfaire en même temps les intérêts privés légitimes et l'intérêt collectif. »[53]

Telles devaient être les bases de l'organisation corporative portugaise.

*

**

C'est vers « *les groupes naturels nécessaires à la vie individuelle et dont est réellement constituée la société politique* », que Salazar entend chercher le point d'appui nécessaire à la construction de l'État :

« Voici à la base, la famille, cellule sociale irréductible, noyau originaire de la paroisse, de la commune et, partant, de la nation. Elle est donc, par nature, le premier des éléments politiques organiques de l'État constitutionnel. »

Viendront ensuite les corporations morales et économiques.

Dans l'esprit de Salazar, elles devront posséder « *des droits politiques avec influence dans l'organisation de l'État* ».

En résumé, dira-t-il, « *on prétend construire l'État social et corporatif en rapport étroit avec la constitution naturelle de la société. Les familles, les paroisses, les communes, les corporations où se trouvent tous les citoyens, avec leurs libertés juridiques fondamentales, sont les organismes qui composent la nation et, comme tels, ils doivent intervenir directement dans la constitution des corps suprêmes de l'État* ». Et il concluait :

53 *Ibid.*, t. III, p. 356 (23 juillet 1942).

« Voilà une expression plus fidèle que n'importe quelle autre du système représentatif. »[54]

*
**

La construction est-elle achevée ? Lorsqu'on a une représentation, aussi exacte que possible de la nation considérée dans les groupes naturels qui la constituent, a-t-on pour autant « *un interprète autorisé* » de l'intérêt national ?

La réponse de Salazar est très intéressante :

La Chambre corporative « *par son origine et par sa formation* » dit-il, représente bien « *les différents intérêts qui se meuvent au sein de la nation* », mais « *par ailleurs il semble bien que l'intérêt national ne soit pas exclusivement constitué par la combinaison des divers intérêts matériels et moraux, ou tout au moins qu'il existe, outre ces intérêts spécifiques et particuliers aux différents groupes, un intérêt politique général, se rapportant à la nation tout entière, en tant que personne et unité morale* ».

Pour Salazar qui livre sa pensée au fur et à mesure qu'il a acquis des certitudes, cela ne lui coûte absolument pas d'avouer ses doutes et il a sur ce point du couronnement de son édifice politique avoué que, pour lui, la solution restait en suspend. La façon dont il s'est exprimé mérite d'ailleurs d'être notée :

« Il y a des concepts qui inspirent et orientent la vie de la nation dans son ensemble ; le corps social manifeste des opinions et des tendances qui réclament un interprète autorisé. Que celui-ci soit constitué par le processus que nous adoptons actuellement, ou bien qu'il émane sous quelque autre forme, de la Chambre corporative elle-même ; qu'il soit permanent ou bien soumis à un renouvellement total ou partiel, ce sont là des aspects que je ne conçois pas encore très clairement. Comme le problème n'est pas urgent, attendons que le temps nous aide à trouver une solution. »[55]

Mais si l'on peut discuter sur le mode de désignation du ou des représentants de l'intérêt national, il est bien clair que :

« l'existence d'un intérêt collectif et la collision des intérêts particuliers immédiats, chacun soutenu égoïstement de son côté, exigent un défenseur et un arbitre et cette double fonction ne peut être remplie que par l'État. Même en régime d'économie qui se dirige elle-même en ce qui concerne la définition de règles auxquelles la production doit se soumettre, il faut que l'État garde la haute direction afin de pouvoir intervenir lorsque les buts et les intérêts de la politique nationale sont en jeu et qu'il tienne le rôle d'arbitre suprême dans les conflits d'intérêts. »[56]

L'État de Salazar est donc l'État traditionnel, l'État arbitre, et c'est, en définitive, la raison d'être de toute autorité.

54 *Ibid.,* t. I, p. 87 (30 juillet 1930).
55 *Ibid.*, t. IV, p. 435 (20 octobre 1949).
56 *Ibid.*, t. III, p. 369 (23 juillet 1942).

Il faut un Pouvoir qui, à un moment déterminé, entre toutes les discussions, tous les avis, tous les intérêts, tranche.

J'imagine que les hommes n'ont pas inventé l'Autorité pour leur plaisir. Les premiers qui sont allés choisir l'un d'entre eux et lui ont dit : « *Tu seras le Chef, nous t'obéirons* », ne l'ont pas fait par goût de l'humilité, mais simplement parce que la vie n'était plus possible, au milieu des conflits d'intérêts, sans un arbitre indépendant.

L'unité ne vient pas spontanément par le bas ; elle descend d'en haut, du Pouvoir unificateur et arbitre. Si l'on y réfléchit bien, c'est le légitime orgueil des hommes libres qui crée les monarchies ou les mono-archies : ne voulant pas plier l'un devant l'autre, les hommes libres acceptent un arbitre, et, autour de cet arbitre, unificateur par le seul fait de son unité, peut se rassembler une nation. C'est même comme cela qu'elles sont nées.

*

**

Salazar a toujours manifesté une conscience très vive de la valeur de l'Occident. C'est en termes durs qu'il constatera :

> *« Il semble que l'Europe se sente aujourd'hui honteuse et repentante des actions de ses navigateurs et de la haute pensée qui les guidait, et qu'elle s'efforce le plus discrètement possible d'en effacer les vestiges.*
>
> *La vérité cependant est que le progrès se mesure, partout, aujourd'hui encore, au degré d'occidentalisation atteint et que les régressions se manifestent en sens contraire. »*[57]

L'Europe « *tragique et glorieuse* » lui a inspiré des pages qui sont les plus passionnées de son œuvre d'ordinaire si pondérée :

> *« On ne saurait qualifier de préjugé racial la constatation d'un fait historique tel que la supériorité très marquée de l'Européen dans la tâche de répandre la civilisation parmi les peuples de la terre. »*[58]

Et pourtant, il a peur de devoir prononcer le fatal aveu de la décadence, ce « *finis Europæ* » des démissions définitives.

« *Lorsque je réfléchis sur la crise intérieure et extérieure que traverse notre Civilisation,* dit-il, *je ne suis assailli par aucun doute quant à la valeur universelle de ses principes* », mais ce qui l'inquiète, c'est qu'on ait « *çà et là, perdu la foi dans sa supériorité intrinsèque* » et que l'on se comporte parfois « *comme si ces conflits de civilisations n'étaient placés que sur le plan des discussions philosophiques, au sein de doctes académies* ».

L'Europe lui paraît « *fatiguée de sa propre grandeur* ». Il la voit éprouver « *la peur de la vie et la peur de se battre pour défendre la dignité de cette vie* », et il a « *peur de cette peur* »[59].

57 Oliveira Salazar, Discours du 12 avril 1954.

58 Oliveira Salazar, *Discursos*…, t. IV, p. 419 (25 juillet 1949).

59 Oliveira Salazar, Discours du 8 décembre 1956.

Il voit une Europe, « *par une espèce de lâcheté collective* » sembler « *avoir honte de l'œuvre qu'elle a réalisée* », un Occident « *qui a perdu malheureusement le courage d'affirmer sa supériorité* »[60].

Alors, contre l'Occident, menacent de se dresser tous ces mouvements confus basés sur la race, sur la couleur et qui invoquent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Or ce droit on le voit « *invoqué le plus souvent au gré des intentions politiques ou des besoins du moment* »[61], aussi se refuse-t-il à professer « *avec cette légèreté courante de nos jours* » des principes « *qui seraient des agents de dissociation et de rupture* » de l'intégrité de la nation portugaise.

Il ne nie pas qu'il n'y ait dans le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes « une part de justice et de raison »[62], mais il se méfie des droits abstraits.

> *« Le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes fonde et légitime l'indépendance des peuples quand le degré d'homogénéité, de conscience et de maturité politique leur permet de se gouverner eux-mêmes, au bénéfice de la collectivité. Mais il est indûment invoqué lorsque fait défaut la notion, même approximative de l'intérêt général d'un peuple solidairement lié à un territoire déterminé. »*[63]

Et il remarque que « *la légèreté désabusée avec laquelle ces problèmes sont aujourd'hui envisagés, alliée à la vague phraséologie des propagandes qui attisent des mouvements passionnels et irresponsables, choque les intelligences réfléchies* »[64].

Hélas, les principes qui ont corrompu les nations s'attaquent aujourd'hui au concert des nations. Après avoir détruit les cadres réels de la société : famille, corporation, vie communale, les peuples ont passé sous la domination centralisatrice de l'État, qu'elle se manifeste par la dictature d'une assemblée, la planification socialiste ou la dictature soviétique. Sur le plan international, on assiste à un phénomène assez semblable : les cadres réels de la vie des peuples, les nations, sont déclarées dépassées, inadaptées aux besoins de la technique moderne.

Par un étrange paradoxe, on voit simultanément réclamer le partage des colonies en nations indépendantes, au nom du principe des nationalités et l'intégration des métropoles, au nom de l'organisation technique des intérêts.

Salazar n'a jamais nié les « *dépendances qui réduisent la liberté des États* », mais si ces dépendances imposent une collaboration internationale, il note que celle-ci « *peut-être établie multitudinal plurilatéralement sous deux formes diverses : ou bien à partir de la nation en tant qu'unité intégratrice de ses propres intérêts ; ou bien directement à partir de ces intérêts en vue de l'organisation internationale* ».

---

60 Oliveira Salazar, Discours du 30 mai 1956.
61 Oliveira Salazar, Discours du 30 novembre 1954.
62 *Ibid*.
63 Oliveira Salazar, Discours du 30 mai 1956.
64 *Ibid*.

« *Quant à moi,* dit-il, *je crois que l'organisation internationale des grands intérêts aura une viabilité et une efficacité bien plus grandes si elle est faite par échelons, parmi lesquels l'échelon national m'apparaît comme indispensable* »[65]. Aussi conclut-il :

> *« Notre nationalisme, constructif, sans agressivité, prêt à collaborer sans exclusivisme, mais enraciné dans la terre et dans les âmes, pourrait bien continuer à se révéler la meilleure défense contre des expériences audacieuses dont nous ne pourrons malheureusement évaluer les bénéfices possibles qu'après en avoir subi les inconvénients réels. »*[66]

*
**

Comment terminer ces remarques trop brèves sur une pensée si riche en nuances, si subtile ?

Salazar a-t-il, au total, une vue pessimiste des hommes et des choses ? Est-il encore curieux du spectacle de notre temps ou a-t-il la sensation d'appartenir à un passé qui ne reviendra plus ?

Quelle erreur ce serait de le croire !

Avoir eu raison un quart de siècle durant, avoir, sans sortir de son pays, analysé avec-une telle sûreté l'évolution du monde, confère une force de certitude que rien ne peut entamer. Mais quelle grandeur d'esprit que de n'en tirer mille vanités et de rechercher tout ce qui peut renouer les fils et non ce qui creuse les fossés infranchissables.

Cette patience avec les choses et avec les gens, quelle force de certitude cela suppose !

> *« Dans l'ensemble des événements auxquels nous assistons, il y a des destructions sans nombre et aussi des ébauches de constructions nouvelles ; il y a des accidents de temps ou de lieu et aussi des phénomènes tendant à se refléter d'une manière durable dans les sociétés humaines ; il y a des conceptions de vie déjà dépassées, et aussi la rupture de liens indispensables de discipline sociale ; il y a encore finalement, et bien qu'estompé par la fumée des passions et par l'atrocité des luttes, l'homme dans la constance de sa nature, tel que nous le connaissons ou que nous le devinons depuis l'aube des temps. Dans ces conditions, le problème consiste à ne pas se laisser ébranler par l'avalanche des événements indécis ou contradictoires et à découvrir dans certains cas, et à choisir dans d'autres, les lignes maîtresses de la meilleure construction future. »*

L'essentiel, c'est de ne pas se tromper sur la nature de *l'homme.*

*
**

65 Oliveira Salazar, Discours du 22 novembre 1951, p. 13.
66 Oliveira Salazar, Discours du 19 janvier 1956.

Dans les premiers mois de 1956, la situation internationale s'est brusquement aggravée : l'agitation en Afrique et en Asie menace sérieusement les grands empires euro-africains et euro-asiatiques, sans que les métropoles paraissent bien décidées à résister. Salazar a tout de suite compris que la situation allait devenir désastreuse pour l'Occident : « *L'Afrique,* rappelle-t-il le 30 mai, *est le complément de l'Europe nécessaire à sa vie, à sa défense, à sa subsistance. L'Europe sans l'Afrique, cela veut dire que la Russie peut immédiatement dicter à l'Occident les conditions dans lesquelles elle lui permettra de vivre* ». Et Salazar parle de la « *lâcheté collective de l'Europe [qui] semble avoir honte de l'œuvre qu'elle a réalisée là-bas* ».

> *« Dans le fond, en cette époque où l'on invoque de tous côtés la non-discrimination raciale, ces mouvements, là où ils se manifestent, sont surtout basés sur la race, sur la couleur, à l'échelle continentale, et menacent de se dresser en bloc contre la civilisation de l'Occident, qui a perdu malheureusement le courage d'affirmer sa supériorité [...]. Ce qu'on doit avoir présent à l'esprit, c'est que tout ce que la Russie n'a pu conquérir représente un gain pour elle si elle le fait perdre aux autres. »*

Salazar refuse d'entrer dans le jeu truqué des idéologies :

> *« Nous croyons qu'il y a des races décadentes ou arriérées, comme on voudra, vis-à-vis desquelles nous devons assumer la tâche de les appeler à la civilisation. Il s'agit d'un travail de formation humaine qui doit être accompli avec humanité. »*

Je me souviens d'un entretien que j'eus avec M. Salazar, à la fin de 1956, et au cours duquel il me fit cette remarque curieuse :

> *–Je crois bien qu'il n'y a qu'un homme qui me comprenne, c'est Krouchtchev !*

Il entendait dire par là que Krouchtchev savait que le seul dirigeant occidental qui eût percé sa manœuvre, c'était lui et qu'une sorte d'admiration intellectuelle s'était établie entre celui qui bernait les démocraties et celui qui l'avait compris.

*
**

Sur la fin de 1958, Salazar réaffirme la donnée fondamentale de sa philosophie politique :

> *–Je suis nationaliste*[67].

Et il donne cette très belle définition de la nation :

> *« Je crois qu'une vieille nation est analogue à un être humain. Elle peut fraterniser avec autrui, mais son âme et son corps demeurent intangibles. »*

---

67 *Le Figaro*, 2-3 septembre 1958.

Le monde, cependant, est traversé de courants contradictoires, nés de propagandes ouvertes ou secrètes ; les opinions publiques se troublent et les bases mêmes de la société semblent vaciller.

Salazar n'ignore point que ces vents destructeurs soufflent aussi sur le Portugal et il avertit :

> *« Il n'est pas dans mon tempérament de faire des appels faciles au tragique, et ce n'est pas là le but de mes paroles. J'estime cependant opportun de rappeler que, par ces temps difficiles, aucun des biens dont nous jouissons n'est sûr, si nous ne sommes pas disposés à contribuer nous-mêmes à leur sécurité. Ni l'indépendance, ni l'intégrité de la Patrie, ni la paix, ni l'ordre, ni les commodités et les biens, ni la tranquillité des foyers, ni la liberté des consciences, ni l'économie, ni le travail, ni les améliorations ou les entreprises publiques. Non, aucun de ces biens n'est sûr, si ce n'est dans la mesure où nous défendons nous-mêmes les principes d'où ils émanent ou sur lesquels ils reposent, et dans la mesure où nous sommes prêts à nous battre pour eux. »*[68]

C'est cette année-là que Salazar décide de modifier le mode d'élection du chef de l'État. Il enlève cette élection au suffrage universel et la confie à un Grand Collège qui réunit les députés, les membres de la Chambre corporative, des délégués des municipalités et des provinces d'Outre-Mer.

C'est une décision importante. Salazar a pu constater autrefois que l'appel plébiscitaire pouvait servir à renverser la coalition des partis et des intérêts privés, mais il constate aujourd'hui que, sous la poussée des propagandes étrangères – révolutionnaires ou ploutocratiques –, la masse peut être soudain parcourue par des vagues passionnelles qui risquent de balayer, en un scrutin, l'effort d'un demi-siècle. Tout pouvoir révolutionnaire, à son origine, tend à devenir conservateur des principes qu'il a établis et, surtout, s'il se refuse à gouverner en s'appuyant sur la démagogie, il lui faut trouver dans les Corps constitués, les assises de sa continuité.

> *« À la base de notre vie collective, telle que nous la comprenons, l'organisons et prétendons la vivre, existe un fort substratum idéologique dont elle dérive, qui l'explique et soutient même dans une large mesure la propre réalité géographique que constitue la nation portugaise. Nous touchons ici au point essentiel de la compréhension du problème : cette étreinte mortelle qui se dessine et, de plus en plus, enserre l'Occident, ne peut se refermer sans englober la péninsule [ibérique] et que soient détruites toutes les valeurs de cohésion et de création des peuples qui la constituent. Cohésion qui assure leur intégrité, création qui assure leur projection dans l'avenir. Celui qui penserait qu'il s'agit de préférence pour des doses plus ou moins fortes de démocratie ou de libéralisme, de changement de personnel gouvernemental, d'intérêts de classes encore défavorisées ou injustement traitées, ne verrait pas la question dans toute son ampleur. Il peut s'agir là de moyens, pas de fins. Ce qu'on essaie d'entreprendre, c'est la désintégration des valeurs efficientes d'une civilisation et l'évacuation de propositions essentielles, nécessaires pour des progressions vers d'autres directions. »*[69]

---

68 4 juin 1958.
69 23 mai 1959.

Quand on relit aujourd'hui ces réflexions sur lesquelles ont passé si légèrement les contemporains, on ne peut qu'admirer leur aveuglement et la parfaite lucidité de ce vieil homme, assis dans son fauteuil, occupé à diriger un petit pays à l'extrême bout de l'Europe.

Et cette vision de l'Afrique « libérée » :

> *« Comme les capitaux privés ne se sentiront pas attirés par des situations précaires et instables et que les fonds internationaux gratuits seront naturellement réduits, ces nouveaux États [africains] peuvent se sentir tentés de résoudre leurs difficultés par le recours à la socialisation générale des moyens de production et au travail forcé. Et, bien que leurs conditions soient très différentes de celles de la Russie et de la Chine, desquelles ils viendraient à s'inspirer, les mêmes procédés pourraient être essayés. Ainsi, à la régression et à la soumission à d'autres maîtres, nous devons ajouter, au moins comme perspective possible, une Afrique communiste avec toutes les conséquences politiques qui en résulteraient. »*

Salazar, qui a compris que l'abandon des métropoles « démocratiques » est définitif, vu l'état d'esprit de leurs opinions publiques, tente de séparer le « cas » portugais des autres colonisations. Ce n'est pas seulement une manœuvre devenue nécessaire, cela correspond à une réalité historique. Aux organismes internationaux qui prétendent disposer de l'empire portugais, Salazar réplique courageusement :

> *« Le gouvernement ne peut demander pardon de considérer l'existence de la Patrie comme une chose hors de discussion [...]. »*[70]

Du désordre qui suit les décolonisations française, britannique et belge, Salazar tire cette leçon : la véritable explication de l'échec de la décolonisation « *réside dans la carence d'éléments d'appui sur lesquels ces élites [indigènes] puissent compter. Et cela est naturel, parce qu'un État n'est pas constitué seulement par ses dirigeants [...]* ».

*

**

Dans les dernières années de sa vie, Salazar parlera peu, à peine un discours par an ! Sa doctrine est formée. Il la croit vraie et tout ce qui se passe autour de lui le confirme dans ses principes. Mais peut-on convaincre les autres ?

Au début de 1965, il fait un curieux aveu :

> *« J'avoue humblement que je ne suis pas parvenu, au cours de tant d'années, à obtenir deux choses, qui d'ailleurs me paraissent essentielles : convaincre nos gouvernants de ce qu'ils avaient besoin d'un appui politique pour leur action, et que cet appui ne pouvait leur venir que de l'Union nationale ; convaincre l'Union nationale** *de ce que la formation politique ne peut être abandonnée au hasard des lectures ou d'influences familiales, mais doit être confiée à une action de formation doctrinaire systématique et persistante. »*

---

70 1961.

* L'Union nationale était le rassemblement de tous les Portugais disposés à soutenir la politique du Dr Salazar.

Un régime qui n'exerce pas une formation doctrinale laisse le champ libre à toutes les opinions les plus contradictoires avec ses propres principes, et quand les ministres se complaisent dans l'apolitisme et prétendent faire de l'administration pure, il est à craindre que les idées fondamentales du régime, qui peuvent animer encore ceux qui l'ont vu naître ou l'ont construit, ne se transmette pas naturellement dans les nouvelles générations. D'autant que, et de cela Salazar en est bien conscient :

> « *Il semble que tout dans notre société soit atteint du mal du siècle : le mal diabolique de la confusion des concepts. Plus rien ne semble stable, communément admis. Non pas même qu'on demande une adhésion générale à une certaine conception des choses, mais les systèmes entre eux cessent de se définir et de se voir tels qu'ils sont. Les mots ne recouvrent plus de sens précis. Ils en ont un selon la bouche qui les prononce.* »[71]

Le 28 mai 1966, pour le 40e anniversaire du soulèvement militaire nationaliste de 1926, Salazar jette comme un dernier regard sur ce monde étrange et suicidaire :

> *« Je comprends les doutes et les hésitations. Nous vivons un moment critique de l'histoire du monde. Tout est en crise ou sujet à critique : la morale, la religion, la liberté des hommes, l'organisation sociale, l'étendue de l'intervention de l'État, les régimes économiques, la Nation elle-même et les avantages de son indépendance ou de son intégration avec d'autres pour la formation de grands espaces économiques et politiques. On discute en Europe la notion même de patrie. Des révolutions, comme la révolution soviétique, ont continué, dans le domaine des faits et de la philosophie, les révolutions qui venaient du passé, de la Réforme et de la Révolution française et, comme tous les grands mouvements en possession de leur force initiale, ont tendance à se répandre et à dominer le monde. Ils nous empoisonnent de visions et de principes qui sont loin d'être appliqués dans leur pays d'origine. Les esprits les plus purs s'inquiètent, se troublent, ne savent pas comment s'orienter, et répètent avec angoisse la question de Pilate au Christ : "*Où est la vérité ?*" »*

Or, « *l'esprit humain a besoin d'adhérer à la vérité ; il a besoin de certitudes pour s'orienter et pour agir. Aucun État ne peut exister sans se fonder sur ces certitudes, ou présumer qu'elles sont définies et acceptées* ».

Mais comment les dégager ? Les idéologies s'affrontent, les intérêts divisent. Alors, au terme de sa vie, riche de réflexions et d'expérience, Salazar donne sa dernière réponse :

> *« Indépendamment de ce qui dépasse l'ordre naturel, l'observation objective des faits et l'expérience des peuples, au long de leur vie millénaire, nous révèlent quelques-unes de ces certitudes. »*

Comme à son point de départ, Salazar conclut : il n'y a qu'une seule méthode pour trouver des certitudes : la politique expérimentale.

*
**

71 *Jours de France*, 7 août 1965.

Ce que j'appelle le « *Testament politique* » de Salazar tient dans quelques lignes données à un journal argentin, fin juin 1968 :

> *« L'ordre, la tranquillité publique, le développement de l'éducation et de la culture, le prestige, la cohésion nationale, tout cela nous admettons qu'on aurait pu l'obtenir avec d'autres hommes ; avec d'autres principes, non. »*

Trois mois plus tard, terrassé par la maladie, Salazar cessera d'exercer le pouvoir. Il survivra près de deux ans.

Il convient de noter que ni l'annonce de sa maladie, ni celle de sa mort n'ont donné lieu à aucun trouble. L'anxiété, par un vieux réflexe chrétien, s'est muée en prières.

*
**

Six volumes à couverture grise, 2 700 pages intitulées : *Discursos e notas politicas* (Discours et notes politiques), écrites entre 1928 et 1968, auxquelles il faut ajouter un volume recueillant 14 interviews données par écrit, entre 1950 et 1965, telle est l'œuvre politique que Salazar laisse à la postérité. Jamais il n'a entrepris un exposé systématique de sa doctrine. Elle s'est élaborée au cours de l'action, d'année en année, étroitement liée à l'événement qu'il fallait affronter.

En 1957, j'essayais de faire une synthèse de cette pensée politique. À cette époque, l'essentiel était déjà dit et j'ordonnais mon travail autour de deux grands thèmes : l'art de gouverner et le nationalisme. M. Salazar voulut bien trouver quelque intérêt à cette étude. Je l'avais intitulée : *O Salazarismo* (Le Salazarisme). Il n'aima point l'expression et me demanda de l'intituler : *O Pensamento de Salazar* (La Pensée de Salazar). La remarque est intéressante, parce qu'elle souligne le souci de M. Salazar de ne pas apparaître comme un faiseur de système. Fidèle à la conception de tous les maîtres de l'école contre-révolutionnaire, il pratiquait la « *politique expérimentale* » préconisée par Joseph de Maistre, il recherchait la « *Constitution essentielle de l'humanité* » selon l'expression de Bonald, et, comme Maurras, soumettait ses idées au jugement de l'« *empirisme organisateur* ».

Cette œuvre si étendue dans le temps, ces réflexions politiques dispersées, rendaient difficile l'étude d'ensemble de la pensée de Salazar. C'est alors que j'eus l'idée, en 1964, d'appliquer à ces pages écrites au gré des événements, la méthode que l'on avait suivie pour l'œuvre dispersée de Charles Maurras, et j'établis un *Dictionnaire politique de Salazar.*

« *C'est un service de plus que les Portugais vous devront* », voulut-il bien m'écrire.

Enfin, en 1967, il me sembla nécessaire de replacer l'œuvre politique de Salazar dans son contexte historique et biographique et je publiais, aux éditions de la Table Ronde, un *Salazar* où les propos de l'homme d'État s'inséraient dans l'histoire de sa vie.

« *Je vous remercie de tout cœur* », m'écrivit-il, le 30 avril 1967. En me disant combien il avait été touché que je fisse paraître ce volume pour son anniversaire. Il ajoutait ces mots qui sont pleins de mélancolie aujourd'hui quand on les relit :

> *« Cela n'a rien d'agréable de passer un anniversaire, mais notre Président de la République [l'amiral Thomas] me dit qu'il est toujours mieux de le passer que de ne pas le passer. »*

Les hommes d'État qui ont été, en même temps, des hommes de pensée, n'ont point l'éphémère durée d'une vie humaine. Leur pensée vit, circule, se propage, avance, recule, s'en va ressortir à des dizaines d'années de là. Elle participe à la vie de l'esprit, à la lutte de la Vérité et de l'Erreur. La maladie ni la mort n'y peuvent rien. La parole prononcée est un acte qui ne finit jamais d'agir.

Mon chapitre sur Salazar, dans les deux premières éditions des *Doctrines du Nationalisme*, s'arrêtait à 1956 ; le portrait que j'ai tracé dans mon *Salazar* s'arrêtait à 1967. J'ai essayé, dans les dernières pages du chapitre de cette troisième édition, de compléter l'exposé de la pensée du président Salazar jusqu'à ses derniers jours. Je pense devoir maintenant donner quelques souvenirs personnels sur ces derniers jours. Ils viendront ainsi achever mon *Salazar.*

Je les donnerai presque tels que je les ai notés au moment même.

Juin 1969

J'ai traversé le petit oratoire qui précède la chambre du Dr Salazar. Je le vois couché dans un lit que l'on a tiré au milieu de la pièce, pleine d'instruments médicaux, où deux infirmières se tiennent en permanence. Il me tend une main amaigrie.

–*Je savais que je vous reverrais,* dis-je, *on a tant prié pour vous.*

La conversation s'engage tout de suite en français, et je constate que l'illustre malade parle sans difficulté, sans jamais chercher un mot ou hésiter.

Un grand malade convalescent certes, un vieillard, mais dans le regard duquel je retrouve la même vivacité, la même ironie.

Je lui ai apporté l'édition italienne de mon *Salazar* qui vient de sortir à Rome. Il prend le volume, le feuillette, s'enquiert de savoir qui l'a traduit, si le livre se vend bien.

–*Que se passe-t-il dans le monde?* me demande-t-il.

Je lui réponds par le mot de Bainville :

–*Tout a toujours très mal marché.*

M. Salazar sourit.

–*Et il s'en accommodait ?* me demande-t-il.

–*Non, Bainville ne croyait pas au sens de l'histoire. Mais à sa logique, oui.*

Et cela nous amène à parler des troubles qui venaient d'éclater en Guinée espagnole, malgré – ou à cause – de l'indépendance que le gouvernement de Madrid venait de reconnaître à son ancienne possession. Quand le soldat s'en va d'Afrique, la Civilisation s'en va. M. Salazar tire de ces incidents une justification supplémentaire de la politique qu'il a suivie, lui, en Afrique portugaise : tenir.

Nous parlons de De Gaulle.

- *Il a des ennuis*, me dit-il.

C'était avant le référendum qui amènera sa chute.

De Gaulle a toujours été un mystère pour Salazar. Il n'a jamais compris qu'un homme qui aurait pu faire tant de bien ait fait tant de mal.

Chaque fois que j'ai entendu Salazar me parler d'un homme d'État, quel qu'il fut, je l'ai toujours trouvé comme étonné des fautes qu'il commettait, comme si l'évidence qui s'imposait à lui eut dû être partagée. Il avait un peu de l'air du professeur étonné que l'on n'ait pas trouvé la réponse exacte, tant elle était évidente.

Puis nous avons plaisanté :

–*Vous avez une forte constitution*, M. le Président, lui ai-je dit. Pensez que vous avez résisté à cinq médecins, dont un américain !

Il rit franchement. Mais je ne veux pas le fatiguer. Il y a dix minutes que nous parlons. Je me lève. Il me serre la main avec force :

–*Revenez.*

–*Je reviendrai.*

21 janvier 1970

Lorsque je suis revenu, M. Salazar n'était plus couché. Il passait maintenant ses journées assis dans un fauteuil roulé devant la fenêtre de son oratoire.

Passé la porte, je le vois, de dos, absorbé dans la contemplation des arbres de son jardin. Les palmiers apparaissaient grisâtres à travers les rideaux que l'on n'avait pas songé à relever, le ciel blanchâtre. J'éprouve une profonde impression de tristesse devant cet homme immobilisé, devant cette intelligence qui résiste à l'envahissement de l'ombre au soir de sa vie.

Je m'assois près de lui. Je le sens impatient. Les médecins, me dit-il ne veulent pas employer de traitement trop brutal, et il s'incline. Il a toujours respecté chez les autres leur responsabilité.

Il me dit qu'il se lève, marche un peu avec une canne, mais que les journées lui semblent longues ! Il a toujours eut un sommeil très bref.

À quoi peut-il bien penser dans Lisbonne endormie ? Quelle partie de conscience, quels trous d'ombre se partagent cet esprit que l'on a connu si clair, si bien organisé ?

Je lui demande :

–*Lisez-vous les journaux ?*

–*Non, on me lit ce qui peut m'intéresser.*

–*Avez-vous beaucoup de visites ?*

–*Oui, beaucoup, et cela me distrait, mais il y en a qui me*

fatiguent, par exemple quand ces messieurs viennent me parler de l'Afrique. Il faut que je réfléchisse pour bien les conseiller.

Je crois que jusqu'à la dernière lueur subsistant dans ce cerveau blessé, sa pensée aura été pour l'empire, et je pense au mot de Gœthe : « *Pour faire époque, il faut laisser un grand héritage* ».

Ce n’est pas lui qui l’aura perdu.

La conversation vient sur De Gaulle dont il connaît l’échec et le départ.

–*L’histoire dira qu’il s’est trompé*, commente-t-il.

Je ne connais pas de jugement plus sévère pour un homme d’État.

Je suis tout près de ce vieil homme sage, prudent, qui a donné avec simplicité tant de leçons aux têtes illustres de son temps. Et je le vois las. Je me lève. Nous nous serrons la main longuement, et je me dirige vers la porte quand j’entends la voix du Dr Salazar qui, le dos tourné, immobilisé par la paralysie, continue de me parler, regardant les arbres à travers la fenêtre :

–*Continuez d’écrire. Il le faut. C’est important ce que vous faites.*

–*Oui, M. le Président,* dis-je, la gorge nouée, et je quitte ce petit oratoire où survit une des plus grandes intelligences de ce temps.

*
**

Par un beau matin ensoleillé, le 27 juillet 1970, un peu après 9 heures, Salazar est mort dans la petite chambre du premier étage de la maison qu’il occupait derrière le palais de São Bento, au milieu de la verdure et des fleurs.

Je l’ai revu, le lendemain, dans son cercueil, revêtu de la grande cape noire au camail rouge de l’Université de Coïmbre. Seule une main dépasse, enroulée d’un chapelet. Le visage est couvert d’un voile blanc. Nous sommes une trentaine de personnes, familiers et hommes d’État, dans cette petite pièce aux volets mi-clos qui donne sur le jardin. On aperçoit des palmiers au soleil.

Sa fidèle gouvernante, D. Maria, relèvera plusieurs fois le voile. qui masque le visage et je contemple une dernière fois ce profil marmoréen auquel la majesté de la mort n’a rien ajouté, tant la dignité y fut toujours inscrite. Seule manque la vie, ce qui faisait briller intensément ces yeux et mouvoir cette main si belle qui traçait des gestes certains et fermes lorsqu’il parlait.

On a dit une messe dans le petit oratoire attenant à cette chambre où il a vécu ses derniers mois, assis dans un fauteuil, le regard tourné vers la lumière.

On a donné l’absoute, le couvercle fermé. À dos d’hommes on descend le cercueil. Il traverse le jardin. On le pose dans le grand hall de l’Assemblée nationale. Dehors, les trompettes sonnent. La marche funèbre de Chopin retentit. La foule agite des mouchoirs, comme à Fatima lorsque passe la statue de la Vierge des Apparitions. Salazar s’en va reposer au monastère des Jéronimos jusqu’au jour des obsèques nationales.

Derrière lui, la maison de la rua da Impressa reste vide, volets et portes ouverts. J’ai retraversé le jardin, jeté un dernier regard à cette maison où je laisse tant de souvenirs. J’ai fait tout à l’heure un dernier signe de croix lorsque le cercueil est passé devant moi, et j’ai murmuré : « *Au revoir, M. le Président* », comme autrefois.

*
**

Le petit cimetière de Vimeiro s’étend au flanc d’un bois de pins, sur une hauteur. Passé la grille, vous trouverez, tout de suite à gauche, une pierre tombale avec une simple croix. Pas d’inscription, pas même de nom, seulement ces initiales: A.O.S. 1970. C’est là que repose pour toujours celui qui fut un des plus grands hommes d’État de ce temps et un philosophe politique d’une rare étendue de vues.

J’ai vu descendre ses restes au soleil déclinant d’une après-midi de juillet. Il était un peu plus de sept heures ; une foule immense envahissait les champs et les bois avoisinants, tandis que des salves d’artillerie annonçaient au loin que Salazar reposait désormais au sein de la terre natale.

Cette journée du 30 juillet 1970 fut inoubliable. Elle avait commencé par une messe solennelle au monastère des Jéronimos où, la veille, un défilé ininterrompu d’hommes, de femmes et d’enfants s’était déroulé devant le cercueil ouvert où reposait Salazar.

Puis, traversant la grande place de l’Empire qui sépare le monastère du Tage, le cercueil avait été placé sur un train spécial où avaient pris place le chef de l’État, le président du Conseil et trois cents personnes admises à accompagner Salazar dans ce train funèbre. J’y étais et j’ai vu le spectacle le plus extraordinaire qu’on puisse imaginer : tout le long du parcours, pendant les quatre heures de chemin de fer qui séparent Lisbonne de Santa Comba Dão, on put voir une foule immense se presser dans les gares, le long des voies, au bord d’un champ, sur une hauteur, et nous défilions entre des femmes à genoux, des hommes tête nue, des enfants étonnés regardant passer ce train funèbre. Et l’on voyait des hommes pleurer à ce spectacle et dans ce train des hommes pleurer en voyant cette douleur, ce plébiscite de la mort.

À Santa Comba Dão, aucun barrage de police ne tint devant la poussée de la foule et l’on vit le chef de l’État, le président du Conseil, les ministres, les personnages importants de l’État, noyés dans la masse humaine de paysans, d’hommes et de femmes du peuple, suivre pendant plus de deux kilomètres la longue montée. vers le cimetière de Vimeiro. Le ciel soudain s’était obscurci, des éclairs rayaient l’horizon, le tonnerre grondait. Puis l’orage glissa, épargnant la foule, et le ciel reprit sa sérénité comme on arrivait au cimetière.

Maintenant repose, sous cette dalle nue et presque anonyme, celui qui « régna » pendant plus de quarante ans sur le dernier empire d’Occident.

Table des matières